

Trois scrutins
en trois mois en Algérie

LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 C.S. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 R. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 L. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ; États-Unis, 10 c. ; Yémen, 10 a. dir.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 12
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris n° 630672
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'UNESCO et l'information

A la suite de laborieux débats en commission, le projet de déclaration sur l'information soumise à la conférence générale de l'UNESCO, réunie à Nairobi, est remis sur le métier : c'est une victoire des Occidentaux, qui ont repoussé l'adoption du projet. Mais les débats ont révélé l'enjeu que représente la circulation de l'information entre les nations : les pays industrialisés et leur presse doivent sans doute à l'avenir tenir compte des revendications des pays en voie de développement.

Aux yeux des Occidentaux, ce projet de déclaration, préparé par une réunion d'experts, réagissait, en plaçant l'information sous la responsabilité des pouvoirs publics et en leur reconnaissant dans certains cas la possibilité de « rectifier » les nouvelles, d'encourager un contrôle de la presse par l'État, notamment dans le tiers-monde. En outre, bien que le problème ait été à peine évoqué lors des derniers débats, les Occidentaux rejettent la référence faite dans le préambule du texte à l'information à la résolution de l'Assemblée des Nations unies assimilant le stalinisme à une forme de racisme.

Le texte aurait pu obtenir une majorité à la conférence générale, grâce aux votes des États socialistes et d'une partie du tiers-monde, au prix d'une coupure irrémédiable dans l'assemblée. Désormais, il n'a plus guère de chances d'être adopté tel quel : le groupe de négociation et de médiation chargé maintenant de l'examiner a précisément pour tâche de présenter des projets acceptables par le plus grand nombre de délégations. A la possibilité de marquer des points sur les Occidentaux, les Africains ont préféré celle de préserver les chances de succès d'une conférence générale réunie en terre africaine sous la présidence du ministre de l'Éducation du Kenya et d'une organisation dirigée par un des leurs.

Atout, la thèse selon laquelle l'alliance du tiers-monde, menée par les États arabes et des pays socialistes, disposerait de la majorité automatique à l'UNESCO se trouverait-elle une nouvelle fois battue en brèche.

Malgré la vivacité des débats provoqués par ce projet de déclaration est révélatrice. Elle illustre les difficultés qu'entraînent pour l'UNESCO la croissance de sa représentativité et l'extension de ses compétences. La « politisation » reprochée à l'UNESCO n'est pas nouvelle. Les Américains n'avaient-ils pas voulu au moment de la guerre de Corée la faire participer à la défense du « monde libre » ? Il est inévitable que des oppositions politiques se manifestent au sein d'une organisation intergouvernementale.

Ce n'est pas non plus l'effet du hasard si un texte sur l'information est l'occasion de conflits et de nouvelles manœuvres diplomatiques. Plus encore que l'éducation, la science ou la culture, l'information est un enjeu politique. L'inégalité entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde s'y manifeste de manière éclatante, comme l'a reconnu le ministre français de l'Éducation. L'information qui abonde dans le monde sur les pays en voie de développement n'est que l'ombre d'une réalité.

Les proclamations d'attachement à la « liberté de circulation de l'information » ne suffisent certes pas à lever les ambiguïtés du projet présenté à Nairobi et à écarter les risques de restriction qu'il comportait. Mais le réquisitoire des États occidentaux n'est pas entièrement dénué de fondement. Ce n'est pas pour rien que l'invitation des diplomates à Nairobi a été précédée de vigoureuses attaques lancées par des associations de propriétaires de journaux. Des responsables d'organes de presse figuraient parmi certaines délégations. C'est que l'information est un pouvoir : à l'intérieur des frontières comme sur le plan international — et parfois au sein des journaux eux-mêmes. — Il y a ceux qui peuvent parler et ceux qui ne le peuvent pas, et les premiers tiennent à garder leurs privilèges.

(Lire page 42.)

L'enlèvement de la négociation sur la Rhodésie

Pour les chefs d'États noirs d'Afrique australe la lutte armée reste la « seule solution »

Les chefs d'État noirs de l'Afrique australe voisins de la Rhodésie, dits de ce fait « États de la ligne de front », ont tiré, le samedi 6 novembre, à Dar-Es-Salaam, la leçon de l'enlèvement de la conférence de Genève sur la Rhodésie. Ils ont en effet confirmé qu'à leurs yeux la libération du Zimbabwe (Rhodésie) ne pourra être obtenue « autrement que par la lutte armée ».

Les quatre chefs d'État de la Tanzanie, de la Zambie, du Mozambique et de l'Angola, MM. Nyerere, Kaunda, Machel et Neto, ainsi que le vice-président du Botswana, qui représentait M. Khama, actuellement hospitalisé, sont tombés d'accord pour proclamer leur « détermination de mener jusqu'à son terme la lutte de libération de l'Afrique australe en dépit des menaces des régimes racistes de Salisbury et de Pretoria ». Venant après les déclarations très pessimistes sur un règlement négocié qu'a faites au monde M. Robert Mugabe, principal porte-parole à Genève des nationalistes noirs les plus intransigeants (le Monde daté 7-8 novembre), la prise de position des chefs d'État voisins de la Rhodésie pourrait sonner le glas des pourparlers officiels, actuellement renvoyés sine die à Genève, qui se poursuivent seulement « à titre informel » et en l'absence de M. Ian Smith, rentré à Salisbury.

Les raids menés récemment par les forces rhodésiennes à l'intérieur du territoire mozambicain, qui ont été condamnés avec vigueur à Dar-Es-Salaam, ont sans doute joué un rôle important dans la prise de position des « pays de première ligne ». Concluant son compte rendu de la conférence, le président Nyerere a employé la formule « la lutte continue », devise du Mouvement de libération du Mozambique (Fretilim). Le chef de l'État tanzanien a, par ailleurs, reçu l'envoyé spécial de Washington, M. John Reinhardt, arrivé vendredi à Dar-Es-Salaam. Le secrétaire d'État adjoint américain pour les affaires publiques (directeur des services d'information) a assuré que les États-Unis envisageaient de « nouvelles initiatives » pour

débloquer la négociation, sans toutefois en préciser la nature.

Pour sa part M. John Vorster, premier ministre sud-africain, tout en assurant ne pas désespérer d'une solution négociée qu'il juge « encore possible si la majorité noire et la minorité blanche la souhaitent vraiment », a pris le contrepied des thèses des nationalistes en assurant que le « plan Kissinger » — ensemble de propositions dont se réclame M. Ian Smith en n'ayant voulu cacher que des « détails » — doit être « à la base du règlement ».

En l'état actuel des positions des deux parties, tout aussi inconciliables qu'au début de la conférence de Genève, et en l'absence de tout fait nouveau, on voit mal comment le problème rhodésien pourrait recevoir un début de règlement à Genève. Pour leur part, les Européens de Rhodésie, confirmant l'impression qu'ils ne souhaitent pas véritablement un tel règlement, ont multiplié au cours des derniers jours les initiatives militaires et les déclarations selon lesquelles ils étaient disposés, le cas échéant, à mener une « longue guerre » contre les maquisards.

M. Barre cherche à dissiper l'inquiétude des syndicats sur l'avenir de la politique contractuelle

M. Raymond Barre reçoit, ce lundi 8 novembre, les dirigeants de la C.F.T.C., venus exprimer au premier ministre leurs « vives inquiétudes » à propos des incidences du plan gouvernemental sur la politique contractuelle. C'est sur ce thème que la fédération des fonctionnaires F.O. tient, ce lundi, une conférence de presse : son secrétaire général, M. André Giscard, entend réaffirmer, tout comme M. Bergeron dans l'interview qu'il a publiée dans « le Point » de cette semaine, que Force ouvrière n'accepterait pas que la liberté de négociation des accords salariaux dans le secteur public et nationalisé soit remise en cause.

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., s'est déclaré, lors d'une réunion samedi 6 novembre, dans le Pas-de-Calais, de cette attitude de Force ouvrière. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont, pour leur part,

lancé pour mardi 9 novembre un ordre de grève de vingt-quatre heures à l'É.G.F. en signe de protestation contre les conséquences que risque d'avoir le « plan Barre » sur les rémunérations des électriciens et des gaziers. L'Union des cadres et techniciens (U.C.T.) s'est prononcée, de son côté, pour une grève prolongée à l'É.G.F., si les nouvelles conventions s'assuraient pas à l'É.G.F. une progression du pouvoir d'achat salarial.

M. Raymond Barre, qui a effectué samedi à Troyes son premier voyage officiel en province, ne s'est pas exprimé sur le sujet. L'impression prévaut qu'il souhaite gagner du temps. Il a, en revanche, incité les chefs d'entreprise à « faire preuve de responsabilité » en matière de prix, annonçant que « des sanctions exemplaires seraient prises envers d'éventuels abus ».

(Lire page 8.)

L'OS

par PIERRE DROUIN

L'os du plan Barre, on pensait seulement le déborder en janvier il commence à affaiblir dangereusement. Si, mardi 9 novembre, la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent une grève d'avertissement à l'É.D.F., ce n'est pas pour réchauffer l'atmosphère sociale et maintenir une bonne tension politique. Si M. André Bergeron rencontrera, le 17 novembre, le premier ministre, ce ne sera pas pour un « tour d'horizon général ».

Cette fois, les objectifs sont très précis : la sauvegarde des avantages, mieux, le respect des principes fixés le 10 décembre 1969 à l'É.D.F. et qui ont servi de référence pour tout le secteur public. La politique contractuelle, telle qu'elle s'est développée depuis sa naissance sous le règne de M. Chaban-Delmas, avait cette particularité, on le sait, d'avoir donné aux travailleurs des « garanties » d'augmentations du pouvoir d'achat (plus

de 2 % à l'électricité de France. Aujourd'hui, le gouvernement demande une pause au nom de la lutte contre l'inflation. Il accepte que l'augmentation des rémunérations s'aligne sur celle des prix, mais ne veut pas aller au-delà. Le conflit entre deux principes, celui qui a été reconnu par contrat et celui que les circonstances imposent pour réduire l'inflation est là, en germe, dans toute sa pureté. Comment s'en sortir ?

La « politique contractuelle » dans le secteur public a maintenant fait ses preuves. Force ouvrière, qui a été son initiateur, et qui l'a défendue avec brio et angles ainsi que la C.G.C. et la FEN contre la C.G.T. et la C.F.D.T., qui ne voyaient guère là qu'un nouvel avatar de la collaboration de classe, est décidé à se battre par tous les moyens, grève comprise, pour le sauver.

(Lire la suite page 37.)

Une ère nouvelle au Maroc ?

Le roi Hassan II fera une visite officielle en France, du 22 au 25 novembre, à l'invitation de M. Giscard d'Estaing, à annoncer lundi 8 novembre un communiqué de l'Élysée.

Cette visite répond à celle qu'avait faite au Maroc, du 3 au 6 mai 1975, M. Giscard d'Estaing.

Le souverain marocain a célébré, le samedi 6 novembre, par une cérémonie au mausolée Mohammed V, à Rabat, le premier anniversaire de la « marche verte », qui a marqué une étape décisive dans la récupération des « provinces

marocaines » du Sahara occidental. Il a mis l'accent sur la « maturité politique » dont le peuple marocain — sachant à quel moment il faut user de patience et quand il faut manifester de l'orgueil — a fait preuve en la circonstance. Il convenait d'en tirer les conséquences, a-t-il dit en substance, en évoquant les élections municipales du 12 novembre. Cette consultation sera suivie d'autres, professionnelles et régionales, avant la mise en place au printemps du Parlement prévu par la Constitution révisée en 1972.

1. — Les limites de la « démocratie hassanienne »

Rabat. — Les Marocains n'ont vraiment cru à la réalité des élections que le 7 octobre. Ce jour-là, un bref communiqué du ministère de l'Intérieur a annoncé que le scrutin pour la désignation de quelque treize mille deux cents conseillers municipaux et communaux aurait lieu le 12 novembre. Jusqu'alors les proclamations du pouvoir annonçant la mise en

De notre envoyé spécial
DANIEL JUNQUA

place démocratique des institutions prévues par la Constitution de 1972 avaient été accueillies avec scepticisme. Celui-ci n'est d'ailleurs pas, il s'en faut de beaucoup, dissipé. Nombre de citoyens ont peine à croire que les opérations auxquelles ils s'approprient à participer seront régulières : « L'administration marocaine a appris sous le protectorat français à « fabriquer des élus », nous a dit un journaliste de l'Opinion, quotidien du parti de l'istiqal (opposition). Les leçons ont été bien retenues. Depuis treize ans, toutes les consultations ont été entachées de fraude et d'irrégularité. »

Le vote du 12 novembre et la campagne qui l'aura précédé prennent donc valeur de test. « Soyons réalistes. Nous ne pourrions pas empêcher des bavures de se produire », nous a confié un jeune fonctionnaire, qui ne cachait pas sa sympathie pour l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), parti qui revendique l'héritage de Mehdi Ben Barka. Les vieilles habitudes, surtout dans les campagnes, ont la vie dure. Mais les irrégularités doivent être l'exception. Si elles dépassent le seuil du tolérable, les formations politiques en tireront les conséquences. »

LE MONDE
DIPLOMATIQUE
du mois de novembre
EST PARU

De cela, Hassan II est certainement persuadé. Le souverain a réussi, depuis deux ans, en utilisant avec beaucoup d'habileté l'affaire du Sahara occidental, à rétablir une situation qui paraissait presque désespérée. Pris pour cible, en 1971 et 1972, par des généraux en qui il avait placé toute sa confiance, coupé des partis politiques et sans doute aussi d'un peuple qui le craignait plus qu'il ne l'aimait, il n'avait pu assurer un pouvoir chancelant qu'au prix d'une répression vigoureuse.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

RES NULLIUS

C'est tout un collectif des moyens et gros fraudeurs fiscaux qui vient d'être mis au jour dans le Var. Il était temps que la fraude cessât d'être considérée comme un vice solitaire confiné au secret des confidences qu'on fait chaque année au contrôleur des impôts.

C'est un fait que les Français ont une « disposition congénitale à penser que voler l'État ce n'est voler personne. Sans doute y a-t-il là une antique séquelle de nos désobéissances politiques. Si l'État est considéré comme Res Nullius, c'est sans doute que, le temps étant passé où un seul homme pouvait dire que l'État était lui, nous n'avons pas encore trouvé un système où l'État ce soit vraiment nous.

ROBERT ESCARPIT.

ENTRETIEN AVEC LES ROSTROPOVITCH

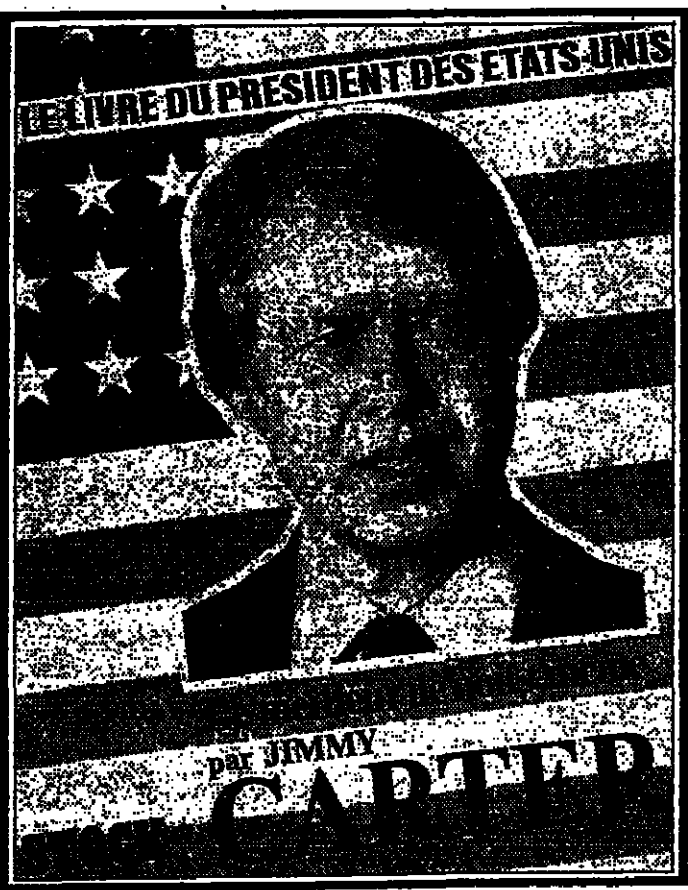
Souffrances et bonheurs de l'exil

Ils sont là, sobrement habillés à la russe, lui, débordant d'affection, le regard plein de joie et de malice, elle avec les beaux yeux profonds de Tatiana l'amoureuse, et durs de Tosca la tigresse, qui affronte la vie et ses drames avec la fermeté inébranlable d'une petite fille éternelle régnant sur le monde. Les mots chantants se bousculent dans la bouche de Rostropovitch, qui ne se lasse pas de célébrer l'amitié, la musique, la beauté, et entremêle d'un français rugueux, à la manière de Georg Solti, les traductions instantanées d'une interprète hors de pair, avec la même fougue que son violoncelle ferroviaire à travers l'orchestre du « Don Quichotte » de Strauss. Point de distance entre l'être et l'artiste : tous deux font éclater le

vernis (ou la croûte) de respectabilité des relations mondaines, des systèmes sociaux, des idées reçues, et resplendissent comme un soleil la dignité foncière de l'homme, son pouvoir démiurgique, créateur. Novembre à Paris sera le mois Rostropovitch (qui, de plus, vient d'y louer un appartement) : soliste de l'Orchestre national de France (les 8 et 9), il dirigera ensuite l'Orchestre de Paris avec sa femme Galina (les 18 et 20) et Vasso Devetzi (les 24 et 25), puis reviendra le 29 décembre à l'Orchestre national pour y donner « la Dame de pique » avec toujours Galina Vichnevskaya. Tous deux ont accepté de dire au « Monde » leur vie d'artistes loin de leur patrie.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire page 25.)



EUROPE

Union soviétique

Le défilé militaire du 7 novembre

M. Oustinov : l'armée est sur le pied de guerre pour remplir son devoir patriotique et internationaliste

De notre correspondant

Moscou. — La parade militaire traditionnelle pour le cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre s'est déroulée, dimanche 7 novembre, sur la place Rouge. Elle n'a réservé aucune surprise aux attachés militaires occidentaux.

Seule différence avec la parade de 1975 : il y a un an, le maréchal Gretchko (décédé au mois d'avril) commandait le défilé. Son successeur au ministère de la Défense, M. Oustinov, ne l'a pas remplacé dans cette tâche. Cependant, c'est ce dernier qui a prononcé le bref discours habituel. Il a constaté l'apparition de nouvelles conditions favorables à la détente internationale et à la coopération entre États à systèmes sociaux différents, mais il s'en est pris

en termes assez vifs, sans citer aucun pays, aux milieux impérialistes agressifs qui « cherchent à entraver le processus révolutionnaire mondial, accroissent les budgets militaires et poursuivent leur dangereuse provocation dans diverses régions du monde ».

« L'armée soviétique », a ajouté M. Oustinov, est sur le pied de guerre, prête à remplir aux côtés des combattants des pays de la communauté socialiste son devoir patriotique et internationaliste. (...) Fidèles aux principes sacrés de l'internationalisme prolétarien et protégeant les intérêts du socialisme, l'œuvre de la liberté et de l'indépendance des peuples, les Soviétiques suivent avec vigilance les menées des ennemis de la paix ».

Farmi ces ennemis de la paix, M. Oustinov n'a pas cité la Chine, comme le maréchal Gretchko l'avait fait l'an dernier. Le représentant diplomatique de Pékin n'a donc pas eu à quitter la place Rouge en signe de protestation. L'omission de M. Oustinov constitue un indice supplémentaire de la volonté de Moscou de normaliser ses rapports avec Pékin sans faire pour autant des concessions.

JACQUES AMALRIC.

UN MESSAGE CHINOIS

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution, le comité permanent de l'Assemblée et le gouvernement chinois ont adressé aux dirigeants soviétiques un message qui déclare notamment : « Le peuple chinois se tient résolument aux côtés du peuple soviétique dans la lutte pour la sauvegarde et la défense de la voie de la révolution d'Octobre. L'amitié révolutionnaire pour le peuple soviétique est toujours chère au peuple chinois. Le gouvernement et le peuple chinois continueront à veiller à ce que les désaccords sur les questions de principe entre la Chine et l'Union soviétique n'entravent pas les relations normales d'État à État entre les deux pays, à maintenir et à développer les relations inter-États sur la base des cinq principes du respect réciproque de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-agression mutuelle, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité et des avantages réciproques, et de la coexistence pacifique. Cela répond aux espoirs des peuples des deux pays. »

● Le Front de la jeunesse (extrême droite) organise une manifestation, ce lundi 8 novembre, à 18 h 30, place de Budapest, à Paris, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'invasion de la capitale hongroise par l'armée soviétique.

Bulgarie

● EMPRUNT BULGARE SUR LE MARCHÉ DES EURO-DEVISES. — La Banque bulgare du commerce extérieur a signé récemment, à Londres, un contrat d'emprunt de 100 millions de dollars pour cinq ans, sur le marché des eurodevises, sur l'initiative de la Bankers Trust International. Ce crédit — octroyé par trente-deux banques — servira au financement des importations de biens d'équipement nécessaires au développement de la Bulgarie — (A.F.P.)

Albanie

A LA FIN DU VII^e CONGRÈS

M. Hodja qualifie M. Marchais de « nouveau Proudhon »

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Le septième congrès du parti du travail d'Albanie (P.T.A.) s'est terminé le dimanche 7 novembre à Tirana. La dernière séance a été consacrée à l'annonce de la composition des nouveaux organes dirigeants.

Les quelques changements concernent le secrétariat et les suppléants du bureau politique. Deux dirigeants font leur entrée dans cette dernière instance : Mme Lenka Cuko et M. Simon Stefani. Ils remplacent MM. Dodbiba, qui avait été relevé au mois d'août de ses fonctions de ministre de l'Agriculture, et M. Spahiu.

Mme Lenka Cuko avait en la double honneur d'ouvrir la liste des orateurs sur le rapport d'activité de M. Hodja et ensuite de présider la séance au cours de laquelle avait été lu le message de salutations du P.C. chinois. Sa promotion témoigne du rôle croissant que jouent les femmes (48 % des salariés) dans la vie du pays : selon Mme Vito Kajo, présidente de l'Union des femmes, celles-ci représentent un tiers des élus dans toutes les organisations du parti à la base et dans les districts, et un tiers également des députés à l'Assemblée populaire.

An secrétariat, les départs de MM. Petro Dode et Eski Toska (1) ne sont compensés que par une seule promotion, celle de M. Prokop Muran. Cet organisme est donc réduit à cinq membres et semble plus que jamais contrôlé par trois hommes liés de longue date et en place depuis de nombreuses années : MM. Enver Hodja, Hyrri Kajo (élu en 1959) et Ramiz Alla (élu en 1960).

Que signifie exactement l'effacement de M. Dode ? S'agit-il du début d'une éclipse ? Ou bien souhaite-t-on qu'il se consacre exclusivement à ses fonctions de président de la commission de planification ? Le fait que M. Dode ait pris la parole pendant le congrès ferait plutôt pencher pour la seconde hypothèse.

Cette incertitude en tout cas s'ajoute à toutes celles qui régnaient actuellement sur l'état de la situation économique. Pendant les travaux du congrès, la discrétion de la plupart des ministres relevant de ce secteur (construction, industrie légère et alimentaire, finances) a été notée, comme a été relevée la harpie avec laquelle M. Enver Hodja a attaqué à plusieurs reprises l'ancien chef du Plan,

limogé en 1975, M. Kellezi, accusé d'avoir voulu par ses actions de « sabotage » faire revenir l'Albanie « à la culture du tournesol ».

Ni le premier secrétaire, ni M. Chebu, le chef du gouvernement, n'ont donné dans leurs rapports de chiffres de production absolus, ce qui interdit toute comparaison. Mais les pourcentages de croissance annoncés pour les cinq dernières années reculent en deçà des prévisions formulées en 1971, lors du précédent congrès : revenu national, + 38 %, au lieu de + 55,60 % ; industrie, + 32 % au lieu de + 61-66 % ; agriculture, + 33 % au lieu de + 65-69 %.

Marqué par la dénonciation de différents « complots » démasqués depuis trois ans à l'intérieur du parti, le septième congrès a démontré que M. Enver Hodja tenait bien en main son organisation. A l'intérieur, le premier secrétaire n'a pas caché la nécessité, selon lui, de poursuivre avec acharnement la lutte de classes et l'élimination de toutes les tendances révisionnistes. A l'extérieur, M. Hodja continue de rejeter dans le même opprobre l'impérialisme américain et le « social-impérialisme » soviétique. Dans le mouvement communiste, le « révisionnisme moderne » reste l'ennemi numéro un, et les chefs des partis français, italien et espagnol, à commencer par M. Marchais, qualifiés de « nouveau Proudhon », ont été vivement attaqués.

Reste l'énigme des relations avec la Chine. Si celles-ci demeurent privilégiées, elles semblent avoir perdu de leur chaleur d'autrefois. Le silence total observé par M. Hodja sur le nom de Hua Kuo-feng, la discrétion de M. Nasse, le ministre des affaires étrangères, sur le thème des rapports avec Pékin, mais surtout les différences d'appréciation de plus en plus visibles entre les deux partis sur nombre de questions internationales (détermination de l'ennemi principal et attitude à l'égard de l'Europe, en particulier) permettent de parler pour le moins de dissonances. La Chine reste une amie, mais elle est encore plus lointaine qu'autrefois. Les dirigeants albanais veulent être des « purs », mais ils sont seuls à un rôle « encroûlé », impérialiste et réactionnaire, que leur intransigence ne contribue pas à briser.

MANUEL LUCBERT.

Espagne

Le décret franquiste qui « punissait » deux provinces basques est abrogé

Madrid (Reuter, U.P.I.). — M. Luis Valero Bermejo, secrétaire de l'Association nationale des anciens combattants de la guerre civile, va être démis de ses fonctions de président des sociétés Ensayo et Butano, deux sociétés nationalisées, rapporte le journal El País du 6 novembre. Cette éviction pourrait marquer le début d'une opération contre les ultrac conservateurs au sein de l'administration. L'Association des anciens combattants prépare une marche sur Madrid qui doit avoir lieu le 20 novembre pour le premier anniversaire de la mort de Franco. De plus, le journal de l'Association, El Alcazar, lance des attaques quotidiennes contre le gouvernement.

D'autre part, le roi Juan Carlos a abrogé, samedi, un décret, signé par le général Franco en 1937, qui abolissait les privilèges fiscaux des provinces basques de Biscaye et du Guipuzcoa pour les « punir » de leur républicanisme durant la guerre civile.

Le nouveau décret, publié par le Journal officiel du 6 novembre, ne rétablit pas toutefois les anciens privilèges. Il stipule simplement que les deux provinces basques seront traitées comme les autres provinces d'Espagne jusqu'à l'adoption par le Parlement de nouvelles lois spécifiques au pays Basque.

Les provinces de Biscaye et du Guipuzcoa avaient été durant la guerre civile les plus violemment antifrquistes des quatre provinces basques. Les nationalistes espéraient que l'abrogation de l'ancien décret signifierait une diminution de leurs privilèges.

● Une bombe a explosé, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 novembre, dans les bureaux de la Compagnie cubaine d'aviation à Madrid. — (A.F.P.)

impôts et un contrôle accru des autorités locales sur la police. Mais le décret signé par Juan Carlos se contente d'indiquer : « L'abrogation répond au désir de la couronne de faciliter l'intégration et la pleine participation de tous les peuples d'Espagne dans le processus politique en cours. »

Enfin, la Cour suprême a levé la société américaine Lockheed des accusations de versements de pots-de-vin tout en estimant que des « irrégularités » ont été commises dans ses opérations en Espagne. Selon les conclusions préliminaires de l'enquête, le constructeur aéronautique américain aurait versé 103 millions de pesetas en commissions déposées sur des comptes en Suisse, puis introduites illégalement en Espagne. Deux officiers de l'armée de l'air, le général Luis Rey Rodéguéz et le colonel Carlos Grand Sagade, auraient chacun touché plus de 20 millions de pesetas en « gratifications ».

Les deux officiers ont été suspendus de leur poste le mois dernier après avoir été impliqués dans le scandale. S'il n'est pas prouvé que le constructeur a recouru à la corruption pour promouvoir ses ventes, « ses représentants ont commis des irrégularités dans la gestion des affaires de Lockheed en Espagne », dit un communiqué du gouvernement espagnol.

Portugal

M. SOARES PARAIT DÉCIDER À METTRE AU PAS LA MINORITÉ DU PARTI SOCIALISTE

Lisbonne (A.F.P.). — L'agitation au sein du parti socialiste portugais continue après le congrès de cette formation. C'est ainsi que M. Mario Soares, rénové sans opposition secrétaire général, a dissous la commission du travail du parti, bastion de l'aile radicale travailliste, qui avait présenté une liste d'opposition pour les élections à la commission nationale. Cette liste avait recueilli un quart des voix des délégués. Le secrétaire général du P.S., a chargé M. Marcelo Curto, ministre du travail, de se charger des affaires de cette commission, en attendant la réunion de la commission nationale, qui doit élire le secrétariat national du parti.

A ARMES EGALES

Chez Avis vous avez la possibilité de râler.

Avis fait tout pour que vous n'ayez jamais à râler.

CARTE D'APPRECIATION

1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement? Oui ☐ Non ☐
2. Le service a-t-il été amical et efficace? Oui ☐ Non ☐
3. Votre voiture était-elle propre? Oui ☐ Non ☐
4. Votre voiture était-elle en bon état mécanique? Oui ☐ Non ☐
5. Avez-vous des suggestions à nous faire?

NOM : _____
ADRESSE : _____

1. L'importance de notre flotte vous permet d'être livré rapidement.

2. Nous renvoyons chaque année nos hôtes en stage. Nous nous levons la nuit pour vous livrer votre voiture à la gare ou à l'aéroport.

3. Chez Avis, une voiture propre, c'est la moindre des choses.

4. Pour être sûr d'avoir des voitures en bon état, la plupart sont remplacées avant un an.

Nul n'est parfait. Néanmoins, chez Avis, nous sommes perfectibles. Ainsi, si vous nous trouvez un défaut, signalez-le nous avec la carte d'appréciation. Nous y remédierons.

Cependant nous pensons tout faire pour que vous profitiez au maximum de nous, nous espérons donc que cette carte d'appréciation sera pour nous une carte d'approbation.

Ce qui est encore le meilleur des stimulants.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

En dehors des agences Avis, vous

pouvez réserver votre voiture

Avis auprès de notre Centre de

réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

Avis.
Profitez de nous.

سكيا في الامم

EUROPE

Allemagne fédérale

A MANNHEIM

Un millier de personnes ont assisté à une cérémonie d'hommage à l'ancien colonel SS Joachim Peiper

De notre envoyé spécial

Mannheim. — Dans une Maison de la culture de la banlieue de Mannheim décorée aux couleurs de l'ancien Reich allemand (noir, blanc, rouge), de l'Allemagne contemporaine (noir, rouge et or) et de la France, pour bien marquer que l'on « honore » ici les morts de tous les camps, un millier de nostalgiques de la Grande Allemagne se sont réunis le dimanche 7 novembre pour rendre hommage à la mémoire de Joachim Peiper, ancien colonel de la Waffen SS, qui a — peut-être — trouvé la mort cet été, en France, dans l'insolite de sa maison, près de Vesoul.

Les orateurs sont très prudents dans l'expression de leur pensée. A les entendre, ce sont eux les meilleurs défenseurs de l'Etat constitutionnel et de la liberté. Le public paraît un peu déçu, et se tait, attendant patiemment d'applaudir des paroles plus vigoureuses. La manifestation, organisée par le président de l'Union du peuple allemand (D.V.U.), M. Frey, qui publie un hebdomadaire d'extrême droite, la *Nationalzeitung*, avait d'abord été interdite par la municipalité sociale-démocrate de Mannheim. Mais elle a été autorisée par le tribunal administratif de Karlsruhe, qui a toutefois interdit l'inauguration d'une statue à la mémoire de Peiper.

Des télégrammes de soutien

Des télégrammes d'anciens compagnons de combat de la Wehrmacht, venus de Flandre, de Wallonie, d'Italie et d'Espagne sont d'abord lus à la tribune avec ceux de l'ancien colonel Rudolf (le Monde du 3 novembre), de l'ancien colonel Hans, d'Argonne, et de M. François Dupuis, collaborateur de l'hebdomadaire français *Rinçez*.

Le discours de M. Frey peut se résumer en une phrase : « Le national-socialisme a disparu en 1945. Nous pensons que la force des peuples doit être dirigée contre l'impérialisme soviétique et non contre un fantôme. » Le directeur de la *Nationalzeitung* ne veut pas tenir rigueur à Louis XIV et à Napoléon d'avoir spolié les Allemands. Où en arriverions-nous ?

● A Berlin-Ouest, la police a opéré une descente dans un appartement où trois personnes participaient à une réunion secrète destinée à constituer un mouvement néo-nazi. La police a saisi un pistolet, des cartouches, et des magazines, ainsi qu'un buste de Hitler et des documents de propagande nazie. Deux personnes ont été inculpées de port d'arme illégal. Les onze autres ont été relâchées après avoir été interrogées. — (A.F.P., Reuters)

nous ? demande-t-il. Alors, pourquoi certains s'obstinent-ils — comme la « bande à Karsfeld » — à faire porter aux seuls Allemands la responsabilité de la guerre ? « Nous regrettons toutes les injustices commises sous le III^e Reich et pendant la guerre », déclare M. Frey, « mais nous craignons des autres le même sort que nous ne sommes pas seuls coupables. »

La D.V.U. veut, selon son président, défendre la liberté, la culture, la civilisation, l'Europe des nations, contre l'impérialisme soviétique ; elle réclame l'unité allemande et la restauration des frontières de 1937.

D'ailleurs, ces propos, qui pourraient paraître anodins, se cachent cependant des nostalgies plus dangereuses. Dans une brochure vendue à l'entrée de la Maison de la culture, la D.V.U. pose la question : « Six millions de Juifs sont-ils vraiment morts pendant la guerre ? » Le cahier s'ouvre par une citation de Himmler : « Nous avons dû construire des fours crématoires pour brûler les cadavres de beaucoup de prisonniers qui étaient morts de maladies infectieuses. Et à partir de là ils ont fait un usage courant pour nous punir. »

Dehors, une centaine de policiers casqués protégés sans ménagement la manifestation contre quelques jeunes manifestants qui procédaient contre cette réunion néo-nazie.

DANIEL VERNET.

UN MINISTRE-PRÉSIDENT FAVORABLE A LA TORTURE DANS LES SITUATIONS EXTRÊMES

Bonn (A.F.P.). — Une prise de position du ministre-président démocrate-chrétien du Land de Basse-Saxe, M. Ernst Albrecht, en faveur de la pratique de la torture dans certaines situations extrêmes provoque de vives réactions chez les intellectuels ouest-allemands. Dans une thèse de philosophie publiée sous le titre « L'Etat : idées et réalité », M. Albrecht considère comme « éthiquement défendable » la pratique de la torture dans certaines situations extrêmes. Il a ébauché l'hypothèse suivante : une bande de criminels résistait à s'emparer d'une bombe atomique et menaçait de la lancer sur une grande ville. La police arrête un des membres de la bande. Or la catastrophe atomique ne peut être évitée que si les policiers obtiennent à temps de cet homme des indications sur le refuge de ses complices.

« Alors, écrit le ministre-président, admettez le droit moral de dire : même dans cette situation extrême, je ne vais pas chercher à obtenir par la force les informations permettant de sauver des centaines de milliers de vies humaines ? ». Les responsables devraient en répondre devant un tribunal.

Dans une déclaration dont le premier signataire est Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, plusieurs dizaines d'intellectuels estiment que M. Albrecht a ainsi appelé « la police à pratiquer la torture ». Comparant M. Albrecht au Reichsführer SS Heinrich Himmler, les intellectuels soulignent qu'un tel appel « relève des tribunaux ».

Grande-Bretagne

M. Healey annonce une aggravation des mesures d'austérité

De notre correspondant

Londres. — Les décevants résultats des élections partielles de la semaine dernière et une nouvelle déflation imprévue ont poussé le gouvernement à prendre une situation de plus en plus difficile.

Personne ne doute plus que dans les semaines, ou peut-être même les jours, à venir le chancelier de l'Echiquier sera contraint de présenter un nouveau « mini-budget » aggravant les mesures d'austérité prises au mois de juillet. Un train supplémentaire d'économies est en effet devenu urgent. En fin de semaine, le *Financial Times* constatait qu'une fois de plus les prévisions gouvernementales ont été beaucoup trop optimistes (le Monde daté 7-8 novembre).

An début de l'été, M. Healey avait annoncé que l'an prochain le déficit du budget, qui est

actuellement de 11 à 12 milliards de livres, serait ramené à 9 milliards. Or, au rythme actuel, le déficit pour 1977-1978 s'élèverait de 12 à 13 milliards, d'après les calculs du *Financial Times*. Au cours d'une interview radiodiffusée, le chancelier de l'Echiquier a soutenu que les chiffres du grand journal londonien qui sont d'ailleurs attribués aux spécialistes du Trésor — étaient « purement spéculatifs ». Il n'en a pas moins reconnu que le gouvernement pouvait être conduit à prendre d'autres mesures « douloureuses et difficiles ».

De son côté, Sir Geoffrey Howe, chancelier de l'Echiquier du cabinet fantôme conservateur, commente que la lumière jetée sur l'évolution des dépenses publiques est « une conséquence caractéristique et catastrophique de la capacité de M. Healey à cacher la vérité, même à lui-même ». En fait, l'aggravation du déficit budgétaire ne pouvait plus guère être dissimulée, alors que les experts du Fonds monétaire international sont en train d'examiner la comptabilité de la trésorerie avant de décider sous quelles conditions la Grande-Bretagne pourrait obtenir le prêt de 3,9 milliards de dollars qu'elle attend.

M. Healey a expliqué que les prévisions des experts officiels ont été démenties parce que la reprise économique qu'ils annonçaient avec confiance au mois de juillet a été beaucoup plus lente que prévue. Les rendements des obligations ont augmenté, entraînant une dévaluation substantielle des allocations versées aux chômeurs auraient déjoué les calculs du Trésor.

JEAN WEIZ.

Pays-Bas

La réunion de l'Internationale socialiste a été dominée par la question de la défense européenne

De notre correspondant

Amsterdam. — Un échange de vues sur la politique de détente, telle fut pour l'essentiel la conférence sur la paix et la sécurité qui réunit à Amsterdam les 5 et 6 novembre. Le débat « nord-sud », entre socialistes, n'a pas eu lieu : l'allemand n'était pas en nombre. Le P.S. français avait délégué MM. Michel Tauvin, adjoint de M. Pontillon, secrétaire chargé des relations internationales, et Hans-Joachim Hunsinger, expert en politique étrangère. Le P.S.O.E. espagnol était représenté par son président, Vasco González, mais ce dernier n'a pas vraiment participé aux débats. M. Mario Saura, le leader portugais, n'était pas venu, en raison de difficultés avec l'aile gauche de son parti à Lisbonne. Dans ces conditions, les conclusions du congrès ont surtout reflété la position des partis nord-européens.

C'est donc un ton assez atlantiste qui a prévalu : l'OTAN, et l'appartenance des pays européens à l'OTAN, ne peuvent être rediscutées ; une défense européenne n'est pas concevable sans les Américains. Comme le disait M. Willy Brandt, qui présidait l'importante délégation allemande, « seuls les Etats-Unis, il n'y a pas d'OTAN ». M. Hunsinger s'élève contre cette thèse en précisant que les P.S. pouvaient, éventuellement, imaginer un système de sécurité sans l'OTAN. La présidence du parti néerlandais, M. Van Den Heuvel, avait aussi exprimé quelques doutes sur l'alliance atlantique, mais elle n'a pas été suivie par le congrès.

Un membre de la délégation belge a fait l'éloge d'une organisation européenne de défense, soutenant l'hypothèse d'une armée européenne européenne. C'était peut-être plus une provocation qu'une idée neuve. Le ministre néerlandais (socialiste) de la défense, M. Vredeling, a dit avec vigueur qu'il fallait discuter aussi des problèmes de défense au sein de la Communauté européenne. C'est là que les socialistes peuvent avoir une influence, a-t-il noté.

« L'idée que l'Europe ne peut pas être militaire est en fait un non-sens », ajoutait-il, « devant ainsi de la ligne officielle atlantiste de son collègue socialiste, le ministre des affaires étrangères néerlandais, M. Van der Stoep. M. Vredeling sera probablement le successeur de M. Lardinois en tant que membre néerlandais de la Commission européenne à Bruxelles à partir du 1^{er} janvier prochain. Un des délégués français s'est montré agréablement surpris de ce « ton européen ».

L'Internationale socialiste doit se réunir dans trois semaines à Genève pour former un nouveau bureau exécutif. M. Willy Brandt a de bonnes chances d'en être le nouveau président.

MARTIN VAN TRAA.

ASIE

Chine

La critique de la « bande des quatre » s'accompagne d'une volonté de développer les « forces productives »

De notre correspondant

Pékin. — La définition des nouvelles orientations intérieures du régime se fait sans perdre de temps. La tendance « économiste » des autorités se manifeste avec vigueur pour dénoncer les méfaits attribués à Mme Chiang Ching et à ses amis dans le domaine de la production. La plupart des responsables qui ont reçu des visiteurs étrangers leur ont expliqué que la « bande à quatre » était à l'origine de divers « obstacles » auxquels s'est heurté le développement, et que des « retards » doivent en conséquence être rattrapés. On parle d'ingérences « impensables », de « sabotage » même, par exemple dans le domaine des transports ferroviaires, où la diffusion de certains documents émanant du comité central aurait été entravée par les membres du « groupe de Changhaï ». Ceux-ci sont accusés d'avoir dépeché à travers le pays des « agents » dont l'action aboutissait à semer le désordre, nuisant ainsi au fonctionnement normal de l'administration économique et des unités de production.

Mais une révision d'ordre théorique est également en cours. Prenant le contrepied d'une campagne qui s'était développée depuis le début de l'année avec la dénonciation de M. Teng Hsiao-ping et du « petit révisionnisme à droite », le *Quotidien du peuple* titrait, sans complexe, le 4 novembre, un de ses articles par cet appel : « Critiquer la bande des quatre et développer la force productive. »

Les arts et la littérature

La critique de la « thèse des forces productives » a été un élément essentiel de la campagne contre M. Teng ; selon cette thèse, un développement prioritaire des forces productives peut seul permettre de nouveaux progrès dans le « superstructure », à dire dans la marche vers le socialisme. Rappelant les années de guerre civile où les soldats de l'armée rouge maniaient à la fois « la pioche et le fusil », le chef d'orchestre Li Teh-hun a déclaré qu'il faut « à la fois la révolution menée à bien, le problème de la production se résoudre naturellement. Si encore qu'on méditer le rôle de la révolution comme la production ». La référence à l'amélioration du niveau de vie touche évidemment un point sensible dans l'opinion, assez déçue de croire, semble-t-il, que les dernières grandes campagnes idéologiques, avec leurs orientations anti-pragmatiques, anti-empiriques, se sont faites au détriment du progrès des conditions d'existence. La nouvelle direction s'appuie sur ce sentiment lorsqu'elle invite « les comités du parti à tous les échelons à tenir

à l'existence d'une sorte de « clientèle » des dirigeants déchu d'où étaient bannis les « éléments étrangers », laissent prévoir que les questions de personnes vont occuper une place non négligeable dans les mois à venir.

Tandis que se dessinent ces réorientations, de graves questions politiques restent en suspens, et une série d'anomalies font s'interroger les observateurs sur le degré d'équilibre auquel est parvenu le pouvoir. La plus étrange a été le démenti donné par certains personnages les plus directement concernés aux affiches annonçant notamment la nomination de M. Li Hsien-nien à la tête du gouvernement. Compte tenu de l'opération de reprise en main à Changhaï, personne n'imaginait que ces affiches aient pu apparaître « accidentellement », encore moins demeurer en place pendant plusieurs jours. On ne peut qu'être surpris par l'insistance d'un très haut responsable à affirmer le principe d'une « direction unifiée » dans laquelle M. Hua Kuo-feng est à la fois le chef du parti et celui du gouvernement, ce qui constitue une innovation sans précédent. Dans le même ordre d'idées, certaines formes permettent de s'interroger sur les pouvoirs du président. Le *Quotidien du peuple* publiait, le 4 novembre, en manchette un slogan où il n'était plus question de « suivre le comité central ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng », mais simplement d'« obéir à la direction du président Hua ».

De troublantes lacunes

Le P.C. ne s'est jamais enorgé de formalisme dans ses procédures, mais on ne peut tout de même manquer de s'étonner devant l'apparente désinvolture avec laquelle sont traitées certaines questions depuis le début de la crise. La seule décision du comité central dont on soit informé est celle du 7 octobre, nommant M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti et de sa commission militaire. Encore le texte n'en a-t-il pas été publié. Aucune décision du comité central n'a été mentionnée concernant la destination de quatre membres du bureau politique. Aucune prévision n'a été donnée sur les conditions dans lesquelles trois nouveaux secrétaires du comité du parti à Changhaï ont été désignés, alors qu'une telle mesure relève, elle aussi, en principe, du comité central.

De telles lacunes sont d'autant plus troublantes que le pouvoir se montre très soucieux de prouver sa légitimité. Il est paru normal qu'il en fasse la démonstration, non seulement par les révolutions posthumes de propos tenus par Mao, mais aussi par un respect des règles de procédure, plus élémentaires de la vie du parti. Personne ne s'aventure à interpréter ces anomalies qui conduisent à s'interroger sur les incertitudes qui peuvent encore peser sur l'organisation du régime et les rapports de forces en son sein.

ALAIN JACOB.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● SELON LES AUTORITÉS SUD-AFRICAISES, se référant à des informations de provenance du nord de la Namibie, de violents combats se déroulent actuellement dans le sud de l'Angola. Des forces gouvernementales appuyées par des Cubains et par des guerilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) auraient pris l'offensive contre des éléments de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Cette action combinée prêterait le caractère d'une opération militaire de grande envergure avec intervention de blindés, d'artillerie et d'appui aérien. — (A.F.P., Reuters)

Bangladesh

● A L'OCCASION DU PREMIER ANNIVERSAIRE DU COUP D'ETAT, le gouvernement militaire a décidé, lundi 8 novembre, la libération de deux mille cinq cents prisonniers politiques. — (Reuters)

Guinée

● UN REMANIEMENT PARTIEL DU GOUVERNEMENT a été décidé, lundi 8 novembre, par le président Sékou Touré. M. Thiakour Camara, ministre de la Santé, a été remplacé par M. Diallo Tella, ministre de l'élevage et de la pêche. M. Camara succède au général Iansana Diaw, qui a été récemment nommé ministre de la justice, en remplacement de M. Diallo Tella, arrêté en juillet pour participation à un complot.

La radio guinéenne a, d'autre part, cité M. Louis Ollé comme étant ministre des grands aménagements, de la pêche et de l'élevage, à la place de M. Thiakour Camara. — (A.F.P.)

Rhodésie

● LES AUTORITÉS RHODÉSIENNES ont commencé samedi 6 novembre l'évacuation des dix-sept mille habitants d'un bidonville situé aux portes de Salisbury pour les amener dans une zone pour Africains située à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale. Les autorités craignent la création d'un foyer d'agitation dans ce bidonville de formation récente. — (A.F.P.)

OCÉANIE

L'AGENCE TASS DÉNONCE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE EN MICRONÉSIE

L'agence Tass a diffusé, vendredi 5 novembre, une vive attaque contre la politique des Etats-Unis en Micronésie. Il est rare que Moscou s'en prenne, se par le biais d'une dépêche d'agence, à la stratégie des Américains dans ces territoires placés sous leur tutelle.

« Peu de choses ont changé dans la vie des cent quinze mille Micronésiens », depuis que le mandat a été confié à Washington par l'ONU en 1947, écrit Tass, qui ajoute : « En revanche, la diplomatie américaine et le Pentagone, conscients de l'importance stratégique de la Micronésie, se préoccupent de l'avenir politique de ces îles et s'efforcent de transformer ces territoires en : tutelle en la propriété... » des Etats-Unis.

Tass rappelle que, « sans bruit et sans trop de pompe », les îles Mariannes ont été, l'an passé, rattachées aux Etats-Unis à la suite d'un « plébiscite », et, citant des informations occidentales, l'agence écrit que Washington entend établir un statut de « libre association » pour les autres archipels, cependant que l. Pentagone « loue à long terme des terrains » qui pourront lui servir de bases et de zones d'expérimentation d'armes nouvelles.

Tass affirme que l'avenir des territoires sous tutelle doit être régi par le Conseil de sécurité de l'ONU, que les vides « associationnistes » de Washington « compliquent les problèmes de navigation maritime dans une grande partie du Pacifique » et qu'un peuple colonisé ne saurait se voir refuser le droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

ANGELOS ANGELOPOULOS

POUR

POLITIQUE DU

INTERNATIONAL

puf

AFRIQUE

UNE ÈRE NOUVELLE AU MAROC ?

(Suite de la première page.)

Le chef de l'Etat ne pouvait ignorer les dangers de cette « fuite en avant ». De fait, toute son action, depuis l'échec de l'attentat du 16 août 1972, a tendu à normaliser la vie politique et à restaurer le crédit du régime. Le 3 mars 1974, le souverain annonça pour la première fois son intention d'organiser des élections. Il en reparla ensuite, à intervalles réguliers, pour, tout aussi régulièrement, en repousser l'échéance. Les bonnes raisons ne manquaient pas : l'action engagée pour le retour « à la mère patrie » des « provinces sahariennes » occupées par l'Espagne exigeait la mobilisation de tous ; l'heure n'était pas aux querelles partisanes et aux affrontements électoraux ; tous les partis politiques, y compris ceux de l'opposition comme l'istigial, l'U.S.F.P., le Parti du progrès et du socialisme (P.P.S.-communiste) en convenaient.

Ce sont même eux qui, inquiets des « menées » de l'Algérie et du Front Polisario, incitèrent le

roi à prendre l'initiative au Sahara occidental avant que soit créé, sous le double patronage d'Alger et de Madrid, un « Etat fantôme ». Pour cette cause « sacrée », les plus sévères censeurs du régime n'hésitèrent pas à offrir leurs services au monarque. Le secrétaire général d'un parti communiste encore interdit quelques mois auparavant fut chargé officiellement par le roi d'aller plaider la cause marocaine auprès de M. Fidel Castro. D'autres dirigeants politiques, comme M. Bouabid (U.S.F.P.) et M. Boucetta (istigial), n'hésitèrent pas, eux aussi, à prendre le bâton du pèlerin, et à parcourir le monde pour prêcher la bonne parole. Seul M. Abdallah Ibrahim (U.N.F.P.) se singularisa en affirmant que le pouvoir devait prendre ses responsabilités.

La bataille pour la « libération » du Sahara occidental devait s'achever, par conséquent, avec la « marche verte », lancée en octobre 1975 par le souverain et à laquelle allaient participer

trois cent mille hommes et femmes venus de toutes les provinces du royaume. Les chefs de partis, consultés, avaient montré quelque réticence. Ils préconisaient, pour chasser les troupes espagnoles, une action populaire armée. Le souverain, peu désireux de distribuer des fusils qui pourraient un jour servir à d'autres fins, avait opté pour une action pacifique. Les « marcheurs » n'ont été munis que d'étendards verts, de photos du roi et d'exemplaires du Coran. Outre son efficacité sur le terrain — elle a joué un rôle non négligeable dans la décision espagnole de négocier —, la « marche verte » a aussi constitué pour le roi une merveilleuse opération de « promotion ».

« Le monarque avait besoin de restaurer son prestige religieux auprès des masses populaires », nous a dit un diplomate occidental observateur de longue date de la politique marocaine. « Il n'avait plus, d'ailleurs, que rarement son titre de « Comte de la Marche » dans des circonstances de ce genre ». La retransmission télévisée et radiodiffusée

de l'exécution sommaire de dix officiers accusés d'avoir dirigé la tentative de putsch de Skhirat avait été soigneusement jugée par nombre de musulmans. La marche verte a permis une résurrection du pouvoir.

Un redressement spectaculaire

Le prestige de la monarchie s'est donc redressé de façon spectaculaire. L'opposition de l'Algérie aux accords de Madrid, qui ont permis au Maroc et à la Mauritanie de se partager le Sahara occidental, la guerre menée par le Front Polisario contre « les troupes d'occupation », entre autres, depuis dix mois, un climat d'union nationale autour du trône. Paradoxalement, l'action menée par le régime socialiste du président Boumedienne a ainsi favorisé le renforcement de la monarchie algérienne. Pourquoi, dans ces conditions, le roi Hassan II, qui n'a jamais fait mystère de ses préventions à l'égard des partis politiques, volontiers qualifiés d'« irresponsables », juge-t-il nécessaire de se lancer dans un processus électoral qui pourrait déboucher sur une démocratisation du pays ?

« Je vais changer quelque chose dans ma façon de gouverner ce pays », avait-il affirmé le 13 juillet 1971, trois jours après les sanglants événements de Skhirat. Tirant les leçons de son isolement, il avait compris qu'il lui fallait trouver un appui dans de nouvelles couches de la population. C'est de cette époque que datent l'« ouverture » aux partis politiques et les décisions prises les années suivantes : octroi, en 1972, d'une Constitution plus « libérale » que la précédente, « marocanisée » des terres et des sociétés étrangères, formation d'un gouvernement « apolitique » faisant largement appel à des technocrates compétents pour développer le pays. Ces mesures n'avaient pas convaincu les partis d'opposition de sortir de leur réserve, mais elles ont eu indéniablement des conséquences positives sur le plan économique.

« L'affaire du Sahara occidental a permis la réinsertion des partis dans le jeu politique. Cette fois, plus que jamais, nous sommes prêts pour le souverain. Il devait en effet tenir compte, dans ses calculs, de la résurgence d'une force qu'il s'était jusqu'alors employé à brider : l'armée », nous a expliqué un enseignant membre du Parti du progrès et du socialisme (P.P.S.) de M. Ali Yata.

Une nouvelle génération d'officiers

Echaudé par les tentatives de putsch de 1971 et 1972, le roi avait soigneusement veillé, ces dernières années, à ce que l'armée ne constitue plus une menace. Les troupes avaient été dispersées aux quatre coins du royaume. L'état-major général avait été supprimé, les munitions étaient placées sous la garde des gouverneurs de province, l'essence était rationnée, etc.

L'action militaire entreprise au début de 1976 pour conquérir les villes du Sahara qui étaient aux mains du Front Polisario, la tension qui continue à régner dans cette région et les risques de guerre ouverte avec le voisin algérien ont contraint le roi à restructurer l'armée et à la doter de moyens importants. Plus de trente mille hommes sont maintenant engagés dans les opérations « de maintien de l'ordre ». Le roi a cependant multiplié les précautions : le commandement du front sud a été confié à un fidèle entre les fidèles, le colonel Dlimi, chef des aides de camp du souverain, un spécialiste de la répression qui fut impliqué dans l'enlèvement de Ben Barka. En revanche, des officiers qui s'étaient illustrés au Sinaï, comme le major Batimi, ou au Golan, comme le général Sefroui, ont été tenus à l'écart. Le premier, considéré comme l'un des meilleurs stratèges marocains, dirige l'armée des loggements militaires, le second est commandant de la garde royale, charge toute honorifique.

Il n'existe aucune raison de penser que les officiers supérieurs actuellement en fonctions sont hostiles à la monarchie, voire simplement réservés. La génération de cadres formée dans les troupes coloniales françaises, noyau initial, en 1956, des forces armées royales, tend à disparaître. Des rescapés de la campagne d'Alger de la guerre d'indépendance sont tombés devant les pelotons d'exécution. D'autres ont été écartés ou sont à la retraite. On assiste depuis quelques années à la montée de jeunes qui s'étaient engagés par idéal au lendemain de l'indépendance. Nom-

bre d'entre eux n'ont pas oublié que, entre les intérêts de la nation et ceux du trône, la monarchie a souvent choisi les siens. « Si, en 1956, le roi avait laissé faire l'armée populaire de libération du Sud, nous a dit un membre du comité de l'U.S.F.P., celle-ci, qui avait pris une part active à la lutte contre la présence française, aurait, dans la foulée, libéré les territoires occupés par l'Espagne, y compris les provinces sahariennes. Les Sahraouis étaient alors à nos côtés. A l'époque, qui ne parlait d'autodétermination. Mais l'existence de ces milliers d'hommes en armes s'ajoutant à celle d'un puissant parti, l'istigial, constituait un danger pour la monarchie. Elle a préféré dissoudre l'armée populaire de libération et s'est employée ensuite, non sans succès, à diviser l'istigial. »

Les officiers qui sont aujourd'hui aux postes de commandement ont soit de respectabilité et ne se soucient guère de « venger » des aînés qui, comme le général Oufkir ou le général Medbouh, les traitaient avec une poigne de fer. Au douteux romantisme d'un féodalisme corrompu, ils préfèrent la froide efficacité d'un Etat moderne. Ils admettent donc la primauté du politique sur le militaire. Ils supportent cependant mal les ordres qui leur sont donnés de ne pas poursuivre en territoire algérien les maquisards sahraouis qui harcèlent les convois et les postes marocains. Plus d'un colonel rêve du raid vengeur, de l'opération-éclair, qui détruirait les bases du Front Polisario dans la région de Tindouf.

Un jeu subtil

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier la mise en œuvre du processus qui doit conduire à l'élection, au printemps de 1977, d'une chambre des représentants. Les partis, après avoir reconstitué leurs forces, feront un utile contrepoint à une armée qui aurait pu être tentée de combler le vide politique. Il y a plus : l'élection d'un Parlement répond aux vœux de certains officiers : « Si nous devons faire la guerre à l'Algérie, nous a dit l'un d'eux, nous voulons que le peuple tout entier en prenne clairement la responsabilité. Les partis devront se prononcer au sein d'un Parlement régulièrement élu. Nos succès, comme nos revers, s'il y en a, seront ceux de toute la nation. »

L'évolution en cours présente un autre avantage. L'image du régime s'était dégradée à l'étranger, notamment dans les démocraties occidentales. Elle avait commencé à s'améliorer en 1974 et surtout en 1975. Les élections parachèveront ce travail de ravalement. La tâche des alliés du Maroc, et singulièrement des Etats-Unis, en sera facilitée. Ces pays pourront, désormais, accorder, avec bonne conscience, leur aide à une nation que le suffrage universel aura « purifiée ».

Si le roi joue la carte des élections et tend la main aux partis, il entend cependant rester le maître du jeu. Contraint, pour être crédible, aux concessions, il garde constamment l'initiative et refuse tout ce qui pourrait apparaître comme un geste de faiblesse, comme le résultat d'une négociation avec les partis politiques. Il lui faut cependant céder suffisamment de terrain pour que l'opposition y trouve son compte. Hassan II est passé maître en ce genre de manœuvre. Il s'est refusé à prononcer l'amnistie générale réclamée pour tous les détenus politiques, mais les procédures judiciaires, qui entraînent parfois depuis des années, ont été accélérées, et des condamnés de clémence ont été donnés aux magistrats.

« Cent à cent cinquante de nos militants condamnés à des peines diverses sont encore en prison », nous a dit M. Bouabid, le leader de l'Union socialiste des forces populaires. Il y a quelques mois, ils étaient plusieurs milliers. Notre parti a été le plus directement concerné par la répression. Nous sommes donc plus que tous les autres attachés à l'amnistie. Nous avons, c'est vrai, assumé notre position sur ce point. Le choix

était simple : faire fi de tout ce qui avait été acquis pour la mise en place d'institutions démocratiques, en grande partie vides à nos yeux, ou entrer dans la bataille électorale et agir demain au sein des institutions pour obtenir une loi d'amnistie. Nous avons opté pour cette seconde voie, tout en restant vigilants. Nous l'oublions pas aussi que quelques deux cents « gauchistes » attendent encore d'être jugés. Ils le seront sans doute après les élections. Nous leur apportons une assistance judiciaire. »

Bien que réclamé par plusieurs formations, l'abaissement à dix-huit ans de l'âge électoral n'a pas été accordé. Les listes ont fait cependant l'objet d'une révision exceptionnelle, qui a permis, à la fin d'août et au début de septembre, d'inscrire plus de quatre cent mille nouveaux électeurs. Avant cette opération, nous dit M. Bouabid, on évaluait le nombre des non-inscrits à plus d'un million. Le progrès est donc certain. »

Le roi s'est aussi refusé à revenir sur la dissolution de l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM), mesure pourtant vivement réclamée. Mais, en ce domaine aussi, il a fait un bon bout de chemin. Le 13 août 1976, un arrêté du ministre de l'enseignement supérieur a organisé l'élection de représentants des étudiants au conseil de l'Université et aux conseils d'établissement.

La façon dont a été créé, au début d'octobre, un « conseil national » chargé de superviser les opérations électorales illustre parfaitement le contenu et les limites de ce que M. Ahmed Alaoui, ancien ministre et directeur du *Matin du Sahara*, appelle « la démocratie hassanienne ».

Le nouvel organisme, qui comprend des représentants de tous les partis politiques, constitue la pièce maîtresse des garanties accordées par le roi à l'opposition, concernant la régularité des consultations. Il est présidé et convoqué par le chef de l'Etat. Aucun texte ne régit, officiellement du moins, son fonctionnement ni ne fixe précisément ses attributions et sa composition. Les moyens d'action qui pourront éventuellement être mis à sa disposition dépendent de la bonne volonté du souverain.

Tirant argument de ces constatactions, M. Abdallah Ibrahim, leader de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), a décidé de ne plus siéger dans ce conseil et a appelé au boycottage des élections. Les dirigeants de l'istigial et de l'U.S.F.P. ne sont pas moins conscients de ces insuffisances. « Le problème est effectivement de savoir quels seront les moyens d'action de cet organisme », nous a dit M. Bouabid. Nous avons obtenu sur ce point un premier succès puisque le conseil est régionalisé. Des commissions dirigées par les gouverneurs ou les préfets sont mises en place au niveau des provinces. Nous savons bien qu'il nous faudra lutter pour arracher de nouvelles garanties. Les progrès réalisés jusqu'à présent nous incitent moins que jamais à pratiquer la politique de la chaise vide. Nous n'abandonnerons pas nos responsabilités. »

La partie qui se déroule entre le roi et l'opposition est donc serrée. Les joueurs veulent à exercer la pression maximale sur les défenses adverses, mais se gardent de tout geste qui risquerait de renverser la table. L'essentiel est que chacun y trouve suffisamment son compte pour accepter de continuer. Si les motivations du chef de l'Etat sont claires, si l'on discerne ce qu'il peut gagner en l'affaire, celles des partis, dans leur diversité, ne le sont pas moins, même si elles ne sont pas non plus dépourvues d'ambiguïté.

DANIEL JUNQUA

Prochain article :

L'OPPOSITION JOUE LE JEU

des diplômes intéressants en ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, PORTUGAIS et RUSSE
Préparation par correspondance aux examens commerciaux (ouverts à tous) de la Session d'Avril/Mai 1977 :

- SPLEF (Correspond. Interpr. Commercial)
- CHAMBRES DE COMMERCE ETRANGERES : allemand, anglais, espagnol, italien.
- B.T.S. de TRADUCTEUR COMMERCIAL : diplôme d'Etat, toutes langues.

CENTRE DE PROMOTION LINGUISTIQUE Sory. TM3
134 bis, rue de Vaugrard, 75015 Paris. Tél. (1) 568.65.61
Réception : 14 h à 18 h. Enseignement privé.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Une importante société holding française recherche un Directeur Général pour l'une de ses filiales, basée dans la région parisienne, et spécialisée dans la réalisation et l'exploitation d'usines « clés en main ». Rendement complexe Président, il aura à développer les ventes de l'entreprise et à en optimiser la rentabilité, en assurant personnellement la négociation de contrats auprès de collectivités publiques ou semi-publiques, tant en France que sur le marché export. Ce poste, qui requiert de grandes qualités de négociation à haut niveau et d'efficacité dans la gestion, ne peut convenir qu'à un cadre dynamique, diplômé d'une grande école, âgé d'au moins 35 ans et possédant un tempérament d'entrepreneur. Le candidat retenu devra justifier d'une solide expérience de la vie de chantier et des problèmes de sous-traitance, acquise au sein d'une société d'engineering ou d'une entreprise de travaux publics. La connaissance de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris.

200.000 F

Réf. A/2472M

DIRECTEUR AFFAIRES EXPORTATION

Constructions industrialisées — Une société française, filiale d'un groupe international, spécialisée dans la réalisation de bâtiments industrialisés, recherche un Directeur des Affaires à l'exportation. Sous l'autorité du Directeur Général, il établira et développera une politique de vente dynamique sur les marchés étrangers. Il sera responsable de la définition et de la réalisation des budgets, suivra l'établissement des propositions et négociera personnellement les contrats avec les clients directs ou avec les sociétés d'ingénierie. Son sens du marketing lui permettra d'orienter l'évolution des produits. Le candidat retenu, âgé de 35 ans minimum, disposera d'une solide formation de base et possèdera une expérience confirmée, acquise à un haut niveau, de la négociation de marchés à l'exportation soit, de préférence, pour des installations « clés en main », soit pour des équipements industrialisés destinés à la construction. La pratique très courante de l'anglais est indispensable. Le poste est à pourvoir à Paris. Le niveau de rémunération envisagé est attractif. Il tiendra compte de l'expérience et des capacités présentées. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris.

Réf. A/2473M

MANAGEMENT CONSULTANTS

Our client, an international management consulting company, based in continental Europe, is planning to develop its activities in Europe, North Africa, South America and Asia. To assist in these plans, the company is seeking experienced management consultants to work as project leaders. They will be responsible for supervising consultants involved in industrial engineering and/or organization and methods projects and also for promoting the company's business. Applicants should have a successful record of achievement in a similar role with reputable management consultancy firms which operate world-wide. They should be fluent in English or French and have a working knowledge of Spanish or Italian. Attractive salaries, above the market level, will be offered together with excellent benefits. Write to Paris address.

Réf. B/5577M

RESPONSABLE VENTES ET MARKETING

80.000 F

La filiale française d'une importante société allemande, distribuant des matériels destinés à des machines et installations hydrauliques ainsi qu'à certaines applications spéciales dans le domaine pneumatique, recherche son Responsable Ventes et Marketing qui sera basé à Paris. Cette société possède un programme de production réputé par sa haute qualité et conçoit d'ores et déjà une place importante sur le marché à partir d'une gamme de produits nouvellement développés. Ce responsable aura pour principale mission de renforcer rapidement, sur le plan des ventes, la position de cette société sur le marché français. Ce poste peut intéresser un candidat âgé d'au moins 35 ans, ingénieur de formation (constructions mécaniques) et pouvant justifier d'une solide expérience des ventes de produits techniques acquise, à un poste de responsabilité, au sein d'une société industrielle de moyenne importance. Ses qualités personnelles devront lui permettre de convaincre, à un haut niveau, une clientèle tant technique que commerciale. Une spécialisation en hydraulique et une bonne maîtrise de la langue allemande constitueraient des atouts supplémentaires de réussite. La salaire annuel de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction du niveau de compétence acquis. Écrire à Paris.

Réf. B/5578M

ADJOINT DIRECTEUR PRODUCTION

80.000 F

Une société française, bien implantée sur le plan international, spécialisée dans la fabrication de petit matériel électromécanique en grande série, recherche pour une de ses usines située dans une agréable région du littoral Pas-de-Calais, un Adjoint au Directeur de Production. Il assistera ce dernier dans ses différentes fonctions : encadrement et gestion du personnel de fabrication (300 personnes avec une majorité de femmes), réalisation des objectifs de production, organisation des ateliers. Il s'appuiera sur le service technique pour la satisfaction des besoins qu'il aura exprimés concernant les machines. Ce poste convient à un candidat âgé d'au minimum 25 ans, possédant un diplôme d'ingénieur à dominante mécanique ou électromécanique (ICAM, IDN, HEI, CNAM...) et ayant acquis une bonne expérience dans la fabrication en série de matériel électromécanique. Des qualités de dynamisme ainsi qu'un bon sens du commandement sont nécessaires. La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire pour l'évolution ultérieure du candidat. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction de la valeur et de l'expérience acquises. Écrire à M. OLANI à Croix.

Réf. A/4316BM

Adressez C.V. détaillé au reprenant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à votre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service de Contrôle » indiquant les notes des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.
8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25
Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Stockholm - Zurich

سكوت الامال

L'homme «au grand sourire et aux yeux froids»

contacts faciles

À Vienne, **DIE PRESSE** (conservateur) estime : « Carter est, pour nous, un homme qui a le sens du bon droit. Mais il n'est pas un homme qui a le sens du bon droit. »

C'est aussi le président élu de la République d'Israël, Ezer Weizman, qui a été élu avec l'appui des syndicats et aussi du vote d'environ 500 000 personnes, avec, comme le signal d'une reconnaissance qui est encore en cours, la presse israélienne accorde au président élu le titre de « héros du peuple ».

PROCHE-ORIENT DIPLOMATIE

Liban

Le président Sarkis demande à la population de coopérer avec la force arabe d'intervention

De notre correspondant:

Beyrouth. — La semaine qui commence doit être celle de l'entrée en action de la force arabe au Liban. Le président Sarkis a adressé un message à la nation dimanche 7 novembre pour exposer les objectifs de cette force et demander la coopération de la population. Il n'a pas dit le jour « J » du début de l'opération, mais il a dit qu'elle débuterait le 15 novembre, et que l'on s'attendait à ce qu'elle soit terminée le 15 novembre.

Les ultimes consultations, dimanche, de l'officier libanais nommé commandant de la force d'intervention, le colonel Haïf, ont été positives. Le colonel Haïf a dit qu'il était sûr de bien connaître les dirigeants libanais et qu'il était sûr de bien connaître les dirigeants palestiniens et la gauche. Au fur et à mesure que filent les informations sur le plan d'action établi pour cette force, il est de plus en plus clair que celle-ci prendra position sur les lignes de front pour séparer les belligérènes — sans au sud, où elle n'interviendra pas jusqu'à nouvel ordre.

De même, elle pénétrera le long des grands axes routiers et contrôlera plus de routes qu'on ne le croyait, notamment la plupart des transversales est-ouest, tant la route Damas-Beyrouth, élargie à cheval entre le secteur conservateur chrétien et le secteur palestinien-progessiste, que celles incluses dans chacun de ces secteurs.

Dans son message, le président Sarkis a souligné trois points essentiels. Tout d'abord, la force d'intervention arabe est destinée à remplacer les forces de sécurité libanaises en attendant leur reconstitution; la durée de sa mission — il l'espère courte — sera donc fonction de la capacité du Liban de reconstruire son armée et ses forces de sécurité. Ensuite, la force d'intervention opérera dans tout le Liban, ce qui veut dire aussi bien dans la zone contrôlée par la droite que de celle contrôlée par les Palestiniens-progessistes. Enfin, l'aide arabe pour le rétablissement de la paix et celle promise pour la reconstruction du Liban ne doivent pas leur perdre de vue aux Libanais que leur destin est entre leurs mains.

Le message du président Sarkis

Docteur « honoris causa » de l'université de Jérusalem

LE DIALOGUE ENTRE ISRAËLIENS ET PALESTINIENS

RESTE LA SEULE CHANCE DE CRÉER UNE PAIX DURABLE

déclare M. Jean-Paul Sartre

M. Jean-Paul Sartre a reçu, le 7 novembre, à l'ambassade d'Israël à Paris, le diplôme de docteur « honoris causa » de philosophie de l'université hébraïque de Jérusalem, en présence de Mme Françoise Gilrod, secrétaire d'Etat à la culture.

« Mon acceptation de ce titre, dont je suis très honoré, a une signification politique », a déclaré le philosophe, qui avait refusé jusqu'à toutes sortes de distinctions, y compris le prix Nobel.

« Elle traduit l'ambition que je porte à Israël depuis sa naissance, et mon désir de voir cette nation prospérer dans la sécurité et dans la paix. »

« Pour moi, cette paix ne peut exister que si les Israéliens se mettent à discuter avec les Palestiniens. Car je me préoccupe aussi du sort du peuple palestinien. En fait, je me sens d'autant plus pro-palestinien que je suis israélien et réciproquement », a encore dit M. Jean-Paul Sartre.

« Le Proche-Orient est plus divisé que jamais, et pourtant des forces de paix y existent et se développent actuellement. Un tel dialogue est donc, peut-être aujourd'hui, et en tout cas demain, possible, et reste la seule chance de créer une paix sincère, profonde et durable, fondée sur la justice. Et c'est parce que je crois à cette solution que j'accepte ce doctorat », a ajouté M. Jean-Paul Sartre.

Guy Hermet

L'Espagne de Franco

35 années de black-out idéologique et d'ignorance politique, d'interdiction des livres et des activités politiques, toutes aspirations démocratiques ?

U Prisme ARMAND COLIN

INCIDENT NAVAL ISRAËLO-PALESTINIEN AU LARGE DES CÔTES DU SUD-LIBAN

Un engagement naval s'est déroulé samedi 6 novembre au large des côtes du Sud-Liban. Selon la version israélienne des faits, donnée à Tel-Aviv par un porte-parole militaire, un navire palestinien a été coulé et deux autres ont été arraisonnés et contraints de faire route vers un port israélien. La suite d'une opération d'interception effectuée par la marine israélienne.

L'interception a eu lieu en dehors des eaux territoriales d'Israël, a précisé le porte-parole, qui s'est refusé à révéler l'endroit exact. Un ferry-boat a été coulé et deux autres ont été arraisonnés et contraints de faire route vers un port israélien. Douze Palestiniens ont été capturés à bord des deux embarcations arraisonnées, et de grandes quantités d'armes, de munitions et d'explosifs ont été saisies.

Selon la version de l'Agence palestinienne Waifa, des patrouilles israéliennes sont intervenues pour déloger deux vedettes des forces libanaises de droite prises sous les tirs des Palestiniens alors qu'elles tentaient d'extrader un cargo se dirigeant vers le port de Sidon, dans le sud du Liban.

Les deux vedettes ayant intercepté le cargo, une embarcation palestinienne armée d'une mitrailleuse est intervenue et a ouvert le feu. L'une des vedettes a été touchée, tandis que la seconde fuyait vers le large. C'est alors que deux patrouilles israéliennes ont tiré sur l'embarcation palestinienne puis ont pris en remorque la vedette libanaise à la dérive, et mis le cap vers les eaux israéliennes. — (A.P.P.)

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2 250 F, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom.....

Adresse.....

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42

* 1 semaine, transport D.C. 6 et 8 et 10 et 12 et 14 et 16 et 18 et 20 et 22 et 24 et 26 et 28 et 30 et 32 et 34 et 36 et 38 et 40 et 42 et 44 et 46 et 48 et 50 et 52 et 54 et 56 et 58 et 60 et 62 et 64 et 66 et 68 et 70 et 72 et 74 et 76 et 78 et 80 et 82 et 84 et 86 et 88 et 90 et 92 et 94 et 96 et 98 et 100 et 102 et 104 et 106 et 108 et 110 et 112 et 114 et 116 et 118 et 120 et 122 et 124 et 126 et 128 et 130 et 132 et 134 et 136 et 138 et 140 et 142 et 144 et 146 et 148 et 150 et 152 et 154 et 156 et 158 et 160 et 162 et 164 et 166 et 168 et 170 et 172 et 174 et 176 et 178 et 180 et 182 et 184 et 186 et 188 et 190 et 192 et 194 et 196 et 198 et 200 et 202 et 204 et 206 et 208 et 210 et 212 et 214 et 216 et 218 et 220 et 222 et 224 et 226 et 228 et 230 et 232 et 234 et 236 et 238 et 240 et 242 et 244 et 246 et 248 et 250 et 252 et 254 et 256 et 258 et 260 et 262 et 264 et 266 et 268 et 270 et 272 et 274 et 276 et 278 et 280 et 282 et 284 et 286 et 288 et 290 et 292 et 294 et 296 et 298 et 300 et 302 et 304 et 306 et 308 et 310 et 312 et 314 et 316 et 318 et 320 et 322 et 324 et 326 et 328 et 330 et 332 et 334 et 336 et 338 et 340 et 342 et 344 et 346 et 348 et 350 et 352 et 354 et 356 et 358 et 360 et 362 et 364 et 366 et 368 et 370 et 372 et 374 et 376 et 378 et 380 et 382 et 384 et 386 et 388 et 390 et 392 et 394 et 396 et 398 et 400 et 402 et 404 et 406 et 408 et 410 et 412 et 414 et 416 et 418 et 420 et 422 et 424 et 426 et 428 et 430 et 432 et 434 et 436 et 438 et 440 et 442 et 444 et 446 et 448 et 450 et 452 et 454 et 456 et 458 et 460 et 462 et 464 et 466 et 468 et 470 et 472 et 474 et 476 et 478 et 480 et 482 et 484 et 486 et 488 et 490 et 492 et 494 et 496 et 498 et 500 et 502 et 504 et 506 et 508 et 510 et 512 et 514 et 516 et 518 et 520 et 522 et 524 et 526 et 528 et 530 et 532 et 534 et 536 et 538 et 540 et 542 et 544 et 546 et 548 et 550 et 552 et 554 et 556 et 558 et 560 et 562 et 564 et 566 et 568 et 570 et 572 et 574 et 576 et 578 et 580 et 582 et 584 et 586 et 588 et 590 et 592 et 594 et 596 et 598 et 600 et 602 et 604 et 606 et 608 et 610 et 612 et 614 et 616 et 618 et 620 et 622 et 624 et 626 et 628 et 630 et 632 et 634 et 636 et 638 et 640 et 642 et 644 et 646 et 648 et 650 et 652 et 654 et 656 et 658 et 660 et 662 et 664 et 666 et 668 et 670 et 672 et 674 et 676 et 678 et 680 et 682 et 684 et 686 et 688 et 690 et 692 et 694 et 696 et 698 et 700 et 702 et 704 et 706 et 708 et 710 et 712 et 714 et 716 et 718 et 720 et 722 et 724 et 726 et 728 et 730 et 732 et 734 et 736 et 738 et 740 et 742 et 744 et 746 et 748 et 750 et 752 et 754 et 756 et 758 et 760 et 762 et 764 et 766 et 768 et 770 et 772 et 774 et 776 et 778 et 780 et 782 et 784 et 786 et 788 et 790 et 792 et 794 et 796 et 798 et 800 et 802 et 804 et 806 et 808 et 810 et 812 et 814 et 816 et 818 et 820 et 822 et 824 et 826 et 828 et 830 et 832 et 834 et 836 et 838 et 840 et 842 et 844 et 846 et 848 et 850 et 852 et 854 et 856 et 858 et 860 et 862 et 864 et 866 et 868 et 870 et 872 et 874 et 876 et 878 et 880 et 882 et 884 et 886 et 888 et 890 et 892 et 894 et 896 et 898 et 900 et 902 et 904 et 906 et 908 et 910 et 912 et 914 et 916 et 918 et 920 et 922 et 924 et 926 et 928 et 930 et 932 et 934 et 936 et 938 et 940 et 942 et 944 et 946 et 948 et 950 et 952 et 954 et 956 et 958 et 960 et 962 et 964 et 966 et 968 et 970 et 972 et 974 et 976 et 978 et 980 et 982 et 984 et 986 et 988 et 990 et 992 et 994 et 996 et 998 et 1000 et 1002 et 1004 et 1006 et 1008 et 1010 et 1012 et 1014 et 1016 et 1018 et 1020 et 1022 et 1024 et 1026 et 1028 et 1030 et 1032 et 1034 et 1036 et 1038 et 1040 et 1042 et 1044 et 1046 et 1048 et 1050 et 1052 et 1054 et 1056 et 1058 et 1060 et 1062 et 1064 et 1066 et 1068 et 1070 et 1072 et 1074 et 1076 et 1078 et 1080 et 1082 et 1084 et 1086 et 1088 et 1090 et 1092 et 1094 et 1096 et 1098 et 1100 et 1102 et 1104 et 1106 et 1108 et 1110 et 1112 et 1114 et 1116 et 1118 et 1120 et 1122 et 1124 et 1126 et 1128 et 1130 et 1132 et 1134 et 1136 et 1138 et 1140 et 1142 et 1144 et 1146 et 1148 et 1150 et 1152 et 1154 et 1156 et 1158 et 1160 et 1162 et 1164 et 1166 et 1168 et 1170 et 1172 et 1174 et 1176 et 1178 et 1180 et 1182 et 1184 et 1186 et 1188 et 1190 et 1192 et 1194 et 1196 et 1198 et 1200 et 1202 et 1204 et 1206 et 1208 et 1210 et 1212 et 1214 et 1216 et 1218 et 1220 et 1222 et 1224 et 1226 et 1228 et 1230 et 1232 et 1234 et 1236 et 1238 et 1240 et 1242 et 1244 et 1246 et 1248 et 1250 et 1252 et 1254 et 1256 et 1258 et 1260 et 1262 et 1264 et 1266 et 1268 et 1270 et 1272 et 1274 et 1276 et 1278 et 1280 et 1282 et 1284 et 1286 et 1288 et 1290 et 1292 et 1294 et 1296 et 1298 et 1300 et 1302 et 1304 et 1306 et 1308 et 1310 et 1312 et 1314 et 1316 et 1318 et 1320 et 1322 et 1324 et 1326 et 1328 et 1330 et 1332 et 1334 et 1336 et 1338 et 1340 et 1342 et 1344 et 1346 et 1348 et 1350 et 1352 et 1354 et 1356 et 1358 et 1360 et 1362 et 1364 et 1366 et 1368 et 1370 et 1372 et 1374 et 1376 et 1378 et 1380 et 1382 et 1384 et 1386 et 1388 et 1390 et 1392 et 1394 et 1396 et 1398 et 1400 et 1402 et 1404 et 1406 et 1408 et 1410 et 1412 et 1414 et 1416 et 1418 et 1420 et 1422 et 1424 et 1426 et 1428 et 1430 et 1432 et 1434 et 1436 et 1438 et 1440 et 1442 et 1444 et 1446 et 1448 et 1450 et 1452 et 1454 et 1456 et 1458 et 1460 et 1462 et 1464 et 1466 et 1468 et 1470 et 1472 et 1474 et 1476 et 1478 et 1480 et 1482 et 1484 et 1486 et 1488 et 1490 et 1492 et 1494 et 1496 et 1498 et 1500 et 1502 et 1504 et 1506 et 1508 et 1510 et 1512 et 1514 et 1516 et 1518 et 1520 et 1522 et 1524 et 1526 et 1528 et 1530 et 1532 et 1534 et 1536 et 1538 et 1540 et 1542 et 1544 et 1546 et 1548 et 1550 et 1552 et 1554 et 1556 et 1558 et 1560 et 1562 et 1564 et 1566 et 1568 et 1570 et 1572 et 1574 et 1576 et 1578 et 1580 et 1582 et 1584 et 1586 et 1588 et 1590 et 1592 et 1594 et 1596 et 1598 et 1600 et 1602 et 1604 et 1606 et 1608 et 1610 et 1612 et 1614 et 1616 et 1618 et 1620 et 1622 et 1624 et 1626 et 1628 et 1630 et 1632 et 1634 et 1636 et 1638 et 1640 et 1642 et 1644 et 1646 et 1648 et 1650 et 1652 et 1654 et 1656 et 1658 et 1660 et 1662 et 1664 et 1666 et 1668 et 1670 et 1672 et 1674 et 1676 et 1678 et 1680 et 1682 et 1684 et 1686 et 1688 et 1690 et 1692 et 1694 et 1696 et 1698 et 1700 et 1702 et 1704 et 1706 et 1708 et 1710 et 1712 et 1714 et 1716 et 1718 et 1720 et 1722 et 1724 et 1726 et 1728 et 1730 et 1732 et 1734 et 1736 et 1738 et 1740 et 1742 et 1744 et 1746 et 1748 et 1750 et 1752 et 1754 et 1756 et 1758 et 1760 et 1762 et 1764 et 1766 et 1768 et 1770 et 1772 et 1774 et 1776 et 1778 et 1780 et 1782 et 1784 et 1786 et 1788 et 1790 et 1792 et 1794 et 1796 et 1798 et 1800 et 1802 et 1804 et 1806 et 1808 et 1810 et 1812 et 1814 et 1816 et 1818 et 1820 et 1822 et 1824 et 1826 et 1828 et 1830 et 1832 et 1834 et 1836 et 1838 et 1840 et 1842 et 1844 et 1846 et 1848 et 1850 et 1852 et 1854 et 1856 et 1858 et 1860 et 1862 et 1864 et 1866 et 1868 et 1870 et 1872 et 1874 et 1876 et 1878 et 1880 et 1882 et 1884 et 1886 et 1888 et 1890 et 1892 et 1894 et 1896 et 1898 et 1900 et 1902 et 1904 et 1906 et 1908 et 1910 et 1912 et 1914 et 1916 et 1918 et 1920 et 1922 et 1924 et 1926 et 1928 et 1930 et 1932 et 1934 et 1936 et 1938 et 1940 et 1942 et 1944 et 1946 et 1948 et 1950 et 1952 et 1954 et 1956 et 1958 et 1960 et 1962 et 1964 et 1966 et 1968 et 1970 et 1972 et 1974 et 1976 et 1978 et 1980 et 1982 et 1984 et 1986 et 1988 et 1990 et 1992 et 1994 et 1996 et 1998 et 2000 et 2002 et 2004 et 2006 et 2008 et 2010 et 2012 et 2014 et 2016 et 2018 et 2020 et 2022 et 2024 et 2026 et 2028 et 2030 et 2032 et 2034 et 2036 et 2038 et 2040 et 2042 et 2044 et 2046 et 2048 et 2050 et 2052 et 2054 et 2056 et 2058 et 2060 et 2062 et 2064 et 2066 et 2068 et 2070 et 2072 et 2074 et 2076 et 2078 et 2080 et 2082 et 2084 et 2086 et 2088 et 2090 et 2092 et 2094 et 2096 et 2098 et 2100 et 2102 et 2104 et 2106 et 2108 et 2110 et 2112 et 2114 et 2116 et 2118 et 2120 et 2122 et 2124 et 2126 et 2128 et 2130 et 2132 et 2134 et 2136 et 2138 et 2140 et 2142 et 2144 et 2146 et 2148 et 2150 et 2152 et 2154 et 2156 et 2158 et 2160 et 2162 et 2164 et 2166 et 2168 et 2170 et 2172 et 2174 et 2176 et 2178 et 2180 et 2182 et 2184 et 2186 et 2188 et 2190 et 2192 et 2194 et 2196 et 2198 et 2200 et 2202 et 2204 et 2206 et 2208 et 2210 et 2212 et 2214 et 2216 et 2218 et 2220 et 2222 et 2224 et 2226 et 2228 et 2230 et 2232 et 2234 et 2236 et 2238 et 2240 et 2242 et 2244 et 2246 et 2248 et 2250 et 2252 et 2254 et 2256 et 2258 et 2260 et 2262 et 2264 et 2266 et 2268 et 2270 et 2272 et 2274 et 2276 et 2278 et 2280 et 2282 et 2284 et 2286 et 2288 et 2290 et 2292 et 2294 et 2296 et 2298 et 2300 et 2302 et 2304 et 2306 et 2308 et 2310 et 2312 et 2314 et 2316 et 2318 et 2320 et 2322 et 2324 et 2326 et 2328 et 2330 et 2332 et 2334 et 2336 et 2338 et 2340 et 2342 et 2344 et 2346 et 2348 et 2350 et 2352 et 2354 et 2356 et 2358 et 2360 et 2362 et 2364 et 2366 et 2368 et 2370 et 2372 et 2374 et 2376 et 2378 et 2380 et 2382 et 2384 et 2386 et 2388 et 2390 et 2392 et 2394 et 2396 et 2398 et 2400 et 2402 et 2404 et 2406 et 2408 et 2410 et 2412 et 2414 et 2416 et 2418 et 2420 et 2422 et 2424 et 2426 et 2428 et 2430 et 2432 et 2434 et 2436 et 2438 et 2440 et 2442 et 2444 et 2446 et 2448 et 2450 et 2452 et 2454 et 2456 et 2458 et 2460 et 2462 et 2464 et 2466 et 2468 et 2470 et 2472 et 2474 et 2476 et 2478 et 2480 et 2482 et 2484 et 2486 et 2488 et 2490 et 2492 et 2494 et 2496 et 2498 et 2500 et 2502 et 2504 et 2506 et 2508 et 2510 et 2512 et 2514 et 2516 et 2518 et 2520 et 2522 et 2524 et 2526 et 2528 et 2530 et 2532 et 2534 et 2536 et 2538 et 2540 et 2542 et 2544 et 2546 et 2548 et 2550 et 2552 et 2554 et 2556 et 2558 et 2560 et 2562 et 2564 et 2566 et 2568 et 2570 et 2572 et 2574 et 2576 et 2578 et 2580 et 2582 et 2584 et 2586 et 2588 et 2590 et 2592 et 2594 et 2596 et 2598 et 2600 et 2602 et 2604 et 2606 et 2608 et 2610 et 2612 et 2614 et 2616 et 2618 et 2620 et 2622 et 2624 et 2626 et 2628 et 2630 et 2632 et 2634 et 2636 et 2638 et 2640 et 2642 et 2644 et 2646 et 2648 et 2650 et 2652 et 2654 et 2656 et 2658 et 2660 et 2662 et 2664 et 2666 et 2668 et 2670 et 2672 et 2674 et 2676 et 2678 et 2680 et 2682 et 2684 et 2686 et 2688 et 2690 et 2692 et 2694 et 2696 et 2698 et 2700 et 2702 et 2704 et 2706 et 2708 et 2710 et 2712 et 2714 et 2716 et 2718 et 2720 et 2722 et 2724 et 2726 et 2728 et 2730 et 2732 et 2734 et 2736 et 2738 et 2740 et 2742 et 2744 et 2746 et 2748 et 2750 et 2752 et 2754 et 2756 et 2758 et 2760 et 2762 et 2764 et 2766 et 2768 et 2770 et 2772 et 2774 et 2776 et 2778 et 2780 et 2782 et 2784 et 2786 et 2788 et 2790 et 2792 et 2794 et 2796 et 2798 et 2800 et 2802 et 2804 et 2806 et 2808 et 2810 et 2812 et 2814 et 2816 et 2818 et 2820 et 2822 et 2824 et 2826 et 2828 et 2830 et 2832 et 2834 et 2836 et 2838 et 2840 et 2842 et 2844 et 2846 et 2848 et 2850 et 2852 et 2854 et 2856 et 2858 et 2860 et 2862 et 2864 et 2866 et 2868 et 2870 et 2872 et 2874 et 2876 et 2878 et 2880 et 2882 et 2884 et 2886 et 2888 et 2890 et 2892 et 2894 et 2896 et 2898 et 2900 et 2902 et 2904 et 2906 et 2908 et 2910 et 2912 et 2914 et 2916 et 2918 et 2920 et 2922 et 2924 et 2926 et 2928 et 2930 et 2932 et 2934 et 2936 et 2938 et 2940 et 2942 et 2944 et 2946 et 2948 et 2950 et 2952 et 2954 et 2956 et 2958 et 2960 et 2962 et 2964 et 2966 et 2968 et 2970 et 2972 et 2974 et 2976 et 2978 et 2980 et 2982 et 2984 et 2986 et 2988 et 2990 et 2992 et 2994 et 2996 et 2998 et 3000 et 3002 et 3004 et 3006 et 3008 et 3010 et 3012 et 3014 et 3016 et 3018 et 3020 et 3022 et 3024 et 3026 et 3028 et 3030 et 3032 et 3034 et 3036 et 3038 et 3040 et 3042 et 3044 et 3046 et 3048 et 3050 et 3052 et 3054 et 3056 et 3058 et 3060 et 3062 et 3064 et 3066 et 3068 et 3070 et 3072 et 3074 et 3076 et 3078 et 3080 et 3082 et 3084 et 3086 et 3088 et 3090 et 3092 et 3094 et 3096 et 3098 et 3100 et 3102 et 3104 et 3106 et 3108 et 3110 et 3112 et 3114 et 3116 et 3118 et 3120 et 3122 et 3124 et 3126 et 3128 et 3130 et 3132 et 3134 et 3136 et 3138 et 3140 et 3142 et 3144 et 3146 et 3148 et 3150 et 3152 et 3154 et 3156 et 3158 et 3160 et 3162 et 3164 et 3166 et 3168 et 3170 et 3172 et 3174 et 3176 et 3178 et 3180 et 3182 et 3184 et 3186 et 3188 et 3190 et 3192 et 3194 et 3196 et 3198 et 3200 et 3202 et 3204 et 3206 et 3208 et 3210 et 3212 et 3214 et 3216 et 3218 et 3220 et 3222 et 3224 et 3226 et 3228 et 3230 et 3232 et 3234 et 3236 et 3238 et 3240 et 3242 et 3244 et 3246 et 3248 et 3250 et 3252 et 3254 et 3256 et 3258 et 3260 et 3262 et 3264 et 3266 et 3268 et 3270 et 3272 et 3274 et 3276 et 3278 et 3280 et 3282 et 3284 et 3286 et 3288 et 3290 et 3292 et 3294 et 3296 et 3298 et 3300 et 3302 et 3304 et 3306 et 3308 et 3310 et 3312 et 3314 et 3316 et 3318 et 3320 et 3322 et 3324 et 3326 et 3328 et 3330 et 3332 et 3334 et 3336 et 3338 et 3340 et 3342 et 3344 et 3346 et 3348 et 3350 et 3352 et 3354 et 3356 et 3358 et 3360 et 3362 et 3364 et 3366 et 3368 et 3370 et 3372 et 3374 et 3376 et 3378 et 3380 et 3382 et 3384 et 3386 et 3388 et 3390 et 3392 et 3394 et 3396 et 3398 et 3400 et 3402 et 3404 et 3406 et 3408 et 3410 et 3412 et 3414 et 3416 et 3418 et

LA FAMILLE, ÇA VA ?

On en attend l'absolu, l'ascèse et l'éternité. Pas étonnant qu'elle déçoive.

On lui prédit la chute définitive, l'écrasement, la volatilisation.

Elle tient plus que bon. Pas étonnant qu'on la haisse.

Et des familles, il s'en fonde plus que jamais. C'est à n'y rien comprendre.

Alors, la famille, ça va ou ça ne va pas ?

Une très étrange, oui, très édifiante enquête dans le Nouvel Observateur.

En vente
dès aujourd'hui.



LE NOUVEL
observateur

du 3 au 13 novembre
EXPOSITION VENTE
d'armes de chasse de 15 000 à 50 000 F (neuf et occasions)
Gastinne Renette
39, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS - Tél. : 359.7774

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 688
ROYAL FERRASSAT
D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
accréditée au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Fêtes-Champs
75008 PARIS - CROIX DE

POLITIQUE

Le premier déplacement en province du chef du gouvernement

« La France ne laissera pas disparaître son industrie textile mais celle-ci doit s'adapter », déclare à Troyes M. Raymond Barre

Troyes. — M. et Mme Pierre Lévy, industriels troyens, ont signé, samedi à Troyes, l'acte officiel de donation de leur prestigieuse collection de peintures et d'objets d'art, dont une exposition organisée à l'hôtel de ville dévoile

un certain nombre de richesses. Mme Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a signé pour l'Etat l'arrêt d'acceptation de cette donation et M. Raymond Barre, qui accompagnait M. Rufenacht, secrétaire d'Etat, a inauguré cette exposition.

Le premier ministre, dont c'était la première visite officielle en province, a tenu trois séances de travail à la préfecture de l'Aube : la première avec des représentants de la chambre patronale de la bonneterie, la seconde avec des représentants des syndicats qui avaient accepté d'être reçus, C.F.T.C., F.O. et C.G.C., la troi-

De notre correspondant

sème avec les élus du département et les responsables socio-professionnels.

La C.G.T. et la C.F.D.T. avaient repoussé l'invitation qui leur avait été adressée et avaient organisé, avec la FEN et les partis de

gauche, une manifestation de protestation contre le « plan Barre », considéré comme une manœuvre politique la venue du premier ministre à Troyes. Six cents manifestants étaient réunis aux abords de la préfecture où se trouvait le premier ministre et ont crié des slogans hostiles à sa politique.

Les élus socialistes étaient présents à la préfecture, mais la section locale du P.S. a protesté contre le fait que l'opposition n'ait pas été autorisée à s'exprimer officiellement au cours de la visite du premier ministre, pas plus qu'elle ne l'avait été au cours des réunions préparatoires à ce déplacement. Les socialistes se sont élevés contre cette « situation de non-dialogue » et rappelé que le département de l'Aube est l'un de ceux où les salariés sont les plus frappés par la crise : le salaire net moyen y est, disent-ils, inférieur de 20 % à la moyenne nationale et le chômage y a progressé de 177 % en deux ans selon les statistiques officielles.

Au cours de la conférence de presse, tenue à l'issue de ses entretiens, M. Raymond Barre a notamment déclaré : « J'ai fait un voyage technique et je compte faire dans les villes de France des voyages de ce genre où l'on s'informe auprès de ceux qui sont sur le terrain. On reçoit leur avis et on peut ainsi éclairer l'action gouvernementale à la lumière des observations de ceux qui sont aux prises avec les difficultés. »

Evocant les problèmes spécifiques à Troyes, ville de la bonneterie, M. Barre devait dire : « La France ne laissera pas disparaître son industrie textile. Mais cela suppose qu'elle s'adapte aux conditions actuelles par des efforts de structuration, de productivité et d'innovation. Cette industrie ne devrait pas être exposée aux coups des importations sauvages venant de pays aux coûts de production très bas et aux monnaies dépréciées par rapport à la monnaie française. » Les industriels troyens avaient présenté au premier ministre une paire de chaussettes chinoises dont le prix de vente en France est de 170 F alors que, en se basant au maximum les coûts de production, ils ne peuvent eux-mêmes produire un tel article qu'au prix de revient de 4 F.

« Sanctions exemplaires contre les abus sur les prix »

S'agissant des prix, le premier ministre a ajouté : « Le gouvernement est décidé à ce que la liberté des prix, notamment industriels soit respectée. Mais, si elle est respectée, le gouvernement ne peut pas se désolidariser de ceux qui en bénéficient. Il faut donc des sanctions exemplaires pour prouver la responsabilité. »

M. Barre a confirmé que le « gel » des prix serait intégralement maintenu, mais il justifie certaines dérogations, par exemple sur le café, le cacao, le foin gras, le boudin blanc ou les tarifs des remontées mécaniques. « Je m'étonne, a-t-il dit, de l'émotion causée par ces mesures. Je conçois que cet émoi aurait pu se manifester s'il s'était agi de produits de grande consommation, indispensables aux Français. Mais ceux qui, pour le réveillon, veulent sacrifier au foin gras et au boudin blanc font un effort supplémentaire pour satisfaire leur goût. »

Au cours de l'allocation prononcée à l'hôtel de ville, après l'inauguration de l'exposition Lévy, M. Raymond Barre a déclaré que le gouvernement était tout à fait favorable à la création d'une université des arts manuels à Troyes, qui « pourrait aider à la revalorisation du travail manuel et redonner tout son lustre au travail de l'art et assurer une promotion à des jeunes attirés par la création artistique ».

ANDRÉ BRULEY.

l'édition en 5 volumes illustrés entièrement parus et un coffret documents de

LA RESISTANCE

la seule grande fresque qui embrasse 20 années de combats pour la liberté

LES PREFACIERS
Louis SALLANT, Président du Conseil National de la Résistance,
Jacques DEBILLY, Membre fondateur du Conseil National de la Résistance au titre de la Fédération Républicaine
Marie-Madeleine FOURCADE, Chef du réseau Alliance, Présidente du Comité d'action de la Résistance
Henry ROLAND, Colonel, Chef Régional des F.F.I. de l'île de France, Compagnon de la Libération
Jacques SOULIN, Commissaire de la République du Languedoc Roussillon, Post-face de Robert VOLLET Lieutenant-Colonel de l'armée secrète.

Don de documentation gratuite à retourner au
Livre Club Diderot 13 Bd Bourdon 75004 PARIS
Je désire être documenté sans aucun engagement sur
la Résistance par Alain Guérin

Nom et prénom :
Profession :
Adresse complète :

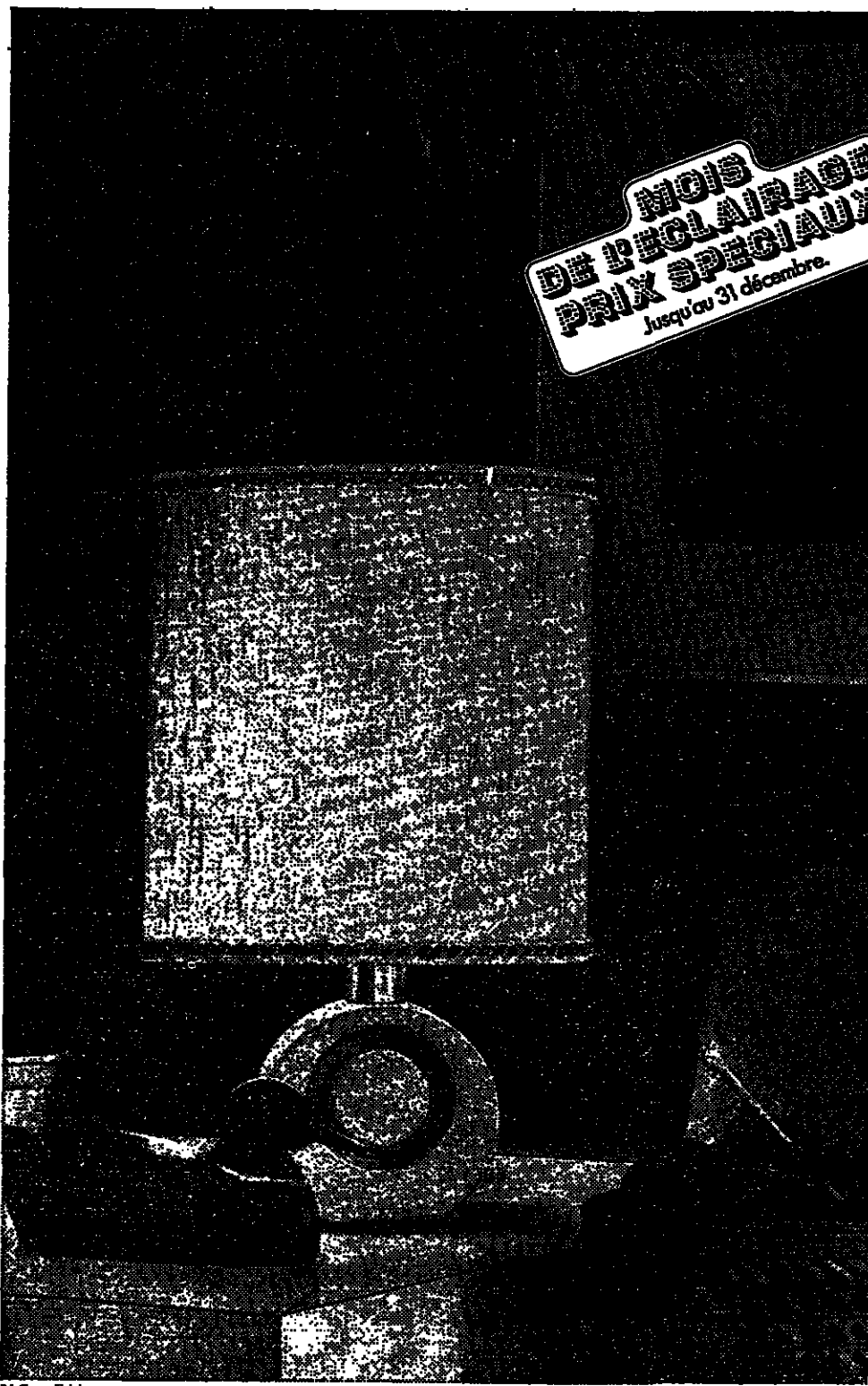
Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



Dans les 8 BHV.

C'est le mois de l'éclairage,
profitez de nos prix spéciaux! Venez choisir
votre lampe, parmi des centaines de modèles,
avec l'aide de notre éclairagiste-conseil.



**MOIS DE L'ECLAIRAGE
PRIX SPECIAUX**
Jusqu'au 31 décembre.

Enfin, un mois de l'éclairage tel que vous l'attendiez.

Dans les 8 BHV, vous verrez des centaines de lampes, de quoi faire un tour d'horizon très complet. Vous trouverez aussi des éclairagistes-conseils.

Ils sont là pour vous parler technique et décoration et chercher avec vous la lampe la mieux adaptée à votre problème précis.

Enfin, pendant un mois, vous profiterez de nos prix spéciaux. C'est le moment d'acheter.

Au BHV Rivoli, faites confectionner vos abat-jour sur mesure et dans le tissu de votre choix.

Quelques exemples de prix :

1. Lampe en pierre du Gard taillée avec abat-jour, haut. 50 cm, 290 F
2. Lampe moderne pied fûtence rose pâle avec abat-jour marron, haut. 68 cm, 295 F
3. Lampe pied chromique avec abat-jour, haut. 40 cm. Exclutivité BHV, 170 F
4. Lampe genre Chine, pied porcelaine, avec abat-jour forme pagode, haut. 53 cm, 395 F
5. Lampe moderne pied bois tourné naturel avec abat-jour laiton, haut. 54 cm, 195 F

Jusqu'à épuisement des stocks.

Tous nos articles sont vendus sans ampoules.
BHV Installations Service est à votre disposition pour faire réaliser, chez vous, tous les travaux d'électricité par des professionnels sélectionnés.



Pour être sûr de bien choisir.

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

Jean Béranger
Maurice Gonnaud

La littérature américaine jusqu'en 1865

Une initiation mettant en lumière les débuts, les courants majeurs et les figures principales de la première littérature américaine.

ARMAND COLIN

سكرا من الاميل

POLITIQUE

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DE LA HAUTE-LOIRE

La gauche, en progression, talonne le candidat de la majorité

HAUTE-LOIRE (2^e CIRCONSCRIPTION)

CANDIDATS	7 NOVEMBRE 1976	11 MARS 1973	4 MARS 1973	30 JUIN 1968	23 JUIN 1968
RT	Inscrits : 69 878 Votants : 47 925 Suffr. expr. : 47 227 Abst. : 21 651	Inscrits : 67 240 Votants : 56 157 Suffr. expr. : 55 306 Abst. : 11 834	Inscrits : 67 240 Votants : 56 157 Suffr. expr. : 55 306 Abst. : 11 834	Inscrits : 66 829 Votants : 52 715 Suffr. expr. : 51 868 Abst. : 14 961	Inscrits : 66 829 Votants : 51 285 Suffr. expr. : 50 114 Abst. : 16 715
PARTIS					
M.M.					
PROIOL (R.L.)	22 627	28 032 (1)	15 790 (1)	—	13 139 (2)
ETRAUD (P.S.)	20 031	27 447 (2)	20 858 (3)	25 946 (3)	18 899 (3)
BENOT (P.S.)	3 976	6 51	4 188 (4)	8 13	3 653 (4)
BENO-GILBERT (N.S.)	723	—	—	—	—
PIETOT (L.O.)	710	—	—	—	—
U.D.R.	—	—	8 323 (5)	25 914 (5)	15 213 (5)
M.M.	—	—	2 143 (7)	4 18	—

(1) Jean-Claude Simon; (2) Jean de Lachomette, anc. sén.; (3) M. René Chazelle, sén.; (4) M. Paul Roux; (5) M. Adrien Gouteyrou; (6) M. Marcel Baffier, anc. dép.; (7) M. Claude Vidal, rdt-rad.

Les électeurs de la deuxième circonscription de la Haute-Loire ont appelé dimanche 7 novembre à désigner le successeur de Jean-Claude Simon, député républicain indépendant, décédé accidentellement le 19 août 1976. Ils retourneront aux urnes le 14, le premier tour n'ayant pas été concluant.

Les résultats sont très serrés, 2 596 voix seulement séparant les deux principaux candidats (5,48 points en pourcentage). Le représentant du parti socialiste, M. Louis Etraud, maître de Brioude, est devancé par celui de la majorité, M. Jean Proiol, sénateur républicain indépendant. Toutefois, le total des voix de la gauche est supérieur à celui des suffrages de M. Proiol et du candidat d'extrême droite, M. Beno-Gilbert : 23 317 voix (50,42 % des suffrages exprimés) contre 23 420 (49,57 %).

Dans ces conditions, la décision appartient pour une large part aux abstentionnistes du premier tour qui voteront la semaine prochaine. Dimanche, le taux d'abstention a été élevé (31,61 %), ce qui est habituel lors d'une élection partielle (il avait été de 22,30 % lors du premier tour de 1973).

M. ESTIER (P.S.) : un recul sensible de la droite.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste : « Ce scrutin marque un recul sensible de la droite dont le candidat unique pouvait s'attendre, sur les bases des résultats de 1973, à être élu dès le premier tour. Le pourcentage des abstentions montre qu'en dépit des appels qui leur ont été lancés, les électeurs de la prétendue majorité présidentielle ne se sont guère mobilisés. En revanche, dans une circonscription où il avait déjà un pourcentage de voix très élevé, le parti socialiste enregistre un nouveau progrès qui place son candidat, Louis Etraud, dans une position, en bonne position pour l'emporter dimanche prochain. »

M. Raymond Barre a déclaré samedi 6 novembre, à Troyes, au sujet des élections législatives partielles : « Il ne faut pas à tout moment considérer tel ou tel fait comme un test, ni dramatiser ou faire du sensationnel avec des événements qui devraient faire partie de la vie démocratique normale. »

Toutefois, on relèvera que ce taux varie considérablement selon les cantons. Ainsi, 56,44 % seulement des électeurs inscrits sont allés voter dans le canton du Puy-Nord et 59,39 % au Puy-Ouest ; en revanche, la participation a été de 77,25 % dans le canton de Brioude. Ces chiffres peuvent expliquer l'optimisme affiché dimanche soir par M. Proiol et Barrot : le sénateur et le secrétaire d'Etat appuyaient leur foi en un succès au deuxième tour sur l'espoir d'une mobilisation des abstentionnistes en faveur du candidat de la majorité. Le fait est que le canton du Puy-Ouest, où l'on a peu voté, est traditionnellement assez favorable à la majorité, alors que Brioude, où la participation a été relativement élevée, fait partie du fief du candidat socialiste.

M. Proiol arrive d'ailleurs en tête dans quatre des dix-huit cantons que compte la circonscription. M. Etraud l'emporte notamment à Brioude et à Anzon, cantons qui avaient donné la majorité absolue de leurs suffrages à M. François Mitterrand en 1974. Si l'on considère les résultats par ville, on constate que le candidat de la majorité est le mieux

M. BARROT (C.D.S.) : la majorité a mené campagne dans l'unité.

M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux : « Les abstentionnistes, nettement plus nombreux qu'en 1973, n'ont pas permis au candidat de la majorité de gagner dès le premier tour. Mais M. Jean Proiol est en bonne position pour l'emporter dimanche prochain et ce résultat est la conséquence d'une campagne menée par la majorité dans l'unité, la dignité et l'ouverture. M. Jean Proiol, la majorité a fait la preuve qu'elle était en mesure de présenter des hommes nouveaux et efficaces. »

M. François Londe, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche : « Le ballottage est un résultat positif, très encourageant pour la gauche et en particulier pour le candidat du parti socialiste, soutenu par le Mouvement des radicaux de gauche. Le deuxième tour et surtout les autres élections partielles de dimanche prochain constitueront une indication plus significative encore pour mesurer la tendance de l'opinion publique. »

placé dans 120 des 181 communes de la circonscription. A Brioude, le candidat socialiste, maître de la ville, arrive bien sûr en tête avec 1 911 suffrages (54,23 %) ; le candidat de la majorité en compte 1 372. Lors de l'élection présidentielle, M. Mitterrand avait obtenu dans cette ville 1 886 voix et M. Giscard d'Estaing 1 872. A Saugues, ville dont Jean-Claude Simon était le maire, M. Proiol l'emporte nettement sur son concurrent avec 881 voix contre 272.

Quelle que soit l'issue du scrutin du 14 novembre, le premier tour de cette élection aura mis en évidence le recul de la majorité dans cette circonscription et la progression des socialistes. Certes, en 1973, Jean-Claude Simon (R.L.) avait, au second tour, pris son siège à M. René Chazelle, socialiste. Il n'empêche que, depuis 1967, le pourcentage des suffrages recueillis au premier tour de chaque élection législative par les candidats de la majorité diminue : il était de 60,49 % en 1967, de 55,90 % en 1968, de 51,36 % en 1973, et passe à 47,89 % en 1976 (49,57 % compte tenu des voix d'extrême droite).

Cette évolution est parallèle à une régulière progression des voix de la gauche lors des mêmes consultations : 35,24 % en 1967, 44,99 % en 1968, 49,82 % en 1973 et 50,42 % en 1976. Les élections cantonales du mois de mars dernier avaient témoigné d'une tendance semblable au niveau du département, mais les radicaux indépendants avaient perdu trois sièges, dont deux au profit des socialistes.

Toutefois, la progression de la gauche est plus une progression du parti socialiste que celle de partis signataires du programme commun. M. François Londe fait état ce lundi du soutien apporté par le M.R.G. au candidat socialiste, mais, sur le plan de M. Etraud n'a guère rencontré de radicaux de gauche locaux venus l'aider.

Quant au parti communiste, il perd des points en pourcentage par rapport au premier tour de 1973 (6,51 % contre 8,13), et même par rapport à celui de 1968 (7,22 %). Le report de ses voix n'en sera pas moins déterminant le 14 novembre. Ce report devrait pouvoir se faire plus facilement que lors des scrutins précédents : l'un des sujets de satisfaction des socialistes est en effet d'avoir progressé alors que leur candidat combattait sans ambiguïté sous les couleurs de la gauche (même s'il se montrait discret en ce qui concerne le programme commun). Recense-

ment plus de 42 % des suffrages dans une circonscription d'un département aussi traditionnellement socialiste, la Haute-Loire est déjà un succès, si l'on n'a pas mis son drapeau dans sa poche. Or, M. Etraud ne l'a pas mis. Il a le candidat de l'opposition en se contentant d'apprendre aux électeurs que M. Chazelle était socialiste.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

LES RÉSULTATS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE MAI 1974

Le premier tour de l'élection présidentielle de mai 1974 avait donné les résultats suivants : Inscr. : 67 084 ; vot. : 55 195 ; abst. : 11 889 ; suffr. expr. : 54 713 ; M.M. Valéry Giscard d'Estaing, 24 079 voix (44 %); François Mitterrand, 20 476 (37,42 %); Jacques Chaban-Delmas, 6 423 (11,72 %); Mlle Arlette Laguiller, 1 956 (3,58 %); M.M. Jean Royer, 1 875 (3,42 %); Jean-Marie Le Pen, 395 (0,72 %); René Dumont, 381 (0,69 %); Emile Muller, 214 (0,39 %); Alain Krivine, 160 (0,29 %); Bertrand Renouvin, 101 (0,18 %); Jean-Claude Schab, 68 (0,12 %); et Guy Héraud, 37 (0,06 %).

Le second tour, sur 67 084 inscrits, 59 181 votants (abstentions : 11,78 % et 55 553 suffrages exprimés). M. Giscard d'Estaing, avec 33 266 voix (soit 59,79 %), avait obtenu 25 297 suffrages (soit 43,31 %).

LA PRÉPARATION DES « MUNICIPALES »

Le comité directeur du P.S. tranchera les cas litigieux le 1^{er} décembre

Le comité directeur du parti socialiste, qui a siégé samedi 6 et dimanche 7 novembre, a entendu une longue intervention de M. Mitterrand. Le premier secrétaire a notamment évoqué l'affaire Dassault, en dénonçant « la véritable malhonnêteté » de la majorité qui a « zappé » ce dossier dans une enquête qui durera plusieurs mois et qui doit porter sur l'ensemble de la gestion des affaires aéronautiques. M. Mitterrand a en outre évoqué l'élection de M. Carter en notant que, si le nouvel élu n'est pas socialiste, il n'en reste pas moins qu'il a été désigné par les catégories sociales auxquelles s'adressent en France les socialistes. Il a toutefois invité ses amis à se montrer prudents dans leurs appréciations de la nouvelle politique américaine.

Le premier secrétaire a également évoqué son voyage en Israël. Il a indiqué que la visite s'était déroulée dans un climat de très grande sympathie.

En ce qui concerne la préparation des élections municipales, M. Mitterrand a insisté « très fortement » pour que le P.S. manifeste une grande homogénéité. Rendant compte des travaux du comité directeur, M. Claude Estier, membre du secrétariat, a fait remarquer que « le climat général des négociations n'est pas mauvais ». Cependant, le P.S. constate qu'il y a parfois un trop grand « co-voient » entre l'échelon communal et départemental, tout comme il constate que les négociations « ne sont pas, aujourd'hui, suffisamment avancées ». C'est pourquoi le parti socialiste a décidé, d'une part, d'envoyer des instructions aux délégations afin qu'elles accélèrent les négociations et, d'autre part, de fixer une date limite à ces négociations.

M. Roger Fajardie, qui présentait devant le comité directeur un rapport sur la préparation des élections municipales, a rappelé que, dans les négociations, les socialistes estiment que, s'il faut prendre en compte l'ensemble des consultations électorales depuis 1973, comme le préconise l'accord du 28 juin dernier, cela ne signifie pas nécessairement l'application de la moyenne arithmétique de ces consultations comme le souhaite le parti communiste.

« La progression du parti socialiste est en réalité réelle », a-t-il noté. Il importe donc de tenir compte des consultations électorales les plus récentes qui marquent cette poussée, poussée qui s'est traduite notamment à l'occasion des dernières élections cantonales. »

Les socialistes estiment en outre que chaque formation doit garder la tête de liste dans les villes où elle dirigeait une municipalité sans qu'il soit réalisé une liste d'union de la gauche.

A l'issue des débats, le comité directeur a adopté une résolution qui précise notamment : « Le comité directeur souligne que, là où l'accord n'a pu être réalisé, la possibilité de présenter une liste homogène ou U.G.S.D. est ouverte. Elle est néanmoins subordonnée, pour les villes de 30 000 habitants et plus, à l'assentiment du comité directeur, à celui des fédérations départementales pour les autres localités. Dans celles-ci, l'union de la gauche se fera au deuxième tour sur la base des résultats obtenus par chaque formation au premier tour. »

« Le mandat de la commission désignée par le bureau exécutif pour étudier la situation des villes de 30 000 habitants et plus est confirmé. »

Cette commission a saisi le comité directeur des demandes qui lui avaient été soumises. « En ce qui concerne les villes de Lens, Liévin, Boulogne et Calais, le comité directeur invite les sections intéressées à poursuivre les discussions en vue d'aboutir à un accord. Pour Laval, tenant compte de la situation de la municipalité sortante, il estime nécessaire un complément d'information avant d'adopter une décision définitive. »

Le C.E.R.S. a défendu, sans succès, un amendement visant à surimposer la prise en compte par le comité directeur de la situation particulière de Laval.

La résolution conclut : « Le comité directeur décide de fixer au 30 novembre la date limite du dépôt des nouvelles demandes susceptibles d'être présentées. Le comité directeur, réuni en session extraordinaire le 1^{er} décembre, se réunira des cas des villes de 30 000 habitants et plus, un droit d'appel étant ouvert devant la convention nationale du 18 décembre pour les contentieux éventuels. »

« Le parti socialiste exprime ainsi sa volonté de créer les meilleures conditions d'un engagement total et rapide des forces de gauche dans la campagne électorale des municipales. Il s'agit partout de faire échec à la droite, de renforcer les positions de la gauche et d'en conquérir de nouvelles, pour construire une véritable démocratie locale, condition nécessaire de la liberté des citoyens. »

M. Jean Valentin, sous-préfet hors-classe, précédemment en disponibilité pour occuper les fonctions de directeur général adjoint du quotidien de Clermont-Ferrand, la Montagne, dont il a récemment démissionné, réintègre le ministère de l'intérieur où il sera, prochainement, nommé chargé de mission à l'inspection générale de l'administration.

L'ÉLECTION A LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL RÉGIONAL DE LORRAINE

M. Messmer critique l'action de M. Servan-Schreiber

Metz. — La campagne pour l'élection du président du conseil régional de Lorraine, qui aura lieu en janvier 1977, est ouverte. C'est M. Messmer, député U.D.R. de Moselle et maire de Sarrebourg, qui en a donné vendredi 5 novembre, à Metz, le coup d'envoi en présentant à la presse un document intitulé *Aujourd'hui, demain, la Lorraine*. Cette étude, très documentée sur la situation économique et sociale de la Lorraine, a permis à M. Messmer de se livrer à une attaque en règle de l'action menée depuis maintenant dix mois par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à la tête du conseil régional.

De notre correspondant

entre l'Etat, la région et la société concessionnaire pour déterminer exactement les engagements financiers que pourrait prendre la région. L'ancien premier ministre avait, en effet, qua, outre les remboursements d'un emprunt, la région ne soit amenée à financer une partie du déficit de l'exploitation du tronçon autoroutier. Selon lui, la société concessionnaire aurait déjà demandé une garantie de « trafic ».

M. J.-J. Servan-Schreiber a fait de cet équipement son cheval de bataille. Un échec dans ce domaine entrainerait son crédit politique dans la région (2). A propos des problèmes autoroutiers, M. Messmer a été amené à commenter la décision prise par le conseil général du Bas-Rhin de racheter le péage de Brumath, sur l'autoroute à 34 Paris-Strasbourg. « Il s'agit d'une bonne décision, il me paraît raisonnable que le conseil général de la Moselle soit saisi de ce problème. Je suis partisan de le poser et de le résoudre. »

M. Messmer s'est attaqué également à un autre projet : défendre avec moins d'insistance il est vrai par le député de Nancy, celui de l'aéroport régional. « Il est temps de choisir : ou bien nous faisons l'aéroport très vite, et alors il est nécessaire de cesser les investissements pour les autres projets de Metz-Pressigny et de Nancy-Essey ; ou alors nous

continuons d'équiper ces deux aérodromes, mais nous décidons de retarder jusqu'à la fin du VII^e Plan la réalisation de l'aéroport régional. Le gouvernement est arrivé à la même conclusion que moi. » Troisième cible pour M. Messmer : l'emploi. Selon lui, il serait nécessaire d'abandonner la politique « tous azimuts » pratiquée notamment par le conseil régional pour favoriser, au contraire, le développement d'industries créatrices d'emplois en aval de la sidérurgie, telle la mécanique lourde.

En se situant sur un plan strictement régional, l'ancien premier ministre veut apparemment démontrer qu'il agit au nom des intérêts de la Lorraine et non à des fins politiques pour éliminer celui qui reste la bête noire de l'U.D.R.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

(1) Le tronçon Nancy-Dijon avait été évincé, au 1^{er} janvier 1975, à 1 400 millions de francs, le tronçon Toul-Langres à 620 millions de francs. La répartition financière serait la suivante : sociétés concessionnaires, 50 % ; Etat, 35 % ; région et collectivité locale intéressées, 15 %. Le conseil régional de Lorraine a d'ores et déjà voté un emprunt de 100 millions de francs et débouche 16 millions de francs pour les acquisitions foncières.

(2) M. Servan-Schreiber, devant le bureau du conseil régional, a déclaré, le 5 novembre : « Rien n'est réglé pour la répartition du financement de l'aéroport. L'empêchement que ce sera pour le 30 novembre. »

Larousse vous invite à vivre un événement unique...

Découvrez la Grande Encyclopédie Larousse

au moment même où paraît son 20^e et dernier volume.

La parution du vingtième volume de la Grande Encyclopédie Larousse marque une date de l'édition française et mondiale, pour vous, un événement : la Grande Encyclopédie va pouvoir faire son œuvre, au complet, dans votre bibliothèque. Larousse vous facilite son achat en proposant des modalités de paiement échelonnées adaptées à chaque budget.

Un patrimoine culturel inépuisable au service de votre réussite et de l'avenir de vos enfants.

La Grande Encyclopédie est l'ouvrage le plus enrichissant et le plus utile que vous ayez jamais possédé. Ses explications détaillées vous permettent de comprendre les phénomènes complexes du monde moderne et elle jouera un rôle décisif dans la formation de vos enfants.

Faites connaissance gratuitement avec ce chef-d'œuvre de l'édition.

12 432 pages grand format, 8 800 articles, près de 15 000 illustrations en couleurs. Pour en savoir plus et consulter le synchro index qui vous sera offert en cadeau, renvoyez vite le bulletin ci-contre à la Librairie Larousse.

Invitation

Je reçois gratuitement, sans aucun engagement, une brochure descriptive de la Grande Encyclopédie et le 20^e volume offert en cadeau.

Nom _____

Prénoms _____

Profession _____

N° _____ Rue _____

Ville _____

Date _____

Signature _____

A renvoyer à la Librairie Larousse
17, rue de Valenciennes - 75001 Paris Cedex 01

66/6

POLITIQUE

L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL

Le président de la République demanderait si nécessaire, une modification de la Constitution

L'entourage du président de la République a souligné, samedi 6 novembre, « la volonté politique » du chef de l'Etat de « construire l'Europe ». M. Giscard d'Estaing demanderait en conséquence une modification de la Constitution dans le cas où le Conseil constitutionnel estimerait incompatible avec cette Constitution l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne.

Si le Conseil se prononce pour la compatibilité, le Parlement français, selon le souhait du président de la République, aura à ratifier l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne au cours de sa session du printemps 1977.

Dans le cas contraire, la révision de la Constitution qui sera demandée par le président de la République pourrait être ratifiée, soit par la voie parlementaire, soit par un référendum.

M. MITTERRAND : pas de faits nouveaux.

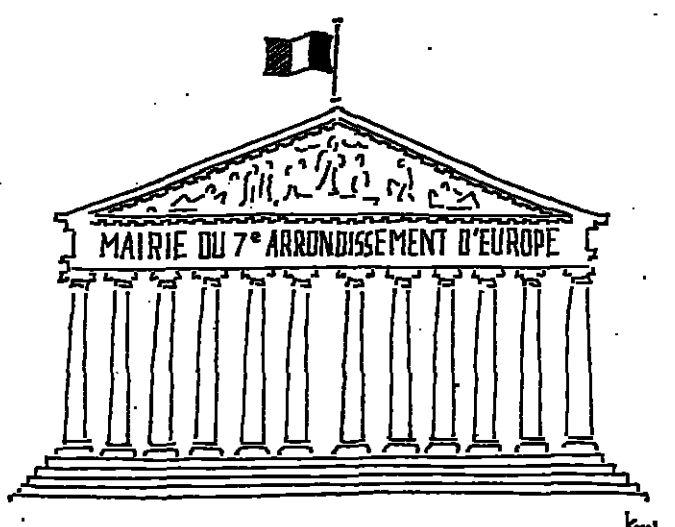
M. François Mitterrand a évoqué cette question samedi 6 novembre devant le comité directeur de son parti. Il a indiqué qu'une situation nouvelle est créée du fait de la saisine du conseil constitutionnel, mais qu'il n'y a pas de faits nouveaux tant que

cette instance n'aura pas rendu son arrêt. Il a rappelé que le parti socialiste est favorable au principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, mais réserve son attitude en attendant de savoir selon quelles modalités la question sera posée au pays.

M. ROCARD : nous voterons s'il n'y a pas tricherie.

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste, a déclaré, dimanche soir 7 novembre, devant le Club de la presse d'Europe 1 :

« L'Europe se détruit sous nos yeux parce qu'on n'a voulu construire que l'Europe du libre-échange, c'est-à-dire une Europe sans identité, l'Europe des marchands de la marchandise. Nous pensons, nous, qu'il ne peut y avoir d'Europe qu'autour d'une volonté politique commune, autour des matières de souveraineté, prises une par une, des services publics européens, un statut commun du travail dans l'entreprise, tout ce qui dépend de la souveraineté, tout ce qui peut, à partir d'une volonté politique, améliorer la situation du monde du travail et favoriser l'évolution de tous nos pays, ensemble. Pour



(Dessin de KONE.)

ce faire, il faut un lieu où s'exprime cette espérance européenne en termes de politique et de souveraineté : ce lieu peut être le Parlement. Nous sommes pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel (...). Nous la voterons, s'il n'y a pas de tricherie dans la manière dont la question est posée. »

M. KANAPA : nous ne céderons jamais.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, dimanche 7 novembre, à Nîmes :

« Nous sommes partisans du respect total de l'indépendance et de la souveraineté nationales. Nous ne céderons jamais sur cette

question, quel que soit le comportement des uns ou des autres. »

« Sous couvert de suffrage universel, on vise, en fait, à donner à l'Assemblée européenne une autorité politique nouvelle, des droits et des prérogatives dont seraient dépossédés les Parlements nationaux. Une majorité étrangère pourra prendre des décisions par-dessus la tête de l'Assemblée nationale. Nous refusons de telles perspectives. »

● M. Raymond Barre, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue samedi 6 novembre à Troyes (voir page 8), a indiqué qu'il ne ferait pas de commentaires sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel avant que ne soient connues les conclusions du Conseil constitutionnel.

CLOTURE DES JEUX DEMAIN APRES-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTO

Choisir un matériel de photocopie réaliste, c'est vital pour une compagnie d'aviation. Il s'agit de sa communication avec son réseau.

Un réseau sans lequel il n'y a pas de compagnie d'aviation. C'est pourquoi chaque compagnie tient à pouvoir compter sur des photocopieurs dont la qualité et la rentabilité lui assurent aux meilleures conditions l'influx qu'elle doit donner.

Et recevoir.

La gamme étendue de copieurs Océ offre une réponse bien raisonnée pour chaque besoin, pour chaque budget. (La situation n'exige pas toujours un ensemble).

Voici comment nous travaillons chez Océ : nous sommes très ouverts dans les discussions avec vous, mais très précis dans l'analyse de vos besoins car nous voulons que vous en ayez pour votre argent.

C'est dans doute pourquoi Océ est réputé, même hors d'Europe. Un photocopieur Océ améliorera vos échanges avec votre réseau.

Choisissez sans indulgence. Choisissez Océ.



Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse



Libres opinions

DE LEUR SILENCE A NOTRE VOLONTÉ

par MICHEL JOBERT

A dix-huit mois des élections législatives, la campagne électorale est ouverte. Si nous n'y prenons garde, elle sera bientôt permanente. Les Français assistent à ce spectacle avec étonnement, et se sentent lointains d'un monde politique qui joue à se ruiner et qui, sans le savoir, se coupe du peuple. Des citoyens, de plus en plus nombreux, souhaitent autre chose que l'affrontement et la destruction, et pensent que leur silence éduque les partis de s'occuper des affaires qui les concernent. Voilà pourquoi, venus de toute la France, ils se sont retrouvés récemment à Marseille, au deuxième rassemblement du Mouvement des démocrates. Quelques exemples permettant de mieux saisir la singularité du Mouvement des démocrates, qui recommande :

- Que la France soit prête techniquement et psychologiquement à se retirer de l'alliance atlantique, au moment où elle le jugerait opportun et pour des motifs dont elle serait seule juge ;
- Que le traité de Rome soit révisé parce qu'il ne correspond plus aux nécessités de la construction d'une Europe confédérale, que la France refuse un prétendu Parlement européen, situé hors de toute perspective cohérente et qui camoufle le désaccord des Etats membres.
- Ces deux résolutions émanant d'une commission qui a consacré ses travaux à la patrie, idée révolutionnaire en son temps, devenue depuis l'alibi des conservateurs, ce qui prouve bien qu'il n'est pas utile de figer les idées. Dans la situation mondiale actuelle, la défense de la patrie française — sur le plan politique, militaire, démographique, culturel, économique, monétaire — est à nouveau le chemin d'une politique de progrès social et de libération humaine. Autres exemples issus cette fois de la commission sur « l'économie que nous voulons ».
- Il a été proposé de :
 - Nationaliser quand c'est nécessaire et dénationaliser quand il le faut ;
 - Viser à terme la suppression de l'impôt sur le revenu ;
 - Moduler en compensation l'impôt sur la consommation ;
 - Instaurer un impôt sur la fortune (appelé de ce qui avait déjà été proposé lors du premier rassemblement du Mouvement des démocrates) ;
 - Remettre en cause le système des la Sécurité sociale et singulièrement les rôles respectifs de la cotisation et de l'impôt. De même, cette commission a réaffirmé la nécessité pour tous de participer, c'est-à-dire de refuser d'être des sujets économiques en sachant que cette attitude implique qu'il faut notamment faire du travailleur dans l'entreprise un partenaire total, en lui remettant, outre son salaire, la juste part du capital qu'il contribue à créer.

Ne sent-on pas au travers des mesures proposées que ce rassemblement a travaillé sans souci des préjugés ? La politique a-t-elle été absente ? Non, certes, mais la politique, c'est d'abord ce qui est commun à tous les citoyens et c'est aussi l'idée de la « démocratie vivante », lancée par notre mouvement dès sa création. Certains nouveaux « adeptes » se gardent bien de citer leurs sources, comme celui-ci qui, juste après avoir quitté le pouvoir, parle de démocratie du quotidien (que ne cherchait-il à la créer quand il possédait les leviers de commande ?). Ici ou là, nous retrouvons nos idées, mais dans une interprétation bien différente de la nôtre. La région, par exemple, simple maillon de la démocratie vivante, pour laquelle nous réclamons des moyens suffisants et une représentation élue au suffrage universel direct, l'arrondissement devenant le relais naturel entre la région et la commune.

Réjoignons-nous d'être initiés, mais suggérons à tous ceux qui lisent nos documents de ne pas oublier que nous souhaitons aussi : la limitation du cumul des mandats, le développement systématique de la vie associative, la promulgation des textes d'application des nouvelles lois votées, la défense du citoyen contre l'arbitraire administratif (le rassemblement a, par exemple, proposé de pénaliser toute administration qui paierait ses dettes avec retard). Bon nombre de militants qui se trouvaient à Marseille ne s'étaient encore jamais engagés politiquement ; c'est la preuve que les citoyens ne souhaitent plus les idéologies rigides et les formules figées. Aussi viennent-ils et viendront-ils de plus en plus vers cette force neuve, pleine d'imaginaire et d'enthousiasme : le Mouvement des démocrates. Tous les partis de la majorité et de l'opposition avaient été invités à ce rassemblement. Seuls le parti socialiste et les radicaux de gauche ainsi que des personnalités de l'esprit ouvert et se sentant libres avaient accepté d'être présents, montrant qu'ils étaient attentifs au monde de demain. Mais le Mouvement des démocrates n'entend perdre ni sa singularité ni son originalité ou sa liberté. Qui, d'ailleurs, pourrait le souhaiter ? Ceux qui tiennent à ce que nous nous définissions dans le cadre actuel de la politique manquent d'imaginaire et font semblant de croire que l'affrontement direct entre la majorité et l'opposition est une fatalité. Chacun sent bien que le partage par moitié de la France est néfaste pour tous et empêche toute véritable légitimité nationale. Soyons nous-mêmes, dans notre diversité. Le Mouvement des démocrates poursuivra son chemin parce qu'il ne se définit pas par rapport aux autres, mais en fonction de sa volonté, dans ses certitudes et pour des objectifs sûrs qui concernent la France entière.

M. VALBON (P.C.) RÉPOND A M. PONIATOWSKI A PROPOS DE L'UTILISATION DE L'INFORMATIQUE

M. G. Valbon (P.C.), président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, a rendu publique, une déclaration dans laquelle il répond aux accusations lancées, à l'Assemblée nationale, par M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, le mercredi 3 novembre (le Monde du 5 novembre), qui avait mis en cause diverses municipalités communistes de la Seine-Maritime et de la Seine-Saint-Denis, parmi lesquelles Bobigny, dont M. Valbon est le maire — qui, selon lui, utilisent à des fins partisanes des services informatiques.

Pour M. Valbon, ces maîtres « ont besoin, pour réaliser les équipements nécessaires à la population, de connaître, à travers des éléments statistiques, la composition sociale de la population » et de « connaître les tranches d'âges, la situation des logements, l'état de la voirie, etc., sans pour autant disposer d'un fichier enregistrant la situation personnelle de chaque citoyen ». M. Valbon poursuit :

« Ces informations, elles existent déjà dans trente-six mille communes de France, que ces communes utilisent ou non l'informatique. Dans ces conditions, que, à l'époque du progrès technique, de nombreuses villes — et celles dirigées par les communistes ne sont pas les seules — aient choisi de les traiter par des méthodes modernes pour un travail plus efficace au service de la population, n'est pas étrange, bien au contraire. »



ATHIS AUTOMOBILES S.A.
72-74, route de Fontainebleau
R.N. 7, ATHIS-MONS.
TEL. 938.51.45.



PLUCAS CARTON

LE RESTAURANT DES PURES TRADITIONS DE LA TABLE

LA CAVES LA PLUS COMPLETE

OUVERT tous les Jours

SALONS pour réceptions

PARKING gratuit assuré

9, PLACE DE LA MADELEINE

RÉSERVATION : 265-22-90

سكنا من الامم

POLITIQUE

L'U.D.R. ET LES PROJETS DE M. CHIRAC

M. Guichard : notre capacité à vivre ensemble est extraordinaire

La fédération U.D.R. de Loire-Atlantique a, dans une motion, réaffirmé sa confiance au secrétaire général du mouvement, M. Yves Guéna, et au secrétaire général d'honneur, M. Jacques Chirac. La fédération a appuyé M. Jacques Chirac dans sa détermination de maintenir des options gauchistes en rassemblant tous ceux qui rejettent le collectivisme et veulent allier liberté et responsabilité.

Toutefois, cette fédération s'est prononcée en faveur du maintien du sigle du mouvement. M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, ministre de la justice, a déclaré devant cette instance : « La majorité doit gagner, à condition de ne pas faire d'erreurs. Première erreur : ne pas commettre la désunion. Cette erreur, nous y sommes surtout tombés dans les deux années qui viennent de s'écouler. A cet égard, les ministres et les responsables des formations politiques donnaient un peu trop l'exemple de l'insolence. Ce n'était pas le fait de l'U.D.R. La situation est aujourd'hui redressée. » « Ce qu'il y a d'extraordinaire et d'exemplaire chez les gauchistes, a-t-il ajouté, c'est leur capacité à vivre ensemble au-delà de bien des bagarres, de bien des discussions, de bien des oppositions de tempéraments. »

M. GUÉNA : le rassemblement est une nécessité

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré le dimanche 7 novembre à Châteauneuf-sur-Maine :

« Le rassemblement est aujourd'hui une nécessité. Si se maintient l'absurde dialogue entre la

droite et la gauche, le risque est grand de voir les socialistes et les communistes progressivement unis, faire pièce à une majorité qui passe plus de temps à s'interroger sur elle-même qu'à régler les problèmes réels. Or le rassemblement est possible. L'opinion hier insouciante mesure aujourd'hui le risque d'une victoire des coalisés du programme commun. Si nous sommes attrayants, cette opinion viendra vers nous. »

« Le rassemblement est lancé : nous nous sommes engagés résolument dans cette entreprise avec Jacques Chirac ; nous la poursuivons et nous la conduisons jusqu'à son plein accomplissement dans l'intérêt du pays. Ceux qui parlent de complot ne mesurent pas le sens des mots. Le complot est le propre des régimes de séral ; la France est une démocratie. Qu'on évite ce vocabulaire absurde. »

M. Servan-Schreiber : en cas de victoire de la gauche M. Giscard d'Estaing devrait partir

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de Meurthe-et-Moselle, estime dans un entretien avec Paris-Match publié dans le numéro daté du 19 novembre : « M. Mitterrand est plus aventureux que les responsables communistes. Il y a là un danger particulier. » Le député de Nancy, après avoir affirmé que le programme commun est en réalité l'« anti-gauche », répond à une question relative au maintien de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée après une éventuelle victoire de la gauche : « Je pense qu'il ne le devrait pas. Ni moi ni ceux qui participent à son entreprise. Et j'en suis sûr. Si les hommes de notre génération (...) abandonnent d'ici aux prochaines élections nationales à un bilan d'impopularité (...), alors c'est cette aversion qui serait sanctionnée par un vote des Français en faveur du programme commun. M. Giscard d'Estaing, que nous avons choisi comme le plus compétent, et nous avec lui, devrions nous retirer. » Interrogé sur M. Chirac, le député de Nancy estime : « Une possibilité constructive apparaît dans son entreprise. M. Chirac a réussi à mobiliser, galvaniser son parti,

M. Michel Rocard : nous nous sentons prêts à gouverner

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste, a répondu dimanche soir 7 novembre aux questions des journalistes réunis par le « Club de la presse » d'Europe 1. Il a notamment déclaré :

• LE PROGRAMME COMMUN.

« [En 1973], la conception de la démocratie économique dans la production, qui était incluse dans le programme commun, nous paraissait un peu trop descendre d'en-haut et ne pas assez monter d'en-bas ; et le deuxième point critique — et il n'y en avait que deux — c'était que, dans l'analyse de l'adaptation du programme commun à la conjoncture économique du moment où il a été signé, il y avait débat de spécialistes, et je faisais partie de ceux qui n'ont pas trouvé ces dispositions conjoncturelles exorbitantes (...). Aujourd'hui, nous sommes engagés sur la base d'un

contrat clair, le programme commun, qui est un contrat avec l'électorat. De plus, nous croyons à sa nécessité. »

• LES NATIONALISATIONS.

« Le fait que les entreprises dominantes doivent venir sous le contrôle de la puissance publique est pour nous une chose acquise. Nous sommes en train d'examiner les moyens de rendre compatibles l'une et l'autre. (...) Propriété collective des moyens de production et d'échange, cela peut se traduire de bien des manières ; c'est le cas des entreprises nationalisées, c'est aussi le cas des coopératives, c'est le cas des régies municipales, le cas d'innombrables structures dans lesquelles on n'a pas un capital privé qui domine. Nous avons l'intention d'assouplir et d'élargir le statut des coopératives, de fournir à l'économie la possibilité, en option, de choisir d'autres statuts d'entreprise, statuts de travailleurs associés, de partenaires, etc. Nous pensons que là est une voie d'avenir expérimentale. »

« Nous serions probablement plus prêts encore à gouverner si l'information réelle sur les dossiers techniques et financiers de l'Etat circulait complètement, si nous avions vraiment une démocratie. (...) Nous nous sentons beaucoup mieux prêts à gouverner que ce ne fut le cas dans le passé, au moment du Front populaire, ou même au moment de la Libération pour les forces de gauche, et même en 1956. Nous nous sentons beaucoup plus prêts, nous nous sentons une connaissance beaucoup plus ferme et plus précise des aspirations populaires, ce qui est le problème de l'accord des travailleurs avec ce que fera la gauche est le problème décisif de la confiance, qui nous permettra même de gouverner — et aussi des dossiers principaux que nous rencontrerons dans les difficultés. (...) M. Giscard d'Estaing a les moyens, s'il est président de la République au moment où survient une situation véritablement de la gauche, de paralyser le système constitutionnel français. Il n'a pas été élu sur ce mandat, mais il en a les moyens. A lui de répondre. Nous n'aurons pas une direction, mais je réaffirme que nous n'entendons en rien abandonner nos engagements. (...) Le président de la République en tirera les conséquences qu'il entendra. »



AUTO-HALL S.A. - PALACIO
75-78, avenue Lénine
PIERREFITTE. Tél. 243.50.51



L'Amérique élit "Jimmy quoi?"

Politique étrangère : quoi?
Politique économique : quoi?
Politique interne : quoi?

Il y a un an, Jimmy Carter n'était qu'un cultivateur de cacahuètes Géorgien et inconnu. Aujourd'hui, il est devenu Président des Etats-Unis.

Dans un laps de temps aussi court, il a séduit l'électorat américain par une campagne électorale efficace et précise.

Maintenant que débute son mandat, "Jimmy qui?" est devenu "Jimmy quoi?" pour les Américains.

Dans le numéro de cette semaine, Newsweek examine le profil du Président Carter.

Chaque semaine, Newsweek rend compte de l'actualité mondiale de façon honnête et neutre, pour ceux qui veulent savoir comment, au-delà de leur propre pays, l'actualité affecte le monde.

Semaine après semaine, Newsweek écrit un chapitre de l'histoire du monde.

Un monde où nous vivons.
Carter Président. Dans

tous les kiosques. **Newsweek**
L'Histoire en action.

Alice Saunier-Seité est-elle seule responsable du naufrage de l'université?



L'intention de Politique hebdo n'est pas, on s'en doute, d'accorder des circonstances atténuantes à Mme le Secrétaire d'Etat. Le bilan qu'il dresse est au contraire plus accablant que jamais. Mais le naufrage de l'Université serait-il possible sans la complicité de certains enseignants ? Il y a des vérités tristes à dire et, cette semaine, la lecture de Politique hebdo ne sera pas au goût de tout le monde.

Dans le même numéro, un article sur Michel Sardou et un dossier sur le devenir des classes moyennes guettées par le « néo-travaillisme ». Décidément, l'offensive de la droite est menée sur tous les fronts, par de vrais professionnels. Il vaut mieux le savoir, et lire Politique hebdo.

nouvelle formule

politique hebdo

En vente dès aujourd'hui.

ÉDUCATION

LES « LUTTES POLITIQUES ET SYNDICALES » SUR LES CAMPUS APRÈS LES GRÈVES DU PRINTEMPS

La rentrée des mouvements étudiants

Les mouvements étudiants se sont-ils assoupis après les longues grèves du printemps dernier, comme l'affirment les « modérés » ? Les organisations politiques ou syndicales engagées contre le projet de réforme du deuxième cycle reconnaissent qu'elles n'ont pas repris le pouce de terrain à Mme Alice Samier-Sellé, secrétaire d'État aux universités, mais constatent que la mobilisation réalisée à cette occasion a entraîné un nouveau courant de « syndicalisation » parmi les étudiants.

Un des mouvements qui en bénéficie, l'Union nationale des étudiants de

France (UNEF, ex-Renouveau), cherche à élargir sa « base adhérente ». Trois cent cinquante présidents de comités UNEF se sont réunis, les 6 et 7 novembre, au centre universitaire Censier à Paris. Ils ont décidé de « simplifier la venue à l'UNEF », notamment en multipliant les services d'entraide et en abaissant le prix de la carte d'adhésion de 15 à 3 F.

Aux « minoritaires » (représentés principalement par les étudiants socialistes du CERES), qui redoutent une déperdition de l'énergie militante au profit d'un gonflement numérique de l'UNEF,

M. Jean-Luc Mano, président de l'UNEF, a répondu que l'aide aux étudiants était une forme de revendication et qu'il n'y avait « aucune étonnante » entre les « services » et les luttes des étudiants. La conférence des comités a cependant confirmé l'orientation du dernier congrès, en juin 1976, précisant, quelques semaines avant les élections universitaires, que le militantisme « pur et dur » n'était pas le seul motif d'adhésion. Au-delà de l'UNEF, toutes les organisations d'étudiants de gauche et d'extrême gauche s'efforcent, depuis la rentrée, par des moyens divers, d'accroître leur audience.

Les détracteurs du « mouvement revendicatif » du printemps dernier n'ont pas tout à fait tort : la fièvre est retombée et rarement les campus auront paru aussi paisibles qu'en cette rentrée. Le retard des examens qui n'avaient pas pu avoir lieu avant l'été, les difficultés d'inscription, le renouvellement partiel des étudiants, ne favorisent pas, il est vrai, la montée de revendications qui, sur le fond, n'ont pas changé depuis six mois. Mais ni la diminution des crédits d'heures complémentaires, ni la « désaffectation » de l'U.E.R. de droit de Nanterre (Paris-X) ou la création de deux U.E.R. à statut dérogatoire à l'université de Picardie, ni encore l'augmentation du prix du ticket de restaurant universitaire, n'ont provoqué le mécontentement de la grande masse des étudiants.

Ne restent donc, pour l'instant, en situation d'alerte que les organisations syndicales ou les groupes politiques actifs à l'université. Combien sont-ils ? Les ministères de l'éducation successifs ont toujours estimé à 5 % la proportion d'étudiants « engagés ». Selon les éléments — traditionnellement « gonflés » — fournis par les organisations elles-mêmes, il y aurait quatre-vingt mille étudiants (toutes tendances confondues) sur un total de plus de huit cent mille. La vérité doit se situer entre ces deux données chiffrées.

Sans en tirer de réels bénéfices numériques, ces mouvements de gauche et d'extrême gauche affirment toutefois sortir de l'épreuve des grèves avec « de nouveaux moyens d'appréhension » du rôle que l'université peut jouer dans « les luttes politiques ou syndicales ».

Rivaliser avec l'UNEF

C'est d'abord vrai pour la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R. - trotskiste), qui vient d'annoncer un virage spectaculaire. Son congrès de décembre devrait confirmer la création, avant deux ans, d'une « Fédération des étudiants révolutionnaires », qui serait composée de militants étudiants (toutes tendances confondues) et de sympathisants étudiants des « cercles rouges », et plus rapidement encore d'une organisation de jeunes (la Jeunesse communiste révolutionnaire).

Les responsables de la « Ligue » appellent aussi leurs militants étudiants à rejoindre le Mouve-

ment d'étudiant syndical (MAS, proche de la C.F.D.T.), créé au printemps dernier. A l'origine de cette décision (le Monde du 17 septembre), la volonté, d'abord, des amis de M. Alain Krivine de se rapprocher du mouvement syndical en général et l'échec reconnu des thèses « politico-revendicatives » trotskistes dans les dernières grèves.

Pendant l'été 1976, le « secteur étudiant » de la L.C.R., qui regroupe deux mille militants, avait déjà envisagé d'abandonner sa « stratégie des comités de luttes », qui donnait une mauvaise image de cette organisation, les « comités » dispersant rapidement des la fin d'un mouvement d'aventurisme. Les événements du printemps et la création du MAS ont empêché la constitution d'un mouvement syndical trotskiste, pourtant souhaitée par les responsables de la L.C.R.

Bien que les étudiants trotskistes se défendent aujourd'hui de vouloir prendre la direction du MAS, « autogestionnaire », composé de sympathisants socialistes ou du P.S.U. et d'organisations nées, la seule annonce de la demande de la L.C.R. semble paralyser provisoirement tout développement du dernier en date des syndicats. Bien sûr, ce dernier, qui affirme regrouper deux mille adhérents, prépare activement les élections universitaires et cherche à s'implanter dans les instituts universitaires de technologie, mais ses relations privilégiées avec la C.F.D.T. lui interdisent le moindre faux pas. Compte tenu de ses propres difficultés actuelles avec la tendance « gauchiste », la centrale syndicale ne pourrait pas, en effet, admettre la présence au MAS des étudiants de la L.C.R.

Cette bataille d'« appareils » n'est, évidemment, à l'unité des revendications étudiantes. Surtout, que, de l'avis même de ses différents acteurs, la création du MAS et l'offre de service de la L.C.R. ont chacune pour but de proposer « une solution de placement » à ceux qui, parmi les étudiants de gauche ou d'extrême gauche, ne se reconnaissent pas dans la plus forte des organisations, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau, animée principalement par des communistes).

Ces perspectives pourtant laissent insensible M. Jean-Luc Mano, le nouveau président de l'UNEF, « même les maocistes peuvent, à certains moments, animer les

troupiers », affirme-t-il. A l'université, n'importe qui peut trouver une base de lutte. Notre force, c'est d'être encore présents après les grèves ».

Une communauté d'intérêts

Tranquille assurance, l'UNEF (qui revendique quarante-neuf mille adhérents à cette rentrée, et 50 % des élus étudiants aux conseils d'U.E.R.), préfère tirer une autre leçon des grèves du printemps : les étudiants selon M. Jean-Luc Mano, éprouvent aujourd'hui le besoin de se sentir soutenus par un syndicat, par une « communauté d'intérêts », quelles que soient leurs opinions politiques. « Tout le monde peut venir chez nous », dit le président de l'UNEF, des giscardiens aux trotskistes.

Ainsi, les responsables de cette organisation cherchent-ils à étendre leurs influences dans les campus, en augmentant le nombre et l'efficacité des « services », et en élargissant leurs revendications aux préoccupations matérielles des étudiants. L'UNEF prépare ainsi dans la fièvre les prochaines élections universitaires. Cette année encore, cette organisation regroupe, dans l'enseignement supérieur, un courant syndical non négligeable et se voit déjà désignée par les associations « gauchistes » comme le « principal adversaire ».

L'autre organisation issue de la scission, en 1971, de l'UNEF, la tendance Unité syndicale, qui revendique vingt-six mille adhérents, reste, elle, fidèle à son refus de toute participation aux conseils universitaires et s'appel-

lera les étudiants à boycotter les élections aux conseils. L'UNEF (Unité syndicale), animée principalement par les militants trotskistes de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (A.J.S.), compte, en revanche, gagner des voix aux élections aux conseils d'administration des universités. « Ce sera le véritable test », dit M. Philippe Plantagenest, vice-président, car toutes les organisations se sont représentées ».

La proximité des élections législatives provoque également de grandes manœuvres politiques sur les campus. De la L.C.R. aux radicaux de gauche, toutes les sections étudiantes des partis de gauche semblent montrer un intérêt nouveau pour le sort des étudiants. L'Union des étudiants communistes (U.E.C.), qui revendique quinze mille adhérents, prépare ses propres campagnes à l'université, alors que la grande majorité de ses militants se retrouvent à l'UNEF (ex-Renouveau). Et le MAS accepterait volontiers que les militants socialistes rejoignent ses rangs. Mais les étudiants du P.S., peu nombreux, sont actuellement dispersés entre le Comité pour un syndicat des étudiants de France (COSEF), qui ne regroupe encore qu'environ trois cents et cinq cents adhérents (le mouvement s'appuie sur M. François Mitterrand), l'UNEF (ex-Renouveau), qu'un rejoint deux mille étudiants du CERES, et le MAS. Cela diminue beaucoup les chances d'une réunification socialiste à l'université dans les mois à venir.

PHILIPPE BOGGIO.

Après le suicide d'une maîtresse auxiliaire au chômage

La mort de Renée Boudouresque provoque une polémique entre les syndicats et le ministre

La levée du corps de Renée Boudouresque, la jeune maîtresse auxiliaire au chômage qui s'est donnée la mort à Nice le 4 novembre (le Monde du 5-6 novembre), a eu lieu ce lundi à Nice, nous signale notre correspondant, en présence de plusieurs conseillers généraux et des responsables des syndicats de la FEN, de la Fédération Corne et de la C.G.T.

Ses obsèques ont eu lieu à Fougères (Vos). Les sections académiques du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) de Nice et d'Albi-Montauban ont appelé les personnels de l'éducation à observer, dans la matinée, un arrêt de travail d'une demi-heure.

La mort de Renée Boudouresque a suscité une polémique entre les syndicats et les responsables de l'éducation. M. René Haby a notamment déclaré samedi à TF 1 : « Les supérieurs hiérarchiques de Renée Boudouresque lui avaient fait comprendre que l'enseignement n'était pas sa voie et qu'elle n'y réussirait pas très bien, contrairement à sa sœur, également maîtresse auxiliaire, qui a eu le renouvellement de ses fonctions. » « Dans l'intérêt des élèves et des familles, a conclu le ministre, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser des charges d'enseignement à des jeunes gens qui n'ont pas les qualités requises. » Le recteur avait de son côté fourni des précisions sur la carrière de la jeune femme depuis 1971 et notamment sur la note pédagogique — 8 sur 20, la plus mauvaise de l'année dans sa spécialité — obtenue l'an dernier après un remplacement de quelques semaines.

La section académique du SNES a jugé « inadéquates » les décisions qui visent à escamoter la responsabilité entière du pouvoir. Les amis de Renée Boudouresque estiment aussi que l'absence de formation pédagogique de la jeune enseignante et la nécessité de subvenir à ses besoins en acceptant des emplois subalternes dans l'hôtellerie ne lui ont pas permis de donner sa mesure.

Le SNES déclarait lundi, en réponse à M. Haby : « Le ministre

a voulu réduire cette tragédie à un cas particulier et à sa prétendue inaptitude à enseigner. Mais alors, pourquoi l'a-t-on exploitée ? Pourquoi a-t-elle été rejetée sans aucune indemnité, sans même le droit à une allocation chômage ? Pourquoi a-t-elle été, comme elle, réduite au chômage total ou partiel ? »

La sœur de Renée Boudouresque n'est d'ailleurs pas déclarée « indignée » par les déclarations de M. Haby. « On cherche, a-t-elle dit, à dénigrer ma sœur et une comparaison inadéquatement faite entre nous deux. Nous avons vécu la même situation désespérée de bouche-trou. Le système de l'auxiliaire est une monstruosité. »

M. MEXANDEAU (P.S.) : un acte qui dément l'optimisme officiel.

M. LOUIS MEXANDEAU, député, délégué à l'éducation du parti socialiste : « Dès le mercredi 6 octobre, dans une question d'actualité à l'Assemblée nationale, j'avais attiré l'attention du ministre de l'éducation sur l'importance du nombre de maîtres-auxiliaires sans poste qui ne touchent aucune indemnité de chômage. M. Haby m'avait répondu (que ce nombre était) très faible et que tous ceux qui ne trouvaient pas de poste toucheraient 90 % de leur salaire. Lors de la présentation de son budget devant la commission des affaires culturelles, il avait répondu à la question que je lui avais posée que les maîtres-auxiliaires toucheraient 90 % de leur salaire après deux ans d'ancienneté et que tous les autres, y compris ceux qui ne touchaient qu'un service à temps partiel, toucheraient 60 % de leur salaire : 30 % au titre de l'allocation pour perte d'emploi et 30 % au titre de l'allocation spécifique. Depuis, j'ai été saisi par deux fois de demandes de renseignements de cas semblables à celui de Renée Boudouresque, dont le suicide (...) dément l'optimisme officiel de M. Haby. »

LE SNES : une politique de l'emploi inhumaine et scandaleuse.

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) : « Ce drame illustre à quel point la politique de l'emploi de l'éducation nationale est inhumaine et scandaleuse. Au moment où les classes sont surchargées, on réduit les enseignants au chômage et au désespoir : au moment où l'on accuse les Français de vivre au-dessus de leurs moyens, on laisse des gens qui ont travaillé pendant trois ans sans aucune ressource. Sans doute cette jeune femme avait-elle rencontré quelques difficultés dans son enseignement, mais ce qui est en cause c'est le système de l'auxiliaire, qui expose devant des milliers de enseignants qui n'ont reçu aucune formation pédagogique préalable, et cela dans les pires conditions, celles de remplacements de deux ou trois semaines. »

● M. Jacques Chambas, membre du bureau politique du P.C.P., a déclaré : « Cette tragédie suscite l'émotion. Elle suscite l'indignation. Indignation contre la situation qui peut conduire à de tels gestes désespérés, indignation contre un ministre qui met en accusation la victime elle-même afin d'étaler la responsabilité du pouvoir dans les conditions inhumaines que connaissent des milliers de maîtres auxiliaires. »

● Toujours pas de président à l'université d'Angers. Réuni le 4 novembre, le conseil de l'université n'a pu se donner un président pour succéder à M. Legohérel, nommé quelques semaines auparavant recteur de l'académie de Besançon. Une première réunion, le 30 septembre, s'était soldée par un échec. D'une part, les organisations syndicales SORF-C.F.D.T. et S.N.E.-S.P.F. n'avaient pas accepté une représentation effective du collège étudiant égale aux deux tiers des mandats. D'autre part, les représentants de l'institut universitaire de technologie n'assistent pas au conseil car ils attendaient d'être reçus par le recteur de l'académie de Nantes pour lui exposer leurs problèmes propres. Pour ces deux raisons, le quorum n'était pas atteint. En attendant, une troisième réunion du conseil d'administration provisoire nommé par le recteur, le professeur Jolivet, de la faculté de médecine et de pharmacie, demeure en fonctions. — (Corresp.)

● La subvention de l'U.G.E. — L'Union des grandes écoles (U.G.E.), précise, à propos de la subvention qui doit lui être accordée par le secrétariat d'État aux universités (le Monde du 6 novembre), qu'elle a touché 50 000 F en 1975, alors que le secrétariat d'État ne prévoit de lui attribuer que 20 000 F en 1976 comme en 1974.

MÉDECINE

Un décret réglemente les conditions d'ouverture des nouveaux laboratoires d'analyses

Un décret et quatre arrêtés parus au Journal officiel du 6 novembre fixent les conditions que devront désormais remplir les laboratoires d'analyses de biologie médicale pour obtenir l'autorisation d'ouverture.

Ces textes, qui viennent en application de la loi du 11 juillet 1975, vont permettre la reprise des créations de laboratoires interrompues depuis un an. Très attendus, fruit d'une très large concertation, ils fixent les normes en équipement et en qualification de personnel auxquels vont devoir souscrire ces laboratoires.

Désormais, l'effectif minimal du personnel technique dépendant les directeurs de laboratoire est déterminé en fonction de l'activité annuelle du laboratoire : raison d'un technicien qualifié pendant trois ans dans une école agréée, par tranches de 200 000 unités « B » pour les laboratoi-

res dont l'activité annuelle se situe entre 150 000 et 250 000 B et d'un technicien pour 300 000 B au-dessus de 250 000 B. (Un acte biologique moyen est coté 30 à 40 B.)

Le nombre des directeurs et des directeurs adjoints est pour sa part déterminé en fonction du nombre de techniciens à raison d'un dirigeant au minimum pour six techniciens.

Sur le plan de l'équipement, les conditions minimales concernant la taille et l'aménagement des locaux et l'appareillage, sont renforcées par rapport aux textes antérieurs et notamment l'unicité de lieu des analyses est requise.

Des dispositions spéciales sont prévues concernant les laboratoires dont tout ou partie de l'activité concerne l'exécution d'actes médicaux et notamment la biologie (notamment le dépistage du cancer, examens de frottis).

A l'appel de la Fédération Corne

PLUSIEURS MILLIERS DE PARENTS D'ÉLÈVES ONT MANIFESTÉ À PARIS

Appelés à une journée d'action contre l'insécurité du budget de l'éducation par la Fédération Corne, des parents d'élèves de huit départements de la région parisienne ont manifesté samedi 6 novembre, à Paris, devant le palais de la République. Ils avaient plusieurs milliers de manifestants — quatre mille selon les organisateurs, deux mille selon la police — porteurs de pancartes hostiles à la réforme Haby et demandant « des crédits pour l'école ». Un certain flottement a eu lieu au départ de la manifestation parce qu'une minorité souhaitait marcher sur l'Assemblée nationale, comme cela avait été annoncé dans le tract appelant à manifester. Se rendant finalement aux raisons d'un dilemme de la Fédération Corne, les manifestants ont rejoint dans le rang et le cortège défilait sans incident jusqu'à la place de la République.

Parvenus place de la République, les parents d'élèves entendirent leurs administrateurs nationaux souligner les mérites de l'insécurité, « qui frappe les parents deux fois : à la maison pour le budget familial et à l'école par le manque de crédits ».

Notre correspondant à Saint-Denis nous indique, d'autre part, que près de mille cinq cents délégués des quatre départements de l'académie de Rennes ont participé, à Guingamp (Côtes-du-Nord), à un meeting en présence de M. Cornet, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves. Celui-ci a retourné à la Fédération l'appel des associations d'enseignants qu'elle lui avait adressé, et il a dénoncé l'effort des masses médias pour déconstruire l'action des parents d'élèves. Dans une région où la qualité d'enseignement est sensible, M. Cornet a constaté que les données du problème se sont modifiées : « Beaucoup d'enseignants du secteur privé ont pris conscience qu'on leur fait jouer un rôle qui n'est pas le leur. »

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS 10^e REPUBLIQUE
Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT

Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle démarre.

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55 % des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

La BATTERIE SHELL, surpuissante, légère et durable : — assure un démarrage sans difficultés par les plus grands froids, — supprime le gaspillage d'essence en éliminant les démarrages laborieux. La batterie Shell répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.

Shell

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Nations
75221 PARIS - CEDEX 95
C.C.P. 6207-53

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
98 F 125 F 252 F 330 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
128 F 353 F 523 F 690 F

ÉTRANGER
(par mandat)

I. — BELGIQUE — LUXEMBOURG
PAYS-BAS — SUISSE
125 F 238 F 335 F 440 F

II. — TONKIN
125 F 238 F 335 F 440 F

Par voie aérienne
sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux fois par an) sont admis. Les demandes sont invitées à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-payements et capitaliser d'impayés.

Le Monde de l'éducation
numéro de novembre

ÉTUDIANTS : FUTURS CHOMEURS ?

ÇA PEUT RAPPORTER GROS

JOUEZ AU LOTO
Notices à votre disposition chez les dépositaires

RELIGION

CRÉÉ A SANTIAGO-DU-CHILI EN 1972

APRÈS SON CONGRÈS NATIONAL

Le mouvement Chrétiens pour le socialisme connaît des difficultés pour s'établir en France

Depuis un an, les différents courants de la gauche chrétienne en France s'interrogent sur l'opportunité de créer un mouvement national Chrétiens pour le socialisme (C.P.S.), fondé au niveau international à Santiago-du-Chili en 1972 et réunissant des militants d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe.

Pourquoi le C.P.S. a-t-il tant de mal à naître en France ? Dans un article paru en Belgique sous le titre *L'indrogro français* (1), Robert Vander Cruick, écrit : « La constitution du mouvement rencontre moins de difficultés là où elle représente une institution tout à fait originale et neuve que là où elle vient se greffer sur une démarche effectuée par une large variété de publications et de groupements chrétiens, qui ont chacun leurs traditions, leur sensibilité, leur approche du problème. Au surplus, elle se heurte aux divergences profondes qui divisent en matière de stratégie les Français qui ont opté pour le socialisme. »

La divergence la plus profonde — qui a marqué la rencontre nationale sur « Foi, communautés chrétiennes et socialisme », organisée à Orléans en juin dernier par cinq mouvements catholiques (le Monde du 10 juin) — oppose une tendance radicale, plus poli-

tique, qui met au premier plan la lutte idéologique contre le capitalisme et l'idéologie religieuse, à une autre tendance plus « religieuse », qui met l'accent sur l'élaboration d'une alternative ecclésiale, en considérant que la réappropriation de la foi est aussi importante que la lutte contre l'idéologie religieuse, et que le combat pour réformer les Eglises doit être compris dans un esprit de « fidélité conflictuelle ».

Cette deuxième tendance, représentée majoritairement à Orléans, se retrouve dans le document distribué par les cinq organisations responsables de la rencontre à titre d'« hypothèse de travail ». D'autres « plates-formes » pour un éventuel lancement du C.P.S. ont été élaborées, telles celle des Amis de l'évangélisme chrétien en décembre 1975, ou celle signée par des groupes de Nantes.

Sans ambiguïtés

Un nouveau document vient d'être publié (2), intitulé « Chrétiens pour le socialisme : pour une plus-forme sans ambiguïtés » et signé par le Cercle Jean XXIII, la Communauté de base de l'Est parisien, le groupe Chrétiens critiques d'Avignon, le groupe Cité nouvelle-Midi, le groupe Chrétiens marxistes de Lille, le groupe C.P.S. de Nantes, la Lettre et Cité nouvelle. Il représente la première tendance, plus dure.

« Le premier objectif d'un mouvement C.P.S. en France, lit-on dans le préambule, doit-il être de constituer un mouvement d'abord, d'élaborer une alternative de foi et d'Eglise ou de reconnaître l'importance de l'idéologie religieuse dans les batailles politiques d'aujourd'hui et de faire du combat contre cette idéologie le combat principal ? Sans oublier, bien entendu, qu'il doit être mené au sein d'une pratique de lutte pour la transformation révolutionnaire de la société qui, seule, peut libérer les chrétiens des contradictions où ils sont encore, très souvent, enfoncés. »

Par rapport aux Eglises, l'agit-il seulement de dénoncer certains silences et certaines compromissions ou, beaucoup plus profondément, de mettre en cause le rôle qu'elles jouent dans la société, leur structure interne et l'expression de la foi qu'elles transmettent ? A ce plan de la foi enfin, d'agit-il de réviser, de maintenir, un nouveau credo ou d'accepter de passer par une critique radicale, tout en essayant de poser les premiers signes d'un nouveau mode de référence chrétienne ?

Après avoir analysé la crise actuelle du capitalisme et de l'idéologie religieuse, les auteurs de la construction de la conscience chrétienne — les niveaux politique, institutionnel et théologique — le texte définit ce que devrait être le C.P.S. en France.

« Son terrain spécifique est celui de l'idéologie religieuse sous toutes ses formes et quel que soit le domaine, explicitement religieux, ou politique, moral, où elle exerce son influence. Il ne s'agit pas de réunir les chrétiens qui, d'ores et déjà, se sont prononcés pour le socialisme et, en particulier, ceux qui adhèrent déjà à une organisation politique de gauche, mais de contribuer, par cette lutte spécifique, à renforcer le mouvement de passage des masses, influencées par l'idéologie religieuse, de la passivité politique au combat révolutionnaire. »

Les auteurs à éviter, enfin : « C.P.S. ne doit être : — Ni un alibi écartant aux chrétiens un engagement ; partis et syndicats sont bien sûr les seuls du moment les lieux premiers de l'action politique. — Ni un parti politique des chrétiens ; il ne peut être question de constituer un parti des chrétiens de gauche. C.P.S. n'a ni programme ni stratégie de construction du socialisme. »

« Ni un appendice d'un quelconque parti de gauche. C.P.S. doit avoir son autonomie d'action et de critique, y compris vis-à-vis d'un éventuel gouvernement de gauche. Si C.P.S. doit s'engager clairement pour la déroute de la droite, sa tâche de critique des comportements religieux serait probablement aussi importante en période de construction du socialisme. »

« Ni un rassemblement sectaire : C.P.S. doit être un lieu unitaire rassemblant tous ceux qui, ayant opté pour des stratégies différentes, luttent pour le socialisme. »

« Ni un cartel d'états-majors qui ne s'appuierait pas sur une base réelle constituée de groupes locaux. »

Paris, pour permettre un échange sur les expériences et les recherches actuelles des chrétiens engagés dans le socialisme et le marxisme (3).

Le refus de l'ACO

L'action catholique ouverte (ACO), enfin, qui a toujours refusé, avec d'autres mouvements d'action catholique du monde ouvrier, d'envisager la création du C.P.S. en France, explique pourquoi, dans le numéro de novembre de la revue d'action catholique (4).

« Avec nos organisations, nous faisons l'analyse de l'exploitation des travailleurs et de ses causes, et nous nous situons dans leur stratégie. Le président du conseil national de l'ACO sous le titre « Pourquoi nous disons non aux chrétiens pour le socialisme ». C'est après nos organisations respectives que nous jugeons de la place de l'Eglise dans ce système et que nous débattons des modalités de lutte. Entre chrétiens nous nous refusons à faire cette analyse et nous ne nous reconnaissons aucune compétence particulière pour définir un autre modèle de société. »

« A des questions sur la participation à l'action des chrétiens en tant que tels, le président de l'ACO rappelle à la Rencontre nationale de 1974 : « Cette vieille » tentation des chrétiens de nous « ner une action sociale, politique, » a été l'échec de l'Eglise, » comme elle est tenace. Mais ce n'est pas une organisation à l'œuvre de plus dans le mouvement ouvrier à besoin. »

« Or, force nous est de constater que, si ceux qui veulent organiser le regroupement des chrétiens pour le socialisme se défendent de vouloir créer un mouvement politique autonome, ils sont amenés par la stratégie de type socio-politique que nous proposons à nous reconnaître comme chrétiens de gauche. »

« Dans ces conditions, présenter un projet d'organisation de la société comme la mise en pratique de l'Evangile représente un nouveau blocage politico-religieux que nous refusons. Un groupe de chrétiens, quel qu'il soit, et politiquement situé, n'a pas le privilège de la conscience de Dieu et de l'annonce de l'Evangile. Regrouper des chrétiens pour le socialisme comme la manifestation visible de l'Eglise à notre époque, nous apparaît comme une nouvelle forme de cléricalisme. »

« Première le risque de donner l'image d'une Eglise de gauche s'opposant à une Eglise de droite ne correspondant ni à notre manière de participer politiquement à la construction de la société ni à notre volonté de construire une Eglise accueillante à tous les hommes. » ALAIN WOODROW.

L'Eglise italienne veut se donner un organe permanent de concertation

De notre correspondant

Rome. — Le premier congrès national de l'Eglise italienne s'est terminé à Rome sur un souhait : que cette concertation entre évêques, prêtres, religieux et laïcs, testée pendant cinq jours et jugée positive, devienne permanente. Autrement dit qu'une structure fixe soit mise en place pour favoriser la « participation » et la « communion » — deux mots-clés de la rencontre, à laquelle assistaient mille cinq cents représentants de tous les diocèses du pays sur le thème : « Evangélisation et promotion humaine ».

Une salle ultra-moderne, équipée d'un circuit interne de télévision : des cardinaux et des dizaines d'évêques en grande tenue, massés aux premiers rangs ; des prêtres strictement habillés en clergymen ; une messe pontificale à Saint-Pierre ; les télégrammes du président de la République, du président du conseil. Bref, l'image d'une Eglise bien installée, même si sa principale inquiétude a été l'étouffement de la culture catholique. Plutôt que de chercher l'effacement, l'assemblée s'est interrogée sur la manière d'être mieux présente dans la société, déclarant « impossible l'évangélisation sans la promotion humaine », cette dernière ne se réduisant pas à un militantisme politique.

La vedette du congrès de Rome aura été sans conteste l'un de ses vice-présidents, le Père Bartolomeo Sorge. Ce Jésuite talentueux, qui dirige la Civiltà Cattolica, s'est affirmé de bout en bout comme l'âme et le moteur de l'assemblée. Elle en a pris plus de poids, puisque l'intéressé est, au moins par sa fonction, l'un des hommes de confiance des autorités vaticanes. Mais elle avait fait un peu douter de sa représentativité, car le Père Sorge se distingue de la hiérarchie italienne, dont le niveau moyen est assez médiocre. On a pu le constater pendant la rencontre, avec des discours épiscopaux très creux, qui avaient le ton de l'homélie et paraissaient d'autant plus vieillottes que des centaines de personnes étaient venues s'exprimer dans un langage moderne sur des faits concrets.

Ne plus voter pour un seul parti

« La rencontre a largement dépassé notre attente », a déclaré le Père Sorge. Elle nous a appris combien l'Eglise italienne était vivante. Puis il a répondu aux critiques sur deux points : l'absence des catholiques du dissensus, qui se sont « exclus » du congrès n'étant pas « en communion » avec l'Eglise hiérarchique ; « Disons à nos frères absents que leur non-participation nous attriste profondément » ; et le rôle purement consultatif de cette assemblée.

blée, qui, « ayant adopté la méthode du concile, a fait émerger la triple image d'une Eglise en recherche, d'une Eglise en service et d'une Eglise en croissance ».

Le Père Sorge a insisté avec force sur la « crise profonde » que traverse l'Italie, crise que l'Eglise vit de l'intérieur et qui met en question sa propre identité. Deux manières erronées d'y réagir, selon lui : l'intégrisme (« pour du dialogue, nostalgie de l'ancienne liturgie, regret du monolithisme politique des catholiques ») et la contestation, « qui est en train de prendre les proportions d'une véritable Eglise parallèle ». Le Père Sorge reconnaît qu'entre ces deux extrêmes « l'aggiornamento de l'Eglise italienne a été lent et désorganisé, en retard sur l'évolution de la société ». L'Eglise doit être « en état de recherche, étant entendu que la recherche ne doit pas partir de l'incertitude et encore moins du doute ». Et pour « adapter son langage » aux hommes de ce temps, il lui faut se rappeler « qu'un seul langage s'est toujours compris au cours des siècles : celui qui consiste à parler par les actes ». Cette Eglise en recherche doit « retourner à une pastorale missionnaire, mais qui soit post-chrétienne », car le temps des « patens ignarus » est révolu.

De ce discours très dense, on retiendra l'insistance sur le pluralisme politique des croyants. Si cela va de soi en France, il n'en est pas de même en Italie. Affirmer comme l'a fait le rapporteur qu'une même foi « peut conduire à des engagements différents » ne contredit-il pas les récentes déclarations des évêques italiens en faveur de la démocratie chrétienne, avant les élections législatives de l'été dernier ?

Interrogés sur ce point lors d'une conférence, le Père Sorge a habilement détourné la question et renvoyé son interlocuteur aux conclusions, un peu obscures, de la commission politique, qui parlait d'une « dialectique entre unité et pluralité ». Visiblement, cette question n'est pas encore tranchée en Italie. Si des élections devaient intervenir la semaine prochaine, nul ne saurait prévoir l'attitude de l'épiscopat. R. S.

O. CULLMANN-

LE MILIEU JOHANNIQUE
Etude sur l'origine de « l'Evangile » de Jean

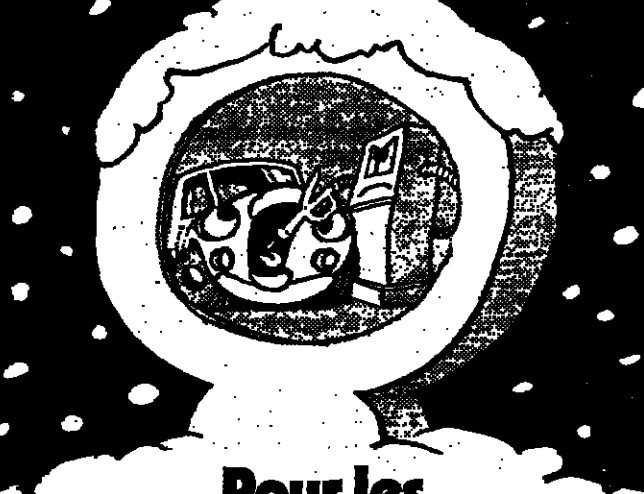
DELACHAUX et NIESTLE

J. ELLUL

ÉTHIQUE DE LA LIBERTÉ
TOME I
ÉTHIQUE DE LA LIBERTÉ
TOME II

LABOR & FIBES

Diffusion :
LIBRAIRIE PROTESTANTE
140, bd Saint-Germain Paris 6



Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle soit sobre.

Enquête Shell-Ilop Mars 1976 : 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

Pour faciliter les démarrages à froid, augmenter le rendement de votre moteur et lutter contre le gaspillage d'essence, les stations Shell vérifient les BOUGIES, le FILTRE A AIR et les VJS PLATINEES. Ce service répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de autres cheveux au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

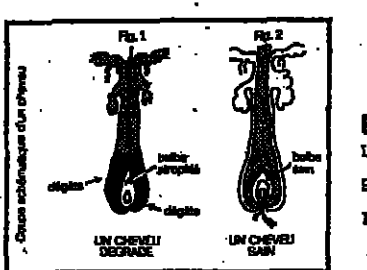
DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hyper sensible, des cheveux très secs ou très gras, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE



L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPECIALISTE vous consultera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



sibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 16, rue Faidherbe, Tél. 51-34-19
BORDEAUX : 24, place Gambetta, Tél. 48-06-34
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme, Tél. 2-25-20
METZ : 2/4, en Chapelle, Tél. 75-00-11



Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle dure.

Enquête Shell-Ilop Mars 1976 : 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

L'HUILE SHELL SUPER 200, par sa haute fluidité à basse température, permet des démarrages immédiats. De plus, sa résistance au cisaillement et sa grande stabilité contribuent à la longévité de votre moteur. SHELL SUPER 200 répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.

DÉFENSE

AU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

La gauche au pouvoir devra tenir compte du fait nucléaire

estiment MM. Hernu, Pontillon et Chevènement

Le comité directeur du parti socialiste, qui a examiné, dimanche 7 novembre au Sénat, les problèmes de la défense, n'a pas tiré de conclusions, mais, selon M. Claude Estier, le débat doit continuer au sein du P.S. sur la base des réflexions contenues dans les trois rapports de MM. Charles Hernu, Jean-Pierre Chevènement et Robert Pontillon. Du reste, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., est intervenu pour souligner la nécessité d'approfondir encore cette réflexion interne, de préciser certaines observations dans le but de sauvegarder l'autonomie de la décision française.

Pour M. Robert Pontillon, secrétaire national aux affaires internationales, il existe « deux menaces » pour l'Europe occidentale et la France. D'une part l'alliance atlantique deviendra « un bouclier moins efficace sur le plan militaire, mais plus lourd sur le plan politique et économique ». D'autre part, « la force militaire demeure un élément important de la puissance nationale ». Une telle évolution, a estimé M. Pontillon, « doit conduire à compter davantage sur soi et sur ses propres forces pour pouvoir disposer d'une liberté d'action ».

Rejetant la neutralité désarmée, la neutralité armée « qui met l'accent sur la seule production des intérêts nationaux français, au risque d'accroître un axe de défenses occidentales entre Bonn et Washington » et l'atlantisme parce qu'« il demeure toujours, désormais, une incertitude de l'engagement américain », le secrétaire national du P.S. propose le concept d'« une défense nationale élargie ». Le meilleur système, a-t-il expliqué, repose sur le développement continu d'une force nucléaire stratégique protégeant le sous-marin, les opérateurs multiples, sur l'existence d'armes nucléaires tactiques aéroportées et sur des forces classiques légères et mobiles, capables d'intervention extérieure et d'une défense en profondeur.

« L'ensemble atomique doit rester sous contrôle national, même s'il peut être utilisé à des fins régionales », a précisé M. Pontillon, qui estime, en revanche, que « l'élément classique est appelé à coopérer normalement avec les autres forces régionales, même s'il remplit, pour certaines de ses composantes, des missions purement nationales ».

Des liens avec la communauté atlantique

« On peut concevoir, a ajouté le secrétaire national du P.S., qu'un gouvernement de gauche participerait pleinement aux réunions du conseil atlantique pour négocier, discuter, défendre ses positions sur les problèmes de sécurité occidentale. On peut penser également au maintien de liens actuels en matière de logistique, de télécommunications, d'observation (...). Il est possible de proposer et d'entreprendre, dans les prochaines années, de petits pas concrets, empiriques et limités, dans la perspective de la coopération politique et économique européenne », a conclu M. Pontillon, qui a cité la possibilité d'échanges technologiques ou stratégiques entre la France et la Grande-Bretagne en matière nucléaire, ou encore le développement d'une coopération (manœuvres et plans de renseignements) entre forces classiques européennes.

Député socialiste de Belfort, M. Jean-Pierre Chevènement, de son côté, a sévèrement condamné l'abandon discret mais réel, d'une doctrine de la dissuasion nucléaire par M. Giscard d'Estaing qui, en se préparant « à la bataille en Europe », aspire affectivement à « remplir, sous l'égide américaine, une responsabilité régionale en Espagne, au Liban, en Méditerranée, en Afrique, mais aussi sur le continent européen ».

« La France, a expliqué l'animateur du Centre d'études de recherches et d'éducation socia-

Entre les trois rapporteurs, des points communs sont toutefois apparus. C'est ainsi que MM. Hernu, Chevènement et Pontillon sont convenus que la France devait conserver ses moyens propres de sécurité pour faire face à toutes les menaces, et éviter de se laisser entraîner dans un conflit qui ne serait pas le sien. De même, les trois rapporteurs ont constaté que, si la gauche arrivait au pouvoir, elle hériterait d'une situation et qu'en particulier l'armement nucléaire était devenu une réalité avec laquelle il fallait compter. En revanche, des divergences se sont fait jour. Selon plusieurs

listes (CERES), l'axe gauche du P.S. a besoin d'entretiens un appareil de défense indépendant (...) qui peut, seul, lui garantir une marge de manœuvre suffisante pour jouer un rôle dans le développement et la solution des crises ».

Et M. Chevènement a poursuivi : « Depuis trente ans, la menace soviétique est utilisée par le parti communiste pour terroriser le petit peuple, et par l'Amérique pour ramener l'Europe. Il est contraire à l'intérêt national de ne pas coopérer les autres menaces. » Il a ajouté : « C'est, face à la menace soviétique, comme à toutes les autres, la défense française puisse un jour s'insérer dans une perspective européenne, cela ne peut être exclu. Mais, dans la période actuelle, elle doit impérativement rester nationale. A cette condition seulement, la France pourra d'ailleurs jouer un rôle en Europe ».

« La France doit disposer d'une capacité de dissuasion et d'une capacité d'intervention au dehors. La dissuasion ne peut être qu'un tout. Elle inclut l'élément nucléaire, mais sa crédibilité est avant tout politique. Elle dépend de la résolution des chefs et de la volonté populaire, celle-ci conditionnant bien souvent celle-là. C'est pourquoi, a conclu le député de Belfort, un système de mobilisation populaire, fondé sur un service militaire réduit et universel, doit naturellement compléter la dissuasion nucléaire ».

M. Charles Hernu, président de la commission de la défense du P.S., a rappelé, pour sa part, que « la coexistence pacifique est aussi conflictuelle », et que, « aujourd'hui, le risque du conflit limité en Europe n'est exclu par aucun des Deux Grands et qu'un homme d'Etat averti de ces dangers ». « Le communisme et le capitalisme, comme toute idéologie, sont des idéologies expansionnistes, donc sont antagonistes ».

Le rapporteur a attiré l'attention du comité directeur du P.S. sur le fait que les progrès de la technologie vont modifier les rapports entre les États et bloquer les possibilités actuelles de contrôle des armements. « Les armes nucléaires tactiques deviennent si précises et si miniaturisées que, peu à peu, les hommes politiques et les États-majors prennent l'habitude de les considérer comme une artillerie classique du champ de bataille », ce qui accroît les risques de conflits limités.

M. Hernu a proposé « la création d'un état-major politique et militaire, chargé d'analyser les crises dans la monde, et d'élaborer leur nature, leurs formes, leur évolution, leur dénouement — afin d'y apporter, justement, des réponses civiles, politiques, qui ne seraient militaires qu'en dernier recours, la nucléaire devant dépendre de cet état-major, placé sous la responsabilité du président de la République, du chef du gouvernement et contrôlé par une commission parlementaire ».

Des questions sans réponses

Constatant que l'indépendance nationale est une expression qui recouvre des interprétations politiques très différentes, le président de la commission de la défense du P.S. a conclu : « L'interprétation qui me semble être celle des socialistes est la suivante : pas d'autarcie, reconnaissance des interdépendances et volonté européenne, mais indé-

des participants, M. Pontillon est apparu d'esprit plus européen et M. Chevènement plus soviétique — dans la présente période d'une défense strictement nationale, tandis que M. Hernu s'est présenté davantage comme un homme de synthèse.

Le comité directeur du P.S. n'a pas pu modifier la ligne de conduite du P.S. en la matière. Seul un congrès ou une convention nationale pourrait le faire. Mais c'était la première fois depuis le congrès constitutif d'Épinay, en 1971, que les dirigeants socialistes débattaient, officiellement et au fond, de cette question.

De la tribune où il présidait les débats du comité directeur, M. François Mitterrand a souligné que la réflexion continue au sein du P.S. sur les problèmes de la défense car, a-t-il observé, une série de questions n'ont pas trouvé leurs réponses : en particulier, quels sont véritablement les menaces et les risques, et la sanctuarisation nationale est-elle du domaine du possible ou d'intégrité à un système d'alliance ? Ne croyant pas à l'éventualité d'une invasion de l'Europe, il a néanmoins un effort insuffisant de défense de la France ne crée, chez un adversaire, la tentation de vouloir combler le vide, le premier secrétaire du P.S. a toutefois insisté, selon plusieurs des participants au comité directeur, sur le fait que « l'essentiel pour la France est de sauvegarder son autonomie de décision ».

pendance, c'est-à-dire précisément une volonté chatouilleuse de protéger notre liberté de décision en matière sociale, économique, industrielle et militaire. L'indépendance, c'est donc une liberté pour la France, peut-être demandée pour l'Europe. (...) »

Après les trois rapporteurs, divers orateurs sont intervenus. M. Dominique Taddei a souligné les points de convergence et estimé que « l'antimilitarisme n'est pas une thèse » et qu'il convenait de refuser les économies sur la sécurité. MM. Gilles Martinet, Lionel Jospin, Didier Motchane et André Bouloche ont également pris la parole, tandis que M. Gérard Jaquet a rappelé que « l'alliance atlantique est une alliance défensive » et que M. Michel Rocard a considéré que des crédits d'études étaient indispensables, notamment pour maintenir le progrès technologique.

Un effort de recherche

Lors d'une récente conférence de presse, M. François Mitterrand, répondant à une question, avait ironisé sur l'extrême dissonance des points de vue exprimés par plusieurs responsables du P.S. sur les problèmes de la défense et, en particulier, sur l'actualisation du programme commun de gouvernement en la matière. Il est vrai que l'indigence du projet politique de la gauche unie dans le domaine de la défense ou de la sécurité avait été relevée par les observateurs, à l'époque de la signature par le P.C.F. et le P.S. du programme commun en 1972. Depuis, la situation a évolué, et il a même été créé un groupe de travail qui analyse, de nouveau, les thèses de la gauche sur l'Europe et la sécurité collective.

Au comité directeur du P.S. du dimanche 7 novembre, la dissonance a continué d'apparaître entre les différents orateurs. Mais, l'impression qui a prévalu est qu'il existe des points d'accord importants : des socialistes sont de plus en plus nombreux à considérer qu'un gouvernement de gauche ne détruirait pas l'outil militaire laissé par le pouvoir actuel, en particulier l'armement nucléaire à propos duquel cer-

tains des intervenants ont tenu à rappeler le choix, en sa faveur, du gouvernement de M. Mendès France et du Front républicain en 1935, faute de la perspective d'un désarmement mondial.

M. Louis Baillet, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale et président de la commission de la défense du P.C.F., n'a pas dit autre chose lorsqu'il a, de son côté, affirmé que la défense nucléaire était désormais un fait difficile à ignorer. De toute évidence, si des nuances persistent et si des précisions restent encore nécessaires avant que le P.S. et le P.C.F. n'en soient à arrêter définitivement leur politique commune de défense, il demeure que la gauche ne dissimule plus la recherche théorique à laquelle elle se livre depuis peu sur un point fondamental de la doctrine. Il est pour le moins paradoxal d'ailleurs : une telle évolution quelques mois après que le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, ait manifesté ses doutes sur la volonté de la nation de recourir à l'arme nucléaire dans un cas extrême.

JACQUES ISNARD.

Interview d'un nouveau venu à l'ordinateur

“Avec mon IBM 32” et ses programmes de facturation et de comptabilité, j'ai un outil de gestion alors que je n'avais qu'une tenue de compte.”



Depuis le début de l'année, des entreprises petites et moyennes ont mis en place des ordinateurs IBM 32 avec leurs programmes d'applications (PNA : Programmes Nationaux d'Applications). Ces programmes, d'une mise en œuvre particulièrement rapide, permettent aux entreprises n'ayant pas l'expérience de l'ordinateur de traiter elles-mêmes, sans informaticien, leur facturation, leur gestion de stock et leur comptabilité clients.

Jean Paloque, Président-Directeur Général de la société HARMAN à St-Mandé, répond à quelques questions.

Monsieur Paloque, vous distribuez du matériel Haute-Fidélité. Pouvez-vous vous situer avec plus de précision ?

Jean Paloque : J'emploie 35 personnes. Je distribue cinq marques, environ mille articles, à 7 ou 800 clients. Mais je fais 80 % de mon chiffre avec une centaine de clients seulement.

Certains penseraient que ces chiffres ne justifient pas un équipement informatique. Pourquoi avez-vous pensé le contraire ?

J. P. : D'abord, parce que le temps économisé, sur les opérations de facturation par exemple, peut être utilisé par le

personnel en place à des tâches plus constructives, plus « créatives ». Ensuite, parce qu'une petite entreprise dynamique tendant à devenir plus grande, son expansion doit être « prévue ». L'outil de gestion scientifique, c'est l'informatique. Pour les petits comme pour les grands.

Comment êtes-vous venu à l'informatique ? Étiez-vous attiré par elle ?

J. P. : Pas du tout. L'ordinateur m'apparaissait un peu comme un robot dépersonnalisant. Je suis venu à l'informatique par raison, lorsque sont apparus des matériels accessibles à la petite entreprise. Je dois dire que je n'ai absolument plus aujourd'hui la crainte d'être « assujéti » à l'ordinateur. Je sais que c'est le contraire.

Un PNA de facturation a été mis en place chez vous. Cela a-t-il été facile ?

J. P. : Oui. C'est vrai qu'il n'a fallu que deux mois pour qu'il soit opérationnel. On m'a soumis un questionnaire approfondi, défini les limites du programme et j'ai eu exactement ce qui m'avait été promis. Évidemment j'ai dû m'adapter un peu à lui. Disons qu'on a fait la moitié du chemin. Cela m'a d'ailleurs amené à simplifier et à rationaliser ma gestion.

Peut-être ne l'aurions-nous pas fait autrement. Ou alors trop lentement.

Que pensez-vous des résultats ?

J. P. : En ce qui concerne la facturation, c'est le jour et la nuit par rapport à ce que j'avais avant. C'est incomparablement plus rapide. Plus économique aussi. Comme je peux regrouper plusieurs factures sur une seule facture, je diminue par 3 le nombre de celles-ci. Et puis surtout, je peux suivre mes affaires client par client, marque par marque, représentant par représentant, et faire des statistiques. Je dispose d'un véritable tableau de bord.

Comment votre personnel a-t-il réagi à l'ordinateur ?

J. P. : Au début, il y a eu des prophéties de malheur. Et puis la confiance est venue. Il n'a fallu que quelques jours de formation aux 2 personnes qui font marcher le 32. Une facturière et une aide-comptable. Aujourd'hui, elles ont vraiment le sentiment de faire un travail plus intéressant qu'avant.

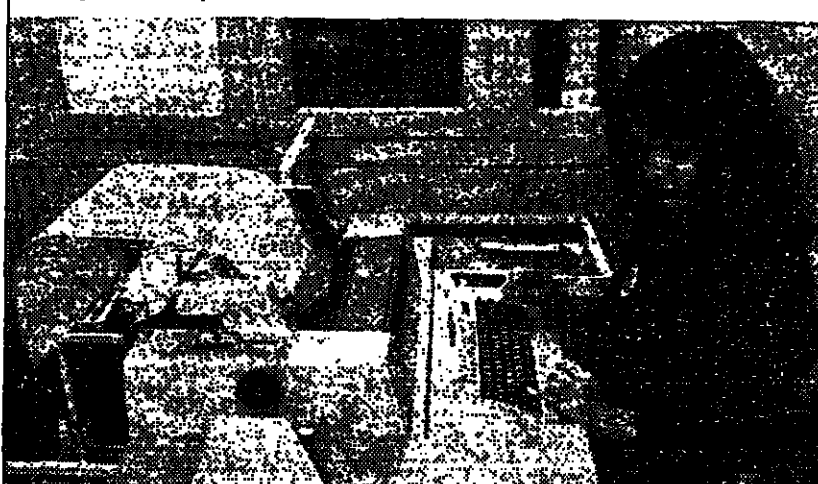
Et maintenant ?

J. P. : J'attends impatiemment la mise en place de mon PNA suivant : celui de gestion des stocks.

IBM

Compagnie IBM France.
Division des Systèmes de Grande Diffusion.

Mademoiselle Huguet était aide-comptable. Il ne lui a fallu que trois jours de stage chez IBM pour devenir opératrice sur l'ordinateur 32.



* Prix de location mensuelle : à partir de 5.236 F TTC.
* Prix de vente : à partir de 219.242 F TTC plus le prix des licences PNA.

Pour tout renseignement, contactez M. DELAHAYE, téléphone 776 93 93, Tour Générale, 5 place de la Pyramide - Quartier Villon, Cedex 22 - 92088 Paris-La Défense.

Le Pompadour
QUINZAINE
des MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELISSES, PEAUX LAINÉES
TOUTES TAILLES
du 40 au 62
Prix exceptionnels
32 bis, Bd HAUSSMANN
M^e Chaussée d'Antin

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR
FRANÇAISES ET FRANÇAIS
le 11 NOVEMBRE
ACHETEZ LE
BLEUET de FRANCE

Emblème des Anciens Combattants
et Vétérans de la Guerre
AU PROFIT des VEUVE - ORPHELINS
et ASCENDANTS
PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

سكنا من الامم

CARNET

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Enterrements de première classe

Faites un sondage autour de vous, consultez les chanteurs de taxi, les commerçants, les collègues, les copains, les amis, demandez-leur ce qu'ils frappent particulièrement à la tête, ce qu'ils préfèrent, ce dont ils espèrent le plus : écoutez « Au théâtre ce soir » — simple retransmission — et les films de FR 3 ; tenez compte du désir de se faire bien voir, de ne pas passer pour un démodé, vous saurez tout de même trépasser par le sérieux de leurs réponses : « Les chiffres et les lettres », « Les dossiers de l'écran », « Les grandes énigmes ». Ce qu'ils apprécient au fond, c'est une occasion d'exercer leur esprit ou de s'ouvrir au monde. Ce n'est pas comme cela dans le temps, pas à ce point.

Nous voilà devenus bien appliqués, bien sérieux. Que s'est-il donc passé ? C'est très simple, nous n'avons pas, nous n'avons plus le choix. Les dramatiques, il y en a peu, et la plupart sont d'une médiocrité constante, obèses. Les documentaires de création se font rares eux aussi et se haussent trop souvent du côté de la philosophie, des débats théologiques, c'est qu'ils abordent enfin des problèmes de société, la sexualité, la défense du consommateur, le racisme, les handicapés, des thèmes rebattus aujourd'hui à l'étranger, hier encore chez nous des sujets tabous. Comment voulez-vous ne pas réagir en attendant parler pour la première fois à l'antenne (non, pardon, la seconde, « A la bonne heure » en avait déjà dit deux mots l'an passé), en voyant Ivan Laval ériger vendre la prière de la mort. Un prix réductible, assés yeux baissés, lèvres serrées, mine de circonstance,

valent pas les enclenches. Samedi, « Les cinq dernières minutes » nous ont paru interminables. On n'y comprenait rien. C'était confus, compliqué et, pour qui n'est pas familier des doutes, des hasards, plein d'énigmes superflues. Je veux bien qu'on brouille les pistes, mais pas en dérobant le public sur des points de détail. Qu'on nous fasse crédit d'une certaine légèreté, c'est gentil, mais il ne faudrait pas non plus verser dans l'excessive contrainte et, en visant trop haut, nous donner d'effrayants complexes d'infériorité. Une enquête du commissaire Cabrol, cela devrait pouvoir se suivre sans trop de difficulté, ne pas dépasser de beaucoup le niveau d'un exposé du professeur Hamburger, si l'impide en comparaison, si accessible. Tandis que là : une vraie purée de pois.

Ce qui explique aussi, au moins en partie, la faveur des interviews, des entretiens, des débats théologiques, c'est qu'ils abordent enfin des problèmes de société, la sexualité, la défense du consommateur, le racisme, les handicapés, des thèmes rebattus aujourd'hui à l'étranger, hier encore chez nous des sujets tabous. Comment voulez-vous ne pas réagir en attendant parler pour la première fois à l'antenne (non, pardon, la seconde, « A la bonne heure » en avait déjà dit deux mots l'an passé), en voyant Ivan Laval ériger vendre la prière de la mort. Un prix réductible, assés yeux baissés, lèvres serrées, mine de circonstance,

avec le claquement discret d'un tiroir-caisse bordé de noir par des « régleurs » aux dents longues.

Hébété, endolorie, les familles, qui fournissent à un quinquennat une moyenne régulière — stable, le marché est à l'abri des fluctuations — de cinq cent dix mille cadavres par an, n'ont pas le cœur à marchander, forcément. Et c'est la valse des devis, la polka des cervelles, en bois des lles, en bois vernis, capitonné, avec poignées, les chambres funéraires, des hôpitaux, que dis-je, des palais, où le séjour de nos chers défunts coûte de 600 à 6 000 francs par jour. Et les tombes, et les dalles, et les monuments, et les marbres, et les concessions. Et la bonne conscience bavarde de M. Jacques Goudon, président de la Fédération nationale des pompes funèbres, assez rondement, assez drôlement malmené sur le plateau par notre confrère du Nouvel Observateur, Olivier Todd.

Un scandale, effectivement, cette loi du profit, sans vergogne, que rien n'arrête, et ce désir de paraître, qui commencent dans le non-être. Un scandale. On a purgé de supprimer les classes dans le métro. On pourrait peut-être songer à en faire autant pour le dernier voyage, un voyage sinon gratuit, du moins à prix unique, à prix modique, le même pour tous, riches et pauvres, enfin confondus aux portes de l'inconnu.

CLAUDE SARRAUTE.

LUNDI 8 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. La caméra du lundi. Film : « La flotte se mouille », d'Ed. J. Montagne (1963). avec E. Bergman, J. Flynn, J. Conway. Une comédie satirique sur la vie d'un sous-marin américain pendant l'indépendance.

22 h. 30. Émission de l'INA. La guerre des Deux Indes, de G. Guillaume et J. Labrousse (deuxième partie) : 23 h. 35. Journal.

CHAÎNE II : A2

Boldoflorine
bonne infusion pour le foie et la constipation

Deux livres à lire
Albert Ducrocq
LES ELEMENTS
AU POUVOIR
LE ROMAN DE
LA MATIÈRE
JULLIARD

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes : 21 h. 55. Chronique : Les années Bonheur racontées par Gaston Bonheur : 22 h. 50. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard : 23 h. 35. Journal.

Rasoir Philips Super 12

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma public : « l'Homme de la loi », de M. Winner (1971), avec B. Lancaster, R. Ryan, L. J. Cobb, Sh. North.

Un shérif entreprend d'arrêter sept coupables impliqués dans un meurtre, mais l'opposition d'une collectivité hostile à ses idées de justice et de rébellion le rend difficile. Un western western qui recherche l'authenticité.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. « Héraclès ou la folle érection », d'Euripide, adaptation G. Audin, avec H. Vireloux, A. Falcon, G. Page, 21 h. 5. L'œuvre de M. de la Vierge et les Deux : 22 h. 30. Entretien avec Raymond Guéroux (rediffusion) : 23 h. 35. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. La querelle Wagner-Brahms : 20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées. Orchestre national de France, direction L. Bernstein, avec D. Mac Lennan, alto : « Harold en Italie », « Symphonie fantastique » (Berlioz) : 23 h. 15. En direct : 0 h. 5. Musique d'Europe de l'Est.

MARDI 9 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programmes ininterrompus (à 13 h. 45, Rester dans avec nous).

20 h. 30. Documentaire : Des autos et des hommes... le match Renault-Citroën. Les 1000 km de Turenne et A. Barrat, rés. C. Savatari : 21 h. 30. Chronique : Ces années-là (1970), de M. Droit : 22 h. 25. Concert : « V » Symphonie de Schubert par l'Orchestre national de Radio-France, dir. E. Krivine : 22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 13 h. 5 à 20 h. Programmes ininterrompus (à 15 h. 30, Anjou-d'aujourd'hui magazine).

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. Téléfilm : « Les Enfants de la guerre », de R. Gimbel, réal. G. Schaefer.

Priz du Festival international de Monte-Carlo en 1972 : comment l'amitié entre deux familles d'origine du Nord, dans catholique, l'autre protestante, finit par devenir impossible.

Débat : L'Irlande.

Avec la participation de Mmes Yvonne Mac Cornu, présidente, et Betty Williams, catholique, membres du Mouvement des femmes pour la paix ; Margaret Debelstien, journaliste au « Pictou », et M. Frost, Card, du Sinn Féin ; Andrew Gandy, de

UDA (Ulster Defence Association) ; John Suckler, journaliste anglais, et Richard Deutsch, correspondant du « Monde » à Belfast.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Western, films policiers, aventures : « Le monde lui appartient », de R. Walsh (1952), avec G. Peck, A. Blyth, A. Quinn, J. McIntire.

Vers 1850, un marin américain, chasseur de phoques en Alaska, affronte un prince russe, pour l'amour d'une belle comtesse Naïade, contre son père, à celui-ci. Le vent du romantisme.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Dialogues franco-allemands : votes nouvelles de la psychanalyse, avec T. Held et A. Green : 21 h. 15. Musique de notre temps : 22 h. 30 (R.). Entretien avec R. Guéroux : 23 h. 35. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Echanges internationaux de Radio-France... le Quatuor Barok : « Quatuor à cordes n° 1 » (Bartók) : « Quatuor à cordes n° 14 » (Grieg) : 22 h. 30. De basse fréquence en utopie : 0 h. 5. Musique d'Europe de l'Est.

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 8 NOVEMBRE

— M. Marc Guillaume, professeur d'économie à Paris-Dauphine, s'exprime à la tribune libre de FR 2, à 19 h. 40.

MARDI 9 NOVEMBRE

— L'Institut Charles-de-Gaulle dispose de la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— L'Irlande est le sujet du débat des « Dossiers de l'écran » sur Antenne 2, vers 22 heures.

Naissances

— Valérie et Valentine ont la joie de faire part de la naissance de leur petit frère Pierre-Alexandre, le 3 novembre 1976.

De la part de M. et Mme Jean-Bernard Desvieux, « Varennes », Commaille, 42120 La Coteau.

Marriages

— M. et Mme Jean Lévy sont heureux de faire part du mariage de leur fille Sylvie avec M. Georges Rabouin, qui a été célébré dans l'intimité le 24 octobre 1976.

24, chemin du Pommier, Grand Saconnex, Genève, 20, boulevard Suchet, 75016 Paris. Doresteur 1539 Venise.

Décès

— M. Christian Arnoux et sa famille ont la douleur de faire part du décès de M. Paul ARNOUX, avocat à la cour, survenu subitement le 22 octobre 1976 à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mlle Paulette BARAGGIONI, survenue le 6 novembre, à l'âge de cinquante-trois ans, en son domicile, 11, rue de Jarry, Paris-20.

De la part de : Mlle Agnès Baragioni, Mlle Jeanne Baragioni, Mlle Odette Baragioni, Mlle Yvonne Baragioni, Mlle Marie Baragioni, Mlle Jeanne Baragioni, Mlle Odette Baragioni, Mlle Yvonne Baragioni, Mlle Marie Baragioni.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— Le docteur Marc DRENNART est décédé le 23 octobre 1976 dans sa soixante-quatrième année, trois mois après son épouse, Geneviève DRENNART, née Marchal.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— Paris, le 5 novembre 1976. Mlle André Fribre-Leques, André et Isabelle, M. et Mme Georges Fribre-Buvetier, M. et Mme Bernard Wallart-Fribre et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. André FRIERE, imprimeur, dans sa soixante-troisième année.

Un service religieux sera célébré le mardi 9 novembre en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Edouard-Mallarmé, Paris-17, à 15 h. 45.

Une messe, suivie de l'inhumation, aura lieu le mercredi 10 novembre en l'église Saint-Christophe, à Tourcoing, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. 7, rue Sisley, 75017 Paris. 15, rue Académie-Saint-André, 92200 Tourcoing.

— Mlle Denis Gayet, ses enfants, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Denis GAYET, survenu le 5 novembre 1976, à l'âge de cinquante-trois ans, en son domicile, 31, rue Ribera, 75016 Paris.

Un service religieux sera célébré le mardi 9 novembre, à 15 h. 45, en l'église de Saint-Christophe, à Tourcoing, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. 7, rue Sisley, 75017 Paris. 15, rue Académie-Saint-André, 92200 Tourcoing.

— M. et Mme Christian Arnoux et sa famille ont la douleur de faire part du décès de M. Paul ARNOUX, avocat à la cour, survenu subitement le 22 octobre 1976 à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mlle Paulette BARAGGIONI, survenue le 6 novembre, à l'âge de cinquante-trois ans, en son domicile, 11, rue de Jarry, Paris-20.

De la part de : Mlle Agnès Baragioni, Mlle Jeanne Baragioni, Mlle Odette Baragioni, Mlle Yvonne Baragioni, Mlle Marie Baragioni, Mlle Jeanne Baragioni, Mlle Odette Baragioni, Mlle Yvonne Baragioni, Mlle Marie Baragioni.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— Le docteur Marc DRENNART est décédé le 23 octobre 1976 dans sa soixante-quatrième année, trois mois après son épouse, Geneviève DRENNART, née Marchal.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— M. et Mme Francis Xar et leurs enfants, ses frères, sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de Mlle Marie-Benoîte XAR, née Marie-Benoîte XAR, survenue le 2 novembre 1976, à l'âge de quarante-sept ans.

On rappelle au souvenir de ses parents, Albert et Henriette XAR, disparus à Auschwitz en février 1943. 21, boulevard Pasteur, 75015 Paris. Téléphone : 5850 Douai.

— Nous apprenons la mort de notre confrère RENE LIGNAC (Roger Lacroix), directeur de « Nouveaux Jours », décédé à Paris dans sa soixante-dixième année.

(Né le 27 août 1905 à Paris, Roger Lacroix, d'abord explorateur, participe à la première liaison automobile Paris-Champigny (1922). Rédacteur en chef de « L'Écho des États-Unis » (1928), il est ensuite reporter au « Jour-Echo de Paris » (1934) avant de devenir directeur politique de la Liberté du Sud-Ouest (1935-1939).

Depuis 1952 René Lignac dirigeait le bimensuel « Nouveaux Jours », journal qui se présente comme le successeur du « Jour » de Léon Salvy, interdit à la Libération pour avoir continué de paraître pendant l'occupation.

Roger Lacroix est également l'auteur de plusieurs pièces de théâtre : « Jeanne Videl » (créée par Guy Moryel), « Jean de Bar », « Marianne » et « Il n'y a pas de vérité ».

— Le président et le comité de la Semaine de la Bonté ont le regret de faire part du décès de M. Paul F. LAFAYE, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre, président d'honneur de l'Œuvre.

— Mlle Françoise Parnaud, M. et Mme Jacques Parnaud, Le docteur et Mme Nad Parnaud, Le docteur et Mme Paul Moyson, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. François PARNAUD, président fondateur de la chambre de commerce du Maroc, officier de la Légion d'honneur, commandeur du Ouissam Alaouite, survenu le 5 novembre 1976, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès de M. Georges SALVAGO, ancien conseiller de la République, de Paris, décédé le 25 novembre 1976 à Nice. Il avait représenté le département des Alpes-Maritimes au Palais du Luxembourg. M. Salvago, conseiller général, avait été élu sur une liste du Rassemblement des gauches républicaines et socialistes de la République, au groupe du R.G.R.

— Mlle Marguerite, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et très regretté Yvonne SOLAL.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale. Bagneux-Parisien, division 88, 24, rue des Chevaliers-Saint-Jean, 91 Corbeil.

— Mlle Henri Pourret et ses enfants, très touchés des témoignages de sympathie qui leur ont été exprimés lors du décès de leur père, M. Henri POURRET, remercient toutes les personnes qui se sont unies à leur peine.

— Pour le quatrième anniversaire du décès de M. Paul BRAG, une pensée affectueuse est demandée, le 9 novembre, à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Les parents et amis du président André L. TROQUEUR se réuniront au columbarium du Père-Lachaise, le 10 novembre, à 12 heures pour honorer sa mémoire.

— Pour que reste vivant le souvenir de NANE, Maurice Blum souhaite que lui soit dédié ce soir un instant de silence.

— La messe annuelle organisée par les Amis de Robert Gervin aux intentions de Robert GERVIN, sera célébrée le mercredi 10 novembre, à 10 heures, 20, boulevard de Lator-Maubourg, Paris (79).

— L'Association des Français libres pour célébrer le mardi 9 novembre, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire (portes ouvertes) à la mémoire du général de GAULLE.

Président d'honneur de l'Association, il est demandé aux Associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et d'y désigner leur porte-drapeau.

— La messe annuelle organisée par les Amis de Robert Gervin aux intentions de Robert GERVIN, sera célébrée le mercredi 10 novembre, à 10 heures, 20, boulevard de Lator-Maubourg, Paris (79).

— L'Association des Français libres pour célébrer le mardi 9 novembre, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire (portes ouvertes) à la mémoire du général de GAULLE.

Président d'honneur de l'Association, il est demandé aux Associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et d'y désigner leur porte-drapeau.

— La messe annuelle organisée par les Amis de Robert Gervin aux intentions de Robert GERVIN, sera célébrée le mercredi 10 novembre, à 10 heures, 20, boulevard de Lator-Maubourg, Paris (79).

— L'Association des Français libres pour célébrer le mardi 9 novembre, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire (portes ouvertes) à la mémoire du général de GAULLE.

Président d'honneur de l'Association, il est demandé aux Associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et d'y désigner leur porte-drapeau.

— La messe annuelle organisée par les Amis de Robert Gervin aux intentions de Robert GERVIN, sera célébrée le mercredi 10 novembre, à 10 heures, 20, boulevard de Lator-Maubourg, Paris (79).

— L'Association des Français libres pour célébrer le mardi 9 novembre, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire (portes ouvertes) à la mémoire du général de GAULLE.

Président d'honneur de l'Association, il est demandé aux Associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et d'y désigner leur porte-drapeau.

Édité par la S.A.S.I. Le Monde.

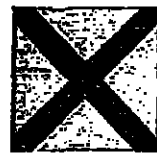
Céramique : Jacques Savary, directeur de la publication, Jacques Savary.

Impression : S.A. de l'Édition, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 3747.

Un nouveau Meccarillos
MECCARILLOS BRASIL
Regardez sa couleur. Du vrai Brasil



ALABAMA. Croix rouge de Saint Andrew sur fond blanc.



ALASKA. Sept étoiles d'or sur fond blanc représentant la Grande Ourse. Huit étoiles représentant l'Etoile Polaire.



ARIZONA. Etoile cultivée d'or portant des lignes obliques rouges et jaunes. Bande horizontale bleue dans le bas.



ARKANSAS. Diamant incrusté d'étoiles bleues et blanches sur fond rouge. La forme du diamant représente l'Arkansas, seul état producteur de diamants.



CALIFORNIE. Un ours et une étoile écarlate sur fond blanc. Bande horizontale rouge dans le bas.



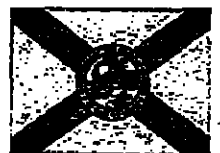
COLORADO. La lettre C qui encadre une balle en or. En fond: des bandes bleues et blanches.



CONNECTICUT. Armes de l'état sur fond bleu. Emblème: trois grappes de raisins, symbole de la transplantation des cultures et des traditions européennes dans les colonies.



DELAWARE. Armes de l'état dans un diamant poli sur fond bleu. Date de ratification de la Constitution. Emblème: une gerbe de blé. Un épi de maïs, un boeuf, un soldat et un fermier.



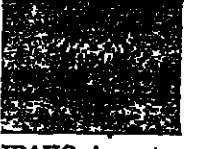
FLORIDE. Armes de l'état sur fond blanc: barres diagonales rouges. Emblème: le soleil, un bateau à vapeur. Une jeune fille indienne répandant des fleurs.



GEORGIE. Armes de l'état sur bande verticale. Drapeau de la confédération sur la droite. Emblème: arche, symbole de la Constitution de l'état. Trois colonnes avec la devise de la Géorgie. Et 1776: date de la signature de l'indépendance de la Géorgie.



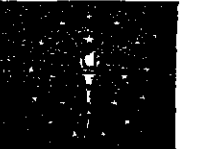
HAWAÏ. Huit bandes alternées blanches rouges et bleues représentant les principales îles de l'état. Drapeau de l'Union Jack dans le haut à gauche.



IDAHO. Au centre, armes de l'état sur fond bleu. Une femme tenant une balance et une lance. Un mineur. Des arbres. Une rivière. Une tête d'élan. Une corne d'abondance et une gerbe de blé.



ILLINOIS. Armes de l'état sur fond blanc. Emblème: aigle américain qui tient dans ses serres un bouclier strié et étoilé représentant les 13 états. Une branche d'olivier, symbole de la paix. Des prairies, le soleil sur les plaines de l'Illinois.



INDIANA. Un flambeau et 19 étoiles d'or sur fond bleu.



IOWA. Bandes verticales bleues, blanches et rouges. Aigle en vol qui tient dans ses serres la devise de l'état.



KANSAS. Fond bleu. Soleil au dessus de l'emblème de l'état. Emblème: Soleil levant symbole de l'Est, un buffle, une cabane de roudins.



KENTUCKY. Armes de l'état sur fond bleu. Emblème: deux hommes se congratulant. Devise de l'état.



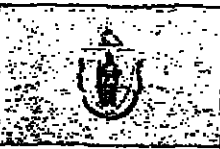
LOUISIANE. Armes et devise de l'état sur fond bleu. Emblème: un pélican nourrissant ses petits.



MAINE. Armes de l'état sur fond bleu. Emblème: un fermier et un marin, l'agriculture et le pêche étant les deux activités principales du Maine. Un pin, symbole de la forêt. Un élan. L'étoile polaire pour rappeler que le Maine est situé au Nord.



MARYLAND. Motifs géométriques noir et or dans les premier et troisième quarts. Croix rouges et blanches dans les second et quatrième quarts.



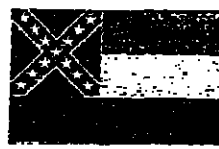
MASSACHUSETTS. Armes de l'état de Massachusetts sur fond blanc d'un côté. Pin vert sur fond bleu de l'autre. Emblème: Blason de la communauté du Massachusetts. Indien pointant une flèche au sol, symbole de la paix. Etoile au dessus de son épaule droite: reconnaît saance du Massachusetts en tant qu'état.



MICHIGAN. Armes de l'état sur fond bleu. Emblème: lever du soleil sur l'eau. Homme sur un esquimau soutenu par un cerf et un élan.



MINNESOTA. Armes de l'état et 19 étoiles d'or sur fond bleu. Emblème: trois charmes. La devise «Ceres» tenant une corne d'abondance, symbole de l'agriculture. Une tête de cheval campée sur le dessus du casque du souverain. Une chute d'eau. Une forêt.



MISSISSIPPI. Bandes horizontales bleues, blanches et rouges. Dans le coin supérieur rouge, le drapeau de la bataille des confédérés.



MISSOURI. Emblème de l'état centré sur trois bandes, bleues, blanches et rouges. Emblème: Deux ours gris tenant les écussons des Etats-Unis et du Missouri. Vingt quatre étoiles représentant l'entrée du Missouri au sein de l'Union.



MONTANA. Armes de l'état du Montana sur fond bleu. Emblème: une charme. Une pioche et une pelle posées à terre, symbole de l'agriculture et des industries minières du Montana. Les chutes de la rivière Missouri.



NEBRASKA. Armes de l'état sur fond bleu. Emblème: un forgeron représentant des arts mécaniques. Une case de colon. Du blé qui pousse.



NEVADA. Sur fond bleu et dans le coin supérieur gauche: un insigne vert et or. Les mots «Battle Born» rappellent que le Nevada accéda au rang supérieur durant la guerre civile.



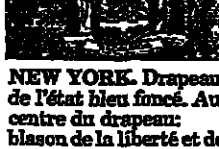
NEW HAMPSHIRE. Armes de l'état sur fond bleu. Emblème: reproduction d'une frégate de guerre sous la Révolution. «Raleigh» entouré de 9 étoiles, dans une couronne de laurier, symbole de la victoire.



NEW JERSEY. Armes de l'état sur fond jaune. Emblème: trois charmes. La devise «Ceres» tenant une corne d'abondance, symbole de l'agriculture. Une tête de cheval campée sur le dessus du casque du souverain.



NOUVEAU MEXIQUE. Sur fond jaune, un soleil stylisé symbole du peuple indien Zia.



NEW YORK. Drapeau de l'état bleu foncé. Au centre du drapeau: blason de la liberté et de la justice. Un trois mâts gréé en carré. Une croquette de la rivière Hudson, symbole du commerce. Sous l'écusson: la devise de l'état.



CAROLINE DU NORD. Banderolles dorées. Sur une bande bleue, les initiales de la Caroline du Nord (séparées par une étoile blanche). Sur la droite: deux bandes horizontales rouges et blanches.



DAKOTA DU NORD. Sur la gorge d'un aigle: l'écusson américain. Au dessus de l'aigle: un soleil encadrant 13 étoiles. En dessous: l'inscription «Dakota du Nord» sur une banderolle. Le tout sur fond bleu bordé de jaune.



OHIO. Drapeau en forme de bannière. Avec des bandes rouges et blanches. Dans un triangle teinté de bleu: un cercle rouge bordé de blanc. Des étoiles blanches.



OKLAHOMA. Symboles de guerre et de paix sur fond bleu.



OREGON. Armes de l'état et inscriptions jaunes sur fond bleu. Emblème: Départ d'un soldat britannique et arrivée d'un navire marchand américain, symbolisant la fin de la tutelle britannique et la montée au pouvoir des américains.



PENNSYLVANIE. Armes et devise de l'état portées par deux chevaux sur fond bleu bordé d'or. Emblème: Un aigle, un bateau - une charme - une gerbe de blé.



RHODE ISLAND. Ancre dorée et 12 étoiles d'or sur fond blanc.



CAROLINE DU SUD. Palmier et croissant de lune blancs sur fond bleu.



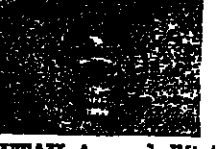
DAKOTA DU SUD. Armes de l'état encadrées d'or sur fond bleu. Soleil stylisé et lettres jaunes sur fond bleu. Emblème: une chemise qui fume, un agriculteur et une barque.



TENNESSEE. Trois étoiles blanches dans un rond bleu bordé de blanc. Fines rayures bleues et blanches sur la droite. Fond rouge.



TEXAS. Une étoile sur une bande bleue verticale. Deux bandes rouges et blanches sur la droite.



UTAH. Armes de l'état encadrées d'or, sur fond bleu. Emblème: une ruée, symbole de l'industrie. Des brins de muguet entourant la ruée. Egalité des droits.



VERMONT. Armes de l'état sur fond bleu. Emblème: 14 branches d'aspén pour les 13 états primitifs et le Vermont. Une vache, la laiterie. Des gerbes de blé, l'agriculture. En haut et en bas: des lignes sinusoïdales, symboles du ciel et de la mer.



VIRGINIE. Armes de l'état sur fond bleu. Emblème: devise de l'état. Une silhouette féminine, symbole de la vertu, se dresse pour terrasser une autre silhouette, symbole de la tyrannie.



WASHINGTON. Armes de l'état sur fond vert. Portrait de Washington avec une date: 1889. Celle de l'entrée de Washington au sein de l'Union.



VIRGINIE DE L'OUEST. Armes de l'état sur fond blanc bordé de bleu. Emblème: un rocher dressé entre un fermier et un mineur, symboles des industries virginiennes (dans le rocher on a gravé la date de l'entrée de la Virginie dans l'Union: 20 juin 1863).



WISCONSIN. Armes de l'état sur fond bleu. L'écusson mis en avant par un marin et un pêcheur représente les industries du Wisconsin, état que l'on surnomme «Badger». Emblème: une corne d'abondance. Un monticule de blé.



WYOMING. Armes de l'état et blason sur fond bleu bordé de rouge et de blanc. Emblème: une femme et la devise: Egalité des droits.

L'AMÉRIQUE EST À VOUS

Le département "Foreign Direct Investment" de la Chase, un raccourci efficace vers un marché américain en pleine expansion.

LA CHASE, POUR INVESTIR A L'AMÉRICAIN.

Parce que vous envisagez d'entrer sur un des marchés les plus sophistiqués du monde: les Etats-Unis.

Parce que les Etats-Unis, c'est bien sûr une nation, mais aussi une myriade de marchés différents.

Parce que les marchés exigent chacun leur traitement: les problèmes fiscaux, régionaux, juridiques et commerciaux d'encadrement. Comment espérer voir un Direct Investment efficace si on ne tient pas compte de toutes les particularités de la

Chase aux USA. Il vous fournira faits, chiffres, évaluations et comparaisons. Vous aidera à apprécier l'intérêt d'investissements industriels particuliers. Sélectionnera et évaluera les possibilités de fusions, d'acquisitions ou de participations. Analysera la politique et les réglementations en vigueur concernant les investissements étrangers. Vous recommandera un plan d'action. Vous servira de guide dans toutes les procédures, négociera l'investissement et en organisera le financement.

Pour répondre à vos questions, pour vous faire profiter de son expérience, ce département mobilisera tout le réseau de la Chase. Aux Etats-Unis comme dans le reste du monde.

LA CHASE, POUR DONNER UNE NOUVELLE DIMENSION A VOTRE ENTREPRISE.

Grâce à ses représentants et à son expérience, la Chase vous donnera des informations de première main sur chaque ville et sur chaque état aux USA.

Savoir comment pénétrer sur le marché américain, c'est bien. Mais au fait, êtes-vous sûr d'avoir intérêt à être présent sur ce marché plutôt que sur un autre? Seule la Chase est capable de vous répondre. Vous profiterez de sa compétence technique et de sa puissance financière fondée

sur 177 années d'expérience.

Vous trouverez auprès de votre contact à la Chase une solution rapide et personnelle à tous vos projets d'investissement.

Seule la Chase a la possibilité de soutenir de grands projets. Parce que la Chase est compétente et a les moyens financiers. Sachez que n'importe où dans le monde la Chase est à la clé de tous les marchés.

Vous avez besoin de la Chase.

CHASE



مركز الاستثمار

QUI PAIE L'IMPOT ?

(Suite de la page 19.)

Ces 418 000 contribuables aisés déclarent donc à eux seuls autant que les 4 300 000 autres situés au bas de l'échelle fiscale (qui n'étaient d'ailleurs probablement pas les plus démunis de la nation, puisque 10 millions de Français ne payaient, eux, pas d'impôt du tout).

Le fisco prélevait sur ces 3,5 % de contribuables aisés, débiteurs de 17 % du revenu imposé global, 41,2 % de l'ensemble de l'impôt sur le revenu. A eux seuls, les 41 200 contribuables les plus riches (0,25 % de l'effectif total) déclaraient 4,7 % du revenu global et payaient ensemble 16 % de l'impôt.

Quelle profession exercent-ils ? La Rue de Rivoli ne le dit pas. Une fois seulement un coin de voile a été levé sur le sujet : c'était en août 1974, par le Conseil des impôts, qui a révélé l'appartenance professionnelle des trois mille Français pesant le plus « lourd » aux yeux du fisco. Ce groupe de privilégiés comportait « grosso-modo » un tiers de chefs d'entreprise, un septième de membres de professions libérales, et un dixième de cadres, le reste s'éparpillant entre les notaires, les agents de change, les architectes, les médecins

ou chirurgiens, les artistes, les promoteurs, les conseillers fiscaux et une vingtaine d'agriculteurs.

L'écart signalé plus haut entre la part

prise par les groupes aisés dans le paiement de l'impôt et celle qu'ils occupent dans la population nationale traduit en tout cas la progressivité de la fiscalité sur le

UN MILLION DE CONTRIBUABLES SUPPLÉMENTAIRES EN DEUX ANS

Revenu annuel imposable (*)	Nombre de contribuables			Différence en 1974 (en %)
	En 1972	En 1973	En 1974	
Moins de 7 500 F...	616 123	349 616	61 987	- 76,5
De 7 500 à 10 000 F...	1 328 489	1 296 083	923 843	- 31,5
De 10 000 à 15 000 F...	2 968 727	2 943 571	2 815 113	- 5,2
De 15 000 à 20 000 F...	2 390 558	2 384 783	2 374 044	- 0,5
De 20 000 à 25 000 F...	1 363 878	1 564 590	1 840 009	+ 17,7
De 25 000 à 30 000 F...	822 100	980 769	1 251 668	+ 27,6
De 30 000 à 40 000 F...	515 486	599 002	1 331 971	+ 33,3
De 40 000 à 50 000 F...	345 292	430 670	558 740	+ 36,7
De 50 000 à 70 000 F...	277 744	335 519	469 949	+ 38
De 70 000 à 100 000 F...	135 532	166 121	224 940	+ 35,4
De 100 000 à 200 000 F...	89 938	111 973	151 940	+ 36,4
De 200 000 à 500 000 F...	15 151	23 876	33 434	+ 41,2
Plus de 500 000 F...	4 141	5 513	8 241	+ 49,4
Ensemble	11 619 782	11 592 289	12 092 270	+ 5,1

(*) Il s'agit des ressources nettes, après abattements et exemptions diverses. Les plus-values sur cessions de terrains à bâtir, soit environ 210 millions, dont ont bénéficié quelque 7 000 contribuables en 1973 ne sont pas comptabilisées ici, non plus que les revenus encaissés hors de France (630 millions touchés par 36 540 personnes).

revenu. On peut l'illustrer de façon plus évocatrice encore : 46 % des ménages français ne paient pas d'impôt sur le revenu ; le taux d'imposition ne dépasse pas en moyenne 3 à 6 % du revenu imposable pour la majorité des contribuables, c'est-à-dire 28 % des Français (ceux dont le revenu imposable était en 1973 inférieur à 20 000 F). L'impôt va de 7 à 12 %

DE 1 A 130...

Selon les déclarations faites au fisco par les Français, le revenu imposable des 8 241 plus gros contribuables était en moyenne de 81 700 F par mois en 1973 (plus-values pour cessions d'actifs non comprises). Ce chiffre démontre cependant, compte tenu des abattements et déductions diverses autorisés par la loi, à un revenu effectif de l'ordre de 50 000 à 85 000 F par mois. Le fisco prélevait à l'époque quelque 40 % de ce revenu (environ 32 000 F).

A l'époque, les quelque 2,2 millions de personnes âgées touchant le minimum vieillesse — seule ressource pour beaucoup d'entre elles — percevaient 387 F par mois. Selon ces chiffres officiels, la hiérarchie des revenus, entre groupes extrêmes de Français allait donc en 1973, après impôts, de 1 à 130 (387 F à 50 000 F par mois) et probablement davantage en réalité, vu l'ampleur de la fraude fiscale.

du revenu imposable pour un gros tiers des assujettis, soit 20 % des Français (de 20 000 à 40 000 F de revenu).

Au-delà, la progressivité de l'impôt s'accroît rapidement : 13 à 25 % du revenu entre 40 000 et 100 000 F de revenu imposable (6 % des Français) et de 30 à 65 % pour les autres contribuables (environ 0,8 % des Français).

Ces chiffres, au-delà de leur sécheresse, donnent une idée assez claire de l'impact de la fiscalité française et de ses « trous » considérables. On apprécierait mieux la portée de ceux-ci — et on comprendrait mieux leur cause — si l'on comprenait mieux leur cause : évasion légale ou fraude proprement dite — si le Conseil des impôts mettait à jour, dans son prochain rapport, son fameux tableau de l'été 1974. A moins que le Centre de recherche des revenus et des coûts, dont M. Barre vient d'élargir la mission, ne se saisisse lui-même du dossier. Peu importe la source, pourvu qu'on ait les chiffres.

GILBERT MATHIEU.

Les comptes de la nation

(Suite de la page 19.)

C'est la raison pour laquelle le président de la République n'a jamais reconnu, contrairement à ce que vous pensez, l'utilité de publier simultanément deux types de comptes.

On peut d'ailleurs noter que les nombreuses institutions qui réalisent des prévisions économiques — c'est le cas de la C.E.R., de l'O.C.D.E., mais aussi

de nombreux organismes privés — ne se livrent pas à l'exercice que vous appelez de vos vœux et qui consiste à séparer le « spontané » du « volontariste ». En effet, cet exercice ne résiste pas à la pratique effective et sérieuse de la prévision. En revanche, ils peuvent procéder par esquisses successives, par « variantes », pour tenir compte d'hypothèses de politiques économiques alternatives.

« Nécessairement normative »

Les pouvoirs publics ont, en ce qui les concerne, la responsabilité d'arrêter une politique économique, à laquelle ils associent, par conséquent, un compte prévisionnel.

C'est ainsi que, pour l'année 1977, le gouvernement a décidé de retenir une norme d'évolution des prix de 6,5 % de janvier à décembre 1977, norme qui lui sert de référence pour les décisions publiques. Vous vous étonnez que cette norme soit reprise dans les comptes économiques pour 1977. Mais n'auriez-vous pas été davantage surpris de lire dans ces comptes une évolution différente de celle à laquelle nous nous référons ? Pour ma part, j'admets bien naturellement que les institute spécialisés, notamment, le cas échéant, d'autres prévisions de prix. Ils sont libres, en effet, d'apprécier les chances de succès de l'action gouvernementale. J'imagine mal, en revanche, que ceux qui ont la responsabilité de la politique économique inscrivent dans leurs tableaux économiques des valeurs différentes de celles qui concrétisent leur ligne d'action.

Il faut rappeler, et je m'en suis déjà entretenu personnellement avec vous, que la prévision économique exige une attitude de bon sens. Elle ne peut prétendre à une précision scientifique.

Comment rendre crédibles les comptes officiels ?

La lettre de M. Raymond Barre est plus ouverte, mais guère plus encourageante, que le propos de M. Giscard d'Estaing il y a trois ans. Plus ouverte, en ce sens que le premier ministre reconnaît considérablement l'intérêt des comptes prévisionnels de la nation. Notant que la prévision économique « ne peut prétendre à une précision scientifique », il juge que son intérêt essentiel est d'illustrer des tendances, d'« alimenter la réflexion » ; pour M. Barre, c'est l'examen comparé des différents comptes publiés ici ou là — celui qui émane du gouvernement n'étant apparemment aucune supériorité de principe sur ceux qui proviennent d'autres sources — qui pourrait nourrir un « débat utile ». M. Giscard d'Estaing n'avait jamais autant limité la portée des comptes officiels.

Les observateurs que le compte prévisionnel public laisse sceptiques se réjouissent de cette largeur d'esprit du premier ministre : c'est, pour reprendre l'expression de M. Barre, « une attitude de bon sens », après les revers des comptes officiels des dernières années. En revanche, ceux qui s'appuient sur les prévisions officielles pour justifier leur optimisme à l'approche de 1977 en seront pour leurs frais.

Le propos du premier ministre n'est cependant pas plus encourageant que celui du président de la République il y a trois ans. De ce point de vue, il semble bien y avoir un recul de

l'attitude officielle. Il est vrai qu'en octobre 1973 M. Giscard d'Estaing n'avait pas laissé entrevoir la possibilité de publier deux comptes : celui que nous appelons « spontané » parce qu'il prolongeait simplement l'évaluation des tendances en cours, et le compte d'« objectif », qui traduit les résultats que le pouvoir attend des inflexions qu'il apporte à la conjoncture. Mais, six mois plus tard, à la veille des élections présidentielles, le « candidat Giscard d'Estaing » nous promettait formellement la publication prochaine de ces deux comptes, au cours d'un entretien dont il est bien naturel que M. Raymond Barre n'ait pas eu connaissance à l'époque. Le propos actuel du premier ministre donne à penser que cette intention, qui n'a pas été suivie d'effet, est abandonnée. Définitivement ?

Ce serait dommage, car la crédibilité des prévisions officielles en souffrirait. On ne peut demander aux Français d'accorder leur confiance à des comptes si souvent démentis par l'événement que si on leur permet d'apprécier eux-mêmes le sérieux du calcul officiel, en leur montrant clairement où et de quelle ampleur est l'inflexion voulue par le gouvernement. Ne pas le faire, c'est prendre son parti que les comptes prévisionnels associés au budget continuent à passer pour des comptes politiques, au mauvais sens du terme, donc peu crédibles.

Cela est-il techniquement possible ? Nous avons rappelé plusieurs fois dans ces colonnes que la préparation simultanée de plusieurs comptes alternatifs — avec ou sans telle ou telle inflexion politique — était permanente dans les services spécialisés, et que les calculs de ce type pour la période consécutive à la dévaluation de 1969 avaient même été publiés par les services officiels. Si nous sommes bien informés, un travail analogue a été fait cet été, avant et pendant la préparation du « plan Barre ». Pourquoi n'en pas donner connaissance à l'opinion ?

Le premier ministre a bien tort de penser que nous souhaitons savoir où ira une automobile sans pilote. Nous désirons seulement que l'opinion sache où trait une voiture nationale si l'on ne changeait pas les consignes données au pilote : à Lille ou à Strasbourg ? Nous trouvons assurément normal que le gouvernement fasse, dans le compte qu'il publie, comme si ses objectifs de prix notamment — allaient être atteints. L'important est que soit simultanément mentionné ce qui risquerait de se passer si le gouvernement ne choisissait pas ces objectifs-là, ou s'il ne se donnait pas les moyens de les atteindre. Pourquoi demander à des « institute spécialisés » privés de faire le travail, alors que les contribuables financent, par l'impôt, et la Direction de la prévision et l'Institut de la statistique ?

L'explication chiffrée et comparée des choix publics, qui a été publiée dans le passé pour le VI^e Plan, et qui l'est chaque année pour les budgets de l'Etat et des collectivités locales, doit s'étendre à la comptabilité nationale. M. Barre répète souvent que, si la France n'appliquait pas le plan du 22 septembre, elle devrait faire face à des difficultés plus grandes qu'aujourd'hui. Si tel est bien le cas, que les comptes officiels le montrent dès à présent, en comparant ce qu'on peut prévoir des deux situations. Le discours officiel y gagnera en crédit.

G. M.

opinions matières premières

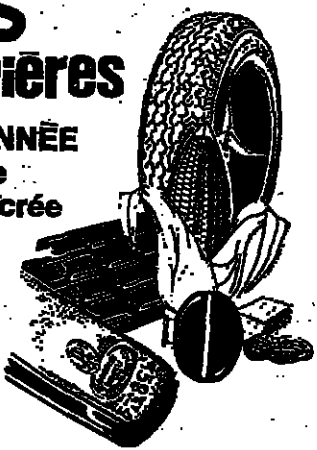
DANS SA DEUXIEME ANNEE
Tous les lundis, la seule
lettre européenne consacrée
aux matières premières

Publiée par le groupe « Vie Française/Opinion », « Opinions-Matières premières » est la première lettre européenne consacrée exclusivement aux matières premières. La sécheresse des diagnostics ordinaires est confrontée avec les réflexions et les analyses plus nuancées des experts. Les investisseurs privés et les responsables d'entreprise peuvent ainsi prévoir et agir dans les meilleures conditions.

SECTEURS ANALYSES

Matières précieuses : l'or, l'argent (Paris, Londres, Winnipeg), le platine.
Métaux non ferreux : le cuivre, le zinc, le plomb, l'étain, l'aluminium, le nickel (Londres).
Matières premières agricoles : le sucre, le cacao, le café, le tournesol de soja, le blé, le maïs, l'orge, le caoutchouc.
Matières premières industrielles : le coton, la laine (New York, Roubaix).

Chaque lundi, douze matières premières font l'objet de graphiques.



La prix d'abonnement à « Opinions-Matières premières » est de 1.900 F par an.

Bon pour 1 an d'abonnement à
OPINIONS-MATIERES PREMIERES
2, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris
Où, je désire m'abonner à la
lettre O.M.P. au prix de 1.900 F
pour un an.

NOM
PRENOM
ENTREEPRISE
N°
CODE POSTAL
VILLE
Il est inutile de joindre votre
paiement, nous vous ferons par-
venir la facture du montant
correspondant avec le premier
numéro d'O.M.P.

DATE ET SIGNATURE
OBLIGATOIRES :

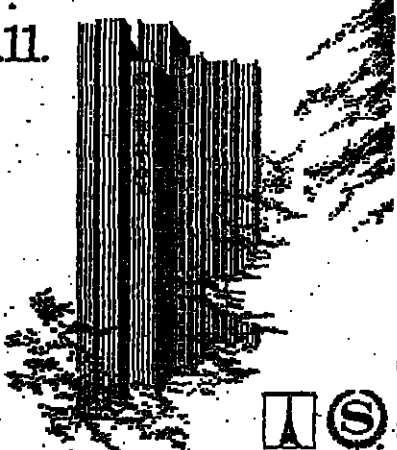
Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants,
des jardins, entre votre chambre
et Montparnasse...

«Le Montparnasse 25», une table gastronomique dans un décor des «années folles», «Le Corail», un bar feutré où il fait bon s'attarder, «La Ruche», un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.
Confort, calme, détente...
Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...
... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARNE - RUE DU COMMANDEUR MOUCHOTTE TELER 5070

ECONOMIE.

Prospectus de l'Economie dirigée par Christian Schmitz

Milton Friedman

Prix Nobel 1976

Inflation et systèmes monétaires

François Morin

La structure financière
du capitalisme français

Wladimir Andreff

Profils et structures
du capitalisme mondial

M. Delapierre / Ch. - A. Michalet

Les implantations étrangères
en France,
stratégies et structures

CALMANN-LÉVY

L'ÉGYPTÉ ET LA MISE EN VALEUR DE LA CUVETTE DE QATTARA

Un projet digne des pharaons

De notre correspondant

Alexandrie. — Le projet hydro-électrique de Qattara est de nouveau à l'ordre du jour. Cette cuvette de 20 000 kilomètres carrés, située dans le désert de Libye, au sud-ouest d'Alexandrie, à 135 mètres au-dessous du niveau de la mer, fait actuellement l'objet d'études très poussées de la part d'experts ouest-allemands.

L'Égypte veut, en effet, creuser un canal de 75 kilomètres de long et de 300 mètres de large qui amènerait les eaux de la Méditerranée dans la dépression de Qattara. Le flot ferait fonctionner au passage plusieurs centrales hydro-électriques, la première d'entre elles pouvant être mise en service dans une dizaine d'années. La réalisation totale du programme (8 000 mégawatts par an) est prévue pour l'horizon 2000.

Au tour du lac de près de 3 000 kilomètres carrés formé par l'eau de mer au fond de la cuvette s'installeraient, dans un microclimat favorable aux activités humaines, notamment à l'agriculture, des dizaines de milliers d'Égyptiens, comme à l'époque des pharaons. La concentration du sel dans le

lac devrait permettre, comme sur la mer Morte, la création d'une industrie chimique.

S'appuyant sur des observations de la commission américaine de l'énergie atomique, les Allemands de l'Ouest ont suggéré, « pour des raisons d'économie », que le canal soit creusé avec des explosifs nucléaires. Sauf sur la côte, la région est désertique.

A la réunion du comité technique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui se tiendra à Vienne à partir du 22 novembre, l'Égypte défendra cette idée et présentera au comité les études déjà réalisées sur Qattara par les spécialistes étrangers. Le Caire voudrait que les travaux puissent commencer sur le terrain au début de 1978. Bonn, qui a déjà financé les études préliminaires, serait prêt à contribuer au financement de ce très important projet, estimé, pour la seule percée du canal, à près de 400 millions de livres égyptiennes (1 livre = environ 10 F).

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

STAGE DE COLLABORATRICE D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

— 30 semaines avec stage en entreprise (interruption mercredi et 6 semaines options :)

- Gestion du personnel-relations humaines ;
- Gestion financière-comptabilité ;
- Anglais commercial.

NIVEAU : fin études secondaires avec expériences professionnelles ou études supérieures sans expérience professionnelle.

• BUT : insertion ou réinsertion dans vie active

Promotion - Reconversion.

Tarif : 4.500 F (options non comprises).

Prochaines sessions : 24 janvier et 1^{er} mars 1977.

C.N.O.F.-C.S.S.E. : 14, rue Monseigneur-la-Princesse, 75006 PARIS

(Tél. : 033-83-40, 033-89-75 et 326-55-33.)

MALTE APRÈS LES ÉLECTIONS

Vivre sans les Anglais

Le parti travailliste maltais doit rester au pouvoir pour cinq ans, après les élections qui ont eu lieu les 17 et 18 septembre (« le Monde » des 22 et 23 septembre). Le développement économique du pays figure parmi ses tâches prioritaires, alors que la base militaire britannique, qui assurait une grande partie des ressources de l'archipel, doit être évacuée en 1979. Pour maintenir l'emploi et promouvoir l'industrialisation, Malte entend faire davantage appel aux capitaux étrangers en leur accordant des avantages fiscaux et financiers.

Une mission d'industriels français, placée sous

l'égide du C.F.C.E. (Centre français du commerce extérieur), doit d'ailleurs se rendre à Malte du 8 au 11 décembre. Ce déplacement, qui fait suite à une visite, en juin, à Paris, des responsables de la Malta Development Corporation, a pour objectif d'étudier sur place les possibilités d'investissements. La France, dont les exportations ont atteint 58 millions de francs en 1975, est le sixième fournisseur de Malte, après la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne fédérale, les États-Unis et les Pays-Bas. L'archipel comptait, à la fin de 1974, près de quatre-vingt-dix filiales de sociétés étrangères.

De notre envoyé spécial

Importations. Restée dans le Commonwealth, Malte a prudemment quitté la zone sterling en 1971. Heureuse conséquence : sa monnaie, dont le taux est fondé sur celles de ses différents partenaires économiques (Royaume-Uni, Italie, Allemagne fédérale, France, Belgique et Pays-Bas), vaut aujourd'hui 30 % de plus que la livre anglaise, ce qui pose, d'ailleurs, des problèmes aux nombreux Maltais qui avaient exporté des capitaux en Grande-Bretagne.

En matière d'inflation, Malte est restée à l'abri de la tempête qui secoue ses deux principaux fournisseurs, la Grande-Bretagne et l'Italie. Le coût de la vie n'a augmenté que de 7,3 % en 1974 et de 6,1 % en 1975. La viande, notamment, y est trois fois moins chère qu'à Rome et le pain, subventionné, y est vendu à très bas prix. Pour empêcher une valse des étiquettes au cours de ces cinq dernières années, le gouvernement travailliste a importé lui-même

des produits de première nécessité, qu'il mettait en vente à un prix modeste. Il faut dire que le revenu par tête est encore celui d'un pays en voie de développement, même si l'on compte soixante-cinq mille téléviseurs pour trois cent vingt mille habitants, deux cent vingt-cinq établissements scolaires, et un lit d'hôpital pour cent habitants.

Actuellement, la base britannique rapporte à l'État un loyer annuel de 14 millions de livres maltaises (un tiers est payé par les Britanniques, le reste par les États-Unis, l'Italie, l'Allemagne fédérale, la Belgique et les Pays-Bas, membres de l'OTAN). D'autres recettes (réparations de navires, entretien des avions, etc.) représentent un montant à peu près équivalent. Ces quelques 30 millions de livres représentent une bonne partie de la balance des paiements puisque les exportations de biens et de services n'atteignent l'an dernier que 135 millions. La base emploie aussi quatre mille Maltais, ce qui est beaucoup pour une population active de cent cinq mille personnes.

Chinois, Libyens, Français...

Prenant son bâton de pèlerin, séduisant les uns et inquiétant les autres, M. Don Mintoff, le premier ministre, a réussi à recueillir des prêts de divers pays, à des conditions défiant toute concurrence. L'intérêt ne dépasse jamais 3 % (Allemagne fédérale, Libye, France). Il est même parfois inexistant (Arabie Saoudite et Chine populaire). Dans ses

négociations avec le Marché commun — il existe un accord d'association depuis 1971, — le premier ministre s'est montré très ferme. Il s'est acquis, d'autre part, diverses assistances techniques : celles de la Chine (chantiers navals et industries), de l'Italie (formation de corps para-militaires, télécommunications), de la Libye (modernisation de bateaux, forage de puits et surtout vente à un prix préférentiel de pétrole raffiné en Sicile).

M. Mintoff ne s'est pas contenté de négocier avec les États. Parmi ses transactions réussies, on cite le tout récent accord avec l'éditeur italien Rizzoli, qui diffusera des programmes de télévision en Italie.

Le plan maltais de développement (1973-1980) a été conçu en fonction du départ des Britanniques. Son principal objectif est de créer vingt mille six cents emplois apportant un accroissement et une diversification de l'industrie, dont la production totale devrait être multipliée par 2. Déjà au cours des cinq dernières années, les exportations (articles de confection, produits textiles et manufacturés) ont presque triplé. A mesure que le pays s'industrialise, le déficit de la balance commerciale s'accroît en valeur absolue. Mais le pourcentage de couverture des importations par les exportations s'améliore. L'industrie maltaise reste en effet très compétitive malgré les augmentations récentes de salaires : un contre-maître est payé 7,68 F l'heure, un ouvrier qualifié 4,30 F. Les charges sociales ne représentent que 30 % du traitement. Les grèves sont rares et brèves, l'absentéisme très faible : ici un poste de travail est trop précieux pour être abandonné.

Les chômeurs ne représentent que 3,2 % de la population active contre 4,9 % en 1971, quand les travaillistes ont pris le pouvoir. C'est un argument dont ceux-ci ont usé pendant la campagne électorale. La question de l'emploi est particulièrement délicate à Malte, car chaque chômeur est un émigrant en puissance. L'exode massif qui avait commencé au début du siècle dernier est aujourd'hui en forte régression. On a enregistré mille deux cent soixante-quatre départs en 1975 (c'est le chiffre le plus bas depuis vingt-huit ans), essentiellement pour l'Australie, le Canada, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ils auraient été compensés par deux mille neuf cent cinquante-sept retours.

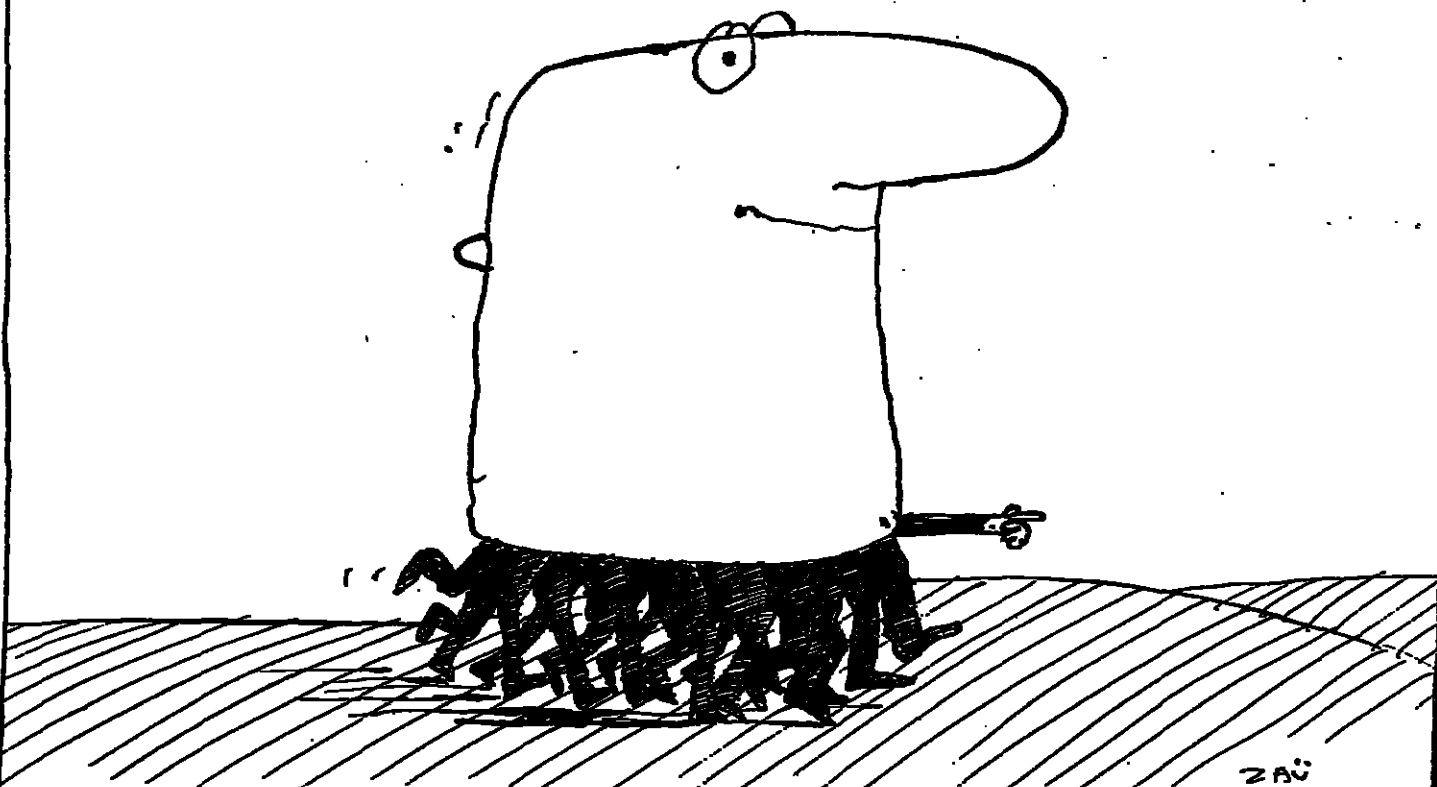
Jadis comptoir et forteresse, Malte s'est ouverte au tourisme depuis une quinzaine d'années. Vantant la douceur de son climat, la beauté de ses ports naturels et le pittoresque de villes très bien conservées, l'archipel s'est progressivement équipé. Il dispose de sept catégories d'hôtels totalisant 9 500 lits. Cet équipement a suivi la courbe ascendante des visiteurs : de 12 000 en 1959, ils sont passés à 137 000 en 1968 et 335 000 l'an dernier.

Les Britanniques arrivent très largement en tête (près de deux touristes sur trois). Ils forment par ailleurs la seule colonie étrangère d'une certaine importance : près de quatre mille personnes. Les liens entre les deux pays se maintiendront après 1979, précisément de part et d'autre. Et pas seulement dans le domaine économique : l'anglais restera sans doute longtemps encore à Malte la langue étrangère prédominante, les autos rouleront à gauche et les hommes porteront des shorts type « armée des Indes ».

ROBERT SOLÉ

(1) 1 livre maltais vaut 11,20 francs celtion

1 heure de travail Technip crée 30 heures de travail en France.



Nous sommes une société française d'ingénierie. Notre travail : l'étude et la réalisation d'ensembles industriels, dans le monde entier. Nos domaines d'activités : le gaz, le pétrole, la chimie, l'agro-alimentaire, les industries légères.

En France, nous employons 2 500 personnes mais en vérité nous en faisons travailler beaucoup plus. Lorsque nous remportons un

contrat à l'exportation, c'est toute l'économie française qui est concernée.

Les 2 milliards de francs de contrats que nous signons en moyenne chaque année, entraînent des millions d'heures productives pour l'industrie française. Et cet effet multiplicateur joue sur 2 à 4 ans, durée moyenne de réalisation des projets qui nous sont confiés.



Chaque année, Technip passe plus de 3 000 commandes à l'industrie française.

En France : Cécil - Guigues - Intercontrôle - Ipedex - Technip Géoproduction - Technipex - Technocar.
Dans le monde : Algérie, Brésil, Colombie, Espagne, États-Unis, Inde, Iran, Italie, Japon, Venezuela, Yougoslavie.

صناعات التعليل

Près de 50 % de hausse des prix en un an

Il n'y a plus de « modèle brésilien » de lutte contre l'inflation

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Les militaires ont pris le pouvoir en 1964 parce que le gouvernement civil, celui de José Goulart, avait démontré son incapacité et conduit le pays à l'hyperinflation. Aujourd'hui, ils peuvent se demander si leur régime n'a pas perdu une de ses justifications majeures. Nous sommes revenus à des taux d'inflation comparables à ceux du temps du populisme.

Venant d'un économiste officiel, cette réflexion est quelque peu sacrilège. Pourtant, les faits sont là : la hausse des prix, cette année, se situe entre 45 et 50 %, c'est-à-dire au même niveau que pendant la première moitié du gouvernement Goulart (1961-1962). Les raisons avancées par les milieux d'affaires ont une curieuse apparence de « déjà vu », ou plutôt de « déjà entendu ». Ces milieux s'en prennent en effet à l'Etat, et à ses dépenses, reproche adressé autrefois à Kubitschek, qui a cons-

ruit Brasília au prix d'une flambée inflationniste.

Le gouvernement Geisel commence à reconnaître le mal qui ronge l'économie. De même admet-il qu'une fois de plus ses prévisions — optimistes — en matière de commerce extérieur ont été déjouées. Au train où vont les choses, le déficit commercial peut approcher 3 milliards de dollars à la fin de l'année, trois fois plus que l'objectif annoncé.

Certes, Brasília réussira une fois encore à équilibrer sa balance des paiements, grâce à l'argent « capté » à l'étranger. L'inquiétant, c'est l'impasse à laquelle conduit une telle politique : le pays s'endette pour payer ses dettes, sa capacité d'exportation étant insuffisante. Cette année, le service de la dette extérieure (4,5 milliards de dollars) correspond, à lui seul, à près de la moitié de la valeur prévue des ventes à l'étranger.

A contretemps

Tous les facteurs de la crise étaient déjà visibles l'an dernier. Ils commandaient une « décélération » de l'économie, au moins dans des proportions identiques à celles de 1975, qui avait vu la croissance limitée à 4 % (contre près de 10 % en 1974). Or c'est l'inverse qui s'est produit. Pendant le premier semestre, il y a eu une surchauffe de l'industrie. Face à l'emballement des prix, Brasília s'est à nouveau convaincu de la nécessité d'un freinage, mais le coup d'arrêt risque d'être brutal. Officiellement bannis, les mots de « stagnation » et de « récession », reviennent avec insistance dans les milieux spécialisés.

Pour lutter contre l'inflation, le régime militaire avait d'abord choisi la médecine classique : équilibre du budget, baisse du pouvoir d'achat, freinage de l'expansion monétaire, contention du crédit au secteur privé. Puis il avait renversé la vapeur à partir de 1968 en libérant le crédit, mais en imposant le contrôle des prix aux entreprises en échange d'une croissance accélérée. Le résultat avait été une forte diminution de l'inflation, mais, fait notable, celle-ci avait rarement été inférieure à 20 %

l'an. Personne ne croit, en effet, au chiffre de 16 % avancé pour 1973, et présenté comme la meilleure performance du régime. Les collaborateurs du général Geisel, arrivés au pouvoir en 1974, ont été les premiers à dire que ce score avait été obtenu grâce à des artifices statistiques et que l'inflation, en 1973, avait été en réalité de 25 %.

Ce demi-succès, M. Julian Chacel, directeur de la recherche à la fondation Getúlio Vargas, l'explique par la conjonction, les structures, et le mécanisme même destinés à faire « cohabiter » le pays avec l'inflation. La conjonction : « Ces douze dernières années, dit-il, le Brésil n'a pas bénéficié de deux bonnes récoltes successives, d'où une tension continue sur les prix agricoles. » Les structures : le manque d'un système moderne — transports, stockage, — pour écouler les denrées périssables, d'où de nombreuses pertes, qui pèsent sur les prix. Enfin, en voulant adoucir les effets de l'inflation par l'indexation de l'épargne et des prêts, et par l'adoption d'un taux de change glissant, les autorités ont créé un mécanisme qui « réaligne » automatiquement la hausse des prix.

Ambitions excessives

Le « modèle » brésilien de lutte contre l'inflation a été évidemment battu en brèche à partir de 1974 par la hausse du pétrole (le Brésil importe 80 % de son « brut ») et des principaux produits importés. Aujourd'hui, les autorités ont tendance à affirmer que le monde développé a transféré la crise vers le monde sous-développé et lui fait payer de plus en plus la note pétrolière. Le Brésil s'inscrit au rang des victimes. Mais lui en prend, puisque il a longtemps affirmé, contre l'évidence, qu'il resterait « une île de prospérité » dans un monde en crise. C'est bien ce qu'on lui reproche aujourd'hui : « Brasília a été aveugle aux effets de la récession mondiale, et s'est lancé dans des programmes de développement démesurés. »

Le 1^{er} plan de développement (1975-1979) n'a-t-il pas prévu, en effet, une croissance de 10 % par an, comme à la meilleure époque ? Au moment où il aurait été sage de limiter ses ambitions, le gouvernement Geisel a décidé de lourds investissements dans de nombreux secteurs : sidérurgie, métaux non ferreux (cuivre et aluminium), recherche pétrolière, barrages, pétrochimie, télécommunications, routes et voies ferrées. Aujourd'hui, il est accusé d'avoir vu trop grand. De tels programmes ont « emballé » la demande dans l'industrie et provoqué, dès l'année dernière, une expansion monétaire excessive, qui s'est maintenue jusqu'au milieu de cette année (45 % par an environ). Aussi le secteur privé et les grandes entreprises, qui lui sont étroitement liés, sont-ils repartis en campagne contre l'« étatisation » de l'économie, thème fort à la mode ces dernières années.

La participation de l'Etat dans les inves-

tissements est généralement estimée à 80 %. Certains, même, la chiffrant à 65 %. Tel est le cas, par exemple, de M. Rubem Novas, chef du département économique à la Confédération nationale de l'industrie. M. Novas affirme : « Le déséquilibre entre les investissements publics et privés est inflationniste, même si les dépenses de l'Etat n'entraînent pas de déficit budgétaire. » Pourquoi ? Parce que ces dépenses financent des projets à « maturité lente », qui génèrent immédiatement la demande mais « n'ont pas de retour économique immédiat ».

C'est pourquoi, depuis quelques semaines, le chœur des « empresarios » est unanime : il faut que l'Etat fasse des « coupes » dans ses programmes, disent-ils ; ce que le gouvernement a finalement accepté. Mais quand les journaux ont annoncé que le chef de l'Etat, le général Geisel, étudierait une à une les économies à faire, les mêmes « empresarios » ont été envahis par une nouvelle vague de scepticisme. Depuis longtemps, en effet, ils incriminent l'administration en place pour ses contradictions et sa lenteur excessive, fruit d'une concentration caricaturale du pouvoir.

Voici près d'un an, par exemple, que Brasília « prend des mesures » pour diminuer les importations : or celles-ci ont monté. Voici huit mois que le gouvernement s'est engagé la lutte contre l'inflation, notamment en renchérissant le crédit : or les prix n'ont jamais autant dérapé. Pourquoi ces ratages ? Indiscipline incohérente, incapacité à réagir vite à l'événement : tels sont les griefs formulés contre les dirigeants. Entre l'annonce des « mesures » et leur application, les délais sont longs, assez longs pour offrir aux victimes, désignées bien des échappatoires. « Le public anticipe l'inflation », dit M. Rubem Novas, parce qu'il ne croit pas à l'efficacité gouvernementale.

L'expansion monétaire a pourtant été ralentie à partir du mois d'août, et les restrictions de crédit commencent à produire leur effet : les ventes diminuent, le commerce se plaint, l'industrie s'alarme. Mais la thérapeutique ne convainc pas tout le monde. « Pendant le premier semestre », dit M. Novas, notre taux de croissance a été de 10 % par an, ce qui était exagéré. Il est tombé maintenant à 2 % par an, ce qui est également exagéré. Cette politique en dents de scie est inconsistante. Si nos difficultés sont abordées seulement avec des mesures de contention monétaire, nous allons entrer dans une période de récession forte. »

Déjà invité à l'austérité lors de la réunion du F.M.I. à Manille, le Brésil sait bien — les commentaires de la presse le prouvent — qu'il n'a fait qu'ajourner, jusqu'ici, la solution de ses problèmes. Les courbes de croissance de cette année ne peuvent pas faire illusion.

CHARLES VANHECKE.

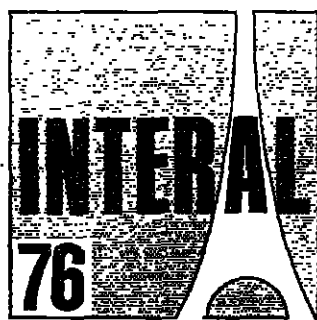
INTERAL 76

est pour vous une occasion unique de prendre connaissance, à son stade d'évolution le plus récent, du marché international des produits et techniques intéressant les professionnels de l'Alimentation.

SUR 210.000 m² TOUT CE QUI CONCERNE

les produits alimentaires, leur emballage,
leur conditionnement, leur présentation, la publicité
sur le lieu de vente, les matériels et procédés du génie
industriel alimentaire, les matériels et techniques pour
l'industrie et le commerce de la viande.

SE TROUVE A



qui regroupe :

EMBALLAGE - EURO-PLV	15-20 Nov. 76
SIAL	15-20 Nov. 76
GIA (Emballage - Matériel - Brosserie)	15-21 Nov. 76
MATIC	15-22 Nov. 76

PARIS - Parc des Expositions - Porte de Versailles

LE RÊVE. UN ORDINATEUR QUI FAIT PARTIE DES MEUBLES.

Vous envisagez sérieusement l'acquisition d'un ordinateur mais vous hésitez encore un peu.

Vous hésitez parce que vous savez l'importance de cette mutation, vous savez que le matériel coûte cher et qu'un démarrage raté coûte plus cher encore. Alors, vous avez décidé d'y voir vraiment clair avant de prendre une décision. Ces quelques lignes peuvent vous y aider.

Choisir un ordinateur avant d'évaluer avec précision ce qu'il aura à faire, cela revient à choisir un collaborateur sans connaître le travail qu'il aura à effectuer. C'est dangereux.

Avant de choisir un matériel, il faut se poser les bonnes questions.

Une « analyse des besoins » cela peut paraître simple. Il faut bien connaître l'entreprise et personne ne la connaît mieux que vous. Pourtant nous pouvons vous aider dès cette première phase. L'ingénieur du Management Informatique qui vient vous assister est un spécialiste. Il a déjà assisté des dizaines de dirigeants de P.M.E. dans votre situation. Il a appris tout ce que l'on peut oublier, toutes les erreurs à éviter. Il vivra chez vous le temps qu'il faudra avant de vous dire : « Monsieur, vous pouvez y aller, nous n'avons rien oublié ».

Le moment est venu de choisir le matériel. Ce fameux ordinateur.

Gageons que chacun des constructeurs consultés aura en stock l'unique solution de votre problème. Pour vous le prouver, il vous enverra sous les performances et les détails. Comment vous y retrouver ? Nos ingénieurs peuvent vous y aider. Les différents matériels nous avons appris à les connaître sur le tas. Nous en avons mis en œuvre des dizaines, ce qui est plus instructif que la lecture des notices techniques.

Ce choix, nous l'assurons complètement puisque nous assurons le « démarrage clés en main ».

D'abord nous dessinons avec vous, dans les moindres détails, tous les « états » que l'ordinateur devra sortir. L'ensemble de ces dessins constitue la référence à partir de laquelle nous réalisons tous les programmes requis, (gestion de la production et des stocks, facturation, comptabilité, paye, etc.).

Lorsque ceci est fait, vous vérifiez que tout fonctionne en testant les programmes sur des cas de votre choix. De plus, cette « réception » faite, nous garantissons les programmes pendant six mois, contre toute anomalie du fonctionnement. Parallèlement, pendant ces quelques semaines, nous avons formé votre personnel.

Le jour de notre départ, la machine ronronne, votre Chef-comptable a accepté l'intrus, votre Directeur des Ventes sait tout ce qui se passe chez chacun de ses clients.

L'ordinateur fait partie des meubles.



Le Management Informatique Jacques Chanfrau Directeur Général
« La Forestière » Avenue F. Roosevelt 69130 Lyon Ecully. Tél (78) 33.25.08

Le Monde dossiers et documents

NUMERO DE NOVEMBRE

- LA SÉCHERESSE EN FRANCE
- LA TÉLÉVISION EN QUESTION

Le numéro : 250 F
Abonnement 1 an
(10 numéros) : 25 F

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Michel Beguery

L'EXPLOITATION DES OcéANS
L'ÉCONOMIE DE DEMAIN

LEINE lumière sur un sujet de pleine actualité ou qui va le devenir. « Oh ! mer, qui ne connaît tes richesses intimes ! » disait Baudelaire : aujourd'hui, elles sont plutôt méconnues. L'extrême modicité du budget du CNEO (Centre national pour l'exploitation des océans), simplement suggérée ici, avec un tact bien rare en de telles occasions, n'est qu'un symptôme parmi d'autres.

Dans un style alerte, clair, évitant avec soin l'embellissement et l'image d'épave, le jeune océanographe décrit les diverses ressources possibles de l'océan, ainsi que la nécessité immédiate ou prochaine d'y faire appel, vu l'accroissement important de la population des pays en développement et l'indigence en richesses minérales des pays européens, du Japon, et même des États-Unis. Successivement sont décrites les diverses ressources : alimentaire (poissons et aquaculture), pétrole (avec des précisions, difficiles à trouver ailleurs), fonds marins (phosphorites notamment), nodules métalliques et énergie.

Sur les nodules en particulier, sujet de thèse de l'auteur, l'an dernier, nous trouvons de précieuses informations : espaces explorés, techniques utilisées ou envisagées et même coût probable d'équipement et d'exploitation. La Communauté européenne ne trouve, dans son sol, que 42 % de ses besoins en métaux non ferreux (chiffre en voie de diminution) et le Japon 26 %. De gros obstacles sont encore à surmonter, mais la longueur même du temps nécessaire peut porter à accélérer le mouvement.

Pour l'énergie, il s'agit de figures plus familières (marémotrices, centrales nucléaires flottantes, éoliennes en éerie, etc.).

Vient ensuite la préservation de l'immense domaine, si menacé (pollution, dégradation), et l'aspect juridique, surtout à l'échelle internationale, qui prend chaque année une importance croissante.

Excellente mise au point ; lecture enrichissante. Bibliographie.

★ P.O.F., Paris 1976, 21 cm, 159 p., 38 F.

HISTOIRE, SOCIALISME
ET CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE
POLITIQUE

Sous la direction de Jean Weiller,
en collaboration avec G.-D. Desrousseilles
et M. Saint-Marc.

LE titre omet curieusement l'ouvrage est un extrait) le personnage principal, sinon unique, Simon de Sismondi. Nous trouvons les textes des communications présentées par vingt-sept auteurs à la Sorbonne, à l'occasion du bicentenaire du célèbre économiste et historien italo-genevois.

Cet hétérodoxe, ce non-satisfait, présente, à peu près, les caractères du prophète, au sens sociologique du mot : remettre en cause l'ordre établi, offrir aux commentateurs lointains les champs les plus fertiles, les déductions les plus variées, voire les contradictions les plus troublantes, donne bien

plus de chances de passer à la postérité que d'être le peintre fidèle et minutieux de son temps. Comme le dit lui-même, on trouvera, dans l'ouvrage de cet écrivain prolifique, de quoi justifier les considérations les plus diverses.

Marx puis Lénine ont été si gênés par ce « socialisme » si peu dans leurs vues qu'ils l'ont traité, à la fois, de petit bourgeois, d'utopiste et de réactionnaire (articles de N. Rubel, K. Grigorov, M. Lutfalla et C. Passadeos, notamment). On imagine les économistes chinois d'aujourd'hui, sinon de demain, porter un jugement sur K. Guibal.

La position de Sismondi sur la population, bien présentée par P. Guillaumont et A. Parguez, précise et étend les thèses de l'optimum, esquissées par Voltaire, Condillac, Neckér et Auréon, et annonce Stuart Mill. Tout le reste est de bonne venue, sans complaisance excessive.

Les textes des communications sont suivis de dix-sept lettres de Sismondi à l'ami fraternel Caroline Frances Cornwallis et d'une lettre à sa mère Mary, puis d'une postface sur quelques aspects de sa vie, plus sentimentaux que doctrinaux d'économie.

★ Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées, Paris 1976, 21 cm, 266 p., 27 F.

Bernard Guillochon

THÉORIES
DE L'ÉCHANGE INTERNATIONAL

IL est toujours utile, sinon agréable, de passer en revue les opinions, les théories sur un sujet aussi important que les échanges internationaux, surtout si leurs imperfections sont bien mises en évidence, ce qui est souvent le cas ici, pour la première partie, statique, qui nous introduit bien dans le sujet.

Plus personnelle que la première, la deuxième partie, consacrée à la vue dynamique, s'appuie assez largement sur l'erreur classique, universelle même, concernant les « termes de l'échange » en longue durée. La comparaison est faussée par le fait que les produits fabriqués, suivis dans le temps, ne sont pas comparables. Alors qu'une tonne de cuivre est toujours identique à elle-même, un tracteur d'aujourd'hui (ou une tonne de tracteur) est plus ou moins perfectionné qu'un tracteur d'hier. Tout statisticien sait combien il est difficile de suivre un indice des prix des objets fabriqués. D'autre part, les curieux résultats des analyses de W. Leontief, sur le travail contenu dans les produits importés et exportés, auraient dû être analysés.

Quant à l'antagonisme mondial, classique, il est quelque peu à modifier, depuis que le quadruplement des prix du pétrole a créé une troisième catégorie de prix, novation d'importance.

Enfin, le rôle du manque aigu de matières premières vitales en Europe et au Japon, qui explique certaines attitudes impérialistes, est gagné à être mis en évidence.

Œuvre de mérite, néanmoins, sur un sujet traquenard, d'un jeune spécialiste, qui a une belle évolution devant lui.

★ P.U.F., 1976, Paris, 20 cm, 200 p., 45 F.

Fernand Gigon

« JEUDI NOIR » : LE JOUR
DU GRAND KRACH DE 1929

CET ouvrage, qui retrace la crise des années 30 aux États-Unis, pour la comparer à celle de 1929, présente un vif intérêt, à plus d'un titre.

La principale est que, plus qu'aucun autre, il fait ressortir le contraste entre les deux façons extrêmes de juger les faits : suivre les informations et les impressions du moment, la rumeur aussi, ou bien, à l'inverse, procéder à une observation scientifique et continue, au moyen des instruments appropriés. Aucune période ne se prêtait mieux que ces années spectaculaires à la mise en évidence de ce contraste, si classique. Dès la première page, nous lisons : « A cette époque (deuxième moitié de 1929), les États-Unis roulaient à toute vapeur sur les rails de la prospérité... » C'est peut-être ce que croyait le public, y compris certains hommes d'affaires, mais la crise était en marche, le mois de février. En particulier, les prix des matières premières, l'indice le plus significatif, avaient déjà baissé de 15 % sur toutes les places. La baisse des valeurs à Wall Street a d'ailleurs commencé bien avant le « jeudi noir », qui n'a été qu'un épisode.

Il est peu de pages où l'observateur scrupuleux casse de sourire ou de s'inquiéter, à moins de se laisser gagner, car l'imagerie d'Épinal est assaisonnée, continue, sans défaillance. Qu'en fin de volume la « crise » actuelle soit jugée identique à celle de 1929 ne peut plus nous étonner : nous sommes aguerris.

Cependant, quand l'auteur dénonce la défaillance des économistes et la faible connaissance que nous avons de notre économie, nous ne pouvons guère trouver... d'indices allant en travers de ce jugement.

Par ailleurs, le livre est vivant, bien écrit, évite dans une certaine mesure le français, tient tout son monde en haleine. Une leçon... d'histoire s'il en fut. Illustrations. Bibliographie.

★ Robert Laffont, 1976, Paris, 24 cm, 345 p., 40 F.

J.-E. Chapron et M. Sérusier

INITIATION PRATIQUE
À LA COMPTABILITÉ NATIONALE
SELON LE NOUVEAU SYSTÈME

Préface de M. A. Vanoli

À GEE de près de vingt-cinq ans, la comptabilité nationale française a dû faire quelque peu peau neuve et s'adapter davantage aux impératifs internationaux d'origine anglo-saxonne. La France a, le plus longtemps possible, eu son modèle propre, mais aujourd'hui le système élargi (S.E.C.N.) est identique à l'impératif SEC (Système européen de comptes économiques intégrés). Au-dessus, plane toujours l'auguste S.C.N. (Système de comptabilité nationale) des Nations unies, qui permet, peut-être trop facilement, les comparaisons internationales.

L'ouvrage ne concerne, comme le souligne le préface, chef de service à l'INSEE, que le cadre central

du S.E.C.N. Celui-ci est complété par les comptes satellites et les systèmes intermédiaires, qui n'ont pu être abordés cette fois.

Ce précis, que nous devons à un jeune « inconnu » et à un professeur de l'école de statistique, est plus qu'une initiation. Il constitue un traité général et peut servir aussi bien aux comptables nationaux, plus ou moins chevronnés, qui désirent connaître le nouveau système, qu'aux néophytes ou aux enseignants de la matière.

Présentation excellente, en effet, notamment grâce à de nombreux exemples ou « cas ». Il est utile, cependant, de bien montrer sur un cas (le fameux TEE, tableau économique d'ensemble 1975, par exemple) la différence entre nouvelle et ancienne méthode et particulièrement l'influence des produits non marchands.

Formulons aussi deux regrets, qui ne s'adressent pas aux auteurs : voir remplacer l'excellent terme « agent économique » par le lourd « secteur institutionnel » (la matière est déjà suffisamment ingrate, dans son abstrait) et constater une fois de plus que la comptabilité nationale connaît quelquefois l'existence de produits, mais jamais celle des hommes. Le mot emploi ne concerne ici que l'affectation des ressources et la liquidité ne traduit pas tout, ni même l'essentiel. Excellent instrument de travail.

★ Masson, Paris 1976, 24 cm, 122 p., 48 F.

Béatrice Majoni d'Ingaugard

LES INVESTISSEMENTS
HOSPITALIERS

Préface d'Henri Guittou

PUISSANT et profond. Après les premiers balbutiements, cette science nouvelle et exigeante qu'est l'économie de la santé pose des problèmes d'autant plus troublants qu'ils ne sont généralement pas tout à fait bien posés. Il y a désormais (il y a toujours eu, mais la discrétion était de règle, deux objectifs indépendants, ou que l'on voudrait tels, vie humaine et satisfaction matérielle. Cette dualité se retrouve quelque peu dans la distinction établie ici, dès le début — et qui domine tout l'ouvrage — entr. investissements (hospitaliers) de santé et investissements d'activité. Elle sert de base à de remarquables développements, auxquels peuvent être cependant reprochés une insuffisante précision dans les données des divers problèmes et un manque regrettable d'exemples chiffrés (fussent-ils imaginés de toutes pièces).

Tout ceci n'est qu'un brillant commencement, tant la lecture ouvre de champs immenses et redoutables. La mesure des « avantages » avec l'unité valeur de la vie humaine — est encore à peine esquissée. Aucun des auteurs de modèles ne semble d'ailleurs avoir été jus- 'au bout du farouge adage « priorité absolue de la vie humaine ». Ce serait l'ouverture de drames que dissipe seule une sincère « non-franchise ». Nous n'en sommes pas encore là, mais seulement à la première marche.

Bibliographie. Annexes.

Éditions médicales et universitaires, Paris 1976, 21 cm, 348 p., 130 F.

(Avis financier des sociétés)

Progression spectaculaire de la CAECL

Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales

En 1975, les résultats ont augmenté de 70 %

Avec un montant supérieur à 5 milliards de francs pour ses interventions à moyen et long terme, la CAECL, qui entre dans sa dixième année d'existence, fait désormais partie du groupe des grands organismes de crédit.

Si, en effet, on excepte les prêts consentis

sur le produit des émissions obligataires, qui a régressé, les prêts sur dépôts ont par contre doublé de volume en engagements. Les prêts sur emprunts — Villes de France — ont progressé encore plus, atteignant un montant supérieur à 2 milliards de francs (+ 137 %). Les concours à la constitution des réserves

foncières à long terme se sont accrus de 96 % en engagements et de 38 % en versements. Telles sont les principales caractéristiques de l'exercice 1975, dont les comptes ont été approuvés le 25 juin 1976 par le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Edouard Schloessing, député du Lot-et-Garonne.

Le 8 novembre 1976

la CAECL

lance un emprunt
de 600 millions

Résultats financiers en 1975

Les opérations provenant des prêts sur comptes de dépôts laissent apparaître un solde excédentaire de 156 305 805 F. Ces opérations affectées aux prêts à long terme se soldent par un excédent de 120 244 212 F. En revanche, les emprunts — Villes de France — s'inscrivent avec un déficit de 10 119 574 F. Ainsi, le bilan à fin décembre 1975 fait

apparaître un excédent de 266 430 443 F, dont 180 millions sont affectés aux « réserves immobilisées » et le solde aux réserves facultatives. Les fonds propres, résultats 1975 non compris, passent ainsi de 310 à 482 millions de francs (+ 55 %).

Prêts à long terme

La CAECL a émis un emprunt en février 1976 pour un montant de 700 millions, au titre duquel les versements réalisés atteignent déjà en août 581 millions.

Les emprunts « Villes de France » ont connu, eux, un

« double succès », durant les huit premiers mois de 1976, il en fut placé 1 017 millions au lieu des 1 200 millions pour la période correspondante de 1975. Cela tient à la stabilité des taux de rendement, à la durée d'amortissements, qui est de vingt ans — alors que la faveur des souscriptions va au « quinze ans » actuellement — mais également aux directives gouvernementales relatives au crédit.

En ce qui concerne les réserves foncières à long terme, les engagements s'élevaient à 201 millions, les versements à 204 millions, contre respectivement 172 et 169 millions, toujours au 31 août de chaque année.

En somme, si, dès le début de l'année, les collectivités locales ont présenté des demandes pressantes d'investissement, moyennement satisfaites jusqu'alors, car, entre autres raisons, les procédures spécifiques à ces investissements, telles que les opérations régionales et la voirie départementale, ne sont souvent mises en place définitivement qu'au second semestre, il est possible d'avancer que les objectifs retenus pour l'ensemble de l'exercice seront largement atteints.

Prévisions à court terme

Le second semestre 1976 aura pour centre d'intérêt l'emprunt qui va sortir prochainement

pour un montant de 600 millions de francs ; on sait qu'en février dernier le ministère de l'économie et des finances avait lancé un emprunt de 700 millions. Donc 1976 permettra à la CAECL de collecter 1 300 millions, qui, ajoutés au 1 200 millions d'emprunts « Villes de France », essentiellement souscrits par la Caisse des dépôts, rendront possibles des engagements pour 2 500 millions de francs. D'autre part, l'évaluation très favorable des fonds de dépôts laisse envisager que l'objectif de 2 700 millions sera, de ce côté-là, également atteint.

Le conseil a accepté d'autre part, au vu des résultats de 1975, de porter à 350 millions le montant des prêts à consentir en 1976 pour les réserves foncières à long terme.

Garantie des emprunts

Avec la rentabilité, le souscripteur recherche auprès de tout emprunt le maximum de sécurité. Triple est donc la garantie offerte par un emprunt CAECL :

— La CAECL elle-même, établissement public national, dont les résultats (voir supra) sont rassurants ;

— La Caisse des dépôts et consignations, qui gère administrativement la CAECL ;

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La Caisse des dépôts et consignations, qui gère administrativement la CAECL ;

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

— La loi, qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondant au remboursement des annuités en capital et au paiement des intérêts des prêts qui leur ont été consentis.

ARTS ET SPECTACLES

Souffrances et bonheurs de l'exil

C'est le 26 mai 1974 que Matilev Rostropovitch et Galina Vichnevskaïa ont quitté l'U.R.S.S. pour deux ans, après quatre années difficiles causées par leur intervention, dans une lettre, en faveur de leur ami Soljenitsyne (*Le Monde* du 18 novembre 1970). Au retour d'une série de concerts en France, pendant laquelle Rostropovitch avait été jouer une sarabande de Bach sur la tombe d'Elisa Triolet (poète salué par un poème d'Aragon, *Chant pour Slava*), interdiction leur était faite de se rendre à l'étranger. Bien que, par deux fois, le « blocus » ait été levé pour des raisons de politique internationale (notamment à l'occasion des concerts de l'UNESCO à Paris, en janvier 1974), leur situation devenait peu à peu intenable, comme devait l'expliquer le grand violoncelliste dans une lettre au *Monde* (7 mars 1975).

« Qu'en est-il aujourd'hui ? La situation a-t-elle changé ?

— Absolument pas, répond Rostropovitch. Personne ne parle de retour dans notre pays, personne ne nous propose quoi que ce soit.

— C'est plutôt le contraire, renchérit sa femme : mon nom est rayé du Bolchoï, barré partout : c'est comme si je n'avais pas vécu, comme si je n'étais jamais née, et

je n'y suis même pas morte. Quand les gens meurent, il reste au moins une tombe. Moi je n'ai rien.

— Avez-vous demandé une prolongation de séjour à l'étranger ?

— Oui, jusqu'à la fin de nos contrats. Pour l'instant, jusqu'au 25 mai. Ensuite, il faudra redemander.

— Comment supportez-vous cet exil ? Tout ce que vous faites compense-t-il un peu la douleur de n'être pas chez vous ?

— Si je considère ces deux derniers mois, Galina a joué dix fois *Macbeth* de Verdi, ce qui est une expérience toute nouvelle pour elle, chantée dans dix concerts à Londres et à New-York, et elle a fait un disque. Elle n'a pas le temps de s'ennuyer et moi non plus. Je suis heureux que tous les rêves qui faisaient éclater ma tête puissent se réaliser les uns après les autres. C'est un tel bonheur que je ne souffre pas. — Je ne te crois pas, excuse-moi, réplique Galina. Ce qui t'apporte le bonheur, c'est le travail. Mais (s'adressant à nous), l'offense qu'on lui a faite en enlevant quarante ans de sa vie, ça, on ne peut pas l'oublier ; on ne peut pardonner à ceux qui disent : « Ces gens-là n'ont jamais existé. Si vous les avez vus, c'est que vous êtes des imbéciles. » Et moi aussi je souffre.

cesse d'exister en dehors des hommes. Les relations humaines, les émotions, l'amour, je ne veux pas perdre cela, parce que c'est ce qui me permet de rester vivant pour la musique. C'est pour cela que nous avons quitté notre pays : sentir qu'on peut faire de la musique, bien, et ne pas en avoir la possibilité, comment le supporter ? »

Propos recueillis par JACQUES LONCHAMPT.

Quand vous serez à Tokyo, comment ferez-vous pour envoyer un téléx à Paris ?

Pour aider les hommes d'affaires à résoudre leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. **JAPAN AIR LINES** Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.

Avec Soljenitsyne

— C'est à cause de Soljenitsyne que vous avez dû finalement quitter votre pays ; vous sentez-vous proches de ce qu'il écrit ?

— Nous lisons ses livres et nous sommes allés le voir plusieurs fois à Zurich, mais nous parlons peu de tout cela. Pour moi, l'homme est libre de penser comme il veut. Même à Moscou, nous n'étions pas toujours d'accord, mais cela ne peut nuire à notre amitié, ni surtout à notre respect mutuel. Lui s'occupe de littérature et de politique, nous de musique. J'ai remarqué que sur Mozart, Beethoven et Chostakovitch, nous sommes d'accord. C'est le même point de vue qu'aujourd'hui. En politique, cela peut être exactement le contraire ! Alors je laisse la politique aux spécialistes.

— Soljenitsyne aime-t-il la musique ?

— Oui, bien qu'il n'y ait pas toujours pénétré. Mais je me rappelle que lorsque mon fils aîné, mon fils aîné, était encore tout petit, par les fenêtres de la petite maison qu'il habitait chez nous, j'entendais toujours une excellente musique. « Je veux, alors que mon fils ne comprend encore rien, que la musique entre en lui », disait-il. Une soirée entière, je lui ai parlé d'Onéguine, je le lui ai joué au piano et il est même allé chercher un magnétophone pour m'enregistrer. Il a em-

porté cette bande, mais quand il est arrivé en Suisse, la bande était effacée.

— Vos amis musiciens étaient-ils étonnés que vous hébergiez Soljenitsyne ?

— Je ne peux répondre. Je dirai seulement qu'à la fin de notre séjour à Moscou il y avait quantité de musiciens qui, quand ils nous rencontraient, nous exprimaient, les larmes aux yeux, leur bouleversement. Mais nous pouvons dire avec Galina que malheureusement pas une seule personne n'est venue nous défendre ouvertement, pas une seule. Je voudrais donc qu'on sache combien l'amitié des gens nous touche. Nous aimons infiniment nos nouveaux amis et, quelles que soient les circonstances, nous ne les oublierons jamais. Pour nous, quand la musique que nous faisons leur plaît, c'est notre pain et notre soutien.

— Mais c'est que justement, grâce à vous, la Russie est présente au milieu de nous, vous en êtes l'image !

— Nous vivons également par cela. Aussi tenons-nous beaucoup à cette *Dame de pique* de décembre et nous voulons jouer encore bien d'autres œuvres russes qui ne sont pas très connues. De tout cœur, nous donnons ce que nous avons et avec le même plaisir nous l'aurions donné à notre peuple.

Chostakovitch le livre de l'histoire russe

— Vous dirigerez bientôt à Paris la *Huitième Symphonie* de Chostakovitch : que pensez-vous de lui ?

— C'était un des êtres les plus complexes, les plus compliqués que j'ai connus, un compositeur de génie, mon maître et mon ami. Tout ce qu'il a écrit est écrit avec du sang. A travers ses symphonies, on peut suivre sa vie, ses humeurs, ses luttes. On y découvre aussi la recherche d'un certain « équilibre » : souvent, à une œuvre géniale succède une « avantageuse », séduisante, comme s'il avait voulu donner des gages afin de pouvoir continuer à écrire, telle la *Neuvième*, symphonie à succès qui a plu à tout le monde, entre les deux plus tragiques et profondes, ou bien la *Treizième* sur *Baby-Yar*, d'Evoutchenko, après la *Douzième*, Octobre, dédiée à Lénine. C'est vraiment le livre de l'histoire russe de notre temps, intérieure et extérieure. Il est fait par toutes ses fibres la vie de son peuple et sa *Symphonie Leningrad* (Septième) fut comme un drapau pour nous tous pendant la guerre. La musique de Chostakovitch parle tellement à nos gens ! Il faut voir leurs visages quand on la joue, des visages pleins de souffrance, de compréhension...

— Vous vous êtes donné à la direction d'orchestre avec passion ; cela ne nuit-il pas à votre activité de virtuose ?

— Au contraire, après avoir dirigé, je me sens beaucoup mieux à mon violoncelle, j'ai des idées bien plus riches. Il faut dire que j'ai appris à entretenir ma technique dans un temps assez restreint, et pour le reste, la musique, j'y pense toujours. Sauf quand je dors, et encore !

— Que pensez-vous de l'Orchestre national de France avec qui vous avez fait une si belle Tosca et vous répétez actuellement ?

— Cet orchestre, je l'aime beaucoup ; ce sont des gens extraordinaires qui aiment la musique et sont prêts à la servir. Je dis toujours à mes amis de l'Orchestre : « Ce n'est pas vous qui jouez pour moi, ni moi qui dirige pour vous. Nous nous retrouvons sur un troisième plan : nous travaillons tous pour notre dieu, la musique. » C'est comme cela qu'on doit jouer ensemble. Imaginez : qu'il y ait un musicien à qui mon

visage ne plaise pas. Je lui dirais : « Crache-moi à la figure si ça te fait plaisir, je m'essuierai. Mais ne joue pas pour mon visage, joue pour notre dieu. » Rien ne peut me faire plus de plaisir que lorsqu'on me dit qu'avec moi l'Orchestre révèle de nouvelles qualités.

— Quelles sera votre ligne de conduite avec l'Orchestre de Washington dont vous allez prendre la direction l'an prochain ? Jouerez-vous beaucoup d'œuvres russes ?

— Non, la première année, seulement la *Quatrième Symphonie*, de Tchaïkovski et *Alexandre Nevsky*. Les programmes seront très internationaux, mais c'est un orchestre américain, et les compositeurs et artistes américains y trouveront des portes doublement ouvertes. Je souhaite aussi avoir des œuvres écrites spécialement pour cet orchestre, et j'en ai commandées à Britten et à Dutilleul notamment. On doit pouvoir jouer tout le répertoire, de Mozart à Boulez.

— Avez-vous justement des projets avec Boulez ?

— Il m'a promis une œuvre pour violoncelle et je commanderai un concerto de Berio pour son Festival du Centre Pompidou.

— Et avec l'Opéra de Paris ?

— Nous avons prévu dix représentations de la *Dame de pique* en 1978.

— Si vous êtes un grand chef d'opéra, n'est-ce pas un peu à cause de Mme Vichnevskaïa ?

— J'adore l'opéra, mais il est évident que je n'ai commencé cette carrière-là qu'à cause d'elle...

— Et au piano, dit triomphalement Galina, il ne joue que pour moi !

— Le rêve de ma vie actuellement, c'est cet enregistrement de la *Dame de pique*, et puis *Katerina Kapilova*, de Chostakovitch. Boris Godounov et aussi... j'ai peur de vous le dire, Carmen que j'adore.

— Au terme de cet entretien, après ces années si dures, redites-vous, comme il y a six ans : « De nos jours, les hommes ne s'effrent même pas le temps de s'aimer » et de souffrir ; de cela je me garde comme la peste ? »

— Oui, la même chose. Dans la vie, la nourriture spirituelle, c'est le contact avec les hommes qui nous la donne ; pour moi, la musique

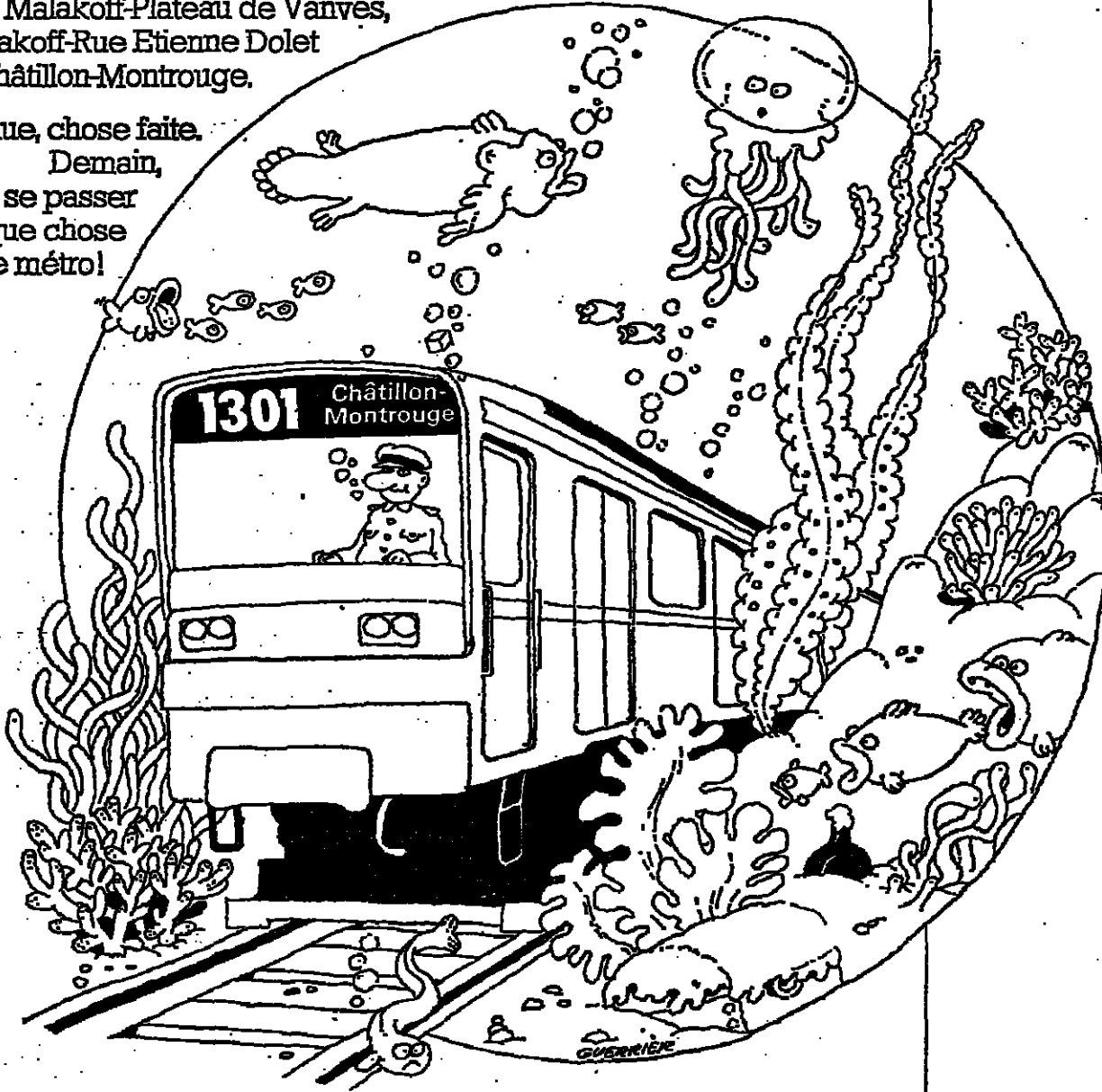
Ligne 13 UN NOUVEAU PONT SOUS LA SEINE

Jonction faite : Demain, 9 novembre 1976, il y aura du nouveau dans le métro. La ligne 13 (St-Denis-Basilique-Porte de Clichy) et la ligne 14 (Porte de Vanves) vont se rejoindre sous la Seine entre les stations Champs-Élysées-Clemenceau et Invalides. Demain : une nouvelle ligne 13.

Le métro change : vous pouvez changer plus facilement. Vous allez simplifier vos déplacements en évitant certains changements. La nouvelle ligne 13 sera en correspondance avec 9 autres lignes de métro. C'est la quasi-totalité du réseau. Dès maintenant, choisissez votre nouvel itinéraire. Il vous fera gagner du temps.

Et la ligne 13 grandit encore... au sud. Trois nouvelles stations vont être ouvertes : Malakoff-Plateau de Vanves, Malakoff-Rue Etienne Dolet et Châtillon-Montrouge.

Chose due, chose faite.
Demain,
il va se passer
quelque chose
dans le métro!



RATP
Il y a du nouveau dans le métro.

Escom

ARTS ET SPECTACLES

En bref

Variétés

Henri Tachan

Henri Tachan semble s'imposer peu à peu, dans notre paysage, comme un artiste à part, par sa façon de raconter, par sa façon de raconter, par sa façon de raconter...

Félicien Dugrummier

Le petit théâtre du Tropé, à Moutiers, vient de révéler, dans le spectacle, le monologue, une nature exceptionnelle, certes encore à l'état brut, mais déjà encline à une folie galopante, à l'aise dans l'absurde, secoué de colères terribles et de crises de désespoir.

Sur scène, Henri Tachan est un battant, un puncher, mais il a également une jolie manière de parler, par exemple, de l'amour et de l'amitié qui ont la « même gueule d'innocence ». A la Cour des Miracles, un public de jeunes envoie les poils de la queue pour l'écouter, Tachan. Ce n'est que justice.

G. F.
★ La Cour des Miracles, 20 h. 30.



MAISON DES ARTS
et de la Culture ANDRÉ MALRAUX
Place de l'Hôtel-de-Ville
94000 CRETEIL (métro Créteil-Préfecture)

Mercredi 10 novembre à 20 h. 30

PERGOLESE

« Le Maître de musique »
Opéra pastiche

LANDOWSKI

« Le Ventriloque »
Comédie lyrique

par le Centre Lyrique Populaire de France
Prix des places : abonnés 20 F
Etudiants/Jeunes Travailleurs : 15 F
Scolaires/3^e âge : 10 F — Non abonnés : 20 et 30 F
Renseignements-Location : 899-94-30 de 12 h à 19 h



A partir du 8 novembre 1976

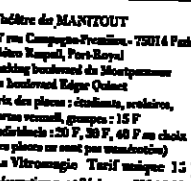
MOLIERE LE DOM JUAN

Compagnie Dominique Houder
Molière, le Dom Juan
Tous les jeudis, vendredis, samedis à 20 h 30



DARU

Compagnie Daru
Daru
Tous les dimanches, lundis, mardis, mercredis à 20 h 30



THEATRE EPERDU LAVITROMAGIE

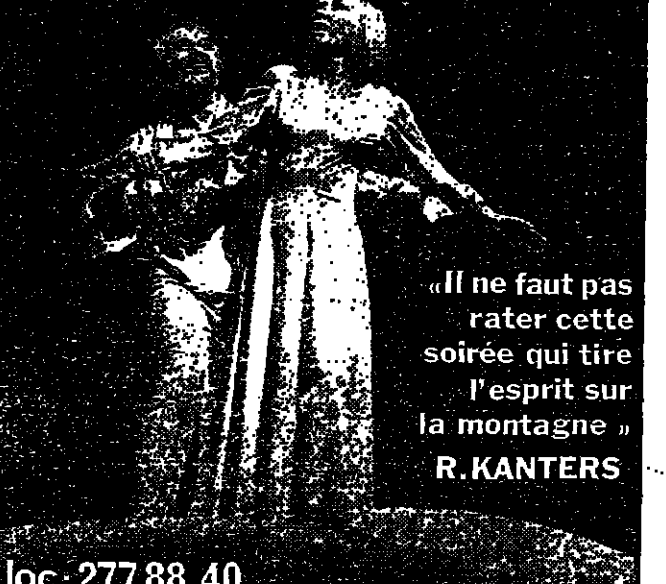
de Cyrille Dives
Du nouveau avec l'un des plus vifs instruments de musique : la lavitromagie
Tous les dimanches, lundis, mardis, mercredis à 18 h

NOUVEAU CARRÉ SILVIA MONFORT

CYCLE IBSEN

irène

par MAURICE CLAVEL



loc. 277.88.40

DANS
9
JOURS

Scandale

Festivals

Des immigrés de Sartrouville à Clichy

On prend des trains, le R.E.R., on change de métro, on marche beaucoup sous la pluie. Le deuxième Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés se tient un peu partout à la fois, dans Paris et à l'extérieur de Paris. On ne sait pas très bien comment choisir : le film Nationalité immigrée dans le vingtième, le groupe de musique des travailleurs africains à Bondy, les débats sur l'alphabétisation au Théâtre Ménilmontant, la chorale portugaise de Puteaux, les chanteurs Tlemçani, Fawzi, le groupe antillais Moun'kika... choix impossible, on choisit donc le théâtre.

L'Action théâtrale arabe joue la Tête du Mamlouk Jaber, à la M.J.C. de Sartrouville, un joli pavillon au bord de la Seine. La pièce, écrite par un auteur syrien, Saad Allah Wannous, après la défaite de 1967, raconte, en arabe, l'histoire du peuple, la saga d'une histoire ancienne, mais à double lecture. A travers le conflit qui oppose le khalife Chahabane et le vizir El Alkani, à travers les contradictions qui agitent les différentes couches de la société, celle des Mamlouks (Yacer, Mansour, Jaber), celle du peuple, c'est le monde arabe qui est confronté à son histoire réelle. La mise en scène est dorée, à la fois pauvre et sophistiquée, un long tapis, de l'encens, de lourdes cordes de tissu rouge, des voiles transparents, l'atmosphère des Mille et Une Nuits démythifiée.

Les comédiens de l'Action théâtrale sont des comédiens professionnels, militants, Algériens, Marocains, Tunisiens, ils poursuivaient encore l'année dernière une carrière classique, chacun de leur côté, séparément. Ils ont décidé de se réunir en février 1976 pour fonder une troupe qui ne jouerait qu'en langue arabe. Partir politique : il s'agit pour eux d'un combat, d'une bataille d'identité, une bataille difficile, le public est réduit et ils le savent. Ils ont joué chez Sylvia Monfort et aux usines Renault, au Festival de Lille, à Firminy, à Chalon-sur-Saône, à Rennes, ils font un gros travail d'animation, ils subsistent en continuant à faire ici et là de petits travaux. Comment parler de ce théâtre qui ne comprend pas comment juger ces comédiens souples dans la tradition arabe, où le conteur invite les gens à écouter, à jouer ?

Ici et là...

A LA DÉCOUVERTE DU CINÉMA SCIENTIFIQUE

Une centaine de films scientifiques français et étrangers seront projetés les 9, 10, 11 et 12 novembre, à 21 heures, dans le cadre des premières rencontres internationales de l'audiovisuel scientifique, organisées jusqu'au 14 novembre à l'initiative du C.N.R.S. Le cinéma scientifique fera également l'objet d'une rétrospective le 13 novembre, à 21 heures, et le dimanche 14 novembre, à 14 heures, au Palais de la découverte. D'autre part, les chaînes de télévision françaises et de très nombreuses chaînes étrangères présenteront des émissions de vulgarisation scientifique en U.R.S.S. jusqu'au 11 novembre, à 18 h. 30.

★ C.N.R.S. : 15, quai Anatole France, 75700 Paris. Tél. 555-92-25.

CAGE ET BOULEZ FONT SCANDALE

A NEW-YORK

« Scandale sans précédent dans les annales de la musique américaine », écrit le Daily News, tandis que le New York Times affirme « n'avoir rien vu de semblable depuis vingt-cinq ans ». Dirigée par Pierre Boulez, au pupitre de l'Orchestre philharmonique de Boston, dans l'Avery Fisher Hall de New-York, la dernière œuvre, Renga Wita Apartment, de John Cage, a fait fuir — fait rarissime outre-Atlantique — une grande partie du public. La partition apparaît, cependant, comme une joyeuse suite de tableaux rétrospectifs, par des solos chantés, des épisodes de l'histoire américaine sur un collage de blues, de chants israéliens, d'hymnes indiens, de musique religieuse, de violons de bal du Kentucky, de pétards et de feux d'artifices. — (Corresp.)

Théâtre

« Dialogues d'exilés » au Petit-T.E.P.

De la scure sur le plancher, quelques tables de bistrot, dans l'ombre d'une patère de bois sur laquelle s'accrochent des mannequins anonymes : le buffet de la gare d'Helsinki, 1940. Deux hommes sont là, ils boivent de la bière qui n'est pas de la bière, du café qui n'est pas du café, c'est le temps de l'exil, des chants guerriers, des chansons de fidélité, de la tristesse. Rien ne signale mieux une époque et sa mentalité que la poésie-chrono des mélodies populaires.

L'un des hommes est grand (Alexandre von Sivers), ses traits sont lisés. C'est un bourgeois, il ne se sent pas assez fort pour rester un homme dans un pays devenu indiscipliné, c'est un intellectuel antinazi. L'autre (André Lemaerts) est plus petit, ses mains sont calleuses, il écoute beaucoup et attentivement, il est ouvrier socialiste. Ces deux Allemands exilés que le déracinement rapproche se parlent, puis se séparent, chacun s'en va de son côté. Et tandis que l'histoire se laisse conduire par les vociférations d'un moustachu, ils se retrouvent encore et encore, ils dialoguent.

Dialogues d'exilés, confrontation entre une culture et une expérience. Les deux hommes se regardent, se mesurent, se cher-

chent, même leur duel à coups de répliques et de paradoxes. Il ne s'agit pas de se combattre, mais d'éclairer les termes des contradictions qui existent chez un intellectuel engagé dans la lutte des classes. Brecht regarde, analyse, comprend, et puis quoi ? Il ironise, il lance des phrases à-charges, des formules denses — sans « mots d'auteur », — déployant un humour irrité qui agace la bouteille comme un fruit acide.

L'Atelier Sainte-Anne — un groupe belge — insiste principalement sur l'ironie et la sècheresse : il découpe les dialogues en planches de bandes dessinées séparées par des documents photographiques accompagnés de commentaires persiflages. Chaque parole claque, chaque geste trace une ligne nette. Mis en scène par Philippe Van Kessel, dans un décor sobre de Claude Lemaire, les comédiens, clowns sinistres à la Beckett, semblent des masques impassibles, cependant habillés d'angoisse et de vie forcée. Malgré leur tête de tous les jours, ils diffusent un trouble noir, comme certains dessins de Topor. Brecht entre Beckett et Topor ? Pourquoi pas. Les références sont seulement là pour dire que ces jeunes Belges ne font pas du théâtre, qu'ils savent préserver les vertus subversives du texte (adapté par Gilbert Badia et Jean Baudrillard), le montrer au présent, froid et alibi, distant et proche. Comme derrière une vitre.

COLETTE GODARD.

★ Petit-T.E.P., 20 h. 30.

Chansonniers

L'APRÈS-« CHARLIE » AU DIX-HEURES

Patrick Font est l'un des rares comiques à savoir mordre à pleines dents dans la « khonnerie », comme l'écrivait jadis Boris Vian, à se lancer avec agressivité, avec insolence dans la satire. Son humour, sans aucune retenue, en liberté totale, se nourrit de sarcasmes, de diversion. Depuis longtemps, Font fait équipe avec Philippe Vol, avec lequel il a déjà commis « En ce temps-là les gens mouraient » et « Sainte-Jeanne du Larzac ». Aujourd'hui, en compagnie de Patrick Silvain, auteur-compositeur, de Paul Costantini, l'ancien pianiste de Léo Ferré, d'Alban Cauter, de Nadine Mons et d'Elie Castro, ils ont constitué une vraie troupe où tout le monde apporte ses idées pour la conception du spectacle, où chacun sait jouer, chanter et travailler, répète beaucoup pour élargir encore l'éventail avec l'espoir de mettre bientôt sur pied un énorme show où on donnerait le meilleur de soi-même.

celui de « Charlie Hebdo ». Quelques éléments de l'ancienne clientèle du Théâtre des Dix-Heures se trompent en core et sortent au cours du spectacle en insultant les artistes, en leur lançant des « fout pas de drague comme ça » ou en les traitant carrément de « fascistes ».

Un premier spectacle de Font et Vol commence la soirée. Il a pour titre « La démocratie est avancée » et met en scène un couple qui se dit de gauche, qui pense à droite et qui reçoit la visite de Descartes, de Corneille, d'autres personnages qui font partie de leur culture et qui cessent leur tranquillité, leur confort parce que bien sûr, avec les siècles qui ont passé, ils ne sont plus les mêmes, ils n'ont plus la même vision des choses, de la vie.

CLAUDE FLEUTER.

★ Théâtre des Dix-Heures, 21 h. / La démocratie est avancée, à 20 h. 30.

Descartes est avancé

En attendant, Patrick Font, Philippe Vol et leurs amis ont, depuis un mois, pris pension complète au Théâtre des Dix-Heures qui a abandonné pour l'occasion le vieux style des chansonniers qui n'avait pas su évoluer, qui ne s'était pas adapté aux temps, qui était resté plaqué dans la forme et dans l'esprit de l'avant-guerre. Les chansonniers s'attaquaient normalement aux hommes politiques. Font, Vol et leurs camarades s'en prennent au pouvoir, quel qu'il soit, donnent des coups à droite et à gauche, portent en bataille contre la peine de mort, la répression, la politique nucléaire, le verbiage politique. Le public est un peu

MERCREDI

L'AFFICHE ROUGE

un film de FRANK CASSENTI

La Révélation du Festival de Cannes

U.G.C. BIARRITZ - PUBLICIS MATHIEUX - U.G.C. OPÉRA (angle rue Daumesnil-Capucines) - CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT MONTMARTRE - U.G.C. ODÉON - BONAPARTE - STUDIO JEAN COCTEAU - PARAMOUNT GALAXIE - LES 3 MURAI - VILLAGE MONTY - C21 Versailles - ARTEL Négant - CARREFOUR Parthé - FRANÇAIS Eugénie - PARAMOUNT La Varenne - BUXY Boussey - PARAMOUNT ELYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud - U.G.C. Poissy - ARTEL Rosny

DELON/LOSEY

Mr. Klein

ALAN DELON et JOSEPH LOSEY

Mr. Klein

JEANNE MOREAU

JEANNE MOREAU - JEANNE MOREAU - JEANNE MOREAU

ALAN DELON et JOSEPH LOSEY Mr. Klein JEANNE MOREAU JEANNE MOREAU - JEANNE MOREAU - JEANNE MOREAU

صحنه من الاصل

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine 11
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	10,33
	70,00	61,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La semaine	La semaine 11
"Placards encadrés"	28,00	32,66
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	39,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,66

REPRODUCTION INTERDITE



Directeur
Musée des beaux-arts
de Montréal

Les personnes intéressées au poste de directeur du Musée des beaux-arts de Montréal sont invitées à présenter leur candidature. Les qualités requises: leadership, initiative et capacité de communiquer avec divers secteurs de la population afin d'encourager la participation active et l'intérêt de la collectivité. La connaissance du français et de l'anglais est nécessaire.

Prière d'adresser sa demande avant le 31 décembre.

Comité de sélection
Musée des beaux-arts de Montréal
3400, avenue du Musée
Montréal, Québec H3G 1K3
Canada

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE
de TRAVAUX PUBLICS
à vocation internationale
recherche pour sa filiale du
NIGÉRIA
INGÉNIEUR
CHEF SERVICE
ÉTUDES DES PRIX

C'est un diplômé, âgé de 35 ans minimum. Ayant plusieurs années d'expérience d'études et d'exécution de gros chantiers - routes - autoroutes - barrages - complexes industriels, etc.

Sous l'autorité de la Direction Générale, il est responsable du service études de prix et méthodes avec suivi des chantiers.

La connaissance de l'anglais lu, écrit et parlé est indispensable.

Une expérience similaire sur des chantiers à l'étranger serait appréciée.

Ecr. avec C.V., photo et prêt. sous numéro 84.015, Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

Société d'engineering à vocation internationale
rech. pour projets avec financement international,
en Extrême-Orient
CHEF DE PROJET
D'ADDITION D'EAU

Cette offre s'adresse à des ingénieurs de Grandes Ecoles, ayant 10 ans d'expérience dans ce domaine (plus particulièrement dans l'étude des réseaux).

La résidence sur place est obligatoire pour la durée de l'étude et de la surveillance des travaux.

Salaires élevés + avantages en nature.

Langue anglaise indispensable.

Adr. C.V. dét. avec présentations sous réf. RH 12 à

Conseils en Recrutement
5 bis, rue Keppler
75116 PARIS.

GROUPE BATIMENT GÉNIE CIVIL
TRAVAILLANT EN FRANCE ET EN AFRIQUE
recherche
POUR AFRIQUE NOIRE
ADJOINT ADMINISTRATIF
DE DIRECTION RÉGIONALE

Ayant très bonne expérience comptable et administrative en bâtiment et génie civil, pour diriger et contrôler les comptabilités et trésoreries de centres d'exploitation et assurer leur fonctionnement administratif, fiscal et social.

Adr. C.V. et prêt. sous numéro 7.866, «le Monde» P., 5, rue des Italiens 75421 Paris-8.

LEADING AGRICULTURAL COMPANY
offre carrière opportunités in
PROTEIN MARKETING FIELD

Requirements:
— Fluency in English, French and Italian,
other languages an advantage.
— Experience in food and/or related industries.

LOCATION:
Brussels, Belgium.
Good salary and fringe benefits.
Please apply with full C.V. to

n° 7.865 à «le Monde» Publ., 5, rue des Italiens,
75421 Paris (8).

DIRECTEUR TECHNIQUE DU PORT

Port Kamsar, République de Guinée, Afrique Occidentale

Consortium minier international, en collaboration avec la Banque Mondiale et le gouvernement guinéen, cherche un Directeur Technique pour son port minier prévu pour exporter 3 millions de tonnes par an.

POSITION : Responsabilité générale du fonctionnement et de l'entretien du complexe portuaire et du chenal pour permettre l'exportation de bauxite en vrac par bateaux minéraliers (30.000 T-200 navires par an). Environ 70 navires importeront matériel et produits nécessaires aux opérations minières au complexe industriel et aux cités.

Sera responsable de l'organisation portuaire et des services suivants: pilotage, remorqueurs et vedettes, entretien et fonctionnement des « aides à la navigation », entretien de l'équipement portuaire, toutes les activités annexes, budgets et contrôles financiers, formation du personnel.

Ce bureau agit en tant que seul Agent pour les navires utilisant le port. Travaille en collaboration étroite avec les services gouvernementaux. Contrats de trois ans.

QUALIFICATION : Connaissance des opérations portuaires dans tous les domaines acquis en qualité de Directeur du Port ou Assistant, dans un port à grand trafic maritime. Connaissance parfaite du français et connaissance pratique de l'anglais indispensables.

SALAIRE : Payé en Dollars U.S.A., négociable selon expérience.

AVANTAGES : Congés payés de 6 semaines chaque année, avec voyage aux frais de la Compagnie. Logement moderne, meublé avec conditionnement d'air. Bons médicaux et assurance gratuite. Enseignement scolaire gratuit sur place pour enfants jusqu'à 14 ans, et indemnité scolaire pour enfants plus âgés. Prière envoyer C.V. détaillé à :

M. C. Peplov
Directeur de l'emploi
HALCO (MINING) INC. - 908 Two Allegheny Ctr.
Pittsburgh, PA 15212 - U.S.A.

ENTREPRISE DE
LOGEMENTS INDUSTRIALISÉS
recherche pour l'Arik
SON
DIRECTEUR
INGÉNIEUR
confirmé
ECP, ETP ou équivalent

Ayant une solide expérience du bâtiment en général et de la préfabrication industrielle en particulier, des qualités d'organisateur et un très bon contact humain.

Il aura, entre autres, à superviser la formation et l'assistance technique du personnel des usines et à être le négociateur et l'interlocuteur auprès des autorités du pays. Excellente pratique de l'anglais nécessaire.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h 30 - 13h 30 à 16h par Information Carrière SVP.11.11 ou par courrier sous pli fermé à :

Information Carrière
SVP.11.11
55, avenue de Wagram
75017 Paris

POUR AFRIQUE DU NORD
nous recherchons
INGÉNIEURS DIPLOMÉS

SECURITE (Exploitation Pétrolière et Gaz)
OIL TERMINAL, INSTALLATIONS PORTUAIRES (Exploitation)
MANUTENTION-STOCKAGE (pour entrepôt frigorifique mûrte)
AGRONOME (Agriculture)
AGRONOME (Bovins)

Veuillez envoyer C.V. détaillé à :

The Clem Corporation S.A.
20, avenue Général-de-Longueville,
Boîte 14, 1150 Bruxelles (Belgique).

COLGATE PALMOLIVE MAROC
Siège à Casablanca
recherche son
Directeur des ventes

Directement rattaché à la Direction générale avec laquelle il élaborera la politique marketing, il assurera la promotion des ventes et animera une équipe de 30 représentants.

Nous souhaitons un homme de 25 ans minimum, si possible de formation E.C.P. ou possédant une expérience équivalente.

Adresser candidature, photo et C.V. Service Recrutement - COLGATE PALMOLIVE 92401 COURBEVOIE

RAZEL
ENTREPRISE RAZEL FRERES
recherche
POUR IMPORTANT CHANTIER
AFRIQUE FRANCOPHONE
UN DIRECTEUR
ADMINISTRATIF

Bonne formation comptable nécessaire, expérience chantiers outre-mer souhaitée.

Poste stable dans l'entreprise et de haut niveau.

Ecrire avec curriculaire vitae à ENTREPRISE RAZEL, Christ-de-Sacay - B.P. 109 - 91403 ORSAY Cedex.

IMPORTANT GROUPE
FRANCAIS
recherche pour
AFRIQUE NOIRE
INGÉNIEUR
DIPLOME
ÉLECTROMÉCANIQUE

pour poste technique-commercial et de gestion après formation.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. et présentations à :

84.029, Contesse Publ.,
20, av. de l'Opéra, Paris-16, C.T.

YALE UNIVERSITY
Département de Français
Poste vacant à partir de l'automne 1977. Assistants professeurs avec tenure (maître de conférence titulaire). Spécialisation recherchée : littérature de la Renaissance ou théorie de la littérature, ou combinaison des deux. Seules sont encouragées les candidatures reposant sur une expérience de l'enseignement et des travaux de premier ordre.

Adr. C.V., principales publications ou liste avec correspondance à : Chairman, French Department, Yale University, New Haven, Connecticut 06520, États-Unis d'Amérique.

GROUPE HACHETTE
recherche pour Agence de PROVINCE
CHEF COMPTABLE

IL S'ERA CHARGÉ :

- d'analyser une équipe de 7 personnes et de contrôler la bonne exécution des travaux compt. jusqu'à la préparation du bilan;
- de suivre les comptes de tiers et de préparer les budgets.

NOUS SOUHAITONS :

- H.P. anciens régimes ou D.E.C.S.;
- environ 3 ans d'exp., si possible dans une Société à plusieurs centres comptables.

Adresser rapidement C.V. détaillé et présentations au Service de l'Emploi, LIBRAIRIE HACHETTE, 70, bd St-Germain, 75006 PARIS, sous réf. 81.178.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE
recherche pour
Usine en BASSE-NORMANDIE
ADJOINT du CHEF
COMPTABILITÉ USINE

30 ans minimum - DECS ou équivalent

possédant 5 à 10 ans d'expérience dans Société industrielle; connaissance approfondie en matière de comptabilité analytique et si possible Informatique.

Adresser C.V. et présentations sous réf. 1.559 à Spérar, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux.

SSCI RÉGION OUEST, recherche
LE RESPONSABLE
DE SON SERVICE BUREAU
(45 personnes)

MATÉRIEL IBM - GROSSE CONFIGURATION

Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations à :

DATA-ANALYS - FRANCE SELECTION
15, bd Victor, 75015 Paris. (Il sera répondu à toutes les candidatures.) Discretion assurée.

LOUIS BERGER
INTERNATIONAL INC.
Société d'Ingénierie
recherche
INGÉNIEUR
ROUTIER
SENIOR

pour diriger importante mission longue durée en AFRIQUE FRANCOPHONE.

Le candidat devra avoir une forte expérience de l'entretien d'un réseau routier, de préférence Outre-mer.

Langue anglaise très appréciée.

Envoyer CV détaillé, photo, références, prétentions à LOUIS BERGER SARL, 71, rue Fondary 75015 PARIS.

POUR RAFFINERIE
EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Nous recherchons :

- Ingénieur de Sécurité (diplômé)
- Chefs de Quart
- Chefs Opérateurs

mouvement de produits

Minimum 5 ans d'expérience.

Veuillez envoyer curriculum vitae détaillé à :

The Clem Corporation S.A.
20, avenue Général-de-Longueville,
Boîte 14, 1150 Bruxelles (Belgique)

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
LEADER DANS SA BRANCHE
Plusieurs établissements en Province
recherche
UN RESPONSABLE
du Service Contrôle
pour Unité 650 personnes

Qualités requises :

- Technicien expérimenté dans le contrôle qualité des pièces électromécaniques de grandes séries.
- Ayant plusieurs années d'expérience dans poste similaire.

Adr. C.V. dét. + photo + prêt, sous réf. 27.444 à RUSE PUBLICITE, 84, rue d'Antenneville, 75016 Paris, qui transmettra.

Burroughs
recherche pour LILLE et NANCY
2 ANALYSTES de GESTION
pour assistance en clientèle

Ces postes comportent des déplacements de courte durée.

Ils nécessitent une maîtrise d'informatique ou équivalent

Adresser lettre de candidature C.V. et présentations à M. GRANDFILS, 6, rue Jean-Baptiste, B.P. 38, 59005 LILLE CEDEX.

SOCIÉTÉ SIPLAST
en pleine expansion
recherche pour son usine de
MONDOUBLEAU (Loire-et-Cher)
UN JEUNE
INGÉNIEUR MÉCANICIEN
ICAM-AM ou équivalent

pour son service mécanique.

Le poste conviendrait à un candidat dynamique avec ou sans expérience et pourrait déboucher sur un poste d'adjoint de direction.

*Adresser curriculum vitae et présentations à SIPLAST, M. POFOT, route de Cormeilles, 41170 MONDOUBLEAU.

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

NOUS SOMMES
Une importante Société, Marché en très forte expansion, Membre d'un Groupe International implanté dans une ville universitaire du VAL DE LOIRE.

NOUS RECHERCHONS
pour renforcer notre département PLANNING et RECHERCHES

UN CHARGE D'ETUDES STATISTIQUES

pour lui confier la RESPONSABILITE de l'ANALYSE et la PLANIFICATION des VENTES (Produits de Grande Consommation).

- SI VOUS AVEZ :
 - Une formation supérieure scientifique et STATISTIQUE
 - 2 à 3 ans d'expérience dans un service statistique ou d'Etudes
 - Une grande aptitude aux contacts avec les hommes de la vente
 - De bonnes connaissances en Anglais
- NOUS SOUMETTONS VOUS RECOMMANDER VOUS PROPOSER :
 - L'encadrement et le soutien nécessaires à votre intégration et à votre développement au sein de notre groupe
 - Un niveau de rémunération pas inférieur à **65.000 F/an**
 - Un système d'intéressement aux résultats
 - Des régimes de prévoyance et de retraite très complets.

Adresser lettre de candidature, C.V. et photo à No 84006, COMTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Le Président d'un Groupe Agricole Régional recherche son DIRECTEUR GENERAL

Il doit avoir : Une solide expérience de gestionnaire. — Des capacités confirmées d'organisateur. — La dynamique personnelle propre à susciter l'innovation et l'adhésion du personnel ou devenir de l'entreprise. — Une expérience soignée du milieu agricole.

Il disposera — notamment — d'une équipe de direction jeune et opérationnelle et d'un niveau de responsabilités inhérent à sa fonction. Le poste est à pourvoir dans les meilleurs délais.

Envoyer les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V. + photo + prétentions à GERMINAL, 11, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS.

RECHERCH. SAGES - FEMMES et I.D. E. pr serv. de chirurgie et spécialistes en rééducation, orthopédie, av. scs, prom. 2003, r. de la République, 75011 Paris.

CLIQUEZ SUR LA VILLE universitaire du centre. Scr. n° 7581, « le Monde » Pub. 3, r. des Italiens, 75027 Paris-P.

ETABLISSEMENT FINANCIER recrute IMMEDIATEMENT : **CADRE** ayant déjà l'expérience des placements de biens d'équipement, Fica + avantages sociaux + nature de fonction. Ecr. JD/101 HAVAS (B.P. 907) 7002 Rouen Cedex

Importante Société multinationale recherche responsable des relations humaines

pour une de ses unités de production (400 personnes)

Située en région Rhône-Alpes, dépendant hiérarchiquement du Directeur de l'Usine et en liaison fonctionnelle avec le Siège, il devra :

- Appliquer et animer en liaison étroite avec les Cadres de l'établissement la politique de gestion du Personnel (sélection, accueil, classification, mutation, promotion, rémunération, formation...).
- Veiller aux actions d'amélioration des conditions de travail et de sécurité.
- Diffuser l'information à tous les niveaux et maintenir les relations avec les instances de représentation du Personnel et les Organismes extérieurs.
- Être capable d'apporter une contribution active à l'intégration de chacun dans l'entreprise.

Les candidatures doivent être adressées avec C.V. détaillé + rémunération recherchée + photo s/réf. 253 à

SEXTANT/DPA
182, av. Charles-de-Gaulle
92200 Nanterre-sur-Seine, qui transmettra.

ENTREPRISE I.P. ROUTIERS BRETAGNE

1) INGÉNIEUR E.T.P. POUR SA DIRECTION

2) INGÉNIEUR CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Les candidats devront posséder :

- sévères références de chantiers de terrassements, travaux routiers V.E.D., assainissements, fabrication et mise en œuvre de grave-ciment ;
- expérience de la direction et de la gestion des chantiers, sens de l'organisation ;
- connaissance approfondie des études de marchés ;
- âge minimum 35 ans.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé indiquant dernières réalisations perçues, photo et prétentions, n° 7 95175 M. Hégel-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

I. C. A. R. E.

Société d'Economie Mixte Informatique Communale

RHONE-ALPES

recherche

DEUX INGÉNIEURS INFORMATIENS DE GESTION

2 à 3 ans d'expérience professionnelle, diplômés Grande Ecole ou équivalent, intéressés par les problèmes d'organisation et de gestion d'une collectivité locale.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 76/6 à I.C.A.R.E., 30, boulevard Vivier-Marie 69431 LYON CEDEX 3

IMPORTANT ABATTOIR DISTRIBUTEUR de VIANDES et SALAISONS

pour des fabrications en région de ST-ETIENNE recherche

1 TECHNICIEN des INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Familiarité avec les problèmes des produits carnés ayant aptitudes et expérience du personnel productif.

Sera responsable : bureau méthodes, organisation du travail, contrôle bactériologique et qualité produits. Attaché à la direction générale, la fonction évoluera vers la direction de l'usine (centaine de personnes).

Rémunération et plan de carrière intéressants pour candidat actif, dynamique, ayant le sens de ses responsabilités.

Adresser à Georges S. MAY-International, B.P. 212, Bureau de la Colline de Saint-Clément, 42123 SAINT-CLÉMENT, C.V. et lettre de candidature manuscrite avec photo et rémunération désirée sous la référence 228-354, B.

SOCIÉTÉ EN FORTÉ EXPANSION FABRIQUANT DES JARRES AUTOMATISÉES EN ALUMINIUM RECHERCHES SUR LES JONCTIFS CONTINENTS

ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

Cette personne aura de solides connaissances en mécanique, de l'Alu, de l'Alu, de l'Alu, etc.

Env. C.V. et lettre manuscrite plus photo, précisant, étant prêt, et, éventuellement, durée du préavis.

ALUMINUM - ALUMINUM 75000 SAINT-AVOUD.

L'un des premiers groupes français d'Assurances

JEUNE INGÉNIEUR AGRONOME

(Diplômé de l'INRA, GRIGNON ou I.N.A. de Lille, de Rennes, etc.) POUR DEVENIR INSPECTEUR AGRICOLE

Il sera chargé d'animer les Agences, d'établir des bases de tarification, d'effectuer la vérification des risques agricoles.

Formation assurée au siège avant sa nomination dans la région du Nord.

Adr. C.V. photo et présent. sous le n° 84006 à : COMTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

LA SOCIÉTÉ NOUVELLE DE ROULEMENTS

MÉCANIQUE DE PRÉCISION (4200 personnes) à ANNECY recherche pour son Unité de Vente « Paris-Rhône-Alpes »

A VANVES UN COLLABORATEUR

Responsable opérationnel d'une équipe de gestionnaires de stocks et de magasins, d'environ 10 personnes.

Formation : bonne culture d'équipe, travail en équipe, esprit d'initiative.

Une expérience de travail administratif ou commercial dans une entreprise de biens d'équipement serait appréciée.

La fonction exige une grande facilité dans les contacts et un bon équilibre pour assurer des tâches variées demandant des prises de décisions rapides.

Formation technique assurée avant la prise en charge de l'équipe.

Ecrire avec curriculum vitae à S.N.R. Service Mises en Place du Personnel, B.P. 17, 75018 ANNECY.

USINE TRANSFORMATION EMBALLAGES CENTRE OUEST

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Responsable vente et relations clients.

Adresser candidature, C.V. manuscrite, photo (rét.), prétentions sous réf. n° 1, à : 2, place de la Bourne, 33075 BORDEAUX Cedex

GRANDE BANQUE REGIONALE DES LOUJEST de la France avec siège à NANTES

FISCALISTE

spécialisé en fiscalité, en fiscalité des personnes, en fiscalité des sociétés, en fiscalité des biens, en fiscalité des revenus, en fiscalité des successions, en fiscalité des donations, en fiscalité des legs, en fiscalité des héritages, en fiscalité des biens, en fiscalité des revenus, en fiscalité des successions, en fiscalité des donations, en fiscalité des legs, en fiscalité des héritages.

Adresser C.V. manuscrite et photo, sous réf. n° 1, à : 2, place de la Bourne, 33075 BORDEAUX Cedex

USINE D'EMBALLAGE PLASTIQUE SOUPLE

Recherche pour son développement des agents commerciaux et animateurs de réseau

CADRE COMMERCIAL EXPERIMENTE

RESIDENCE SUD-OUEST OBLIGATOIRE

Adresser candidature, C.V. manuscrite, photo (rét.), prétentions, sous réf. n° 1, à : 2, place de la Bourne, 33075 BORDEAUX Cedex

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS URBAINS

CHEF DE GARAGE

chargé de l'entretien général de 100 autobus.

Position cadre, niveau et de la convention collective nationale.

Ecr. n° 3454 « le Monde » Pub. 3, r. des Italiens, 75027 Paris-P.

IMPORTANTE ENTREPRISE SECTEUR SPORTS D'HIVER

RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS

Formation technique de base indispensable (Ingénieur ou B.T.S.) et posséder 5 à 10 ans d'expérience industrielle et au moins 4 à 5 ans dans poste similaire.

Ce poste comporte la responsabilité totale du service achats, approvisionnement et de sa gestion.

Env. C.V. photo et présent. au n° 82 à l'É.P.A. 36, av. Mal-Random, 38000 GRENOBLE.

Discr. absolue. Réponse assurée si env. avec adresse jointe.

MARSEILLE - I.M.P. EXTERNAT C.A.P. - C.A.E.I.

recherche possible éducateur spécialisé poste libre

Ecr. n° 7544 M. Hégel-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e)

ATELIER URBANISME VILLE DE MACON (71)

recherche immédiatement ou pour le 1^{er} janvier 1977 un CHARGE D'ETUDES D'URBANISME CONFIRME

En complément de ses tâches techniques (composition urbaine) il devra assurer la direction de l'atelier.

Pendra contact d'urgence avec l'atelier d'urbanisme, Hôtel de ville, 71018 MACON CEDEX.

L'UN DES PREMIERS GROUPES CHIMIQUES FRANÇAIS recherche pour ses USINES et CENTRES de RECHERCHES du NORD et du PAS-DE-CALAIS

ingénieurs exploitation

Diplômés Grandes Écoles : E.C.P. - Mines-I.D.N.

Possédant quelques années d'expérience industrielle, ou débutants ayant la volonté de s'affirmer dans ce domaine.

Après formation pratique dans les usines du Groupe, les intéressés participeront aux démarrages d'unités nouvelles.

Les conditions sont très intéressantes.

La taille de l'entreprise et son développement impliquent de très bonnes possibilités de carrière.

Envoyer C.V. et photo sous réf. VIOR (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Verret, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LEADER DANS SA BRANCHE Plusieurs Etablissements en Province

Un RESPONSABLE de PRODUCTION pour Unité 650 personnes

PETITS MATÉRIELS ÉLECTROMÉCANIQUES GRANDES SÉRIES

Qualités requises :

- Formation enseignement technique supérieur.
- Plusieurs années d'expérience industrielle, avec réussite prouvée dans poste similaire.
- Forte personnalité.
- Qualités certaines d'organisation et de coordination.

Adresser C.V. daté + photo + prêt. sous réf. 27.441 à HUGH PUBLICITE, 84, rue d'Alsace, 75018 PARIS qui transmettra.

Institut Pasteur PRODUCTION

PHARMACIEN-MICROBIOLOGISTE

en vue fabrication et contrôle de vaccins bactériologiques

Séjour de 2 ans MOYEN-ORIENT envisagé après un stage d'un an à l'Institut de VAUDREUIL (27).

- Bonnes connaissances de l'anglais ;
- Age : 30 ans minimum ;
- Expérience industrielle souhaitée.

Env. C.V. + photo au DÉPARTEMENT DU PERSONNEL, 22, rue du Docteur-Bonnet, 75015 PARIS.

CHEF DE PERSONNEL

Sous l'autorité du Directeur général, le candidat, âgé de 35 ans minimum, assurera la gestion du personnel ouvrier et E.T.P.A.M. (recrutement, formation, classification, rémunération, sécurité) et sera chargé de l'information et des relations avec les instances de représentation du personnel.

Envoyer C.V. avec photo, prétentions et lettre manuscrite expliquant les motivations de la candidature à :

M. le Directeur général HUBARD-J.C.F.-S.C.M., Les Vauxclaires, 47110 CHATEAUBRIANT.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placeurs encadrés"	34,00	38,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placeurs encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société de distribution équipements automobiles, leader dans sa branche, souhaite trouver en matière de politique commerciale, recherche :

Un jeune diplômé HEC SUPCO ESSEC

qui accepterait :

- de prouver, pendant six mois ses capacités de vendeur auprès de la clientèle grossiste.
- de démontrer ensuite ses qualités de gestionnaire en prenant durant une nouvelle période de six mois la responsabilité du service administration des ventes.
- de prouver enfin son aptitude à la négociation en assurant pendant six autres mois la représentation de la firme à l'étranger, auprès de ses clients et licenciés.

Un franc succès dans ces trois postes permettrait au candidat, au terme de ces 18 mois, d'accéder à la fonction de **DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT** puis, rapidement, au poste de : **DIRECTEUR COMMERCIAL DE L'ENTREPRISE**

Une expérience de quelques années est nécessaire. **RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE.**

Envoyer avec photo, C.V. et prétentions (réf. 3405 à P. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 qui trans.)

LEADER EUROPÉEN DANS UN SECTEUR DE TECHNIQUES AVANCÉES

recrute

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Anglais souhaité

Formation : SUPELEC, ENSI électronique ou ISO. Expérience : 2/3 années dans les domaines aéronautiques ou télécommunications.

Fonction : étude de marchés, représentation de la société au niveau international et promotion commerciale de ses produits.

Envoyer avec C.V. manuscrit, photo et prêt, n° 83.961 CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. 1^{er}.

Société parisienne dynamique, spécialisée dans la réalisation d'études de Circulation, de Transport et d'Urbanisme recherche :

DIRECTEUR jeune et ambitieux

qui assurera, à terme, la totalité des responsabilités techniques, commerciales, administratives et humaines.

La formation : X, Ponts et Chaussées ou similaire et expérience dans le domaine des Etudes de Transport.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 7647 à : LEPA-RECRUTEMENT, 94, rue Saint-Lazare 75008 Paris.

UN DES PLUS IMPORTANTS CABINETS DE BREVETS DE LA PLACE DE PARIS recherche :

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

diplômé grande Ecole : Mines, Centrale, Sup. Aéro. Arts et Métiers. désireux d'orienter sa carrière en propriété industrielle. Une parfaite connaissance de l'allemand est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et prétentions, sous la référence 811 à : Serge BAILLY Conseil, 40, avenue Ecole, 75008 PARIS.

SITA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES

Nous exploitons le plus grand réseau civil mondial de transmission de données et de commutation de messages, à l'usage exclusif des compagnies aériennes. Dans le cadre de l'expansion de nos activités et services, nous recherchons des ingénieurs multilingues parfaitement l'anglais écrit et parlé, ayant un travail en équipe et sachant faire preuve d'initiative.

Deux ingénieurs informaticien ou télécommunication (réf. DT)
Ces postes comportent la conception et la rédaction des spécifications fonctionnelles et techniques des systèmes et procédures de transmission, ainsi que la vérification de la performance. Ils s'adressent à des ingénieurs ayant au moins 3 ans d'expérience dans l'étude des communications en temps réel et possédant une solide connaissance des matériels de transmission.

Un ingénieur systèmes (réf. FS)
Diplômé SUPELEC, ENSIMAG, ENSEITZ ou maîtrise d'informatique, option système, cet ingénieur devra s'intégrer dans une équipe de développement de logiciel travaillant sur PHILIPS DS 714. Expérience souhaitée.

Ingénieur responsable d'exploitation (réf. ONI)
Responsable de l'exploitation du réseau SITA et de la mise en œuvre opérationnelle des projets. Chargé de diriger des activités faisant appel à des effectifs importants et à des matériels et techniques de mise en œuvre très avancés, le candidat devra démontrer son sens des responsabilités et son esprit de décision, ainsi que son goût des contacts humains et de l'animation d'équipe. Ce poste peut convenir à un ingénieur spécialiste des télécommunications ayant un excellent niveau de formation générale et une expérience professionnelle impliquant organisation et commandement acquis dans l'exploitation des réseaux de télécommunications et de grands ensembles informatiques.

Un ingénieur d'exploitation (réf. ON2)
Chargé de superviser l'exploitation du réseau et la mise en œuvre opérationnelle des projets, ce jeune ingénieur (INSA option informatique ou équivalent) possède esprit de décision et, si possible, une expérience de l'exploitation des réseaux ou systèmes informatiques.

Ingénieurs organisation et méthodes d'exploitation (réf. ON3)
Chargés de définir l'organisation, les méthodes et procédures de l'exploitation du réseau, ces ingénieurs Grandes Ecoles connaissent bien les techniques de télé-informatique. Une solide expérience de l'exploitation des réseaux de télécommunications et de grands ensembles informatiques sera un atout important.

Un ingénieur d'études (réf. OE)
Responsable de l'étude, du développement et de la réalisation d'un système intégré de contrôle et de supervision appliqué au réseau mondial SITA, cet ingénieur Grandes Ecoles (ENST, ESE, Mines, ECP) possède 3 à 5 ans d'expérience en télé-informatique et, plus particulièrement, dans l'étude et la mise en œuvre des réseaux de commutation automatique de messages. Une expérience supplémentaire de l'étude ergonomique de postes de travail et de leur organisation est hautement souhaitable.

Un programmeur (réf. RF)
Nous demandons : expérience programmation assembleur, qualités d'organisation et, si possible, connaissance « LIBRARIAN ».

Nous offrons : gestion des corrections des programmes, coordination et mise en place des systèmes dans les différents centres, et la maintenance de la documentation.

Pour tous ces postes, une parfaite maîtrise de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Env. CV détaillé et prétentions à SITA, Direction du Personnel, 112 avenue Charles de Gaulle, 92222 Neuilly-sur-Seine.

gestion

Nous sommes une société d'ingénierie et de conseil spécialisée dans la réalisation d'études de formation Ecole Supérieure de Commerce, Maitrise de Gestion ou équivalent pour assister sur les plans budgétaires et financiers le chef d'une de nos importantes entreprises.

Intégré au sein du département "gestion prévisionnelle" de la société de ce poste doit avoir une première expérience industrielle.

Env. à No 83854, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

ANSWARE

Filiale de puissants Groupes Industriels Français, dans le cadre du développement de ses activités en France et à l'étranger recherche des :

ANALYSTES PROGRAMMEURS (UIT ou équivalent) • un an d'expérience minimum (réf. 1102/A)

ANALYSTES (Formation supérieure) • 2 à 3 ans d'expérience (réf. 1102/B)

CHEFS DE PROJETS (Grandes Ecoles ou très expérimentés) (réf. 1102/C)

Chargés de la conception et de la mise en œuvre de systèmes de gestion.

Connaissances T.P. (CICS...), D.B. (OL/1...) et de plusieurs langues et systèmes experts.

Adresser C.V. photo, et prétentions sous réf. correspondante à : ANSWARE 101, Boulevard Mouton - 75016 Paris

En 10 à 15 ans, vous avez acquis une maturité professionnelle dans la fonction : personnel, sous tous ses aspects : paye informatique, gestion administrative, négociation paritaire, relations humaines...

Nous pouvons vous confier à **PARIS** le poste

CHEF DE PERSONNEL

de l'une de nos 4 directions régionales (1000 personnes)

Nous avons besoin pour ce poste d'un homme capable de rester au contact du personnel, de ses réalités de travail et qui soit à même de suivre le développement rapide de l'entreprise et sa politique d'ensemble.

Si ces informations et vos perspectives vous paraissent compatibles avec votre expérience et votre personnalité, écrivez à No 83.681 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra en joignant curriculum vitae, lettre manuscrite et prétentions.

SOCIÉTÉ ENGINEERING

secteur immobilier

recherche URGENT

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

— Etudes, application, mise en œuvre de systèmes, démarrage et exploitation.

— 4 à 5 ans d'expérience pratique, dans les domaines : TÉLÉCOMMUNICATION, ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

— LIÈGE TRÈS RAPIDEMENT.

Env. curric. vitae et PRÉTENTIONS à SECOM, 12, rue de Billy, 52100 SOULIGNY.

Si vous aimez le rugby sa chaleur sa force virile sa finesse tactique son élégance de gestes

Si vous admettez ses disciplines sa rigueur ses sacrifices ses impératifs communautaires

Si vous savez, Si vous voulez "aller au charbon" écrivez-nous

Notre Equipe colle au noble jeu de rugby en transposant au plan professionnel l'âme, le sens et la finalité d'un sport de contact.

La fédération (l'Entreprise) est riche. Le fond de jeu (les produits) est solide. L'Equipe est soudée, fraternelle, faite pour gagner, avec la manière en plus.

Et, si le jeu est dur il nous reste les trois quarts mi-temps pour que "la fête continue"

Attention, il faut avoir 21 ans et une solide formation générale.

1^{re} lettre manuscrite à BANS-PUBLI, réf. 1145 13, rue Marvaux - 75002 PARIS, qui transmettra.

Société liée à un groupe industriel en expansion constante

désirent développer son département réparations par **SOUDURE**

JEUNE INGÉNIEUR

FORMATION SOUHAITÉE : Arts et Métiers ou Ingénieur Mécan. de la Marine

Ce collaborateur devra posséder LE DYNAMISME nécessaire pour FORMER et ANIMER une équipe de TECHNICIENS et faire preuve de bonnes capacités de GESTION.

ANGLAIS NECESSAIRE.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae, à : CABINET LECONTE 75115 - PARIS.

sfica

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAUX ET DE LOCAUX INDUSTRIELS

recherche dans le cadre de son plan de développement :

ingénieur en organisation ou intéressé par les problèmes d'organisation

- Formation HEC, AM ou équivalent (grandes écoles et universités)
- Ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle si possible dans une Société de Conseils
- Ayant le goût du travail dans des équipes pluridisciplinaires

Envoyer CV et prétentions à SFICA (daps DOP) 44, rue des Petites Ecuries 75016 Paris

Nous sommes un Groupe Industriel Français d'importance internationale.

Notre Direction Administrative et Financière recherche son

chef du département finance

Âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure (H.E.C., ESSEC, SUP de CO, option finances et comptabilité), il devra avoir une solide formation de base en matière financière, être familiarisé avec l'usage des techniques informatiques (modèles de prévisions, système de suivi de la Trésorerie, etc.), avoir des connaissances suffisantes pour dialoguer avec le Département Comptabilité, être doté d'un esprit d'analyse et de synthèse poussé, faire preuve de sérieux et de rigueur dans les méthodes de travail et dans les contacts.

Sa mission sera :

- de participer directement à un certain nombre de fonctions : - traduire, en termes de flux financiers, des objectifs de production, de ventes et d'investissements, suivre l'arrêt des comptes, la politique d'amortissements et de distribution, - établir le plan financier en liaison avec le Département de Plan, - contrôler les budgets à moyen et long terme, - réaliser des études financières diverses, - assister les filiales.
- et d'animer les Services Trésorerie et Caisse, et Crédit-Clientèle (12 personnes dont 4 Cadres).

LOCALISATION : PARIS-LA DEFENSE.

RÉMUNÉRATION : sans indemnité en fonction de l'âge et de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 808/M, 25, rue du Rempart, 75004 Paris

PROSSEL

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Vous avez acquis une compétence en INFORMATIQUE DE GESTION

soit dans un Service Etudes, soit dans une Société de Magasins et vous souhaitez accéder à des responsabilités opérationnelles

Nous pouvons vous confier le poste de :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF DE MAGASIN

dans la première surface spécialisée en meubles (7000 m² dont 5000 à la vente) que nous ouvrons à BELLE EPIFANE (Paris Sud).

Vous contribuerez avec le Siège à la réalisation de l'outil de gestion salariale des commandes des stocks - circuits administratifs et comptables, etc.

A l'ouverture vous devrez assurer le bon fonctionnement de cet outil, sous la responsabilité du Directeur du Magasin.

Ce poste doit vous amener à prendre des responsabilités importantes au sein de notre Société.

Adresser C.V. photo + prétentions sous référence 8-410.08/M à la Division Cadre - Direction du Personnel, 57, rue de Blancheville

La Redoute 58100 ROUBAIX

Continuant notre développement, nous recherchons des

COMMERCIAUX DYNAMIQUES ET AMBITIEUX

pour diffuser la gamme de nos copieurs-duplicateurs.

Vous voulez :

- travailler dans une équipe jeune,
- être responsable et gestionnaire de votre secteur de vente, tout en bénéficiant d'une assistance technique et d'un appui publicitaire permanent,
- avoir une rémunération proportionnelle à vos résultats.

Vous devez :

- être un vendeur qui a fait ses preuves ou un jeune diplômé prêt à les faire.

Nous garantissons :

- une formation solide (5 semaines de stage rémunérées)
- un salaire élevé dès le départ (32.800 F de fixe annuel + variable important + frais professionnels + participation aux fruits de l'expansion).
- des possibilités d'évolution.

Cela vous tente ?

Des postes sont à pourvoir à PARIS et sa banlieue

et dans les départements suivants : 06, 14, 16, 22, 29, 33, 43, 44, 49, 50, 54, 56, 57, 59, 76.

Faire parvenir votre candidature s/réf. V4. Service recrutement

RANK XEROX B.P. 63 93602 AULNAY-sous-BOIS Cedex

صحة من الامم

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

Société mondialement connue dans le domaine des biens d'équipement destinés aux travaux de creusement au rocher recherche

le DIRECTEUR de sa Division « travaux souterrains »

Cet emploi est réservé à un JEUNE INGENIEUR DES MINES, E.C.P., A.M., E.T.P., ENSTIM, qu'une expérience récente d'une durée de 2 à 5 ans en creusement de galeries au rocher, soit en exploitation minière soit en Génie Civil, aura familiarisé avec des problèmes techniques variés. Le caractère par ailleurs commercial de la fonction exige de réelles qualités de contact, du dynamisme, de l'imagination, de la ténacité.

Les déplacements à prévoir, essentiellement en France, sont de courte durée.

Connaissance de l'anglais lu et parlé indispensable.

Base de travail en proche banlieue Nord de Paris.

Adresser C.V. manuscrit, photo et présent. n° 83.137 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui se chargera de transmettre à toutes les candidatures.

MAISON PHENIX

RECHERCHE POUR SES SERVICES COMPTABLES A PARIS

COMPTABLE (E.C.P. 377)

(TITULAIRE DES)

Pour assister le Responsable de la Comptabilité de gestion (Prix de revient, Comptabilité budgétaire)

COMPTABLE (E.C.P. 378)

(DES ou NIVEAU)

Pour assister le Responsable des travaux de bilan (Expérience Cabinet appréciée)

COMPTABLE (E.C.P. 379)

(NIVEAU DES COMPTABLES)

Pour la Comptabilité PAIE (Centralisation et suivi des comptes)

Adresser C.V. détaillé et présentations (en indiquant la référence du poste choisi) à SYNERGIE, B.P. 269, 75044 PARIS CEDEX 06 qui transmettra.

SPÉCIALISTE EN FORMATION

BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS/ HOLLANDAIS/ALLEMAND/SCANDINAVE

- Si vous avez une expérience en formation, ou dans l'enseignement ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe.
- Nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes de formation dans l'industrie.
- Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation comprenant le management, la supervision, et les aptitudes spécifiques des employés.
- Le salaire évoluera automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront la possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.
- Pas de changement de résidence demandé aux candidats sérieux.

Adresser curriculum vitae, expérience et rémunération en ANGLAIS, sous le n° 1.617 à SPERAN, 12, rue Jean-Jaures, 92807 POTEAUX, qui transmettra.

PHILIPS

Chargé d'études de marché

Notre département analyse et étudie les données économiques et de consommation, débiteur ou avec début d'expérience, diplômé Grande Ecole Commerciale, Sciences Eco, pour lui confier la responsabilité d'études de marketing de produits grand public.

- Formation assurée.
- Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 377 à

PHILIPS Département de Personnel, 50, avenue Montaigne, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES (7 départements différents) recherche

ADJOINT COMMERCIAL

après de la Direction du Développement minimum 27 ans

FONCTIONS :

- développer la clientèle de la société,
- effectuer une prospection à haut niveau,
- étudier les marchés et leurs créneaux,
- participer aux plans de relance.

FORMATION :

- universitaire (style ESSEC - H.E.C.),
- 3 ou 4 ans d'expérience dans un service commercial ou de marketing.

QUALITÉS SOUHAITÉES :

- initiative certaine et goût de l'équipe,
- esprit ouvert, rapide, précis,
- efficacité et combativité,
- excellente présentation et sens de la communication.

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 14.065 à :

AN.P.M. 100, rue Lafayette, 75001 PARIS

MATRA INFORMATIQUE

développe ses activités et crée de nouveaux postes

ADJOINT DU RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ

pour son département Utilisateurs

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- Ils maîtrisent parfaitement la comptabilité américaine.
- Ils a quelques années d'expérience si possible, dans une Société anglo-saxonne.

Réf. JRD 164

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION ET DES MOYENS INFORMATIQUES DE GESTION

- Il met en place des moyens informatiques de gestion à partir d'études d'organisation déjà réalisées ou projetées.
- Il est responsable de l'animation du système et de son évolution.
- Il a une expérience de 5 ans de la fonction.

Réf. JRD 165

CADRE FINANCIER

- Il est chargé de la supervision des opérations de trésorerie, de recouvrement et de financement.
- Il travaille en liaison avec la comptabilité et les services commerciaux.
- Ce poste nécessite une expérience d'au moins 3 ans et une connaissance de l'environnement bancaire.

Réf. JRD 166

La maîtrise de l'anglais est indispensable pour ces postes.

Adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée en indiquant la référence du poste.

MATRA Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VÉLIZY

IMPORTANT GROUPE leader européen dans la fabrication et la distribution de matériel d'aménagement intérieur pour le « bâtiment » recherche

1 CHEF DE MARCHÉ EXPORT POUR LE MOYEN-ORIENT (domicile parisien)

Responsable de la réalisation d'un C.A. élevé, en progression rapide, il aura notamment pour mission :

- de renforcer les relations commerciales déjà existantes,
- de rechercher de nouveaux acheteurs et distributeurs,
- de négocier à tout niveau des contrats de fourniture concernant des programmes de construction.

En plus d'une bonne formation commerciale, la maîtrise parfaite de la langue anglaise et une première expérience dans un domaine similaire, la fonction nécessite une personnalité affirmée et une grande disponibilité.

Adresser candidature, C.V. détaillé, photo (retournée) et rémunération souhaitée à : No 83.818 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

GENERAL ELECTRIC

recherche pour son Département

COMMANDE NUMÉRIQUE

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

FONCTIONS :

- commercialiser nos commandes numériques et accessoires auprès des constructeurs de machines-outils;
- apporter le support technique à ces constructeurs.

PROFIL :

- bonnes connaissances en électronique;
- très bonne connaissance de la langue anglaise;
- 2 années d'expérience professionnelle.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS et déplacements environ 3 jours/semaine

Adresser curriculum vitae et présentations à : GEISCO Service du Personnel 42, avenue MONTAIGNE - 75008 PARIS

IMPORTANT Groupe chimique

recherche pour NEUILLY-SUR-SEINE

JEUNE CADRE JURIDIQUE

pour études et contrats

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé en précisant rémunération souhaitée, n° 83.887, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}).

Syndicat professionnel recherche

CHEF DE SERVICE

plus spécialement chargé, au sein de l'organisation, de l'élaboration des protocoles d'ordre juridique et fiscal. Convierait tout particulièrement à un jeune cadre possédant bonne formation juridique de base et désirant faire carrière dans l'organisation professionnelle.

Envoyer C.V. et présentations à n° 7.879 « le Monde », 3, rue des Italiens, 75427-PARIS-9^e.

Recherchons d'urgence pour place stable

UN TRÈS BON CHEF DE CHANTIER

en ELECTRICITE BATIMENT et INDUSTRIE

S'adresser à SOCIÉTÉ GUERNEAU TEL : 200-20-44, M. Burghin.

Importante Société en forte progression sur marché porteurs (biens d'équipement de l'habitat) crée le poste de :

CHEF DE MARKETING

100.000 +

Dépendant de la Direction Commerciale et Marketing, et animant douze collaborateurs (dont 2 Assistant et 3 Chefs de Produits), il sera responsable du marketing-mix de la Société.

Il est demandé :

- Une formation supérieure commerciale de type E.C.C.
- Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction identique ou en tant que Chef de Produit (si possible en grande consommation),
- D'être bilingue français-anglais.

Le lieu de travail est à moins d'une heure de Paris-Ouest.

Ecrire avec C.V., photo et présentations sous n° 8.106 à : CIRCOR, 104, rue Lafayette, 75001 PARIS.

Groupe recherche pour : son département de fabrication de matériels pour le traitement mécanique des surfaces Gamme standard et installations spéciales

LE RESPONSABLE TECHNIQUE

Ingénieur A.M. de préférence

Age minimum : 35 ans.

Devra diriger :

- service des études et des devis;
- suivi des installations en usine.

Connaissances nécessaires :

- Automatismes - Dispositifs mécaniques - Tôlerie.
- Sablage - Grenaillage.

Connaissances souhaitées :

- Adresser C.V., présentations et photo sous n° 94.001 B BLEU PUBLICITE, 17, rue du Docteur-Lébel, 93400 VINCENNES, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

SIEGE PARIS

recherche

TRADUCTEUR (TRICE) TECHNIQUE

FRANÇAIS-ANGLAIS

pour rédaction de textes vers langue anglaise.

- Espagnol apprécié.
- Expérience en milieu industriel exigée.

Avantages sociaux intéressants.

Ecrire avec C.V. et photo, sous n° 1.124, à SPERAN, 12, rue Jean-Jaures, 92807 POTEAUX, qui transmettra.

La C.I.C.E.M. (Compagnie Internationale d'Éducation et de Marketing) recherche

1) CHARGÉ D'ÉTUDES (poste A)

Techniquement très qualifié, imaginatif et actif (très présent à sur le terrain).

Polyvalence appréciée dans un ou plusieurs domaines :

- Marketing
- Etudes Industrielles, notamment Bâtiment
- Communications (Média, Pédagogie, Formation)
- Édition (Livres, presse, Jours, A.V.)

Pour soumission de débouchés sur des fonctions de « Directeur d'études ».

2) ENQUÊTEURS (trices) VACATAIRES (poste B)

Pour tous types de questionnaires.

Envoyer C.V. détaillé, photo et présentations à : C.I.C.E.M. 228, rue Saint-Hippolyte, 75001 PARIS, en précisant la référence du poste.

Société Fédérale d'Expertise Comptable fonctionnant en cabinet de groupe existant depuis 30 ans (15 millions d'heures en 1975)

recherche

JEUNES GENS ou JEUNES FILLES

se destinant à l'expertise comptable.

- Avant au minimum l'examen probatoire d'Expertise Comptable.
- Un certificat D.E.C.S. (souhaité).
- Avenir dans le Cabinet et formation assurée.

Adresser curriculum vitae + photo à S. 300, ERTO, 8, place des Victoires - 75001 PARIS, qui transmettra.

QUARTIER MONCEAU

Fonds d'assurance formation

Offre situation intéressante et d'avenir à :

COLLABORATEUR NIVEAU LICENCE (30 ans minimum)

SEEA CHARGE :

- essentiellement de travaux d'ordre administratif,
- d'étudier les demandes de stages et de les résoudre sur le plan administratif et comptable.

Adresser C.V. manuscrit très complet et indiquer préférences à : n° 526 à Campbell B.P. 57, 75014 Paris Cedex 17 qui transmettra.

demandes d'emploi

DOCUMENTATION

ECONOMIQUE
Ces services hautement qualifiés recherchent pour :
Prévisions : 2.000 F mensuel.
Ecr. n° 7.852, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

CADRE COMMERCIAL

FRANÇAIS 31 ANS
Formation secteur papeterie complétée par séjour cabinet-conseil. Parfaitement bilingue (français, anglais, espagnol). Recherche : à Paris ou proche banlieue. Libre pour déplacement court terme. Ecr. n° 7.853, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

LICENCIÉ EN DROIT

J.F. 25 ans, 7 ans exp. not. ch. aff. ass. serv. jur. (jurisprudence, conseil juridique, etc.). Ecr. n° 7.854, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

CADRE IMMOB. (GESTION)

2 ans exp. 58 promotion résidentielle
cherche responsabilité dans SOCIÉTÉ PROMOTION
Ecr. n° 7.855, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

DOCUMENTALISTE

Dame 45 ans, 10 ans exp. ch. aff. ass. serv. jur. (jurisprudence, conseil juridique, etc.). Ecr. n° 7.856, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

ANGLAIS A L'ÉTRANGER

Pr. 1.500 F/mois, 10 ans exp. ch. aff. ass. serv. jur. (jurisprudence, conseil juridique, etc.). Ecr. n° 7.857, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

ASSISTANT CHIEF DE

PERSONNEL - cadre 29 ans exp. ch. aff. ass. serv. jur. (jurisprudence, conseil juridique, etc.). Ecr. n° 7.858, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

INDUSTRIELS

VOUS êtes responsables de l'avenir de votre société. Recherche : à Paris ou proche banlieue. Libre pour déplacement court terme. Ecr. n° 7.859, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

ASSISTANT DE DIRECTION

Position cadre - Calédonie
25 ans exp. ch. aff. ass. serv. jur. (jurisprudence, conseil juridique, etc.). Ecr. n° 7.860, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

représent. demande

Recherches REPRÉSENTANT (TPE) secteur multi-branches. Se prés. avec C.V. à : ELPCO, 10, rue de Valenciennes, Paris-9.

information emploi

COMMENT TROUVER UNE SITUATION EN 1976 ?
Vous apprendrez au cours d'un séminaire spécial sur les techniques de recherche d'emploi et de négociation. Ecr. n° 7.861, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEH (Centre d'information sur l'emploi) vous propose GUIDE COMPLET (200 pages). Extraits de :
- La C.V. : rédaction, mise en page, conseils à donner.
- La psychologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi idéal : les "trucs" et les techniques appropriées.
- Répondre intelligemment aux questions.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Les offres d'emploi les plus intéressantes.
- Pour informations, écr. CIDEH, 4, St. Monsignor, 75-14 Châteaux.

AGENCE

Jus. 25 ans, 10 ans exp. ch. aff. ass. serv. jur. (jurisprudence, conseil juridique, etc.). Ecr. n° 7.862, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

L'immobilier

appartements vente

Paris

Rive droite

HALLES - vous sur le trottoir
BEAU STUDIO avec grand balcon, w.c., dche, cave, soléil, 25.000 F. Ecr. n° 7.863, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

Paris

Rive gauche

11^e MONTMARTRE
Magnifique 4 p., neuve 104 m² + 20 m² terrasse. Cuisine équipée, dressing, chauffage, sol. cave, parking en sous-sol. Sur place 17, rue de Valenciennes, 75009 Paris-9.

Paris

Rive droite

11^e MONTMARTRE
Magnifique 4 p., neuve 104 m² + 20 m² terrasse. Cuisine équipée, dressing, chauffage, sol. cave, parking en sous-sol. Sur place 17, rue de Valenciennes, 75009 Paris-9.

Paris

Rive gauche

11^e MONTMARTRE
Magnifique 4 p., neuve 104 m² + 20 m² terrasse. Cuisine équipée, dressing, chauffage, sol. cave, parking en sous-sol. Sur place 17, rue de Valenciennes, 75009 Paris-9.

Paris

Rive droite

11^e MONTMARTRE
Magnifique 4 p., neuve 104 m² + 20 m² terrasse. Cuisine équipée, dressing, chauffage, sol. cave, parking en sous-sol. Sur place 17, rue de Valenciennes, 75009 Paris-9.

Paris

Rive gauche

11^e MONTMARTRE
Magnifique 4 p., neuve 104 m² + 20 m² terrasse. Cuisine équipée, dressing, chauffage, sol. cave, parking en sous-sol. Sur place 17, rue de Valenciennes, 75009 Paris-9.

Paris

Rive droite

11^e MONTMARTRE
Magnifique 4 p., neuve 104 m² + 20 m² terrasse. Cuisine équipée, dressing, chauffage, sol. cave, parking en sous-sol. Sur place 17, rue de Valenciennes, 75009 Paris-9.

Paris

Rive gauche

11^e MONTMARTRE
Magnifique 4 p., neuve 104 m² + 20 m² terrasse. Cuisine équipée, dressing, chauffage, sol. cave, parking en sous-sol. Sur place 17, rue de Valenciennes, 75009 Paris-9.

Immobilier (information)

VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT ?

INFORMATION LOGEMENT

525 25 25

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat. Un service entièrement gratuit.

Centre Etoile
49, avenue Kléber, 75116 Paris
525.25.25

Centre Nation
45, Cours de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre Maine
210, avenue du Maine,
75014 Paris 535.22.17

LOCATIONS SANS AGENCE
18, rue de Valenciennes, 75009 Paris
Séjour 300 F - 70-70-70

locations non meublées

Paris

Offre

ODEON GRD APPT
TRES BELLE RECEPTION
Imm. standing - Châssis service
Tél. 70-70-70

Paris

Région parisienne

SECONDI S.A. 27-04-76
BOULOGNE, imm. récentes
salons, 2 ch. très beaux 3 p.
et ch. état parfait, loge sur
jardin, parking.
Vente 100 m² + 10 m² terrain.
4, RUE DE BELLEVUE
MEUDON (sur de Paris)
Récit 2 p., sur jardin, 10 p.
ch. état parfait, loge sur
jardin, parking.
MARTIN, Dr. 70-70-70

locations non meublées

Demande

CRETEIL, près Marne, VILLA
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

locations meublées

Demande

AV. VICTORIA
Bel imm. 3 p., b. occupé 76 m²
sur 600 m², sur Salon, 5 ch.
cuis., 2 ch. b. sur 2 v.
2.500/mois. Demandez, 207-02-20.

propriétés

DORDOGNE

Exceptionnel Caste d'iverce
Maison de caractère entier, refait
à neuf. Sur un petit village. Vue
splendide, Salon, 3 ch. cuis., 2
b. de bain, 3 terrasses, 8.000.
Tél. (15-45) 27-10-46 de 10 à 12 h.
Ecr. Agence 31-10-46 de 10 à 12 h.
Foirail, 4430 SALVAC.

LE VESINET

Calme - Unre
Vastes dépendances. Aménage-
ment. 100 m² de terrain.
Part. état, 2 salons, bureau
bibliothèque, 2 ch. cuis., 2
b. de bain, 3 terrasses, 8.000.
Tél. (15-45) 27-10-46 de 10 à 12 h.
Ecr. Agence 31-10-46 de 10 à 12 h.
Foirail, 4430 SALVAC.

1 h. de PARIS SUD

BELLE PROPRIÉTÉ
Ancien moulin
confort, 3 habit., parc, plan
d'eau, rivière, très agréable.
Urgent - Tél. (01) 62-52-14.

ORGEVAL

PTE 54.000 m² de terrain.
Carrière habitable 300 m².
Pte 1.670.000 F. J.M.B. 970-79-79.

ST-GERMAIN-MONT-BLANC

St-Germain-Mont-Blanc, maison
maître, 200 m², salle de bain,
garage 2 voitures. Très beau
pays. 2.200 m² de terrain. Pte.
Ecr. Agence 31-10-46 de 10 à 12 h.
Foirail, 4430 SALVAC.

AV. VENDRE

1 h. de PARIS SUD
BELLE PROPRIÉTÉ
Ancien moulin
confort, 3 habit., parc, plan
d'eau, rivière, très agréable.
Urgent - Tél. (01) 62-52-14.

ORGEVAL

PTE 54.000 m² de terrain.
Carrière habitable 300 m².
Pte 1.670.000 F. J.M.B. 970-79-79.

ST-GERMAIN-MONT-BLANC

St-Germain-Mont-Blanc, maison
maître, 200 m², salle de bain,
garage 2 voitures. Très beau
pays. 2.200 m² de terrain. Pte.
Ecr. Agence 31-10-46 de 10 à 12 h.
Foirail, 4430 SALVAC.

AV. VENDRE

1 h. de PARIS SUD
BELLE PROPRIÉTÉ
Ancien moulin
confort, 3 habit., parc, plan
d'eau, rivière, très agréable.
Urgent - Tél. (01) 62-52-14.

ORGEVAL

PTE 54.000 m² de terrain.
Carrière habitable 300 m².
Pte 1.670.000 F. J.M.B. 970-79-79.

ST-GERMAIN-MONT-BLANC

St-Germain-Mont-Blanc, maison
maître, 200 m², salle de bain,
garage 2 voitures. Très beau
pays. 2.200 m² de terrain. Pte.
Ecr. Agence 31-10-46 de 10 à 12 h.
Foirail, 4430 SALVAC.

AV. VENDRE

1 h. de PARIS SUD
BELLE PROPRIÉTÉ
Ancien moulin
confort, 3 habit., parc, plan
d'eau, rivière, très agréable.
Urgent - Tél. (01) 62-52-14.

ORGEVAL

PTE 54.000 m² de terrain.
Carrière habitable 300 m².
Pte 1.670.000 F. J.M.B. 970-79-79.

ST-GERMAIN-MONT-BLANC

Survez la Seine et à 100 km de Paris, vous reconnaîtrez Le Vaudreuil, une ville où il y a huit villages, deux fleuves et une forêt.

On y respire 1.000 habitations mais 50 arbres par habitant. Rien n'est démesuré, couchez-vous dans l'herbe, les immeubles ne dépassent pas les pommiers.

On y entre et on en sort facilement par l'autoroute de Normandie, l'aéroport de Rouen, et les huit trains quotidiens pour Paris St-Lazare.

On ne s'y ennuye pas et ce n'est pas étonnant: la route du Vaudreuil, c'est la route de vos week-ends. Golf, équitation, tennis, chasse en forêt de Ecor, et voile sur 80 hectares de plan d'eau. Tous les soirs, si vous voulez.

On y vit et on y travaille déjà. Aujourd'hui la nouvelle commune du Vaudreuil compte 5.000 habitants (20.000 en 1980).

De la Maternelle au Collège, la rentrée 76 s'est bien passée. Au théâtre de plein air, les acteurs sont les enfants.

Le maire a célébré les premiers mariages.

Sept experts en nature organisent et anticipent la lutte contre les nuisances. Les parcs d'activités ne sont plus des chantiers. Ils sont viabilisés et rodés par les entreprises déjà installées: l'Institut Pasteur en 1973, et depuis: Upjohn, Télémécanique, CII, les parfums Hermès, etc.

En permanence au Vaudreuil, il y a un responsable rompu aux démarches administratives, c'est à lui qu'il faut vous adresser:

M. Viger, Etablissement Public du Vaudreuil, BP 5 - 27690 Léré
Tél. (32) 59.00.80

Venez travailler où vous avez envie de vivre, vous économiserez une résidence secondaire.



GO WEST

La région parisienne

DU NEUF DANS LE MÉTRO

TOUJOURS amoureux de leur métro, les Parisiens commencent à s'en lasser : pas de lignes nouvelles pendant plusieurs dizaines d'années et le style porcelaine des stations qui finissent par vieillir. Pis que cela : depuis quelques temps les couloirs et les stations, qu'avaient désertés les agents à casquette, tendent à devenir des endroits peu sûrs.

Il n'y a pas eu de grands bouleversements, mais le climat est en train de changer. Après la grande percée du R.E.R., la R.A.T.P. multiplie les chantiers plus modestes, notamment en direction de cette banlieue qu'avait ignorée le début du siècle. On habille à neuf les quais et les voies en cherchant parfois à en faire des réalisations de goût et même des lieux de rencontre agréables.

Un point d'interrogation : réussira-t-on à redonner tout à fait confiance à l'usager traumatisé par la vague de délinquance qui n'épargne pas la ville souterraine ?

« C'est direct... »

LA BASILIQUE VAUT-ELLE LE DÉTOUR ?

On a vu dans les couloirs du métro des affiches représentant une rame déversant son contingent de voyageurs à l'intérieur même de la basilique Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). La légende affirme que « la basilique Saint-Denis vaut le détour... » et c'est direct avec le métro, grâce à la ligne n° 13 (Saint-Denis - Champs-Élysées-Clémenceau) prolongée le 9 novembre, jusqu'à Chatillon-Montrouge (Hauts-de-Seine). Les usagers sont-ils sensibles à cette « réclamation » culturelle ?

La station « Saint-Denis-Basilique-Hôtel-de-Ville » est, certes, une invitation au voyage dans le passé. La publicité est absente de ses murs et des éclairages indirects mettent en valeur les reproductions ou les photos des trésors de l'abbatiale des trois de France : statues, détails du porche, objets d'art. Dans la salle de la bibliothèque, une grande baie découvre la face nord de la nef, et des tapis roses et bleus en cours de démolition. Une vitrine présente des objets d'antiquité, une garde de terre, des bijoux.

Quelques regards distraits les effleurent. Un garçonnnet tire sa mère vers cette zone de lumière : la contemplation ne dure pas plus de trente secondes car, si les trésors brillent, ils ne parlent pas. Pourquoi ce couple de retraités

est-il venu par le métro pour visiter la basilique ? « Il faisait beau, dit le mari. Nous avions décidé de prendre l'autobus, mais il n'existe plus, paraît-il. Je trouve très commode de venir par le métro, mais la dénomination de la station « Saint-Denis-Basilique-Hôtel-de-Ville » m'avait fait croire que la ligne partait de l'Hôtel de Ville de Paris. D'autre part, je ne savais pas qu'il convenait de prendre un billet supplémentaire pour la section située hors de Paris. »

Ce jeune Algérien, étudiant en électronique, a du temps à perdre. Il est venu à Saint-Denis pour flâner. Oui, il a vu l'affiche de la R.A.T.P. et il souhaite, un jour, admirer les tombeaux des rois de France. Mais, pour l'instant, il s'intéresse plus au métro et à ses automatismes qu'à l'architecture.

« Qu'est-ce que c'est la basilique ? Ah ! oui, l'église qui est là. » Ce Guadeloupéen, élève en électro-mécanique, se déclare vaguement attiré par les vitrines d'art de la station, mais il vient faire ses emplettes à Saint-Denis, et c'est tout.

Une employée pressée comme on peut l'être à 15 heures au retour du bureau : « La basilique ? Je m'en moque. Les vitrines ? Ça ne m'intéresse pas. L'affiche de la R.A.T.P. ? Elle est très jolie, ça change de la publicité habituelle. »

Ces jugements reviennent comme des leitmotivs. « Vous savez, il faut être à la retraite comme moi pour admirer notre basilique, déclare une habitante du quartier Jean-Jaurès. La municipalité fait beaucoup d'efforts en matière culturelle, mais ça ne marche pas. J'ai été déçue par la station de métro. Je m'attendais qu'ils fassent, comme à la station du Louvre, des niches pour y placer des reproductions. Ils se sont contentés de diapositives. Vous avez vu la statue de ce pauvre saint Denis ? Ils lui ont fait une tête disproportionnée. » Le Louvre du pauvre.

Non, les Dionysiens (habitants de Saint-Denis) ne font pas le détour, et c'est à se demander si les touristes se substituent à eux, car la dame de la bibliothèque de la station affirme vendre des cartes postales de Paris, mais pas celles de la basilique. Personne ne s'acquiert de l'emplacement de celle-ci. Personne ne demande de brochure sur l'histoire du haut lieu où étaient sacrés les rois de France.

Saint-Denis, c'est la banlieue, et la banlieue n'a ni le temps ni le goût de penser à autre chose qu'au métro et au boulot. La vie à l'envers : comme la culotte de Dagobert.

ALAIN FAUJAS.

« ON SE SENT PLUS RASSURÉS »

Une nouvelle police dans les couloirs

Le 1^{er} octobre 1976, une police spécialisée était mise en place dans le métro après une longue polémique qui opposait, avec la progression de la délinquance sur le réseau ferré, la Régie au ministère de l'Intérieur. Cette inquiétante augmentation des usagers et personnels du métro étaient les victimes d'un attentat observé depuis 1971, et même si (le métro transporte quatre millions de voyageurs par jour) les couloirs de la Régie ne sont pas plus dangereux qu'un autre lieu, cette brusque flambée des agressions était préoccupante.

La Régie, qui ne voulait pas mettre sur pied sa propre police, demandait alors l'aide des forces de l'ordre, mais les responsables de la police lui rétorquaient que c'était à eux, transporteurs, d'assurer la sécurité de ses usagers. Il fut enfin décidé d'instaurer des opérations « métro-police » au cours desquelles les forces de l'ordre multiplieraient les interpellations, qui passaient ainsi de dix mille en 1972 à cinq cent cinquante mille en 1975. Première conséquence : le nombre des agressions baissait de 11% durant les huit premiers mois de 1976.

Enfin, le 1^{er} octobre une véritable police du métro installée dans les locaux de la Régie était créée : la compagnie centrale de sécurité du métro. Une centaine de policiers en uniforme, un commissaire, cinq officiers, dix policiers en civil spécialisés dans les vols et un secrétaire basé à la Bastille constituent la compagnie. Par groupes, les gardiens de la paix circulent dans les couloirs et les wagons du métro, particulièrement sur les lignes les plus touchées par la délinquance : « numéro 4 » (Porte-d'Orléans-Porte-de Clignancourt), « numéro 6 » (Etoile-Nation), « numéro 2 » (Porte-Dauphine-Nation), et un certain nombre de stations telles que Châtelet, Barbès-Rocheschaux et celles qui desservent les gares.

En revanche, ils ne peuvent pénétrer dans les locaux techniques de la Régie ni dans les cabines de pilotage et ne sont pas habilités à dresser des procès-verbaux en cas de fraude ou d'infraction, puisque c'est là la fonction des inspecteurs de la Régie.

Un mois après l'installation de la compagnie, les bilans sont difficiles à faire. Tout d'abord, l'effectif des policiers n'a été que progressivement mis en service ; ensuite, plusieurs mois seront nécessaires pour que des statistiques sérieuses puissent être établies. Mais à défaut de chiffres, les premiers effets de l'apparition de la police se font sentir.

Autour des kiosques à journaux, parmi les usagers qui attendent sur les quais, des voix unanimes affirment : « On se sent plus rassuré. » « Je me suis fait attaquer une fois, j'avais peur. Aujourd'hui, j'ai moins d'appréhension. » « La peur de l'uniforme est le commencement de la sagesse. »

M.-C. R.

ENVIRONNEMENT-ANIMATION

La fin de la porcelaine

La R.A.T.P. vient de prendre des dispositions qui vont améliorer l'environnement et la qualité du service rendu aux usagers du métro. Des études ont en effet démontré que les voyageurs reprochent au métro d'être trop replié sur lui-même, de manquer d'ouverture sur le monde extérieur, la vie et les activités de l'agglomération.

Mesure depuis longtemps réclamée, des horloges seront installées dans les salles de billets et à certaines intersections de couloirs. Des plans de réseaux vont se multiplier ainsi que des plans de quartier qui porteront des indications sur les différents équipements de surface que chaque station dessert.

Un programme d'animation a d'autre part été mis au point par la Régie. Il s'agit de personnaliser les stations et de préparer une série d'animations ponctuelles.

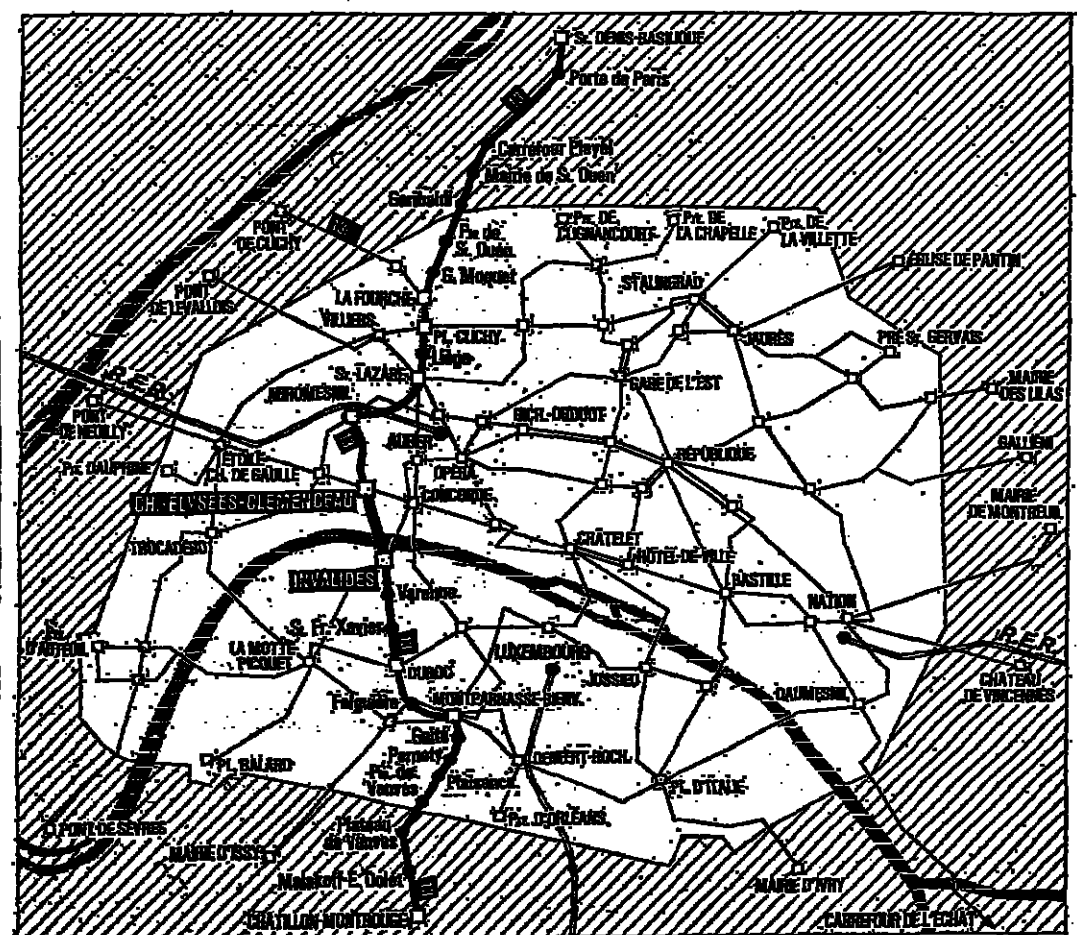
Les stations Louvre et Saint-Denis-Basilique ont été décorées de reproductions et de photos qui

rapellent le musée ou le monument historique qui se trouve à proximité. Les projets portant sur les stations Gobelins (les tapisseries), Varenne, Iéna (les musées voisins), Rambuteau (le Centre Pompidou), Saint-Michel (une décoration cinématique), ne sont pas encore réalisés. En effet, de telles opérations coûtent cher et la participation financière du secrétariat d'Etat à la culture n'est pas assurée. On peut néanmoins envisager des projets moins ambitieux : ainsi, à la station Jussieu, une seule vitrine a été placée sur le quai.

Des animations ponctuelles peuvent, enfin, se dérouler dans le métro. L'expérience a déjà été tentée : des démonstrations de judo ont eu lieu à la station Auber, où elles ont obtenu un vif succès. Des peintures ont exposé leurs toiles à Montparnasse-Bienvenue, et le principe a été retenu d'ouvrir, pour un dimanche, les couloirs à des groupes de musiciens bénévoles.

SAINT-DENIS-BASILIQUE-CHATILLON-MONTROUGE

Du nord au sud : la ligne 13



Le mardi 9 novembre, la jonction des lignes 13 (Saint-Denis-Basilique - Champs-Élysées-Clémenceau) et 14 (Porte-de-Vanves-Chatillon-Montrouge) sera inaugurée. Avec la prolongation de la ligne 14 à Chatillon, la R.A.T.P. met en service

une grande liaison régionale nord-sud, la nouvelle ligne 13, qui joindra Saint-Denis-Basilique, inaugurée au printemps, à Chatillon-Montrouge.

Le 15 février 1975, le prolongement de la ligne 13 jusqu'à Champs-Élysées-Clémenceau était inauguré. Dix-huit mois de travaux ont donc été nécessaires pour l'achèvement de l'ouvrage.

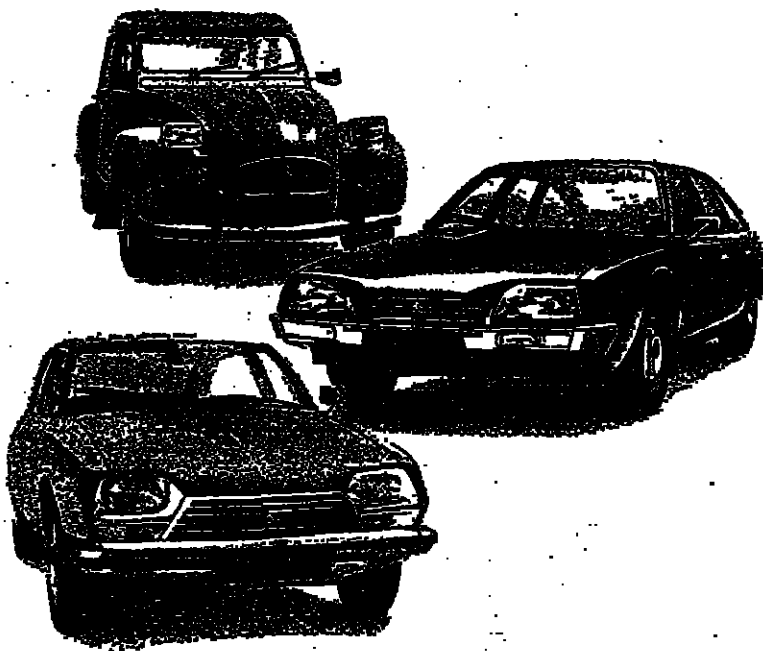
La jonction des lignes 13 et 14 (538 mètres) a nécessité le franchissement de la Seine ; quatre caissons pédonculaires ont ainsi été coulés dans le fleuve. Les tunnels (190 mètres) ont été creusés sur les rives gauche et droite de la Seine.

La station Invalides a été totalement remodelée, le quai allongé à 135 mètres, et une nouvelle salle de billets a été construite. Les travaux, qui ont nécessité la déviation

des réseaux annexés (conduites de gaz, chauffage urbain), ont été exécutés sans que le trafic ait jamais été interrompu.

Le prolongement au sud de la ligne 14 (Porte-de-Vanves-Chatillon-Montrouge) passe sous le boulevard périphérique, traverse la commune de Malakoff et de Chatillon-sous-Bagneux. Il dessert trois stations : Malakoff-Plaisance-de-Vanves, Malakoff-Rue-Etienne-Dolot et Chatillon-Montrouge. Il comporte un tronçon souterrain de 220 mètres et une trémie de 120 mètres, après laquelle la ligne remonte à l'air libre à la station Malakoff-Plaisance-de-Vanves, en un tronçon aérien de 1.800 mètres. La protection des riverains est assurée par la pose d'un écran antibruit. Le coût total de cette jonction (depuis le début des travaux en 1968) et des prolongements de ligne atteint 700 millions de francs.

IL Y A DES OCCASIONS A NE PAS LAISSER PASSER 3 EXEMPLES:



2 CV 4 1976 : 10 760 F
Garantie 3 mois pièces et main-d'œuvre dans toute la France.

GS Spécial 1976 : 18 900 F
Garantie 6 mois pièces et main-d'œuvre dans toute la France.

CX 2000 1976 : 29 500 F
Garantie 6 mois pièces et main-d'œuvre dans toute la France.

DEPARTEMENT OCCASION CITROËN

10, place Étienne-Péret,
75015 PARIS - Tél. 532.70.00

59 bis, avenue Jean-Jaurès,
75019 PARIS - Tél. 208.86.60

50 à 64, bd Jourdan,
75014 PARIS - Tél. 589.49.89

CITROËN TOTAL

CITROËN

NOTRE Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos télégrammes, vos messages, vos télételex. Vos correspondants nous répondent par télex. Vos télégrammes, vos messages, vos télételex. Vos correspondants nous répondent par télex.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Les frontaliers, premières victimes de la crise

Genève. — Belges travaillant en France et au Luxembourg, Français de Moselle occupant un emploi au Luxembourg, Français du Bas-Rhin se rendant en Allemagne fédérale, Italiens, Autrichiens et Français employés en Suisse, ont étudié, le samedi 6 novembre, à Genève, leur situation respective dans les pays d'accueil.

En réponse au reproche fait aux travailleurs frontaliers de ne rechercher que les « retombées » d'un taux de change souvent avantageux, le président du Comité national des frontaliers de France, M. Simon Kessler, a déclaré : « Le mouvement frontalier répond le plus souvent à des difficultés économiques propres au pays d'origine. »

Dans tous les pays d'Europe, les frontaliers ont été les premières vic-

De notre envoyé spécial

times de la « crise ». Dans les usines et les bureaux, une discrimination évidente s'est installée entre les frontaliers et les résidents. Les entreprises licencient entre 20 et 40 % des travailleurs frontaliers, ou imposent un chômage partiel, alors que, dans le même temps, les résidents chômeurs dans une proportion de 8 à 10 %. Ainsi, le nombre des frontaliers travaillant à Bâle est passé de 18 500, en 1974, à 14 000 en 1975 ; à Genève, ils étaient 24 728 en septembre 1974, on en compte aujourd'hui 5 900 de moins.

La président du Conseil d'Etat suisse, M. Jean Babel, a dénoncé ces « faux frontaliers », c'est-à-dire ces salariés provenant de régions françaises souvent situées à plusieurs centaines de kilomètres de Genève. Leur nombre doit être dorénavant limité, estiment les autorités genevoises.

L'une des solutions serait de faire bénéficier les jeunes frontaliers « authentiques » d'une priorité par rapport à des frontaliers qui ne sont pas, en réalité, originaires de la région. La mise en place de structures « trans-frontalières » pourrait permettre de contrôler ce phénomène. Dans ces conditions il est nécessaire d'assouplir la plupart des contraintes engendrées par la frontière et de confier des responsabilités accrues aux élus locaux dans la négociation des affaires d'intérêt local. Mais les traditions de centra-

lisme des administrations françaises le permettent-elles ?

Pour l'instant, les travailleurs frontaliers souhaitent être « à égalité » avec leurs collègues, tant sur le plan social que fiscal, que ce soit dans les communes de résidence ou sur les lieux de travail. Lors de son congrès réuni à Thonon le 7 novembre, le Groupement des frontaliers de l'Est et de la Haute-Savoie s'est, pour sa part, félicité de la signature et de l'application, le 1^{er} novembre 1976, de la Convention franco-suisse de sécurité sociale qui permet aux travailleurs frontaliers de bénéficier de l'assurance invalidité et du droit à la retraite, après une année de cotisation. Mais les frontaliers réclament avec insistance leur affiliation au régime maladie de la Sécurité sociale.

En outre, le 1^{er} avril 1977, les travailleurs frontaliers seront assujettis à l'assurance chômage obligatoire, ce qui permettra une indemnisation directe par la Suisse du chômage partiel ; les chômeurs complets étant pris en charge par les caisses du régime français des ASSEDIC, comme c'est le cas actuellement.

Salon M. Kessler, « il s'agit d'une modification fondamentale de la situation juridique du travailleur frontalier », qui désormais ne sera plus considéré comme une simple « main-d'œuvre d'appoint ».

CLAUDE FRANÇILLON.

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS

S. 1 - Art déco et 1900. Verrerie art nouveau de Galle.
S. 15 - Obj. de fouilles, bronzes cloisonnés, ivroires, obj. scient. argent.
S. 20 - Bijoux argent.

VENTE

S. 8 - Obj. d'art, bel ameublement XVIII^e et XIX^e.
S. 13 - 500 tableaux modernes.
S. 19, à 18 h. - Tapis d'Orient.
HOTEL GEORGE V - Salon de la Paix Monnaie de collections.

Faits et projets

Circulation

PEAGES ET COUT DE LA VIE

Répondant à la question orale de M. Pierre Vallon, sénateur (non inscrit) du Rhône, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a répondu le 5 novembre, qu'il était favorable au péage sur les autoroutes, même aux abords des agglomérations.

Dans ce dernier cas, la mise en place de systèmes d'abonnements ou de formules du genre « carte orange » lui paraît « indispensable » et « la possibilité doit être laissée aux collectivités locales de procéder au rachat partiel ou total du péage ».

Plus nouvelle est la distinction que le ministre fait entre la part du péage qui couvre les charges d'entretien et d'exploitation (elle « doit varier avec le coût de la vie ») et la part correspondant aux charges financières de la société concessionnaire, qui, elle, ne peut « varier que faiblement ».

VOIS DE VOITURES : MARSEILLE EN TÊTE

De plus en plus de voitures sont volées dans les grandes villes françaises et en particulier dans le midi de la France. On compte 40 voitures volées pour 1 000 véhicules en circulation à Marseille en 1975 ; Paris et Lyon viennent ensuite avec 20 véhicules volés pour 1 000 habitants. Le Centre de documentation et d'information de l'assurance constate également une augmentation importante des vols de voitures dans les zones rurales. La fréquence des vols a en quatre ans doublé dans ces régions ; elle est passée de 3,4 pour 1 000 en 1971 à 7 pour 1 000 en 1975.

Le Centre signale, d'autre part, une progression des vols parmi les petites cylindrées. La fréquence a plus que doublé en quatre ans pour les véhicules d'une puissance inférieure à 4 CV (5 pour 1 000 en 1971, 12,5 pour 1 000 en 1975). Les grosses cylindrées restent cependant les plus prisées des « adeptes » avec une fréquence de vol qui dépasse 22 pour 1 000 à l'heure actuelle.

Qualité de la vie

LES « BIOS » A NEUILLY

Les agriculteurs biologiques, c'est-à-dire ceux qui cultivent sans engrais chimiques et sans pesticides de synthèse, demandent 1 % des fonds publics alloués à la recherche agronomique, à la formation et à l'encadrement des agriculteurs. Tel est l'essentiel de la motion que plusieurs centaines d'entre eux ont votée à l'occasion de douzième congrès qui était réuni à Neuilly (Bords-de-Seine), du 5 au 7 novembre. Leur association Nature et Progrès compte aujourd'hui sept mille membres. Un millier sont des cultivateurs, les autres des citoyens consommateurs.

Longtemps brocardés, ils sont à présent soutenus par des agronomes, des médecins et, d'une manière générale par l'ensemble du mouvement écologique, dont ils démontrent les thèses. Ils n'ont aucune peine à écouler leurs produits, puisque deux mille magasins « diététiques » leur font une promotion gratuite.

L'association Nature et Progrès peut se permettre aujourd'hui d'interroger les formations politiques. C'est ce qu'elle a fait au cours d'un débat qui achevait son congrès. Tous les partis avaient promis de venir, mais finalement seuls M. Philippe Saint-Marc, représentant le Centre des démocrates sociaux, et Mme Christiane Mora, pour le parti socialiste, se sont déplacés. Ils ont affirmé — mais sans beaucoup convaincre — l'un pour la majorité, l'autre pour l'opposition, que la défense de l'environnement faisait partie de leur constante préoccupation.

OPPOSITION AU PARC NATIONAL D'HYÈRES

Trois cents pêcheurs professionnels, plaisanciers et habitants de Forquerolles viennent de fonder une comité de défense pour s'opposer au projet de création d'un parc national dans les îles d'Hyères qui étendrait les restrictions de pêche et de navigation déjà appliquées autour de Port-Cros aux alentours de Forquerolles.

Quant à M. Mario Bénard, député U.D.R. du Var et maire d'Hyères, bien que favorable au projet du parc, il souhaite que les collectivités locales gardent la responsabilité de la décision définitive. — (Corresp.)

LES EAUX DE THAU GUÉRIES

Les moules de l'étang de Thau peuvent à nouveau être commercialisées à partir du samedi 6 novembre. Cette décision a été annoncée par l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes de Sète.

C'est par mesure de précaution que la récolte et la commercialisation des moules du bassin, qui fournit le quart de la production française avaient été suspendues le 28 octobre dernier.

Les pluies torrentielles qui, pendant une dizaine de jours, étaient tombées sur la région avaient entraîné une pollution passagère des eaux de l'étang.

Urbanisme

LES MARINES DE COGOLIN ET LE FISC

La société du port des Marines de Cogolin (Var) s'estime abusivement imposée pour occupation du domaine public maritime : 159 000 francs, au lieu des redevances symboliques réclamées aux deux ports voisins de Saint-Tropez et de Port-Grimaud. « La redevance a été fixée sans notre accord », a estimé la société devant

le tribunal administratif de Nice. On ne tient pas compte de l'égalité des citoyens devant les charges publiques.

L'administration estime, au contraire, qu'il n'est pas question d'égalité fiscale entre le port de Saint-Tropez, où la gestion est publique et qui assure un service public, Port-Grimaud, construit sur des terrains privés, et d'autre part les Marines de Cogolin, qui occupent en hectares du domaine maritime en vue d'un usage privé. Le commissaire du gouvernement, avant de proposer le rejet de la requête, a estimé qu'une partie du domaine public maritime avait été retranchée au bénéfice d'une catégorie d'usagers et que « l'administration n'avait même pas été jusqu'au bout de ce qu'elle pouvait exiger ». Le jugement a été mis en délibéré.

(PUBLICITE)

AVIS PUBLIC D'APPEL DE CANDIDATURE

La ville de Rennes informe les concepteurs intéressés qu'elle projette de construire un

NOUVEL HOTEL DE VILLE

situé sur la zone dite de l'Arsonal, dans le centre de Rennes.

Il s'agit d'un immeuble de 22.000 m² environ qui abritera, outre des bureaux, la salle du Conseil Municipal, un restaurant de 300 places et certains équipements sociaux.

L'étude et la réalisation de cet immeuble seront effectuées selon les dispositions des décrets des 28 février et 29 juin 1973, réglementant les marchés publics d'ingénierie et d'architecture.

En conséquence, un nombre limité de concepteurs, choisis tant sur un plan régional que national, seront mis en compétition selon l'esprit de ces décrets.

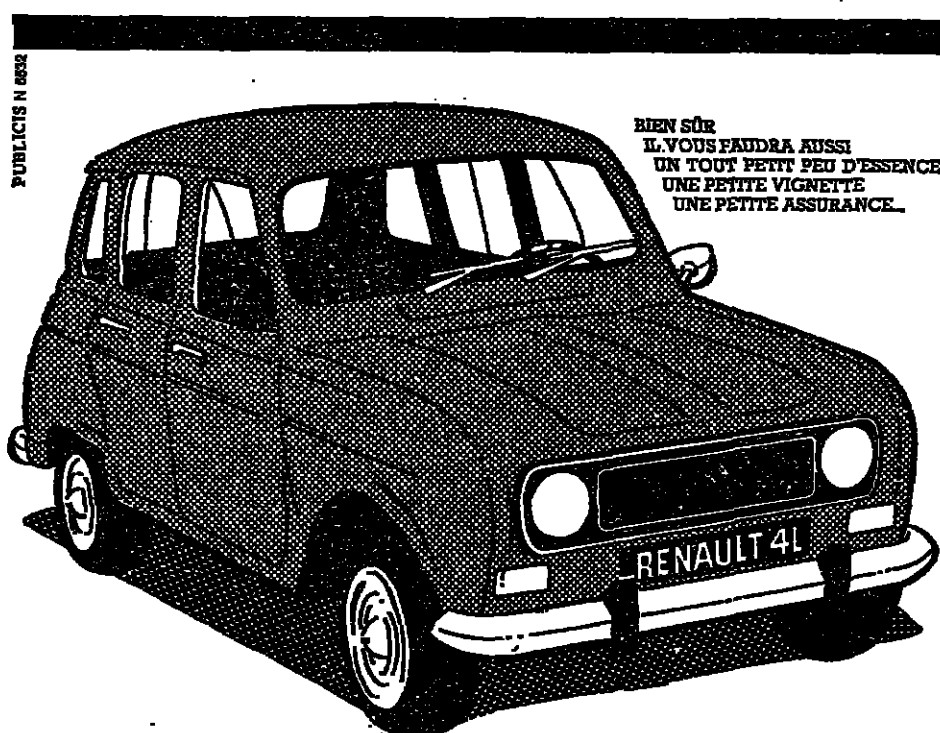
Les candidats ayant participé à la compétition et non retenus recevront une indemnité forfaitaire, dans la mesure où leur dossier satisfait aux conditions précisées dans le règlement de consultation.

Les candidatures, accompagnées de références et de photos de réalisations, devront être adressées à Monsieur le Maire de Rennes au plus tard le 26 novembre 1976, le cachet de la poste faisant foi. (Mentionner sur l'enveloppe : Compétition Nouvel Hôtel de Ville.)

Dans le cas de groupement de concepteurs, l'identité et les références de chaque co-contractant devront être précisées et le mandataire commun nommé désigné.

Toute information générale sur le projet peut être recueillie auprès de l'organisme chargé de la programmation, B.R.E.A., 53, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly, tél. 637-26-90.

VOTRE 'FORFAIT' TRANSPORT 298F PAR MOIS*



BIEN SÛR IL VOUS FAUDRA AUSSI UN TOUT PETIT PED D'ESSENCE UNE PETITE VIGNETTE UNE PETITE ASSURANCE...

*MENSUALITES LEASING 1^{ERE} ANNEE ET UN DEPOT DE GARANTIE DE 700F RECUPERABLE.

Loyer 1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e et 4 ^e années	Option d'achat finale
298 F	358 F	447 F	3.725 F

RENAULT 4L

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR SANS ENGAGEMENT DE MA PART, TOUTE INFORMATION SUR LES DIVERSES POSSIBILITES DE FINANCEMENT DE LA RENAULT 4L.

NOM : _____

ADRESSE : _____

RETOURNER CE BON A : R.N.U.R. BP 14292 106 BOULOGNE-BILLANCOURT

cinq atouts que vous ne trouverez nulle part ailleurs, pour installer vos bureaux.

- 17 000 m² de bureaux disponibles à vos mesures
- des conditions financières privilégiées
- une situation géographique stratégique
- un personnel nombreux et qualifié sur place
- des équipements urbains bien conçus

Ces bureaux existent en toute dimension, à partir de 13 m², aménagés ou bruts de décoffrage, « open space » ou cloisonnés. Selon vos besoins, trois formules vous sont proposées : location simple (bail de 3, 6 ou 9 ans), vente avec paiement comptant, vente avec crédit sur 15 ans.

Un exemple : à Sarcelles, avenue du 8 Mai 1945, des bureaux aménagés de 300 m² sont disponibles à 260 F le m² en location, à 3.300 F le m² en vente. Le crédit sur 15 ans accordé sur 70 % du prix de vente hors taxes, est remboursable mensuellement à un taux particulièrement exceptionnel.

Sarcelles ville nouvelle

Pour recevoir des renseignements complémentaires, veuillez nous téléphoner ou nous retourner le coupon-réponse ci-dessous.



4, place de Navarre 95200 Sarcelles 980 71.01 - 980 75.94 - 980 67.19

صدا من الامم

PRESSE LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les projets de M. Hirsant

LES JOURNALISTES C.F.D.T. : vers le journal unique.

Le Syndicat des journalistes français C.F.D.T., dans un communiqué relatif aux projets de M. Robert Hirsant — un *Figaro* aux éditions multiples dont l'abonnement de Paris-Normandie coûterait le prototype (le *Monde* du 6 novembre) — considère que ces projets « instaurent en France le régime du journal unique ou quasi unique pour de larges portions du territoire ».

« La confiscation de l'information par un monopole privé bénéficierait de soutiens bureaucratiques et de complaisances politiques favorables tend à mettre fin, précise-t-il, à tout pluralisme et toute diversification des sources d'information ».

« Ses conséquences seraient préjudiciables : une réduction considérable de l'emploi pour toutes les catégories de travailleurs de la presse, un conditionnement autoritaire des journalistes, des pressions limitées à partir d'une position dominante sur toutes les fonctions concourant à l'information du pays, depuis l'indépendance de l'A.F.P. et des autres agences jusqu'aux conditions de distribution des journaux et périodiques ».

« Qu'un monopole privé, ajoute le communiqué, assure de moyens sans précédent depuis plus d'un siècle pour monopoliser l'opinion, cela concerne chaque citoyen, toutes les organisations attachées à la liberté d'opinion, d'expression et de presse, toutes les institutions de la République ».

En conséquence, et si l'existence d'un tel monopole devait s'avérer, le S.J.F. — C.F.D.T. — demanderait que Hirsant soit démis et que les moyens dont il s'est emparé soient placés sous séquestre afin de rétablir les conditions d'une information démocratique ».

Le syndicat en appelle à la confédération, finalement, « pour faire échouer l'opération Hirsant en mobilisant l'opinion française avec l'aide des autres organisations de travailleurs ».

● Au « *Quotidien de Paris* », M. Paul Guilbert vient d'être nommé chef du service politique. Il reste cependant conseiller de la direction des Nouvelles littéraires où il occupe sa place de rédacteur en chef à M. Jean-Marie Borzeix.

L'os

(Suite de la première page.)

Le dossier de M. Bergeron n'est pas mince. Lorsqu'elle fut inaugurée, fin 1969, cette procédure de négociation fut saluée par M. Chaban-Delmas de manière éblouissante : il y voyait une « révolution » et la promesse de la fin des grèves dans le secteur public pour un bon bout de temps. Son enthousiasme était excessif mais il faut reconnaître que, de 1969 à 1974, les électriciens et les gaziers n'ont déclenché aucun mouvement. Cette « paix sociale » fut ébréchée en mars 1974, puis en mars 1976 parce que les syndicats intéressés trouvaient insuffisantes les propositions gouvernementales sur les rémunérations, mais on peut dire tout de même que les dégâts, sous forme d'arrêts de travail, ont été limités (sauf dans les P.T.T., mais pour des raisons différentes).

Les gouvernements qui se sont succédés depuis M. Chaban-Delmas ont tous, au reste, exprimé leur accord avec cette politique contractuelle qui avait aussi pour mérite de beaucoup mieux déterminer où l'on allait en matière budgétaire.

Du côté des agents du secteur public, le bilan est encore plus

positif, si bien qu'après avoir fait la fine bouche tous les syndicats y ont finalement adhéré. A l'automne 1972, pas une signature ne manquait aux accords conclus à l'E.D.F. ni au « concordat » entériné à la S.N.C.F. C'est que les centrales des travailleurs ont magnifiquement tiré parti du renouvellement des contrats, éliminant peu à peu à coups d'avancements les contraintes d'origine. Ainsi, les liens entre l'augmentation de la masse salariale et les performances de l'entreprise, la progression de la production intérieure brute se sont peu à peu relâchés pour déboucher à l'E.D.F. sur ce qui fait précisément problème aujourd'hui : quel qu'il arrive, la garantie d'augmentation du pouvoir d'achat a été fixée à 2 % (et même à 2,5 % en 1973). La durée du travail a été réduite d'une heure chaque année de 1969 à 1973 et le plancher des « quarante heures » atteint, l'extension des congés payés a été amorcée.

La clause « anti-grève » a été assez vite supprimée et divers avantages ont été ajoutés au lot : améliorations des retraites, reclassement des petites catégories, revalorisation des indemnités de résidence, notamment.

Deux poids, deux mesures ?

En temps d'euphorie, d'expansion dans une inflation contenue, ces conquêtes répétées d'un personnel déjà assez bien situé dans l'année des travailleurs pouvaient ne risquer pas le chômage) ne paraissent pas trop préoccupantes, bien que, déjà, le ministre des finances et le C.N.P.F. eussent renoncé, notamment sur la garantie d'une augmentation fixe du pouvoir d'achat.

Aujourd'hui, le respect de ces « droits acquis » paraît de nature à faire échouer la bataille contre l'inflation, le gouvernement ne voyant pas comment il pourrait défendre une politique de deux poids, deux mesures : l'une pour le secteur privé appelé à contrôler rigoureusement les salaires, de telle sorte que leur évolution ne dépasse pas en cours d'année celle des prix, l'autre pour le secteur public où, parce que des engagements ont été pris, le pou-

voir d'achat des agents serait, quel qu'il arrive, augmenté de 2 %.

Bien sûr, on peut discuter à perte de vue des dispositifs du plan Barre et de leur opportunité. Le fait est qu'il n'y a pas d'autres aujourd'hui et que l'un de ses ressorts est précisément de jouer sur le couple prix-salaires afin qu'il revienne graduellement dans les eaux des 6,5 % par an.

La tentation est donc grande pour le gouvernement, après avoir constaté que les syndicats ont réussi à faire jouer en leur faveur toutes les modifications des contrats de 1969 et de 1970, d'invoquer aujourd'hui la clause *rebus sic stantibus*, sous-jacente dans nombre de conventions ou de traités internationaux.

Les choses ayant changé depuis la signature des contrats, ne convient-il pas de les revoir, de les adapter à la situation nouvelle, quitte à revenir ensuite aux premières formules lorsque l'horizon sera éclairci ? Est-il admissible que l'on s'araboute sur des positions conquises sans regarder ce qui se passe autour de soi ? Au reste, si l'inflation galope demain, comment les beaux engagements sur l'augmentation du pouvoir d'achat garantis ne seraient-ils pas emportés comme fétus de paille ? Un « moratoire » ne peut-il être invoqué par le gouvernement, vu l'urgence ?

M. Raymond Barre se garda bien pour le moment de prendre une position autre que très générale sur un sujet aussi délicat (« l'état donnera l'exemple »), quel qu'il ait lésé pointer le bout de l'oreille, l'autre jeudi, à la télévision en déclarant : « Il y a un certain nombre de revendications qui proviennent de secteurs qui sont les plus favorisés à la fois en matière de niveaux des rémunérations, de pouvoir d'achat, de durée de travail, de statut, car l'emploi n'est pas menacé et enfin du point de vue des retraites ».

Il y a fort à parier que le premier ministre ne pensait pas seulement aux employés des caisses d'épargne de Paris, dont le comité s'alarme, et dont le gouvernement fait un test, mais notamment aussi à ceux de l'E.D.F.

Si M. Barre devait céder sur ce

● L'INSTITUT AMÉRICAIN DU FER ET DE L'ACIER, organisme patronal regroupant seize-vingt entreprises sidérurgiques représentant 95 % de la production d'acier des États-Unis, a demandé au gouvernement américain d'examiner rapidement la plainte qu'il a déposée, le 6 octobre, contre l'accord conclu l'an dernier entre la C.R.E. et le Japon. Selon l'institut, cet accord, qui limite les exportations d'acier nipponnes vers l'Europe, a eu pour effet d'en détourner une partie vers les États-Unis.

chapitre, après avoir dû, depuis le lancement de son plan, laisser filer certains prix du fait, notamment, de la hausse des matières premières (café, corps gras, cacao), que restait-il de la belle détermination qu'il affichait au départ, et donc des chances — déjà faibles — de réussite de son opération ?

Mais il y a façon et façon de résister. C'est vers l'aménagement des conventions par la négociation qu'il faut se diriger, et on a le temps de préparer la manœuvre, puisque c'est seulement au début de l'année prochaine que la question deviendra chaude.

Plusieurs voies pourraient s'ouvrir à la discussion, si l'on voulait bien sortir des sentiers battus. Par exemple, il ne serait pas indécrot que l'on mette aux plus petits salaires l'assurance d'une augmentation de 2 % du pouvoir d'achat qui serait compensée par une réduction d'autant en haut de l'échelle. Cette contraction des inégalités en temps d'austérité n'aurait rien pour contraindre à la « philosophie » générale de l'action gouvernementale, et l'on a déjà été en ce sens ces dernières années.

Autre hypothèse : repousser à la fin de l'année 1977 l'exécution des assurances d'augmentation du pouvoir d'achat, ce qui permettrait de dégonfler la pression salariale à un moment où le « plan Barre » est le plus fragile, et aussi de « voir venir ».

Enfin, pourquoi ne pas essayer de rompre avec les habitudes d'échec des concessions sur un plan (celui des traitements) contre d'autres, dans un tout autre domaine ? Les Italiens sont passés maîtres dans cet art difficile mais productif. En gros, les syndicats transpirent, qui ont beaucoup mieux compris que les nôtres la nécessité d'une politique de rigueur (à défaut de laquelle les travailleurs seraient entraînés vers les zones rouges d'inflation et de chômage), cherchant à obtenir des compensations sous la forme de nouveaux droits de contrôle sur les investissements des entreprises, sur la politique de l'emploi, de la mobilité du travail, etc. (1).

Dans le secteur public, une plus grande participation aux décisions, des facilités d'embauche nouvelles là où le travail est particulièrement exigeant, des aménagements d'horaires (par exemple, extension du « mi-temps », notamment pour les femmes), etc., pourraient être proposés par les directions contre une « pause » pour l'augmentation du pouvoir d'achat. Ce ne serait pas là un marché de dupes.

Les organisations syndicales ont intérêt — comme elles ont commencé de le faire — à élargir leur champ de revendications et à parler plus souvent de « pouvoir » et de « qualité de la vie ». Sur ces thèmes elles étaient moins aisément entendues jusqu'ici que sur celui de la progression des rémunérations. N'est-ce pas au moment où il faut, par tous les moyens, « tordre le cou » à l'inflation que le champ est plus libre pour la reconnaissance des besoins « immatériels » ?

PIERRE DROUIN.

(3) Voir *Inter-social* n° 20 - Octobre 1976.

« jeunes artisans »

Revue trimestrielle
Pour les jeunes artisans...
par des jeunes artisans.

« JEUNES ARTISANS »
3, rue des Immeubles-Industriels,
75013 PARIS. — Tél. : 397-70-82.
Abonnement : 28 F - Le N° : 5 F.
C.C.P. PARIS 5028-98.

République algérienne démocratique et populaire

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ (SONELGAZ)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un avis d'Appel d'Offres International ouvert est lancé pour la fourniture de vannes destinées à énipper le gazoduc Centre 42 « HASSI R'MEL (NORD) ISSER » et ses ouvrages annexes.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 27 octobre 1976 auprès de la SONELGAZ - Service Engineering Gaz - 2, boul. Salah Bouakour, 3^e étage, ALGER.

La date limite de remise des offres est fixée au 15 décembre 1976.

PRÉFECTURE DE LA MANCHE 2^e DIRECTION - 4^e Bureau - N° 76-3406

Avis de mise à l'enquête publique de la demande présentée par Electricité de France (Service National Région d'Équipement CLAMART) en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la centrale nucléaire de FLAMANVILLE (Manche)

1. Conformément à l'arrêté du Préfet de la Manche en date du 14 octobre 1976, il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique du projet présenté par Electricité de France (Service National Région d'Équipement CLAMART) en vue de la construction d'une centrale nucléaire et de ses installations annexes sur le territoire des communes de FLAMANVILLE, HEAUVILLE, LES PIEUX, SIOUVILLE et TREAUVILLE (MANCHE).

Une commission d'enquête est désignée, dont le siège est à la Sous-Préfecture de CHERBOURG.

2. Le dossier du projet restera déposé à la Sous-Préfecture de CHERBOURG pendant six semaines consécutives, du 5 NOVEMBRE au 16 DÉCEMBRE 1976 inclus, pour être communiqué sans déplacement pendant cette période, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h., aux personnes qui voudront en prendre connaissance (sauf les dimanches et jours fériés et samedis de 14 h. à 17 h.).

Un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Président de la Commission d'Enquête où l'un des membres de celle-ci sera ouvert par le Sous-Préfet de CHERBOURG et déposé pendant la même période et au même lieu, pour recevoir aux heures indiquées les observations auxquelles pourrait donner lieu ce projet.

3. Pendant la durée de l'enquête, les observateurs pourront également être adressées par écrit au Président de la Commission d'Enquête qui les annexera au registre susvisé.

Les membres de la Commission d'Enquête recevront le public à la Sous-Préfecture de CHERBOURG et à la mairie de FLAMANVILLE pendant les trois derniers jours de l'enquête, aux heures ouvrables ci-dessus mentionnées.

4. Pendant la durée de l'enquête, dans les communes de FLAMANVILLE, HEAUVILLE, LES PIEUX, SIOUVILLE et TREAUVILLE, un exemplaire du dossier du projet et un registre subsidiaire à feuillets non mobiles coté, paraphé et ouvert par chacun des maires desdites communes seront déposés dans les mairies concernées.

Ces documents seront accessibles au public dans les conditions précitées, pour recevoir les observations auxquelles pourrait donner lieu le projet.

SAINT-LO, le 14 Octobre 1976
LE PRÉFET,
Pierre CAZEJUST.

Industriels!

à moins de 6 km de Paris

Semarbo

vous propose :

Zone industrielle de Bobigny
lots à partir de 1000 m²
Lotissement industriel
de La Courneuve - Le Bourget en bordure
de l'autoroute A1

Documentation
Renseignements
S'adresser

Semarbo

16 avenue Paul Eluard 93 600 Bobigny

844 23 86

OUVERTURE DE LA ZONE D'ACTIVITÉS

les Molières MIRAMAS B.R.

Lots viabilisés à partir de 30 F le M2

Située à Miramas, sur les axes de communication avec tous les centres régionaux, la zone d'activités des MOLIERES s'ouvre aujourd'hui aux industriels. Elle offre des avantages exceptionnels à un coût très bas :

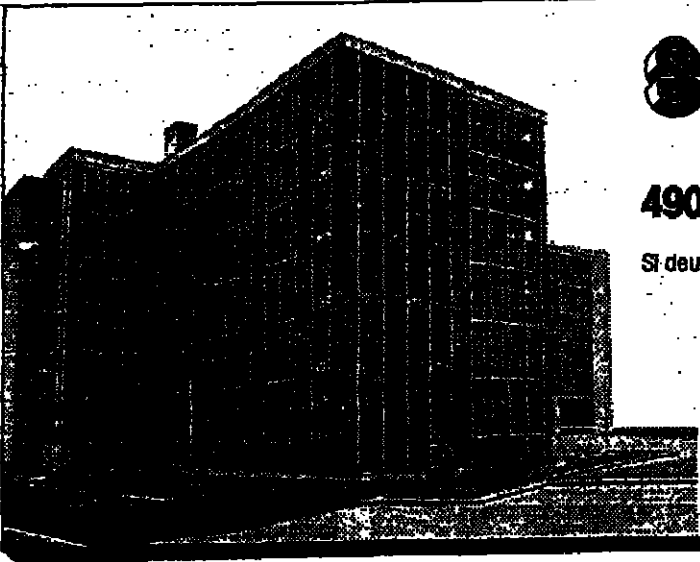
- viabilité entièrement réalisée,
- découpage de lots à partir de 1.000 m²
- main-d'œuvre abondante,
- logements assurés,
- équipements socio-culturels et de loisirs très diversifiés.

Toutes les entreprises non polluantes sont acceptées.

Pour tous renseignements et vente s'adresser à :

montus industrie **ISTRES**
(91) 43.20.23 (91) 55.03.54

Une réalisation SCA - Ville nouvelle de Fos



SUD EXPANSION

EN BANLIEUE SUD,

4900 m² de bureaux disponibles immédiatement.

Si deux sociétés de renommée nationale viennent de choisir SUD-EXPANSION, ce n'est pas par hasard !

SUD-EXPANSION, des bureaux conçus pour permettre une exploitation économique.

RENSEIGNEMENTS : SOVIC
173, RUE DE LA CROIX NIVERT 75015 PARIS
Tél. 533.80.90



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

La santé des entreprises allemandes

1976 a été une année difficile pour les entreprises européennes. En faudrait-il une preuve qu'on la trouverait dans la lecture de l'enquête annuelle du mensuel économique l'Exposition intitulée « Europe compétition », qui classe, par secteurs, les grandes firmes du vieux continent selon leur rentabilité.

« L'année des pertes », titre la publication. De fait, sur deux cent trente-cinq firmes prises en compte, soixante-seize ont vu leur bénéfice diminuer et trente-huit accusent des pertes.

La santé des entreprises allemandes a été au grand jour : sur trente-sept firmes d'outre-Rhin retenues, trois seulement affichent des pertes, dix voient leur bénéfice diminuer, mais vingt-quatre enregistrent une hausse de leurs profits. Couronnement symbolique, c'est Daimler-Benz (Mercedes) qui enlève la première place du classement général, suivie par B.M.W.

La France tire nettement moins bien son épingle du jeu. Sur les quarante-cinq firmes retenues, un tiers amoindrent leur rentabilité, un tiers voient leurs bénéfices fléchir, un tiers enfin voient l'exercice se solder par une perte. Consolation dans ce tableau gris : quatre entreprises françaises occupent la première place dans leur secteur : Michelin (pneumatiques), Rousselot (chimie), l'Air liquide (gaz industriels) et Dumez (bâtiments et travaux publics).

Comme à l'ordinaire, est-on tenté d'écrire, les firmes alleman-

nes figurent en queue de peloton, leurs structures apparaissant parfois catastrophiques. Le propos mérite toutefois d'être nuancé pour deux raisons : la première est que la comptabilité telle qu'on la pratique dans la péninsule est si particulière — qu'il est bien difficile de s'y retrouver ; la seconde est que les grands groupes allemands, souvent soutenus à bout de bras par les pouvoirs publics, ne sauraient être représentatifs de la santé de l'ensemble de l'industrie.

Reste le paradoxe britannique. Si l'on se réfère au palmarès d'« Europe compétition », les entreprises d'outre-Manche sont les grandes triomphatrices. Sur cinquante-huit firmes, deux seulement sont déficitaires, vingt-deux voient leurs résultats croître, trente-quatre enregistrent une hausse sensible de leur bénéfice.

A la vérité, comme le notent les auteurs de l'enquête, ces performances avaient été accueillies avec la plus grande prudence. Les entreprises d'outre-Manche, bénéficiant souvent de rente de situation (dans les ex-dominions notamment), investissent généralement peu, ce qui gonfle artificiellement le rapport entre les bénéfices nets et les capitaux investis. De surcroît, l'inflation accélérée dénature totalement les comptes.

Au total, la solidité allemande apparaît plus rassurante que l'apparent brio britannique.

Ph. L.

AUTOMOBILE

LE 46^e SALON DE TURIN

La fête est finie

De notre envoyée spéciale

Turin. — Grisaille, morosité, inquiétude, la crise a-t-elle été aux Italiens le goût de la fête ? Le 46^e Salon de l'Automobile de Turin, qui a ouvert ses portes le 3 novembre, semble le prouver. La ville paraît avoir définitivement perdu le goût des folles joutes d'antan. Il est vrai que les hausses du prix de l'essence et de la vignette, annoncées par le gouvernement italien, n'étaient pas de nature à déridier les constructeurs italiens.

Le marché ne s'est pas encore vraiment remis de la crise, au contraire des marchés français ou allemand. Au cours des neuf premiers mois de l'année, les immatriculations ont certes atteint 885 000 unités, soit 11,33 % de plus que l'an passé, mais elles restent encore très inférieures aux niveaux records de 1973 (moins de 1 200 000). C'est par d'incessants conflits sociaux et une inflation redoublée, les constructeurs italiens n'ont pu tirer vraiment parti d'une reprise timide. Ce sont les constructeurs étrangers (français notamment) qui se sont taillé la part du lion, conquérant près de 40 % du marché.

Après une année 1976 médiocre, les constructeurs prévoient un premier semestre 1977 assez faible et une amélioration au cours de la seconde moitié de l'année. Au total, la progression des ventes devrait être d'environ 5 à 7 % l'an prochain. « Nous ne retrouverons les niveaux d'avant la crise qu'à la fin des années 70 », a précisé M. Tuffarelli, membre du conseil de direction de la Fiat, au cours du débat réunissant sept dirigeants de firmes automobiles la veille de l'ouverture du Salon. Débat terne mais significatif du

nouvel état d'esprit des constructeurs européens : nulle trace de l'optimisme à tout crin qui prévalait avant la crise. Certes, le cadavre est toujours vivant, comme l'a affirmé la direction de General Motors en Europe. Mais au-delà de leur confiance réaffirmée en l'automobile, les dirigeants ont vu l'idole trembler sur ses bases. Les débats organisés autour de trois thèmes en ont porté la trace.

Le premier portait sur les perspectives d'évolution à moyen terme en Europe. Les constructeurs savent désormais que le seuil de saturation du marché n'est guère éloigné, et que l'industrie européenne est globalement suréquipée par rapport aux possibilités raisonnables d'écoulement de la production. « Nous pouvons d'ici à 1985 construire et vendre en moyenne 11 millions de voitures par an. Or les capacités atteignent déjà 13 millions », a déclaré M. Remdacker (B.M.W.). « Il en résulte que la lutte des entreprises automobiles (...) se renforcera (...) et elle portera probablement plus que dans le passé sur les prix. »

Second thème : l'interventionnisme croissant des Etats. S'agissant des réglementations de plus en plus contraignantes et des mesures conjoncturelles pénalisant l'automobile, la plupart des intervenants ont souligné le rôle de cette industrie dans l'économie. « L'automobile est la roue qui fait tourner l'économie : la population européenne en dépend pour 7 % », a précisé M. Hagstrom (Volvo). « L'automobile et les automobilistes ont rapporté en

1975 au fisc italien 4 000 milliards de lires. En 1976, l'industrie rapportera, par ses exportations, 4 000 milliards de dollars », a ajouté M. Tuffarelli.

Enfin, dernier thème particulièrement cher aux constructeurs italiens : la productivité et les conditions de travail. « Je me demande s'il n'y a pas quelque chose dans ce pays qui nous empêche de gérer nos entreprises comme nos concurrents », s'est exclamé M. Cortesi, président d'Alfa Romeo, avant d'interroger le président de Volvo sur les « secrets » qui lui ont permis de réduire l'absentéisme dans certaines de ses usines de 18 % à 5 %.

Rien de ce qui a été dit n'était pourtant de nature à réveiller l'intérêt d'un Salon au demeurant assez terne : exposition d'après crise placée sous le signe de la sagesse et de l'économie. Peu de nouveautés, sinon des ajustages de gamme ici et là. Seule voiture nouvelle, la Beta coupé 1300, de chez Lancia, version coupé de la berline 1300 et destinée à remplacer la Fulvia coupé.

Est aussi présente la 126 Personal de Fiat, étudiée encore plus spécialement pour la ville avec son aménagement « transformable » de l'espace à l'arrière. Paradoxe et signe des temps, la « vedette » du Salon n'est pas une voiture, mais un petit véhicule tout-terrain, le Leopard, de chez Gilletti, qui ressemble à un véhicule amphibie.

Quant aux carrossiers, ils semblent avoir, eux aussi, tiré la leçon de la crise. Dans le hall qui leur est réservé, « le club », est un taxi. Prototypage déjà présenté par Ital Design, en juin, au Museum of Modern Art of New-York, à mi-chemin entre la voiture de maître et le minibus. Autre source d'inspiration, les carrossiers, la petite voiture rustique de type Méhari, sur laquelle se sont exercés Farina et Ghia.

Enfin, conformes à la grande tradition, les Bertone Rainow et Navajo, aux lignes aplaties et aux arêtes carrées, sur mécanique Ferrari, ainsi que l'As de carreau d'Ital Design, sur châssis et mécanique B.M.W. Au total, peu de découvertes.

Turin n'est plus une fête.

V. M.

Alpine Renault A 310 V6 une GT silencieuse et surprenante

Présentée au Salon de Genève en mars 1975, l'Alpine Renault A 310 avait été dessinée autour d'une maquette du six cylindres P.R.V. Il aura donc fallu attendre presque cinq ans pour quelle reçoive le moteur qui lui était destiné, une étape indispensable pour que la Régie nationale mise enfin sur elle son avenir en compétitions routières après l'homologation en groupe 4 qui pourrait être acquise au printemps prochain.

L'Alpine A 310 V6 sera produite à la cadence de cinq voitures par jour, les versions précédentes étant abandonnées (l'usine de Dieppe continue la fabrication quotidienne de deux berlines 1600 SX équipées du moteur de la R 16 TXI). Par rapport à sa devancière — qui était équipée d'une 1600 cm³ à injection de 126 ch, la nouvelle A 310 a gagné de la puissance, de la vitesse et, surtout, du confort.

Le moteur est celui de la R 30 TS (de même que la boîte de vitesses à quatre rapports). Son taux de compression a été augmenté, afin de porter la puissance à 150 ch DIN à 6 000 tr/min. Mais l'augmentation de poids par rapport à la 310 1600 est considérable (140 kg) et la puissance à la tonne (153 ch/t contre 150 ch/t) est pratiquement la même. Le progrès n'est donc particulièrement évident qu'en vitesse pure (222 km/h avec deux personnes à bord, ce qui n'intéressera que les pendulaires...), les accélérations relevées étant de 14,4 sec. aux 400 m, départ arrêté et 28 sec. aux 1 000 m.

Quant au confort, l'adoption du nouveau moteur a été déterminante pour la souplesse d'utilisation (le couple maximal est obtenu à 3 500 tr/min, au lieu de 5 000) et pour l'abaissement du niveau sonore, l'Alpine A 310 est désormais une vraie « Grand Tourisme » silencieuse et adaptée

à une conduite paisible dans le respect des règlements. Elle garde bien entendu les qualités des modèles précédents : la maniabilité (on peut regretter, toutefois, celle de la Berlinette), l'équipement et la finition de l'habitacle (qui adopte les sièges « pétales » des coupés R 15 et R 17), mais aussi les défauts : une habitabilité insuffisante et une visibilité générale presque dangereuse. Ainsi le champ de vision frontal est obstrué, à droite, par le rétroviseur intérieur, et à gauche par le montant de pare-brise et les gouttes de pluie éparpillées par les essuie-glaces.

La suspension elle-même n'est satisfaisante qu'en bon revêtement, mais elle est adaptée à une conduite rapide et à une sécheresse (relative) autorisant une tenue de cap exceptionnelle. Les choses se compliquent dans les virages serrés ou glissants : les deux tiers du poids total sont portés par les roues arrière motrices. En freinage et en accélérations brusques, le comportement devient d'autant plus instable que la charge transférée sur des volants de série. Qu'en sera-t-il lors de la version de compétition aura fait son plein de puissance ?

MICHEL BERNARD.

* Prix : 78 900 F. Consommation (normes UTAC) : 7,5 l, 4,2 l et 17,2 l.

Ne payez que la qualité.

Maintenant il y a les collants libres chez Carrefour. Il a fallu attendre 6 mois avant de vous les proposer. Parce que Carrefour a voulu que ce premier produit libre dans le domaine du textile soit irréprochable.

Comme c'est en France et non à l'étranger que se fabriquent les meilleurs collants du monde, Carrefour s'est adressé à l'un des plus grands fabricants français.

Après de nombreux tests de contrôle, Carrefour est maintenant sûr de vous présenter des collants de grande qualité aux meilleurs prix possibles.

Les collants libres existent dans 3 coloris préférés des femmes et dans un large choix de tailles, pour que chacun trouve sa mesure.

Deux séries : mousse 20 deniers, 3 tailles, 2,80 F fins 15 deniers, 5 tailles, 3,90 F

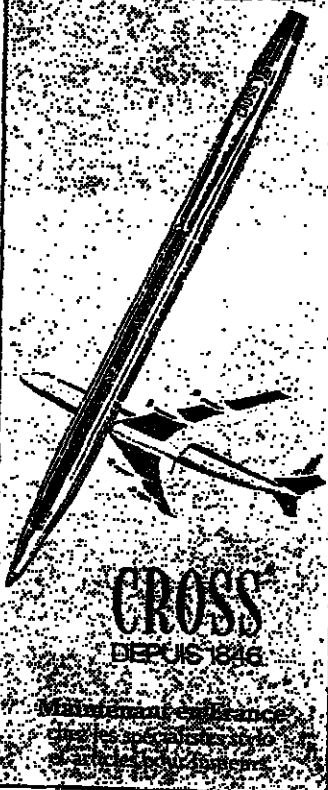
Vous ne payez que la qualité chez Carrefour.

Mousse: 2,80
Fin: 3,90



Les collants libres. Chez Carrefour.

Une ligne... une classe internationale



Offrez investissez diamants Francis Javitt

1	109, av. du Général Leclerc 75014 Paris, Tél. 540.71.05
2	Centre Commercial Maine-Montparnasse 68, bd du Montparnasse 75015 Paris, Tél. 538.66.52
3	13, av. de Fontainebleau 92270 Le Kremlin-Bicêtre 542.57.97

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

صوتنا من الامم

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

SYNDICATS

AUX TRENTE-SIX HEURES D'OPTION

M. Krasucki : la C.G.T. défend le principe d'une hiérarchie nécessaire des salaires

Les trente-six heures d'option, organisées les 5, 6 et 7 novembre par cette revue mensuelle publiée par l'U.G.C.T. (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.), étaient consacrées à la coopération université-industrie.

A l'issue de cette rencontre, M. René Leguen (secrétaire général de l'U.G.C.T.) et Henri Krasucki (secrétaire confédéral), en traitant de la défense du personnel d'encadrement, n'ont pas manqué de préciser l'attitude de la C.G.T. sur la hiérarchie des salaires, objet de controverses ces derniers jours.

« La C.G.T. a fait et fera la part de ses positions. Il faut rendre l'argent où il est, chez les très riches pour améliorer en priorité la situation des travailleurs actifs et retraités qui sont dans des conditions difficiles. Elle ne laissera pas déformer sa position dans un sens ou dans l'autre », a dit pour sa part M. Krasucki.

Face à une politique d'austérité, nous luttons pour la défense et le maintien du pouvoir d'achat de tous les salariés et pour son amélioration dans des proportions variables, permettant de réduire les écarts excessifs. Il est intolérable que plusieurs millions de travailleurs gagnent moins de 1000 F par mois et que le gouvernement et le patronat s'efforcent de réduire les salaires responsables de l'inflation. La C.G.T. défend le principe d'une hiérarchie nécessaire des salaires, pour des raisons évidentes, parce qu'elle correspond aux exigences des réalités de la société en ce point où elle est et des qualifications réelles.

M. Ségué et les revenus supérieurs à 12 000 F

Si M. Krasucki n'a prononcé aucun chiffre précis pour situer jusqu'à quel niveau de rémunération on peut être considéré comme salarié, M. Georges Ségué, interrogé deux jours plus tôt, avait déclaré : « Me référant aux accords de salaires existant ou aux conventions collectives, j'ai répondu que parmi les personnes dont les revenus mensuels dépassent 12 000 F, il y en a peu qui sont classées dans les grilles de salaires en vigueur. »

Cette appréciation ne peut évidemment pas être interprétée comme une thèse de la C.G.T. C'est une évaluation sommaire. Nous savons très bien qu'elle comporte des exceptions, comme c'est le cas, par exemple, pour le personnel navigant de l'aviation civile qui a des revendications dont la C.G.T. est solidaire. Il est à remarquer d'ailleurs que ces revendications concernent bien plus les conditions de travail que les salaires proprement dits. — J. R.

● M. MARCHELLI (métallurgie C.G.C.) prévoit 500 000 chômeurs de plus en 1977, soit « près d'un million et demi de chômeurs au début des prochaines vacances ». « Le phénomène de récession que nous connaissons déjà, a-t-il déclaré samedi 6 novembre à Dijon, va s'accroître et nous prévoyons des licenciements importants dans tous les secteurs d'activité. »

SÉCURITÉ SOCIALE

La guerre des tarifs médicaux

DEUX CENTS MÉDECINS LILLOIS ONT MANIFESTÉ CONTRE LA MENACE DE SANCTIONS

(De notre correspondant.)

Lille. — Près de deux cents médecins ont manifesté, samedi 6 novembre, devant les locaux de la caisse primaire d'assurance-maladie. Ils attendaient protester contre la procédure de déconventionnement engagée contre quatre-vingt-trois d'entre eux pour dépassement des tarifs conventionnels. Le président du conseil d'administration de la caisse primaire a reçu une délégation à qui il a précisé que l'engagement d'une procédure ne signifiait pas décision et que, par conséquent, toute action revendicative était prématurée.

Le docteur Soulié, porte-parole du syndicat, s'est adressé aux manifestants : « Il n'est pas normal d'opposer une répression individuelle à une action organisée. C'est toute la pratique libérale qui est attaquée quand cent médecins sur sept cents reçoivent une menace de déconventionnement. Nous demandons que la caisse revienne sur sa décision, sinon nous appliquerons la consigne prévue par la Confédération des syndicats médicaux français : la rupture des relations administratives avec les caisses. Autrement dit, nous ferons la grève administrative. »

Des procédures de déconventionnement sont engagées contre quatre-vingt-deux médecins des arrondissements de Lens et de Béthune, quarante-huit à Tourcoing et également un certain nombre à Roubaix, Douai et Valenciennes.

● LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE FRANÇAISE s'est accru de 1,2 milliard de francs à l'égard de l'Allemagne fédérale à 9 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1976, contre 4 milliards durant la même période de 1975. Les importations françaises ont augmenté de 34 %, pour se situer à 42,3 milliards de francs (assurance et fret compris), et les exportations de 21 %, pour s'établir à 33,1 milliards, indique la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Plus de dix mille personnes à la journée « portes ouvertes » des grévistes de Lip

De notre correspondant

Besançon. — Cela tenait un peu de la kermesse et de la vente de bienfaisance avec son cortège de guirlandes et de ballons de baudruche, ses salles aménagées en stands où les visiteurs pouvaient acheter des ouvrages de dame, des assiettes décorées, des pendulettes de bureau ou encore des chaussettes de Rebour. Avec aussi sa tombola où, pour 10 F, on pouvait gagner une montre à quartz, ses démonstrations de « chymagopie » et l'interminable cortège qui conduisait à la chauxcroute préparée par les sept employés récemment renvoyés du restaurant que la société Borel exploite sur la zone industrielle de Besançon.

Mais derrière cette apparence de fête, derrière le sourire épanoui des « Lip », qui la veille pouvaient encore douter du succès de cette journée « portes ouvertes » et qui voyaient dans l'usine de Palente déambuler en rangs serrés une foule de dix à douze mille personnes, tout conduisait à la réflexion, au contact, non seulement avec les ouvriers, les femmes, les ingénieurs de Lip, mais aussi avec les délégations d'une dizaine d'entreprises en lutte, les paysans-travailleurs du Jura, les viticulteurs occitans, les Bretons, les juristes du Syndicat de la magistrature, les médecins s'interessant à la recherche sur la santé, actuellement développée chez Lip.

Installée dans le hall d'honneur de l'usine, devant la fresque où Fred Lip s'était fait représenter en compagnie d'Einstein, le centre de la recherche médicale défilait les premières cartes d'adhésion à l'association 4 M (micro mécanique et matériel médical). Constituée à la fin du mois d'octobre entre médecins et chercheurs de Lip, l'association entend promouvoir cette nouvelle branche d'activité dont l'ancien recteur Pierre Magnin, professeur de médecine, membre du conseil économique et social et directeur général du nouvel institut national de la recherche pédagogique et de surcroît candidat de la majorité à la mairie de Besançon, confiait ré-

comment qu'elle lui semblait être la seule issue possible pour l'industrie horlogère franc-comtoise. L'association 4 M qui pour l'heure a des contacts avec des spécialistes de Besançon, Nancy, Paris et avec un institut belge de recherche sur les radio-éléments intéressés par la réalisation de prototypes a volontairement limité son existence à six mois. Ce n'est pas par hasard. Dans six mois, en effet, les ouvriers de Lip arriveront au terme de leur prise en charge à 90 % par l'ASSÉD/C. Beaucoup comptent bien d'ailleurs qu'une solution, qu'elle vienne des commissions régionales, départementales ou d'ailleurs, sera prête à cette échéance.

CLAUDE FABERT.

● AUX LABORATOIRES SUBTANCIA, à Orléans, qui emploient trois cent quatre-vingt-dix salariés, une grève se poursuit depuis le 22 octobre. Les grévistes occupent les locaux de l'entreprise installés sur la zone industrielle de La Source. Ils revendiquent notamment le cinquième semaine de congés payés, une augmentation uniforme de 100 F pour tous et l'amélioration de leurs conditions de travail. — (Corresp.)

IMMOBILIER

LE GROUPE DE M. JEAN-CLAUDE AARON A PRIS LE CONTRÔLE DU HOLDING DU GROUPE DE BALKANY

A la fin de la semaine dernière, le contrôle de la société holding du groupe de Balkany (la Société de gestion immobilière et mobilière) a changé de main. L'Union internationale immobilière, dont le P.D.G. est le promoteur immobilier, Jean-Claude Aaron, et la Société privée de gestion financière (S.P.G.F.), que préside M. Jean-Luc Gendry, ont, en effet, acheté en Bourse (au cours de 3 047 F) à la famille de Balkany mais aussi à l'Union de banque suisse 108 380 actions de la S.G.I.M. pour un coût total de plus de 333 millions de francs.

L'U.I.L. détient donc désormais 49 % du capital de la S.G.I.M. et la S.P.G.F. 37 %. Cette opération, qui concrétise le dégage-

ment de M. de Balkany d'une part importante de ses activités était en projet depuis plusieurs mois (le Monde du 22 juillet). La S.G.I.M. contrôle actuellement la Société des centres commerciaux, mais également des sociétés d'ingénierie, de développement foncier et urbain, qui assurent la promotion de programmes de logements, de bureaux et de centres commerciaux. Ces activités s'ajoutent donc à celles de l'U.I.L. (dont le capital va être triplé) dans le domaine immobilier : prises de participation dans les « tours de table » de programmes de construction, mais aussi promotion, conception et commercialisation d'immobiliers, par le biais de filiales spécialisées comme la SEPEI (Société d'études financières et de réalisations immobilières), qui a construit, entre autres, la tour Maine-Montparnasse.

● TOYOTA S'IMPLANTERA AUX ÉTATS-UNIS dans deux ans environ, lorsque ses exportations atteindront 500 000 unités par an, a déclaré M. Yamamoto, vice-président de la firme automobile japonaise. Les exportations de Toyota aux États-Unis s'élèveront en 1976 à 400 000 unités.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	3 1/2	2 1/4
1 mois	5 1/8	3 3/8	2 3/8
3 mois	5 1/2	3 1/2	2 1/4
6 mois	5 1/2	3 1/2	2 1/4

POUR VOTRE ÉPARGNE



LA POSTE

Organisé par BUREAUX-PROVINCES et LES ÉCHOS
Sous la présidence de Monsieur Jean LECANUET, Ministre d'État
chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire

Forum

L'Entreprise, l'État et la Décentralisation Tertiaire

La décentralisation des activités de bureau est vécue différemment par l'entreprise et par l'État. L'entreprise y voit souvent une contrainte mais aussi une manière d'accroître son potentiel économique et d'améliorer sa gestion. L'État, pour sa part, l'envisage comme un moyen d'équilibrer les activités sur l'ensemble du territoire.

Confronter les points de vue de chacun et examiner les solutions possibles, tel est le but de la journée organisée à l'intention des chefs d'entreprise le jeudi 18 novembre de 9 h 00 à 18 h 00 au Palais des Congrès, à Paris.

En matinée, deux tables rondes : la décentralisation bancaire et financière, les télécommunications et la décentralisation tertiaire.

Un déjeuner-débat : la décentralisation tertiaire, choix imposé ou choix stratégique pour l'entreprise ? avec Messieurs Arrighi de Casanova (CCI Paris), Chatenet (BUREAUX-PROVINCES), Essig (DATARI) et Hannart (INPPI).

L'après-midi, trois ateliers techniques : les procédures administratives et les aides de l'État, le marché national des bureaux, les rémunérations du personnel de bureau et le coût de la vie en province.

Pour recevoir le programme détaillé du Forum, prenez contact avec l'Association Bureaux-Provinces, 39, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris - Tél. 522.86.20 (poste 299).

La participation aux frais est de 200 F

ASSOCIATION
BUREAUX-PROVINCES

Pourquoi faut-il visiter le



22^e Salon international de l'Emballage, du Conditionnement et de la Présentation ?

parce que : ● toute entreprise a besoin aujourd'hui de réduire au minimum ses coûts de fabrication dont l'emballage constitue une part non négligeable, ● l'évolution des techniques dans ce domaine est permanente.

Ce 22^e Salon vous offre une gamme exceptionnelle de matériaux, d'emballages, d'accessoires et surtout de machines en provenance de tous pays.

Vous y trouverez des idées, des conseils et des produits qui vous permettront d'abaisser vos prix de revient.

Un Congrès organisé par l'Institut Français de l'Emballage et du Conditionnement aura lieu dans le cadre du Salon sur le thème : « Conditionnement des produits alimentaires, problèmes actuels, techniques de pointe ».

Aux mêmes dates également aura lieu :

EURO-PLV, l'exposition spécialisée du matériel de présentation et de publicité sur le lieu de vente.

Ne manquez pas de visiter ces 2 manifestations du 15 au 20 Novembre 1976

Porte de Versailles • PARIS • de 9 h à 18 h.

1.600 firmes groupées en 655 stands vous y attendent

Renseignements : SEFIC-Emballage - 40, rue du Collège - 75008 PARIS - Tél. : 256.38.94

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BANQUE

Baud en faillite

UN MAUVAIS COUP PORTÉ AUX ÉVIANAIS
ET AU SYSTÈME BANCAIRE FRANÇAIS

De notre correspondant

Evian. — La fermeture du guichet de « leur banque » (« le Monde » du 20 octobre) a stupéfié les Evianais très attachés aux deux « institutions » de cette cité de Haute-Savoie de 6178 habitants : la Société des eaux minérales d'Evian et la banque Baud. Les deux « maisons » sont installées face à face, rue Nationale, pour la première, une renommée internationale ; pour la seconde, le prestige local.

Les « vieux » Evianais confiaient de préférence leurs économies à l'unique guichet de cet établissement bancaire, dont les méthodes de travail étaient parfois jugées archaïques et où le « patron », M. Joseph Baud, les recevait souvent personnellement. Parmi les mille trois cents comptes, cent six appartenaient à des entreprises de la région, et plusieurs centaines à des hôteliers ou à des commerçants de cette ville.

La banque Baud était, affirmait-on, « très conciliante » et accordait facilement des découverts importants aux commerçants. Ce qui n'empêchait pas cet établissement d'être très prospère. Plusieurs banques souhaitaient l'acquiescer lorsqu'en 1974 M. Baud, âgé de soixante-quatre ans, décida de se séparer de la quasi-totalité de ses actions.

La Société de développement et de participation, qui regroupait divers actionnaires français, anglais et américains, se porta acquéreur de 98,74 % du capital. M. Joseph Baud demeurait P.-D.G., la banque conservait le nom de son ancien propriétaire et ouvrait un second guichet à Paris.

À Evian quelques personnes seulement eurent connaissance des modifications apportées à la société anonyme. Ce fut la première surprise de la population évianaise, qui découvrit, le 18 octobre, au moment de la fermeture, que « leur banque avait changé de main » et avait eu des activités internationales, que le chiffre d'affaires réalisé à Paris était quatre fois supérieur à celui d'Evian, enfin que le « guichet » parisien avait « coulé » la banque Baud. Le 21 octobre, les clients créaient une association de défense et demandaient l'intervention des pouvoirs publics afin de permettre le déblocage des comptes, l'ouverture des coffres, le retour du dossier devant la juridiction du tribunal de Thonon.

Ce n'est que le vendredi 29 octobre que l'ensemble du système bancaire français (y compris le Crédit populaire et le Crédit agricole) envisageait la possibilité d'indemniser les déposants d'une banque en faillite. Bien que n'y étant pas contraintes, les banques françaises ne pouvaient se désolidariser d'une affaire qui risquait de discréditer une institution jugée « très solide » et qui, à la différence des banques étrangères, a beaucoup moins souffert de la spéculation internationale au cours des dernières années. Il aura fallu cependant près de dix jours pour que toutes les banques donnent leur consentement.

Un certain nombre d'entre elles, reprochant à la Banque de France de ne pas s'être montrée assez prudente lors de l'achat de la banque Baud par la Société de développement et de participation, auraient retardé l'intervention collective.

M. Pianta, député (R.L.) de la Haute-Savoie, a reçu l'assurance du ministre de l'économie et des finances que « les clients de la banque Baud seront remboursés pour une très large part de leurs dépôts ». On estime généralement qu'ils pourraient dans un premier temps récupérer 80 % des sommes déposées à Evian. Mais plusieurs membres de l'association de défense des intérêts des clients de la banque Baud ont déjà déclaré : « Si nous ne sommes pas remboursés à 100 %, nous ne pourrions plus accorder notre confiance aux banques privées françaises... » Il est vrai que Genève n'est qu'à 40 kilomètres d'Evian.

Reste le côté pénal de l'affaire. Après la mise en règlement judi-

cière de la banque Baud, une information a été ouverte par la section financière du parquet de Paris contre les deux fondateurs de la banque à Paris pour abus de biens sociaux. On laisse entendre que plusieurs personnes pourraient être prochainement inculpées. Si la faillite de la banque Baud a porté un « mauvais coup » au système bancaire français, elle a aussi désorganisé la vie quotidienne de la population évianaise subitement privée d'une bonne partie de ses ressources. Si cette affaire n'était pas réglée rapidement, elle pourrait gêner considérablement certaines entreprises régionales qui dépendent parfois d'importantes traites impayées.

CLAUDE FRANCILLON.

AFFAIRES

Le Crédit agricole pourrait racheter Château-Margaux

Le Crédit agricole, propriétaire de Château-Margaux, premier grand cru classé du Médoc ? Ce devrait être l'épilogue prochain de l'affaire Ginestet. La famille Ginestet, outre Château-Margaux, possède une maison de négoce, aujourd'hui au bord de la faillite. Gérée sans doute avec plus d'imagination que de rigueur, cette affaire de commerce est sortie lourdement endettée de la crise qui a secoué le marché des vins de Bordeaux de 1972 à 1975.

Une seule solution se présente aux Ginestet : vendre Château-Margaux et ses 65 hectares de vignes pour régler les créanciers. L'affaire faillit d'abord se faire avec l'U.A.P., mais les dirigeants du groupe d'assurance n'eurent pas l'heur de plaire aux propriétaires du château. Puis vint l'été dernier, la société américaine National Distillers qui offrait 82 millions de francs, au vingtain de plus que l'U.A.P. Cette fois, ce furent les pouvoirs publics qui intervinrent. Margaux étant à la fois le nom d'un vin de château et celui du vin de la commune de Margaux, on redouta

à Paris que la société américaine ne jouât plus tard sur d'habiles confusions.

Entre-temps, l'endettement de la société Ginestet s'est accru. Il approcherait les 60 millions de francs. Le pool bancaire, qui depuis trois ans assure les fins de mois de la société, a été amené à fixer une première date limite, celle du 31 octobre, repoussée bientôt au 15 novembre.

On touche au terme. Le gouvernement a demandé au Crédit agricole de racheter Château-Margaux. Les dirigeants du groupe bancaire ont accepté et ils auraient l'accord du pool de créanciers. L'affaire se conclurait, dit-on, autour de 60 millions, ce qui permettrait tout juste de régler les dettes de la société de négoce, sans permettre à celle-ci de répartir sur des bases assainies. D'où les réserves persistantes de la famille Ginestet. Mais a-t-elle encore vraiment le choix ?

Que fera ensuite le Crédit agricole de Château-Margaux ? Au siège parisien de cet établissement, on se défend de vouloir garder longtemps le domaine viticole : la banque ne jouerait que le rôle de relais. — P.-M. D.

(Avis financier des sociétés)

This advertisement appears as a matter of record only.



SOCIETE NATIONALE DE FABRICATION ET DE MONTAGE DU MATERIEL ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE SONELEC, ALGERIA



DM. 80,000,000

SIX YEAR EUROCURRENCY LOAN

GUARANTEED BY

BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE

MANAGED BY

UBAF FINANCIAL SERVICES LIMITED

WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIRONZENTRALE

ALLIED BANK INTERNATIONAL
BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE
FIRST BOSTON (EUROPE) LIMITED
UNION MEDITERRANEE DE BANQUES

PROVIDED BY

ALLIED BANK INTERNATIONAL
ARAB BANK FOR INVESTMENT AND FOREIGN TRADE
BANCO ARABE ESPANOL S.A.
BANK MIZES AND HOPE N.V.
BANQUE CANADIENNE NATIONALE
BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK) S.A.
BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE
MELLON BANK N.A.
MIDLAND AND INTERNATIONAL BANKS LIMITED
MIDLAND BANK LIMITED
OSTERREICHISCHE LÄNDERBANK A.G.
SOCIETE CENTRALE DE BANQUE S.A.
UBAF LIMITED
UBAF-ARAB JAPANESE FINANCE LIMITED
UNION DE BANQUES ARABES ET EUROPEENNES - U.B.A.E.
UNION MEDITERRANEE DE BANQUES
WESTLB INTERNATIONAL S.A.

AGENT

WESTLB INTERNATIONAL S.A.

September 1976

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société de Développement Régional d'Alsace
PREMIÈRE S.D.R. COTÉE AU MARCHÉ À TERME

LA SADE vient d'être admise au marché à terme de la Bourse de Nancy.
Rappelons que la SADE est une société anonyme de droit privé qui, aux termes d'une convention passée avec l'Etat, a adopté le statut de société de développement régional.
A ce titre, la SADE concourt au développement économique de l'Alsace en collectant l'épargne au profit des entreprises industrielles et commerciales qui y créent, renforcent, diversifient ou convertissent leur activité.

Elle a pour rôle principal : contribuer au renforcement de la capacité permanente.
Créée en 1964, au capital de 500 000 F, la SADE a régulièrement progressé son capital jusqu'au niveau actuel de 22 250 000 F. Elle a été introduite dès 1969 à cote officielle du marché de Bourse.
La décision prise par le syndicat de la Compagnie des agents de bourse d'intervenir sur une valeur cotée dans un marché régional.

GRUPE BABCOCK FIVES

Compagnie Industrielle et Financière BABCOCK FIVE

Les comptes consolidés pour l'exercice 1975 de la Compagnie Industrielle et Financière Babcock-Fives font ressortir un bénéfice net après impôt de 37 800 000 francs, dont 36 250 000 francs pour la seule part du 50 % à fin 1975. La situation nette de l'ensemble s'établissait à 436 000 000 francs y compris les intérêts. La situation nette de la compagnie au 30 juin 1976 se solde par un bénéfice net, après provisions, amortissements et impôt, de 20 844 francs, se comparant à un bénéfice de 18 837 000 francs à la fin du premier semestre de 1975 et à un bénéfice de 21 737 000 francs pour l'exercice 1974. Au 30 septembre 1976, le total des produits encaissés s'élevait à 23 951 francs (contre 25 177 000 francs au 30 septembre 1975), dont 22 079 000 francs provenaient des dividendes, 9 721 000 francs des loyers et 5 858 000 francs des produits financiers.

FIVES-PAIX BABCOCK

La situation de la filiale Fives-Paix-Babcock ne présente de fait favorable. Le chiffre des commandes enregistrées pendant les dix premiers mois de l'année atteint 2 850 millions de francs (dont 87 % pour l'étranger), alors qu'il s'était élevé à 1 862 millions pour l'année 1975. Dans sa séance du 20 octobre 1976, le conseil d'administration de Fives-Paix-Babcock, sur proposition de son président, M. Jacques J. a nommé, avec effet au 1er janvier 1977, M. Raymond Fauvert directeur général. M. Yann Pellet et Claude Sapin directeurs généraux adjoints, M. Roger Rémil directeur général adjoint technique.



GRUPE VICTOIRE

ASSURANCES ABEILLE ET PAIX

Le conseil d'administration a arrêté dans sa séance du 28 octobre comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1976.
Le bénéfice d'exploitation passe de 13 339 884 F l'an dernier à 22 076 884 F par suite de l'augmentation des dividendes versés par les filiales françaises (+17 222 222 F) et de la mise en paiement d'acomptes sur dividendes par la nouvelle filiale canadienne La Prévoyance.
Le bénéfice net, incluant les plus ou moins-values déduites au cours de l'exercice, ressort à 23 103 407 F contre 17 513 823 F. L'incidence nette de plus ou moins-values sur les profits de l'exercice en cours a été de +2 284 658 F contre -740 155 F pour l'exercice précédent.
Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale qui se réunira le 17 décembre la distribution d'un dividende net de 12 F par action, aux 17 actions en plus déjà payé au Trésor de 8 F, contre respectivement 11 F et 5,50 F au titre de l'exercice précédent. Le report à nouveau passe de 5 434 796 F à 9 838 203 F.

RESTRUCTURATION DU GROUPE VICTOIRE

Les conseils d'administration des sociétés du groupe concernées par la restructuration annoncée au mois de septembre, c'est-à-dire :
Assurances Abeille et Paix,
L'Abelie IGARD,
La Paix AIRD,
L'Abelie-Vie,
L'Abelie Internationale,
ont approuvé les traités d'apports et de fusions qui seront soumis au vote des actionnaires les 15, 16 et 17 décembre 1976.
Les apports nets faits par l'Abelie IGARD et la Paix AIRD à la nouvelle compagnie Abeille Paix IGARD représentent un montant de 334 millions de francs.
Les apports nets faits par l'Abelie-Vie et la Paix-Vie à la nouvelle compagnie Abeille Paix-Vie représentent un montant de 108 millions de francs.
Les apports nets faits par l'Abelie IGARD et la Paix AIRD à l'Abelie Paix-Assurance représentent un montant de 17 millions de francs.
Il est rappelé que, à la suite de ces opérations d'apports, il sera proposé aux actionnaires l'absorption des sociétés Abeille IGARD, Paix AIRD, Abeille-Vie, Paix-Vie, Abeille Internationale par la société Assurance Abeille et Paix, qui prendra la dénomination de Compagnie Financière du Groupe Victoire.
Il est rappelé également que les parts retenues pour ces fusions sont les suivantes :

11 actions Assurances Abeille et Paix pour 5 actions Abeille IGARD	9	2	2	2	2
9	2	2	2	2	2
13	2	2	2	2	2
1	2	2	2	2	2

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS se décentralise à NANTES

La Banque nationale de Paris vient d'installer à Nantes une nouvelle direction de réseau.
Cet échelon décentralisé de la direction générale de la Banque nationale de Paris aura compétence pour diriger l'action de tous ses sièges situés dans l'ensemble Bretagne-Pays de Loire.
Le premier établissement bancaire français pourrait ainsi avec méthode et rigueur la réalisation de son projet général de décentralisation, qu'il a déjà mené à bien à Lille, Lyon et Marseille.
Des pouvoirs étendus de décision susceptibles d'améliorer et d'accélérer les services rendus à la clientèle sont ainsi donnés à des organes de sa direction générale installés au cœur des grandes régions économiques françaises.
Cette contribution au développement harmonieux de l'ensemble du territoire national permet de doter son appareil commercial de l'Ouest, de la France d'une structure de direction qui favorisera l'expansion économique et la vocation particulière de ces régions.

ACIER - INVESTISSEMENT

Valeur liquidative à fin octobre 1976
A fin octobre 1976, la valeur liquidative globale d'Acier-Investissement s'établissait à 182,17 millions, soit 104,10 F par action.

Europcar loue des voitures de la Renault 5 à la Mercedes
europcar © 645.21.25

Dites le avec des FLEURS PRÉCIEUSES BRILLANT-CRISTAL-ROCHE 46 Bd HORTAL PARIS 13

BUREAUX A LOUER PONT DE NEUILLY-LA DEFENSE

A 300 m du Pont-de-Neuilly (métro et 14 lignes d'autobus), vous êtes face à la Seine et votre horizon, c'est Paris.
Les bureaux, qui sont tous en premier jour, sont cloisonnés.
Vous disposez d'un standard très efficace (1100 postes / 110 lignes extérieures), d'un restaurant, d'une cafétéria et de parkings souterrains.

1.950 m² sont actuellement disponibles par niveaux de 650 m².

522.12.00

TRANSACTIONS 27, rue de l'Étoile 75008 Paris 122.31.72

banque jordean conseil en placements et gestion de patrimoine Raymond Bouillon tel 280 63 45 répondra à vos questions siège central Paris 3/5 rue St Georges 75002 Paris

صكلا من الامل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE

— R.F.A. : un millier de personnes ont assisté à une cérémonie à la mémoire de Joachim Peiper.

3. ASIE

— CHINE : la critique de la « base des quatre » s'est accompagnée d'une volonté de développer les « forces productives ».

5. AMÉRIQUES

— CANADA : les querelles linguistiques affaiblissent la position de M. Trudeau.

6. PROCHE-ORIENT

— LIBAN : le président Sarkis demande à la population de coopérer avec la force arabe d'intervention.

6. DIPLOMATIE

— La budget des affaires étrangères sera encore réduit en 1977.

8 à 11. POLITIQUE

— La voyage de M. Barre à Troyes.
— L'élection législative partielle de la Haute-Loire.
— LIBRE OPINION : « De leur silence à notre volonté », par Michel Jobert.

12. ÉDUCATION

— La rentrée des mouvements étudiants.

14. DÉFENSE

— Le comité directeur du P.S. : un effort de recherche.

13. RELIGION

— JUDO : le championnat de France.

16. SPORTS

— AUTOMOBILISME : le Tour de Corse.

17. JUSTICE

— JUDO : le championnat de France.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

— PAGES 18 A 24
— Qui paie l'impôt ? 46 % des Français ne sont pas taxés sur le revenu.
— Les effets pervers de l'exportation des armes.
— « La prévision économique ne peut prétendre à une précision scientifique », nous écrit M. Raymond Barre.
— Les experts proposent de prendre en compte la dépréciation de l'endettement des entreprises.
— M. Barre après les élections : Vivre sans les Anglais.
— Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

25 à 27. ARTS ET SPECTACLES
— FESTIVALS : des immigrés de Sortirville à Clichy.
— THÉÂTRE : Dialogues d'exilés au Petit TEP.

35. LA RÉGION PARISIENNE
— Du neuf dans le métro.

36. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.

— AUTOMOBILE : à Turin, la fête est fielle.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (15)
— Annonces classées (28 à 33) : Bourne (41) ; Carnet (15) ; Informations pratiques (17) ; « Journal officiel » (17) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (17).

daté 7-8 novembre 1976 a été tiré à 528 902 exemplaires.

tiré à 528 902 exemplaires.

une nouvelle façon de s'habiller à 30 ans

LATREILLE nouvelle boutique

53, rue saint-andré-des-arts
75006 Paris tél. : 033.50.12

A B C D F G H

Trois scrutins en Algérie

- Référendum constitutionnel le 19 novembre
- Élection présidentielle en décembre
- Élection de l'Assemblée nationale en janvier 1977

De notre correspondant.

Alger. — « Au nom du F.L.N., je demande à l'Assemblée de constater que la mission de M. Houari Boumedienne, responsable du département d'information et d'orientation du parti, a fait cette annonce aux cadres de la nation réunis au Palais des Nations, qui venaient d'approuver le projet de Constitution, lequel sera soumis à référendum le 19 novembre.

Après avoir, à l'issue d'une journée de travail, le chef de l'État a annoncé que l'élection du président de la République (1) aurait lieu en décembre, et celle de l'Assemblée populaire nationale en janvier 1977. Le congrès du F.L.N. sera préparé au cours de l'année prochaine, en vue de sa convocation, si possible avant le 19 juin 1978, à encore précisé M. Boumedienne, avant d'indiquer que 1977 sera également consacré à l'élaboration du troisième plan quinquennal 1978-1981.

Rappelant que l'A.P.N. viendra couronner les A.P.C. (assemblées populaires communales) et les A.P.W. (assemblées populaires des wilayas), le président Boumedienne a souligné que la Constitution, « chef de vote de l'édifice constitutionnel », est la première application de la charte nationale adoptée le 27 juin dernier. « La loi fondamentale de l'Algérie, elle est la traduction juridique de la charte, qui est elle-même la source suprême de la politique de la nation et des lois de l'État. »

La Constitution est divisée en trois titres. Le deuxième, intitulé « Du pouvoir et de son organisation », définit le fonctionnement de l'État. Il s'agit d'un régime présidentiel. Le président de la République, élu pour six ans, est

rééligible. Il peut, s'il le souhaite, nommer un vice-président et un premier ministre. C'est lui qui fixe leurs attributions, mais la Constitution ne leur donne aucun pouvoir. Ainsi, le vice-président pourrait être chargé de représenter le chef de l'État dans les affaires internationales, tandis que le premier ministre se verrait confier les problèmes de gestion. Mais ni l'un ni l'autre n'auraient la possibilité de renvoyer les ministres. Ceux-ci sont responsables devant le président, qui sera lui-même responsable devant le congrès du parti.

Une Cour suprême

L'Assemblée populaire nationale, renouvelable tous les cinq ans, vote le budget et est dotée de prérogatives substantielles dans le domaine législatif. Le nombre des députés et les modalités du scrutin ne sont pas précisés dans la Constitution ; le soin de les fixer est confié au F.L.N. Le président de la République adressera tous les ans à l'A.P.N. un message sur l'état de la nation. En cas de vacance du pouvoir, l'intérim est assuré par le président de l'A.P.N. Celui-ci doit organiser le scrutin pour l'élection du nouveau chef de l'État dans un délai de quarante-cinq jours, et il ne peut être réélu.

La Constitution prévoit la création d'une cour suprême ayant des prérogatives assez étendues. Elle garantira le fonctionnement normal de la justice et devra lutter contre les abus de pouvoir. La Loi fondamentale prévoit également la création d'une cour des comptes, qui aura droit de regard sur tous les problèmes concernant les fonds publics, et d'un conseil supérieur de la défense relevant de la présidence de la République.

Le texte constitutionnel a été élaboré pendant l'été par des juristes, notamment par M. Mohammed Bedjaoui, ambassadeur à Paris, et a été examiné par le Conseil de la révolution et le conseil des ministres. Revu, corrigé, enrichi, ce texte, devenu avant-projet définitif, a été soumis le 4 et 5 novembre à un séminaire préparatoire à l'Assemblée nationale, où les représentants du parti et des organisations de masse, puis il a été adopté par le congrès du F.L.N. par la Conférence nationale des cadres de la nation. Cette conférence comprenait notamment les membres du Conseil de la révolution, les ministres, la direction de l'appareil du F.L.N., les secrétaires nationaux des organisations de masse, les responsables de l'Armée populaire libérée, les ministères, les walis (préfets) et les élus des A.P.C. et des A.P.W.

PAUL BALTA.

(1) M. Boumedienne est président du Conseil de la révolution, qui est actuellement l'instance suprême du pays, et du conseil des ministres.

Le premier ministre a, d'autre part, traité de la conférence Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, assurant que « la France ne ménagera aucun effort pour que le dialogue contribue à jeter les bases de nouvelles relations économiques internationales, que, comme l'Égypte, elle appelle de ses vœux ».

M. Barre a enfin estimé qu'un accord dans le domaine de l'agriculture et du transfert de la technologie pourrait être facilement conclu.

NICOLL
"le français" way of life.

Ce veston sport Harris Tweed, spécialité incontestée de NICOLL, illustre parfaitement le français en matière d'élégance vestimentaire. Droit, poches plaquées il existe en plusieurs coloris de chevron, pied de poule, carreaux, unis ou Prince de Galles. Vous le complétez d'un pantalon flanelle pure laine.

600 F et 300 F

NICOLL
29 RUE TRONCHET/PARIS 8^e

SECON LE SOVIÉTIQUE DISSIDENT JAURÉS MEDVEDEV

Une catastrophe nucléaire aurait provoqué plusieurs centaines de morts en U.R.S.S. en 1958

Londres (A.P., U.P.I., Reuters, A.P.F.). — Une explosion accidentelle, survenue en 1958 dans un dépôt de déchets nucléaires des montagnes de l'Oural, aurait provoqué la mort de centaines de personnes, affirme le biologiste soviétique Jaurés Medvedev (frère de l'historien dissident Roy Medvedev), exilé depuis 1973 en Grande-Bretagne, dans un article paru dans la revue britannique New Scientist. Selon M. Medvedev, les déchets radio-actifs n'avaient pas été enterrés à une profondeur suffisante, malgré les mises en garde répétées des savants participant à leur immersion dans l'Océan Pacifique ou l'Océan Indien.

« Les solutions qui ne furent pas retenues, parce qu'elles étaient trop coûteuses », a-t-il écrit, « furent d'enterrer les déchets à une profondeur comparable à celle d'un volcan », et des particules radioactives furent ainsi projetées à des centaines de kilomètres. Mais les autorités refusèrent d'évacuer les localités de la région jusqu'à l'apparition des premiers troubles chez les personnes irradiées. Il y a eu des dizaines de milliers de cas et des centaines de morts, et les chiffres exacts ne furent jamais divulgués », affirme M. Medvedev, qui ajoute que la zone où s'est produite la catastrophe reste dangereuse et que son accès demeure interdit.

L'autre part, toujours selon M. Medvedev, l'explosion d'une fusée spatiale, en 1960, sur le cosmodrome de Baïkonour, aurait causé la mort de centaines de personnes, et une réaction chimique ou à une surpression, ait pu provoquer la mort de centaines de personnes.

La mort du maréchal Nedelko fut officiellement attribuée, à l'époque, à un accident d'aviation qui survint le 24 octobre 1958. Trois jours auparavant, on avait annoncé le décès du général Pavlovski, chef d'état-major adjoint des armées soviétiques. Des rumeurs avaient déjà couru à cette époque, liant ces deux décès à une « explosion catastrophique » survenue sur un polygone d'essais.

Dès novembre 1960, le magazine américain Newsweek avait donné une version des faits semblable à celle donnée aujourd'hui par M. Medvedev.

On est, en revanche, beaucoup plus réservé dans les milieux nucléaires britanniques et français sur la réalité de l'accident nucléaire dont parle aujourd'hui M. Medvedev. On souligne notamment que, s'il s'agit bien de déchets, une explosion nucléaire est impossible, et qu'il est donc impossible qu'une explosion d'un autre type, due à une réaction chimique ou à une surpression, ait pu provoquer la mort de centaines de personnes.

La livre sterling, qui, à partir de mercredi dernier, avait amorcé une assez vive remontée, s'est à nouveau affaiblie lundi matin 8 novembre sur les différents places financières internationales à la suite d'informations selon lesquelles le déficit budgétaire britannique dépasserait 2 milliards de livres en 1977.

À Paris, la devise anglaise s'est traitée à 8,064 F (contre 8,12 F). À Zurich, elle a valu 3,95 francs suisses contre 3,975 francs suisses. À Londres, enfin, les échanges se sont effectués sur la base de 1,619 dollar pour 1 livre (contre 1,628 dollar).

Le repli de la livre a entraîné celui du dollar, qui est revenu à 2,4415 francs suisses (contre 2,445 francs suisses) et à 4,98375 francs français (contre 4,9825 F). Parallèlement, le deutschemark a progressé. En fin de matinée, il s'échangeait à 2,6625 francs français (contre 2,6625 francs) et à 1,0101 franc suisse (contre 1,0091 franc suisse).

Selon les cambistes, les transactions sur la livre ont été toutefois peu nombreuses et portées en général sur des montants assez moyens.

York, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, ayant échoué, le maréchal Nedelko, responsable des fusées, ordonna de procéder à une vérification rapide, au mépris des consignes de sécurité, c'est-à-dire sans avoir fait vidanger les réservoirs de combustible. L'allumage aurait alors eu lieu accidentellement, et la fusée, prise dans les échelles des équipes de vérification, aurait basculé et explosé, tuant toutes les personnes présentes.

« La dernière réponse que j'ai reçue de Rome, a-t-il dit, ne me donne aucun espoir. Mais j'espère malgré tout qu'un jour l'horizon s'éclaircira. Je ne veux pas quitter les rails parce qu'il y a du brouillard devant moi », a-t-il ajouté sous les applaudissements de l'assistance. « Pour le moment, a-t-il précisé, je n'ai malheureusement l'intention d'ordonner un échec. » En revanche, il a confirmé qu'il procéderait à de nouvelles ordinations de prétextes d'ici juin 1977.

Le lendemain, Mgr Lefebvre a béni un ancien garage, transformé en chapelle, qui doit servir de lieu de prière aux traditionalistes romains.

D'autre part, un architecte suisse a annoncé à la Tribune de Genève qu'il venait de déposer les plans d'une basilique, qui serait construite aux environs d'Évêque.

Selon la Tribune de Genève, le bâtiment serait édifié sur les communes de Saxon et Ridda, à proximité immédiate du séminaire « intégriste » Saint-Pie-X condamné par le Vatican.

« Face à l'intervention concertée des milliardaires de la sidérurgie, les partis communistes appellent les travailleurs et les peuples à renforcer leurs luttes, dans l'union la plus large, pour faire échec aux plans du grand capital et sauvegarder leurs souverainetés. »

Les quatre partis ont décidé « d'approfondir leur coopération. Ils sont convenus d'initiatives communes pour empêcher le nouveau cartel et les capitalistes de la sidérurgie d'importer leur loi et pour donner la plus grande ampleur à la protestation des travailleurs, des démocrates et des patriotes. »

Un rassemblement populaire sera organisé à cet effet en janvier en Lorraine.

La production d'acier doit être augmentée

déclarent les P.C. français, allemand, belge et luxembourgeois

« Seule la limitation de la domination brutale des monopoles peut assurer le maintien, la relance et le développement de la sidérurgie », déclarent les quatre partis communistes de France, d'Allemagne fédérale, de Belgique et du Luxembourg, dans un texte commun publié au terme d'un week-end de travail consacré à cette industrie.

« Il est possible dès à présent, ajoute la déclaration, de mettre un terme au chômage, aux mutilations et déclassements, aux pertes de salaires, et en augmentant la consommation populaire, en satisfaisant les besoins sociaux, en faisant droit aux justes revendications des travailleurs. En réalité, aujourd'hui, le niveau de

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

Mgr LEFEBVRE SE DÉCLARE DÉCIDÉ À ALLER « JUSQU'AU BOUT DE SA MISSION »

Mgr Marcel Lefebvre a réaffirmé le 6 novembre à Rouen qu'il était décidé à aller jusqu'au bout de sa mission, malgré la position du Saint-Siège. L'ancien archevêque-évêque de Tulle, suspendu « à divinis » depuis le 24 juillet dernier par le pape pour son hostilité à l'Église post-conciliaire, a déclaré devant quelques centaines de personnes réunies dans une ancienne chapelle désaffectée de Rouen qu'il n'était pas question pour lui de céder « sur l'essentiel ».

« La dernière réponse que j'ai reçue de Rome, a-t-il dit, ne me donne aucun espoir. Mais j'espère malgré tout qu'un jour l'horizon s'éclaircira. Je ne veux pas quitter les rails parce qu'il y a du brouillard devant moi », a-t-il ajouté sous les applaudissements de l'assistance. « Pour le moment, a-t-il précisé, je n'ai malheureusement l'intention d'ordonner un échec. » En revanche, il a confirmé qu'il procéderait à de nouvelles ordinations de prétextes d'ici juin 1977.

Le lendemain, Mgr Lefebvre a béni un ancien garage, transformé en chapelle, qui doit servir de lieu de prière aux traditionalistes romains.

D'autre part, un architecte suisse a annoncé à la Tribune de Genève qu'il venait de déposer les plans d'une basilique, qui serait construite aux environs d'Évêque.

Selon la Tribune de Genève, le bâtiment serait édifié sur les communes de Saxon et Ridda, à proximité immédiate du séminaire « intégriste » Saint-Pie-X condamné par le Vatican.

« Face à l'intervention concertée des milliardaires de la sidérurgie, les partis communistes appellent les travailleurs et les peuples à renforcer leurs luttes, dans l'union la plus large, pour faire échec aux plans du grand capital et sauvegarder leurs souverainetés. »

Les quatre partis ont décidé « d'approfondir leur coopération. Ils sont convenus d'initiatives communes pour empêcher le nouveau cartel et les capitalistes de la sidérurgie d'importer leur loi et pour donner la plus grande ampleur à la protestation des travailleurs, des démocrates et des patriotes. »

Un rassemblement populaire sera organisé à cet effet en janvier en Lorraine.

La production d'acier doit être augmentée

déclarent les P.C. français, allemand, belge et luxembourgeois

« Seule la limitation de la domination brutale des monopoles peut assurer le maintien, la relance et le développement de la sidérurgie », déclarent les quatre partis communistes de France, d'Allemagne fédérale, de Belgique et du Luxembourg, dans un texte commun publié au terme d'un week-end de travail consacré à cette industrie.

« Il est possible dès à présent, ajoute la déclaration, de mettre un terme au chômage, aux mutilations et déclassements, aux pertes de salaires, et en augmentant la consommation populaire, en satisfaisant les besoins sociaux, en faisant droit aux justes revendications des travailleurs. En réalité, aujourd'hui, le niveau de

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

La production d'acier peut et doit être augmentée pour faire face aux véritables besoins des peuples.

A "la Règle à Calcul", une exclusivité Hewlett-Packard: vos données, vos programmes, sur carte magnétique!

A "la Règle à Calcul", découvrez les deux nouveaux calculateurs programmables HP-224 "Règles" de programmes ou 26 registres de données sur une carte magnétique, 3 niveaux de sous-programmes, 10 fonctions à définir, 5 types d'adressage (symbolique, indirect, relatif, 4 indicateurs, 10 instructions conditionnelles).

le HP-67 : format de poche 3 420 F t.t.c.
le HP-97 : version avec imprimante 5 700 F t.t.c.

la Règle à Calcul

1er distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP
65 Bd Saint-Germain, 75006 Paris
Tél. 033 02-633033 34-61

HEWLETT-PACKARD

A B C D F G H